

Que vaut le texte de Daniel Gluckstein, *Critique d'une critique* ?

(Réponse à une "réponse")

par Wolfgang

(Texte rédigé en avril-mai 2000, revu pour publication fin août-début septembre 2000, jamais publié par le C.C.I.)

SOMMAIRE

Avant-propos, p. 3

Sur la première page de *Critique d'une critique* : en guise de hors-d'œuvre, p. 4

I. Sur la plus-value, p. 5

1) *Sur la question des services*, p. 5

- a) Une lecture attentive et minutieuse ?, p. 5
- b) La mystérieuse "théorie" glucksteinienne des services, p. 6
- c) Daniel Gluckstein et la logique, p. 7
- d) Théorie élémentaire, p. 8
- e) Daniel Gluckstein disciple de Marx... ou des économistes vulgaires ?, p. 9
- f) Remarques complémentaires sur l'erreur de Daniel Gluckstein, p. 10
- g) À propos des entreprises de services nationalisées, p. 11
- h) À propos des services publics qui ne produisent pas de plus-value, p. 12

2) *Sur le tableau des Comptes de l'industrie française*, p. 12

- a) Sur la spécificité de la théorie marxiste de la plus-value, p. 13
- b) Sur le fait que le tableau des *Comptes de l'industrie française* ne "témoigne" pas de la "décomposition du capitalisme", p. 16

3) *Sur le concept de plus-value relative*, p. 18

- a) Le "langage courant" appelé à la rescousse, p. 18
- b) Qui "nie Marx au nom de Marx" ?, p. 19
- c) Daniel Gluckstein comprend-il quelque chose à la méthode de Marx ?, p. 20

II. Sur la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, p. 21

III. Sur la question des "forces productives", p. 24

1) *Le déclin absolu des forces productives : un "leurre théorique" ?*, p. 24

- 2) *Sur les deux approches des "forces productives" dans le livre Lutte des classes et mondialisation, p. 27*
- 3) *Le concept marxiste de "forces productives", p. 28*
 - a) Les forces productives du travail apparaissent comme forces productives du capital, p. 30
 - b) Toutes les forces productives se ramènent à la force productive du travail, p. 31
 - c) Le travail n'est pas la "principale force productive", p. 31
 - d) Le travail ne peut rien produire sans les "forces productives matérielles", p. 32
 - e) Daniel Gluckstein et la logique (bis), p. 33
 - f) L'erreur fondamentale de Daniel Gluckstein, p. 34
 - g) Causes et conséquences de cette erreur, p. 34

Proposition de définition marxiste des forces productives, p. 36

- 4) *Que répond Daniel Gluckstein à mes objections concernant les forces productives aujourd'hui ?, p. 40*
 - a) Quelle réponse à ma première objection ? p. 41
 - b) Quelle réponse à ma seconde objection ? p. 42
 - c) Quelle réponse à ma troisième objection ? p. 44
 - d) Quelle réponse à ma quatrième objection ? p. 50
 - e) Quelle réponse à ma cinquième objection ? p. 52

Conclusion sur la question des forces productives, p. 56

IV. Sur le "capitalisme ascendant" et l'impérialisme, p. 57

- 1) *Sur les concepts de marché et d'étouffement des forces productives, p. 58*
 - a) Sur le concept de marché, p. 58
 - b) Sur la notion d'"étouffement des forces productives", p. 60
- 2) *Le passage du capitalisme ascendant à l'impérialisme : avènement ou processus ? p. 63*
- 3) *Sur le concept même d'impérialisme, p. 68*
 - a) "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", p. 68
 - b) Sur l'expression "capitalisme triomphant", p. 71
 - c) Sur l'exacerbation des contradictions p. 72
 - d) Qu'est-ce qui était "pacifique" dans les années 1880-1914 ?, p. 73
 - e) Sur Kautsky et les mencheviks, p. 74
 - f) Sur l'impérialisme d'aujourd'hui, p. 75

V. Sur le réformisme, p. 76

- 1) *Des accusations politiques sans fondement pour éviter la discussion sérieuse, p. 77*
- 2) *Le réformisme : "produit du capitalisme ascendant"... ou de l'impérialisme ?, p. 77*
- 3) *Quand commence la légitimité du combat révolutionnaire ?, p. 79*
- 4) *Le problème de la direction révolutionnaire du prolétariat ne se pose-t-il qu'à partir... de 1938 ?, p. 79*
- 5) *Sur le rapport entre réformes et révolution, p. 80*

VI. Forces productives et lutte des classes, p. 81

- 1) *Base et moteur de l'histoire*, p. 81
- 2) *Les forces productives et le "Progrès"*, p. 84
 - a) Sur les "conditions objectives" et la notion de progrès, p. 84
 - b) Sur la notion de progrès chez Lénine, p. 88
- 3) *Sur les cinq premiers paragraphes du Programme de Transition*, p. 92
 - a) Selon Trotsky lui-même, le *Programme de Transition* "n'est pas un programme complet", p. 92
 - b) De nouvelles accusations infondées, p. 93
 - c) Le déclin des forces productives n'est pas une prémisse du socialisme, p. 94
- 4) *La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire*, p. 95
 - a) Encore des accusations politiques infondées, "appuyées" sur des citations sciemment déformées, p. 95
 - b) De nouveau sur le rapport entre les forces productives et la lutte des classes p. 96
 - c) Qu'est-ce qui fonde la nécessité historique du combat pour le socialisme ? , p. 97
 - d) Conditions objectives et conditions subjectives de la révolution socialiste, p. 98

Conclusion, p. 99

Avant-propos¹

Les camarades ont peut-être lu ma *Critique du livre "Lutte des classes et mondialisation"* et la *Critique d'une critique*, dans laquelle Daniel Gluckstein m'a répondu.

Cette réponse de notre camarade à mes critiques et objections est-elle convaincante ? Permet-elle de faire avancer la discussion ? Permet-elle de faire progresser notre courant sur la voie de la maîtrise et du développement de la théorie marxiste ?

Pour contribuer à l'appréciation collective de ce que vaut *Critique d'une critique*, j'ai estimé nécessaire de répondre point par point à l'ensemble des affirmations qu'elle contient, en les confrontant aux faits et à la théorie marxiste.

Les parties successives du texte ci-après ne suivent pas l'ordre de *Critique d'une critique*, mais celui de ma première contribution. Le choix d'un tel ordre d'exposition m'a permis d'examiner de manière systématique quelle réponse Daniel Gluckstein apporte — ou n'apporte pas — à chacune des critiques et à chacun des arguments que je lui avais opposés. Il ne me semble d'ailleurs pas que, contrairement à ce qu'affirme notre camarade (page 45, deuxième paragraphe), il faille

¹ Je remercie la camarade L., qui a eu la patience de relire le manuscrit du présent texte et m'a fait part de multiples suggestions, que j'ai presque toujours suivies. Il va sans dire que je porte seul la responsabilité de ce que l'on va lire.

"hiérarchiser" les objections que je lui avais adressées dans ma première contribution, dans la mesure où, loin de "mêler des questions fondamentales à d'autres, portant sur des points de détail", elles forment au contraire un ensemble ordonné de six problèmes théoriques fondamentaux étroitement reliés les uns aux autres, à savoir, rappelons-le :

- I. La plus-value
- II. La loi de la baisse tendancielle du taux de profit
- III. Les forces productives
- IV. L'impérialisme
- V. Le réformisme
- VI. Le rapport entre les forces productives et la lutte des classes

Daniel Gluckstein a également tort d'affirmer (page 45, troisième paragraphe) que j'aurais contesté uniquement la manière dont il présente certains concepts fondamentaux du *Capital* ; en réalité, j'ai récusé tout autant son interprétation de la conception léniniste de l'impérialisme et du réformisme et ses commentaires concernant les documents factuels qu'il propose.

En revanche, je suis d'accord avec lui pour dire (cf. sa note 1, p. 45) que "les choix de méthode et de forme se relient toujours au contenu même des positions défendues", et qu'il en va de même du "ton" et du "style". C'est pourquoi je m'efforce de mettre bien en évidence, dans le présent texte, la rhétorique et les procédés formels utilisés par notre camarade, voire la manière dont il cite mes propos, tout en montrant explicitement le lien qui les unit au contenu même de ses affirmations.

Sur la première page de *Critique d'une critique* : en guise de hors-d'œuvre

La première page de *Critique d'une critique* (page 45, du quatrième au septième paragraphes) offre, dès l'abord, un exemple des procédés rhétoriques constamment utilisés par notre camarade, qui donne d'emblée la primeur de sa "méthode" de discussion².

Celui-ci commence par nous assurer qu'il a "étudié" "avec le plus grand soin" ma première contribution, qu'il en a fait "une lecture attentive et minutieuse" ; nous aurons évidemment à vérifier la validité de ces gages liminaires de sérieux. Formellement, il ne nie pas que son livre contienne des "méconnaissances et incompréhensions", puisqu'il écrit que celles-ci ne sont "*pas toujours* du côté où (Wolfgang) prétend les déceler" (je souligne) ; on pourrait s'en féliciter... mais, malheureusement, en réalité, notre camarade ne reconnaîtra à *aucun* moment, par la suite, qu'il a commis des erreurs théoriques dans son livre... Puis, Daniel Gluckstein m'accuse de faire dire aux textes de Marx autre chose que ce qu'ils disent... mais il ne le prouvera *jamais* dans tout son texte, il ne reviendra même plus sur cette question³. Enfin, il suggère que j'aurais voulu donner au débat la

2 Daniel Gluckstein rejette avec indignation, dans sa note 14, pages 67-68, l'idée que, ici ou là dans son livre, il ait pu se laisser aller à des excès de polémique que l'on puisse expliquer par le pur plaisir de polémiquer. Non, explique-t-il, il y a toujours un "contenu politique" sous l'enveloppe rhétorique. Et il nous explique expressément (pour conjurer la tentation ?) qu'il résiste à la prétendue "invitation" que je lui aurais faite de discuter avec moi du "principe de plaisir"... Il est vraiment dommage que, désormais, l'on ne puisse donc plus, comme je l'avais fait une fois, ironiquement, dans une note rapide du début de ma première contribution (p. 1), expliquer certaines affirmations de Daniel Gluckstein autrement que par leur "contenu politique". Car, comme nous allons le voir abondamment, il est bien des fois où il vaudrait mieux mettre ces affirmations sur le compte de la polémique gratuite que sur celui du sérieux théorique !

3 Plus exactement, il me reprochera *une fois*, dans *toute* la suite de son texte, non pas de faire dire à un texte de Marx — celui portant sur la question des transports — "autre chose que ce qu'il dit", mais simplement de le citer seul, sans rendre compte de ce qu'il croit être (à tort, d'ailleurs, cf. ci-dessous p. 7) le point de vue d'ensemble de Marx sur la question.

forme d'une "exégèse de textes prétendument sacrés" — sans dire où j'aurais "prétendu" cela, ni où j'aurais montré une attitude aussi irrationnelle.

Ainsi, par deux fois en moins d'une page, notre camarade, tout en nous assurant de son sérieux, porte contre moi des accusations qu'il s'avère incapable d'étayer sur la base des faits. Quel est le but d'une telle méthode ? De fait, ces artifices rhétoriques permettent à Daniel Gluckstein de préparer le terrain à la formulation de son premier "chef d'accusation", véritable clé de voûte de sa *Critique d'une critique*, à savoir que : "A travers (ma) critique s'affirme une position politique contradictoire avec nombre des bases théoriques et politiques de la IVe Internationale".

À partir de là, notre camarade se lance à l'assaut. Là encore, examinons, sur la base des faits, les procédés qu'il utilise : il commence par citer une de mes phrases en la sortant soigneusement de son contexte ; il la déforme ensuite, transformant l'expression "vision mécaniste, économiste, téléologique de l'histoire" en une "vision mécaniste de la question des forces productives" ; et enfin, il montre, de manière aussi ronflante que comique ("je considère comme un privilège l'honneur qui m'est fait par le camarade Wolfgang de me désigner comme le représentant de ces marxistes, éminents bien qu'encore anonymes, qui figurent avec moi au banc des accusés", etc.)... qu'il ne l'a pas comprise. En effet, il croit que les marxistes mécanistes, économistes et téléologistes dont j'ai parlé étaient Marx, Engels, Lénine et Trotsky — alors qu'il s'agissait bien évidemment, comme l'indique clairement le contexte dont Daniel Gluckstein a extrait arbitrairement sa citation, des dirigeants et théoriciens de la IIe Internationale, voire de la IIIe stalinisée... (J'y reviendrai.) Enfin, il m'accuse de lui faire un "procès" (!) — et même "un procès où le marxisme (...) fait figure d'accusé".

Quelle est la fonction d'une telle manière de citer, d'une telle incompréhension et d'une telle mise en scène délibérément judiciairo-policière ?

Il s'agit de procédés purement rhétoriques qui permettent à notre camarade de s'autoproclamer d'entrée de jeu le "représentant" de Marx, Engels, Lénine et Trotsky et de se déclarer en même temps l'avocat du marxisme, de la lutte des classes et de la révolution prolétarienne. Rien que cela. Nous examinerons très précisément, sur la base des faits et des textes, si une telle autoproclamation est légitime ou non — si Daniel Gluckstein, qui n'a encore rien prouvé à ce stade et se contente d'abuser de son autorité de dirigeant politique, a ou non les compétences pour s'ériger en procureur et m'accuser d'hérésie.

Ainsi, d'emblée, l'attaque est aussi virulente que vide de contenu : la première page de *Critique d'une critique* a-t-elle un autre but que de discréditer immédiatement ma démarche elle-même, d'éveiller d'emblée la méfiance des camarades lecteurs à l'égard de mes opinions — le prestige dont jouit celui qui est l'un des principaux dirigeants de notre organisation étant censé pallier la vacuité de ses accusations ?

On voit ainsi se dessiner dès la première page de Critique d'une critique, le cadre que notre camarade entend donner à la discussion : présenter l'esprit même de ma contribution non pas comme déterminé par le souhait d'un débat argumenté et rationnel sur des questions théoriques importantes, mais comme animé par la volonté de lui intenter un "procès", afin de faire croire qu'une telle critique de son livre reviendrait à une mise en cause du marxisme et de la IVe Internationale. En effet, comme nous allons le voir, Daniel Gluckstein interprète toute contestation de ses propres affirmations comme une "position politique", de préférence une position politique ennemie, réelle ou potentielle, avérée ou dissimulée. Évidemment, dans ces conditions, il n'est jamais facile de discuter et d'argumenter. Mais ce n'en est pas moins nécessaire quand on poursuit l'objectif d'une discussion saine et rationnelle entre camarades qui appartiennent à la même organisation. Tel étant mon but, j'examinerai également ce que valent, au regard des faits, les accusations politiques constamment formulées à mon encontre — et ce que vaut une telle "méthode de discussion" au regard des exigences que l'on est en droit d'attendre, en matière de théorie

marxiste, de la part d'un des principaux dirigeants de la IVe Internationale⁴.

I. Sur la plus-value

Dans ma première contribution, ma critique sur cette question procédait en trois temps. Tout d'abord, je réfutais l'affirmation de Daniel Gluckstein selon laquelle les "services", en tant que tels, ne produiraient pas de plus-value. Ensuite, je contestais la manière dont il présente et explique, dans son livre, le concept même de plus-value, notamment en se servant d'un tableau des *Comptes de l'industrie française*. Enfin, je montrais longuement qu'il explique très mal le concept de plus-value relative, puisqu'il suppose que ce concept n'impliquerait pas en soi la dévalorisation de la force de travail, mais que seule ce qu'il appelle la "plus-value relative de type 2" l'impliquerait.

Quelles réponses *Critique d'une critique* apporte-t-il à ces différentes objections ?

1) Sur la question des services

Ma critique commençait donc par la mise en évidence rapide de l'erreur manifeste qui consiste à croire que les "services", en tant que tels, ne produiraient jamais de plus-value. Mais ce passage était très succinct, car j'étais persuadé que Daniel Gluckstein avait commis là une erreur dont il conviendrait sans difficulté.

Or je me trompais : non seulement notre camarade, dans sa *Critique d'une critique* (pp. 60 à 64) ne reconnaît pas avoir commis la moindre erreur, mais encore il n'hésite pas une seule seconde à affirmer que ma position consisterait en une "remise en cause de la définition même de la place des services dans la production de plus-value". Puis il se met à défendre son ouvrage qui, selon lui, "examine longuement la question des emplois dans les services" et "rappelle la définition marxiste de ce qu'est le travail productif et de la place des services dans la production de la plus-value". Enfin, après nous avoir annoncé qu'il compte "démonter (mes) prétendus arguments d'autorité non prouvés", il cite de longs passages des *Théories sur la plus-value* de Marx.

a) Une lecture attentive et minutieuse ?

Notre camarade a-t-il "étudié" mon texte "avec le plus grand soin", comme il le prétend ? Quand on voit comment il présente, ou plutôt déforme ma position sur la "question des services", on peut en douter.

En effet, il prétend que j'aurais parlé des "services" en *général*. Or, en réalité, mon propos ne concernait explicitement qu'*une partie* des services : les transports, les télécommunications, l'acheminement de l'énergie, et "bien d'autres services" (cf. page 2 de ma première contribution). Comme nous allons le voir, cet amalgame entre *tous* les services constitue précisément l'une des clés de sa propre position théorique, de sorte qu'il y a une certaine logique à me prêter cette confusion qui n'est pas la mienne ; il n'en reste pas moins que la lecture de notre camarade pêche ici par son inexactitude bien peu "soigneuse"... En outre, il affirme que j'aurais cité un passage des *Théories sur la plus-value*. Or, en réalité, j'ai cité un passage du livre II du *Capital*⁵ : est-ce là ce qu'il appelle une "lecture attentive et minutieuse" ? Hélas ! Cette erreur de lecture est d'autant plus

4 J'ai mis en italiques les passages les plus importants de cette contribution, en particulier les conclusions des différentes parties ou sous-parties. Mais seul le lecteur qui prendra le temps de lire la totalité de ce texte pourra se faire une opinion correcte de mes positions sur les questions discutées.

5 Ce passage est extrait, en effet, du *Capital*, livre II, Éditions sociales, tome IV, pp. 52-53.

regrettable que, au moins sur la question des transports — que Daniel Gluckstein discute longuement — cet ouvrage de Marx est beaucoup plus clair et plus abouti que les *Théories sur la plus-value...* de sorte que, comme nous allons le voir, sa connaissance aurait suffi à notre camarade pour éviter les erreurs théoriques qu'il commet.

Il commence par me reprocher d'avoir choisi *une seule* citation de Marx (consacrée aux transports capitalistes) pour appuyer mon propos et de ne pas "tenir compte des autres passages [de Marx]... et des faits eux-mêmes". Or, d'une part, il ne rappelle pas que mon argumentation se réfère à *trois* textes, puisque ma note 4 de la page 2 renvoyait le lecteur désireux d'approfondir la question à deux autres textes : l'un est également extrait du livre II du *Capital*, l'autre est un extrait des pages des *Théories sur la plus-value...* que Daniel Gluckstein est justement allé consulter pour me répondre⁶ ; et, d'autre part, quant aux "faits eux-mêmes", leur mention ici est parfaitement vaine, puisque, dans la suite de sa réfutation sur ce point, notre camarade ne mentionnera pas le moindre *fait* qui contredise mon point de vue. Enfin, il se permet d'écrire que je "dresse(rais)" "*une nouvelle fois* (...) des citations de Marx contre la position de Marx et contre la méthode même du marxisme" (pp. 60-61, je souligne). Or *c'est la première... et la dernière fois* qu'il m'adresse ce reproche dans toute sa *Critique d'une critique* ! Chacun aura reconnu là ce procédé qui consiste à essayer de discréditer l'adversaire avant même d'avoir commencé à discuter ses arguments. Voyons donc, sur la base des faits, s'il est exact que j'aie "dressé" des "citations de Marx (...) contre la position de Marx".

b) La mystérieuse "théorie" glucksteinienne des services

Notre camarade cite longuement différents extraits d'un passage des *Théories sur la plus-value*. Puis il affirme sans transition (p. 61) qu'il découle du texte en question une "conclusion" qui est "aux antipodes de celle de Wolfgang". Quelle est donc cette "conclusion" ? Marx écrit : "Le travail productif est une détermination du travail qui, de prime abord, n'a absolument rien à voir avec le contenu déterminé du travail." En quoi cette simple affirmation contredit-elle de près ou de loin ce que j'ai écrit ? Mystère. Tout au contraire, j'ai précisé que *le travail producteur de plus-value "n'a absolument rien à voir avec (son) contenu déterminé", c'est-à-dire avec son caractère "concret"*. Dès lors, il est absurde de prétendre qu'il y a, sur ce point, divergence entre mon point de vue et celui de Marx. On comprend bien pourquoi Daniel Gluckstein se contente d'*affirmer* qu'il y a contradiction, sans *montrer en quoi* celle-ci consiste : il ne prouve rien, sinon son incapacité à voir que j'ai précisément exprimé la position de Marx au moyen du couple de concepts travail abstrait/travail concret, dont Marx considère que c'est l'une de ses plus grandes découvertes théoriques⁷.

Ensuite, manifestement emporté par ce qu'il appelle "l'édifiante [?] lecture de Marx", il propose quelques autres citations du même passage. Il s'agit de phrases consacrées successivement aux services de l'écrivain, du tailleur artisanal, du médecin, du prêtre et de l'avocat. Dans ce texte, Marx étudie donc le "caractère" du travail *dans le cas de travaux qui ne sont pas soumis au capital*,

6 On aurait pu citer d'ailleurs beaucoup d'autres textes de Marx : par exemple, outre le livre II du *Capital* et le livre I des *Théories sur la plus-value*, les *Manuscrits de 1857-1858 (Grundrisse)*, Éd. Sociales, tome II, à partir des pages 213-215.

7 Dans le tome I des *Théories sur la plus-value*, sur cette question, Marx ne fait en réalité que reprendre à son compte une théorie classique, présente notamment chez Smith : celle qui distingue "le travail échangé contre du revenu" (non productif de plus-value) et "le travail échangé contre du capital" (productif de plus-value). Tout en s'inscrivant dans ce cadre, il lui fait subir un certain nombre de modifications importantes, notamment en refusant de rabattre cette distinction sur l'opposition entre le travail prestataire de services et le travail producteur de marchandises matérielles. Nous allons voir que Daniel Gluckstein ignore cet aspect du problème.

8 Que vient faire ce terme ici ? Selon le *Petit Robert*, le sens propre de cet adjectif est : "qui édifie, porte à la vertu, à la piété" ; mais Daniel Gluckstein a écrit plus haut (page 45) qu'il ne faut pas considérer les textes de Marx comme sacrés... Quant à la seconde acception du terme, elle signifie certes "particulièrement instructif", mais dans un sens ironique ; or Daniel Gluckstein nous assure qu'il ne cède jamais aux plaisirs de la rhétorique... Hélas ! Entre la piété et le plaisir, il faut choisir...

à la valorisation capitaliste (bien qu'ils puissent par ailleurs exister dans les sociétés où domine la production capitaliste). Bien évidemment, *dans ces cas-là*, par définition, le travail ne produit aucune plus-value — qu'il soit "matériel", comme celui du tailleur, ou "spirituel", comme celui du prêtre. On n'a donc toujours pas avancé d'un saut de puce dans la question de savoir si, *dans* le mode de production capitaliste comme tel, *il y a ou non des services qui produisent de la plus-value*.

Enfin, au deuxième paragraphe de la page 62, Daniel Gluckstein en arrive au problème des travaux improductifs de plus-value au sein même du procès de production spécifiquement capitaliste. Il prend l'exemple des "services financiers" des banques, c'est-à-dire d'entreprises capitalistes qui, en tant que telles, ne produisent pas un sou de plus-value. C'est à ce moment-là que Daniel Gluckstein affirme que je confondrais la "question générale des services et le problème particulier que pose ce que Marx appelle l'industrie des transports comme branche de la production matérielle". Autrement dit, notre camarade croit que, en nous parlant de l'écrivain, du tailleur artisanal, du médecin, du prêtre et de l'avocat, Marx aurait produit une théorie des services *en général*, et que cette théorie consisterait à penser que les services en général ne produisent pas de plus-value. En revanche, les "transports" seraient un "cas particulier", en quelque sorte l'exception qui confirme la règle — de sorte que, en me contentant de citer, dans ma première contribution, un passage de Marx qui les concerne seuls, j'aurais commis l'erreur de prendre ce cas particulier pour le cas général.

Selon Daniel Gluckstein, j'aurais commis une deuxième erreur au sujet du prétendu "problème particulier" des transports : il affirme que, "même concernant ce cas particulier de l'industrie des transports, le point de vue de Marx est beaucoup plus nuancé que le résumé abrupt de Wolfgang peut le faire paraître". Qu'en est-il ? Dans le texte cité par notre camarade, Marx distingue le "transport des hommes" et le "transport des marchandises". Or, sous prétexte que le "transport des hommes" est qualifié par Marx de "*service (...) fourni par l'entrepreneur*" aux voyageurs, notre camarade en conclut immédiatement que le service de transport de voyageurs ne produit pas de plus-value. Il présuppose ainsi arbitrairement ce qu'il prétend démontrer, à savoir que les services en tant que tels ne produiraient pas de plus-value. À partir de là, il conclut que ce que j'ai écrit au sujet des transports en général ne vaut que pour le transport des marchandises en particulier. Il oppose alors triomphalement le "soin méticuleux" de Marx à ce qu'il appelle ma "désinvolture", à laquelle "Marx ne peut rien opposer, et pour cause" (quatrième paragraphe de la page 62), avant de finir solennellement sa tirade par cette terrible sentence : "Outre la négation de Marx au nom de Marx, ce tour de passe-passe recèle un enjeu politique".

c) Daniel Gluckstein et la logique

Au point où nous en sommes, il n'y a plus qu'une solution pour en avoir le cœur net : tout reprendre depuis le début, en partant des faits.

Tout d'abord, rappelons que, dans son livre, non seulement Daniel Gluckstein n'a pas pensé à distinguer le transport des hommes et le transport des marchandises, mais surtout, il a bel et bien mis l'industrie des transports en général dans le même sac que *tous* les autres services, sous l'angle de leur prétendu *caractère général* de n'être pas productifs de plus-value. Ainsi, aux pages 158-159 de son ouvrage, il "distingue entre services et services" et les répartit en cinq groupes ; le groupe n°2 comprend les "chemins de fer, transports publics, énergie, poste..." ; puis il affirme : "l'unité de la catégorie de services "est des plus hétéroclites", mais elle existe "cependant", en ce qu'elle est "*non productrice de plus-value directe*" (je souligne), parce qu'elle "n'existe qu'en rapport avec la sphère de la production, à laquelle elle est subordonnée et vis-à-vis de laquelle elle joue un rôle nécessaire, soit en rapport avec la production de la plus-value, soit en rapport avec sa réalisation". On le voit : notre camarade ignorait, à l'époque où il rédigeait son ouvrage, que l'industrie des transports est *directement productive* de plus-value, et il ignorait que bien d'autres services sont dans le même cas. (Une deuxième preuve de cette ignorance se trouve d'ailleurs à la page 369.) La

moindre des choses eût donc été de reconnaître qu'il avait commis une erreur sur ce point. Au lieu de cela, il m'accuse d'avoir confondu les différents "services", alors que, précisément, l'objet même de ma critique était de m'opposer à sa propre confusion entre les différents "services", tous caractérisés par lui comme ne produisant pas directement de la plus-value.

Venons-en à présent au "transport des hommes" et restituons le raisonnement parfaitement sophistique de Daniel Gluckstein. Toute son erreur se réduit à une faute de logique élémentaire : il prétend *déduire* d'un *certain nombre d'exemples* de travaux improductifs de plus-value choisis par Marx, une prétendue "question générale des services" selon laquelle ces derniers, de manière générale, ne produiraient pas de plus-value⁹. Dès lors, selon lui, *puisque* Marx appelle "service" le transport des voyageurs, *il s'ensuit* que celui-ci ne produit pas de plus-value ; inversement, *puisque* Marx dit que le transport des marchandises produit de la plus-value, *il s'ensuit* que ce n'est pas un service (raison pour laquelle Daniel Gluckstein l'appelle une "production immatérielle", en considérant que cette caractéristique est incompatible avec le fait d'être service).

d) Théorie élémentaire

Mais les allégations infondées de notre camarade n'y changeront rien : l'industrie du transport des hommes produit elle aussi de la plus-value. Pour le montrer, revenons à la théorie marxiste élémentaire. Qu'est-ce, pour un consommateur, qu'acheter un stylo produit par une entreprise capitaliste ? C'est échanger son salaire contre une marchandise produite par des ouvriers, qui y ont incorporé une valeur, valeur qui se décompose en valeur remplaçant celle de la force de travail dépensée dans la production des stylos, et en plus-value extorquée au cours du procès de travail par le capital. Or pourquoi en irait-il autrement dans le cas de l'industrie capitaliste du transport de voyageurs ? Le consommateur qui se transporte pour son travail ou pour son loisir échange une partie de son salaire contre une marchandise (le transport) qui, pour être un service, n'en est pas moins réellement produite, *créée comme valeur d'usage nouvelle* (comme "effet utile", en l'occurrence) par le travail soumis au capital. Il s'ensuit que la vente de la marchandise "transport" au voyageur permet au capitaliste de l'entreprise de transports de réaliser la valeur de sa marchandise et la plus-value qu'elle contient.

C'est ce que Marx explique dans le livre II du *Capital* (que Daniel Gluckstein ne connaît manifestement pas). Par exemple, dans un autre extrait du passage déjà cité dans ma première contribution (p. 2), Marx, après avoir allié constamment le transport des marchandises et le transport des hommes, écrit notamment : "(...) Au point de vue de sa consommation, cet effet utile [Marx parle du transport en tant que tel] *se comporte absolument comme d'autres marchandises*. S'il est consommé à titre individuel, sa *valeur* disparaît [lire : est réalisée] par la consommation ; s'il est consommé à titre productif, en sorte qu'il soit lui-même un stade de production de la marchandise qui fait l'objet du transport, sa valeur est transférée à la marchandise elle-même comme valeur d'appoint."¹⁰ Ou encore, dans un autre passage du même livre II, Marx écrit, toujours au sujet des transports : "L'effet utile qu'ils rendent pendant leur fonctionnement productif, donc pendant leur séjour dans la sphère de la production, c'est-à-dire le déplacement, entre en même temps dans la consommation individuelle, celle du voyageur par exemple. Aussi *paie-t-il l'usage, comme il paie l'usage d'autres moyens de consommation*."¹¹

*Pourquoi, en revanche, n'en va-t-il pas de même avec certains services comme le commerce et les banques ? Parce que ces services relèvent non pas du processus de **production** de valeurs d'usage nouvelles, mais du seul processus de **circulation** — le commerce relevant du processus de*

9 Cela explique d'ailleurs certainement qu'il ait tenu à reproduire si longuement des citations de Marx, énumérant successivement une demi-douzaine d'exemples de services généralement improductifs de plus-value : en augmentant la quantité, il espérait vraisemblablement se rapprocher de la totalité...

10 Cf. *Le Capital*, livre II, *op. cit.*, tome IV, p. 52. (Ce qui est souligné l'est par moi.)

11 *Ibid.*, p. 147.

circulation du capital-marchandise, les banques du processus de circulation du capital-argent, c'est-à-dire, dans un cas comme dans l'autre, d'un processus improductif (quoique nécessaire à la reproduction d'ensemble du capital social), d'un processus qui consiste en un simple *changement de forme* du capital, et non en son accroissement *réel*. Certes, le processus de *production* de la marchandise-transport a ce que Marx appelle une "forme circulatoire" qui "dissimule" son "caractère productif"¹² : les hommes et les marchandises transportés "circulent" au sens matériel du terme ; mais cette circulation matérielle, physique, ne doit surtout pas être confondue avec la "circulation formelle" (la circulation "considérée idéalement"⁸), c'est-à-dire avec les "métamorphoses du capital" dans la "sphère de la circulation", que Marx analyse en détail dans le livre II du *Capital*.

Mais les transports ne sont nullement les seuls "services" à produire directement de la plus-value. Quels sont les autres ? Tous ceux qui, d'une part, entrent dans le processus de production de valeurs d'usages nouvelles (d'"effets utiles" nouveaux) et qui, d'autre part, sont en même temps des travaux effectués sous la domination du capital. La première condition exclut les services qui appartiennent aux processus de la circulation du capital, les travaux qui servent d'intermédiaire entre la production de la plus-value et sa réalisation dans et par la consommation (le commerce, la publicité...) ou entre la réalisation de la plus-value et son réinvestissement productif (les banques, certaines tâches de comptabilité..). La seconde condition exclut les services qui, quoique producteurs de valeurs d'usage nouvelles, ne sont cependant pas soumis au capital (tels les travaux présentés dans les extraits de Marx cités par Daniel Gluckstein : les services du médecin libéral, de l'avocat, du tailleur à domicile, du prêtre... ; tels également, comme nous allons le voir ci-dessous, des services comme l'école publique, la Sécurité sociale, etc.).

"Quiconque a étudié sérieusement Marx" (pour reprendre l'expression de *Critique d'une critique*, p. 51) sait cela. Ici, nous devons donc poser clairement la question qui s'impose, une question incontournable : notre représentant autoproclamé des "éminents marxistes" a-t-il "étudié sérieusement" l'œuvre théorique de Marx ? Il est clair, en effet, que "quiconque a étudié sérieusement Marx" ne saurait nier que, selon le livre II du *Capital*, le "transport des hommes" produit de la plus-value, comme le transport des marchandises ou encore les entreprises de télécommunications¹³. "Quiconque a étudié sérieusement Marx" sait que, selon le livre III du *Capital*, les travaux de direction et de surveillance dans les entreprises industrielles combinent des fonctions directement productives (en tant qu'organisateur du travail productif "combiné") à des fonctions d'exploitation improductives¹⁴. "Quiconque a étudié sérieusement" ne serait-ce que le livre I du *Capital* sait que l'école elle-même est un service qui peut produire de la plus-value (si elle est privée et organisée de manière capitaliste) : dans le système capitaliste, écrit Marx, "le but déterminant de la production, c'est la plus-value. Donc, n'est censé [être] productif que le travailleur qui rend une plus-value au capitaliste ou dont le travail féconde le capital. Un maître d'école, par exemple, est un travailleur productif, non parce qu'il forme l'esprit de ses élèves, mais parce qu'il rapporte des pièces de cent sous à son patron. Que celui-ci ait placé son capital dans une fabrique de leçons au lieu de le placer dans une fabrique de saucissons, c'est son affaire. Désormais, la notion de travail productif ne renferme plus simplement un rapport entre activité et effet utile [= "service"], entre producteur et produit [= "bien"], mais encore, et surtout, un rapport social qui fait du travail l'instrument immédiat de la mise en valeur du capital"¹⁵. Certes, on ne va tout de même pas demander à Daniel Gluckstein de connaître la version du chapitre VI du livre I du *Capital*

12 *Ibid.*, p. 126.

13 *Ibid.*, p. 52.

14 Cf. *Le Capital*, livre III, chapitre XXIII, Éditions sociales, tome VII, notamment pp. 48-49.

15 Cf. *Le Capital*, livre I, E.S., tome 2, p. 184 ; cf. aussi : *Un Chapitre inédit du Capital*, éd. U.G.E., Paris, 1971, p. 233.

publiée sous le titre : *Un Chapitre inédit du Capital*, où Marx explique qu'"une cantatrice qui chante comme l'oiseau (...) devient un travailleur productif, lorsqu'elle est engagée par un entrepreneur pour chanter et faire de l'argent, puisqu'elle *produit* directement du capital"¹⁶, de sorte que les entreprises capitalistes de spectacles sont directement productrices de plus-value ; mais Daniel Gluckstein aurait au moins pu lire entièrement l'ouvrage qu'il cite lui-même, le tome I des *Théories sur la plus-value*, où Marx explique clairement que les entreprises capitalistes de restauration et d'hôtellerie¹⁷, ou encore de spectacle¹⁸, sont des exemples de services productifs de plus-value.

Bref, les textes montrent que j'avais raison de dire dans ma première contribution que, selon Marx, il y a "bien des services" qui sont directement productifs de plus-value.

e) Daniel Gluckstein disciple de Marx... ou des économistes vulgaires ?

Marx explique donc que, au sein même de la société dominée par le mode de production capitaliste, certains travaux, en particulier des services, peuvent ou non être productifs de plus-value selon qu'ils sont ou non soumis au capital. Tel est le sens de la phrase de Marx citée par Daniel Gluckstein lui-même selon laquelle "le travail productif [c'est-à-dire, ici, productif de plus-value] est une détermination du travail qui, de prime abord, n'a absolument rien à voir avec le contenu déterminé du travail". Cela, notre camarade semble plus ou moins le comprendre à la page 61 de *Critique d'une critique*, tout en faisant semblant de croire que j'aurais dit le contraire ; mais ce qu'il dit à la page 62 de la prétendue "question générale des services" et du "service" de "transport des hommes" montre que, en réalité, il n'est pas sorti de cette erreur *théorique* que j'avais qualifiée de "matérialiste vulgaire" et d'"empiriste"¹⁹, puisqu'il *rabat finalement l'opposition entre le travail productif et le travail improductif de plus-value sur la différence entre le travail productif de biens et le travail prestataire de services*. Il persiste ainsi manifestement à confondre la détermination du travail *abstrait* (producteur de valeur, soumis au capital dans le mode de production capitaliste) avec la détermination du travail *concret* (travail utile en général, producteur de biens ou fournisseur de services).

Manifestement, notre camarade est victime de la classification bourgeoise entre les trois "secteurs" ("primaire", "secondaire", "tertiaire") de l'économie nationale, puisqu'il rabat la distinction marxiste entre le travail productif de plus-value et le travail improductif de plus-value sur la distinction entre le secteur secondaire et le secteur tertiaire.

C'est que, pour reprendre le vocabulaire de Marx lui-même, il demeure fondamentalement une victime *théorique* de cette forme de l'idéologie bourgeoise empiriste qu'est le *fétichisme*, selon lequel les rapports sociaux apparaissent sous la forme de rapports entre des choses matérielles. En effet, de même que, comme l'explique le début du livre I du *Capital* (quatrième partie du chapitre 1), le rapport de valeur entre les marchandises, qui est un rapport social, apparaît aux propriétaires échangistes comme un rapport déterminé par la nature intrinsèque des choses échangées — dès lors considérées comme des "fétiches" qui renferment le mystère de leur valeur d'échange ; de même Daniel Gluckstein croit-il que seules des choses "matérielles" au sens vulgaire du terme, des choses visibles et palpables²⁰, peuvent être des marchandises, alors que *le concept même de marchandise*

16 *Op. cit.*, p. 233.

17 Cf. *Théories sur la plus-value*, I, p. 169.

18 *Ibid.*, p. 167.

19 Cf. *Critique du livre "Lutte des classes et mondialisation"*, p. 2, note 3.

20 Cela explique certainement que, même si Daniel Gluckstein semble comprendre plus ou moins, page 61, que, selon Marx, une partie des services est directement productive de plus-value, tandis qu'une autre ne l'est pas, néanmoins, les seuls services pour lesquels il reconnaisse explicitement cette double possibilité sont, d'une part, celui de l'écrivain en tant qu'il produit ces objets matériels que sont les livres, d'autre part l'ouvrier tailleur, dont la tâche est directement matérielle. En revanche, dès le premier paragraphe de la page 62, il ne reconnaît plus cette double possibilité en ce qui concerne le "service" parfaitement "immatériel" de l'enseignant. Ainsi n'arrive-t-il pas à sortir de son empirisme fétichiste — raison pour laquelle il replonge dans l'erreur théorique la plus absurde dans les paragraphes suivants.

n'est pas le concept d'une chose, mais le concept d'un rapport social de valeur. Mais Marx l'expliquera mieux que moi : "les raisons qui induisent à définir le travail productif et improductif d'après leur contenu matériel", écrit-il, sont : "1) La conception fétichiste, propre au mode de production capitaliste et inhérente à sa nature même, selon laquelle les déterminations économiques — la forme de marchandise ou de travail productif — sont une propriété qui revient en soi et pour soi aux agents matériels de ces concepts ou déterminations formelles. 2) Le fait de considérer le procès de travail en tant que tel, de sorte qu'un travail n'est productif que s'il aboutit à un produit matériel, puisqu'il n'est de richesse que matérielle. [Etc.]"²¹.

f) Remarques complémentaires sur l'erreur de Daniel Gluckstein

Il y a deux choses très étonnantes dans cette affaire. Tout d'abord, le texte dont Daniel Gluckstein cite un extrait, à savoir le tome I des *Théories sur la plus-value*, est précisément l'un de ceux où Marx a pour objectif d'expliquer l'idée inverse de celle que notre camarade veut lui faire illustrer, c'est-à-dire l'idée selon laquelle les services peuvent produire de la plus-value. Il semblerait que notre camarade, manifestement guidé davantage par l'index des matières (et sa rubrique "transports") que par une connaissance réelle de l'œuvre en question²², ne soit allé lire que les pages 455 à 483, et non les pages 160 à 350, où Marx traite de la définition du travail productif proposée par les économistes, tout particulièrement de la définition smithienne. En particulier, dans ces pages-là, Marx, tout en approuvant la définition d'Adam Smith selon laquelle, en régime capitaliste, n'est productif que le travail créateur de plus-value, critique le fait que ce même auteur introduise en même temps un second élément de définition, en identifiant à tort le travail créateur de plus-value et le travail producteur de valeurs d'usage matérielles (d'où le choix par Marx de ces exemples de *services productifs de plus-value* que j'ai cités ci-dessus). Mais Adam Smith a des circonstances atténuantes : de son temps (la seconde moitié du XVIII^e siècle), seule la sphère de la production matérielle était soumise au capital. À l'inverse, c'est un grand mérite de Marx d'avoir su définir le *concept* de travail productif de plus-value indépendamment de son "caractère concret"²³ car, à son époque encore, il y avait bien peu de services qui étaient soumis au capital — d'où son constat que, *dans les faits*, la création de plus-value était presque exclusivement le fait des branches de la production matérielle. Mais, aujourd'hui, qui peut penser sérieusement que les services productifs de plus-value sont exceptionnels ? Celui-là seul qui ne connaîtrait pas l'histoire du capital depuis le XIX^e siècle — ou celui qui refuserait de voir la réalité.

Un deuxième sujet d'étonnement se trouve dans le fait que, à un autre endroit de sa *Critique d'une critique* (pp. 49 et 50), Daniel Gluckstein rappelle précisément (en prenant le ton de celui qui m'expliquerait ce que j'ignorerais !) que, selon Marx, en régime capitaliste, est considéré comme travail productif le travail productif de plus-value. Outre que cette définition n'est pas propre à Marx, mais est le lot commun des économistes classiques, comment la concilier, alors même qu'elle exclut la question du contenu matériel du travail pour s'en tenir à son caractère social-abstrait, avec

21 Cf. *Un chapitre inédit du Capital*, *op. cit.*, p. 236 . Cf. aussi *Théories sur la plus-value*, I, p. 185. — De manière générale, l'un des principaux et des plus récurrents reproches que Marx adresse aux économistes vulgaires est que, "tout à leur intérêt fruste pour la seule matière, (ils) négligent toutes les différences de forme" (*Le Capital*, I, PUF-Quadrige, p. 608 ; cf. aussi *Le Capital*, livre III, tome I, p. 332), succombant ainsi à "l'influence brute du bourgeois pratique" (*Le Capital*, I, *ibid.*, p. 56, note 17).

22 Ainsi Daniel Gluckstein se trompe-t-il quand il affirme, page 61 (cinquième paragraphe) que le titre du sous-chapitre des pages 470-476 — qu'il essaie d'utiliser rhétoriquement comme une arme contre moi ! — est un titre de Marx lui-même. En effet, il ne s'agit que d'un titre d'éditeur... — Les passages cités par notre camarade sont d'ailleurs loin d'être les plus intéressants et les plus riches de cet ouvrage : ce sont, en général, de simples remarques complémentaires, ajoutées aux exposés essentiels longuement développés par ailleurs.

23 Il convient cependant de remarquer que cette découverte de Marx date des années 1861-1863, c'est-à-dire de la période où il écrit notamment les *Théories sur la plus-value*, tandis que, dans les *Manuscrits de 1857-1858* (*Grundrisse*), *op. cit.*, en particulier tome I, pp. 213-215 et 404-410, il s'en tenait encore au point de vue de Smith en déniaut aux services de prestations personnelles toute possibilité d'être productifs de plus-value.

l'idée selon laquelle seule la production matérielle serait créatrice de plus-value, à l'exclusion des services "en général" ? C'est là un mystère dont Daniel Gluckstein détient certainement le secret. Nous aurons à essayer de comprendre cette énigme au moment de la discussion sur le concept de forces productives.

g) À propos des entreprises de services nationalisées

Mais nous n'en avons pas fini avec les erreurs de notre camarade sur la prétendue "question des services"²⁴. En effet, dans les pages 63 et 64 de *Critique d'une critique*, il prétend réfuter mon affirmation selon laquelle "on aurait du mal à comprendre l'importance que les capitalistes attachent à la privatisation des services publics de transports, d'énergie et de communication, en particulier, si ces services ne dégageaient pas réellement ou potentiellement — sous réserve, bien souvent, de restructurations et de suppressions d'emplois massives — une masse considérable de plus-value". Malheureusement, dans ces pages où il m'attaque avec une virulence aussi creuse qu'infondée, en allant jusqu'à m'accuser de ne pas être "insensible... aux charmes de la nouvelle économie" et même de "désarmer la lutte des classes contre la privatisation" (rien que ça !), il confirme et aggrave ses erreurs théoriques sur les services. En particulier, il confond la question particulière des *entreprises* publiques de services avec celle des *services publics en général*.

Son erreur principale, en effet, consiste à soutenir que les industries nationalisées du transport, de l'énergie, des télécommunications, etc., ne produisent pas de plus-value tant qu'elles sont publiques et à nier ainsi la nature capitaliste de ces entreprises. *Or, en réalité, que le patron capitaliste soit un individu, le conseil d'administration d'une société anonyme ou l'État, cela ne change rien au fait que ces secteurs produisent en général de la plus-value dès lors que leurs services sont achetés par les consommateurs dans le cadre du système marchand-capitaliste. L'État capitaliste fait produire de la plus-value aux salariés des entreprises nationalisées, plus-value que "réalisent" les consommateurs.* (Certes, certaines entreprises nationales sont déficitaires et/ou subventionnées par le budget de l'État, raison pour laquelle ce ne sont pas des entreprises capitalistes comme les autres ; mais, même dans ce cas, elles produisent de la valeur marchande, fût-ce en quantité insuffisante eu égard aux exigences de reproduction de leur capital ; c'est pourquoi elles sont potentiellement créatrices de profits et souvent même productives de plus-value, quoique en quantité insuffisante pour s'assurer un taux de profit viable.) La privatisation des entreprises publiques répond à un double objectif : d'une part, détruire les acquis des travailleurs de ces entreprises pour réduire les coûts de production et extorquer ainsi une plus grosse masse de plus-value ; d'autre part, satisfaire les appétits des capitalistes privés, qui exigent le retour de ces monopoles d'État dans le jeu de la concurrence et qui poussent donc à soumettre leur gestion spécifique à la logique exclusive de la diminution des coûts de production — alors que ces entreprises nationales peuvent, dans une certaine mesure, du fait de leur position de monopoles, fonctionner avec des coûts élevés de production.

Cette erreur est une erreur *théorique* (je ne dis pas, en ce qui me concerne, une "position politique") que l'on peut qualifier de *réformiste* : en effet, elle revient à *ne pas voir le caractère capitaliste des nationalisations d'entreprises par l'État bourgeois et le caractère capitaliste de leur fonctionnement. Les nationalisations des entreprises capitalistes ne sont pas, en tant que telles, des conquêtes de la classe ouvrière, contrairement à ce que, logique avec lui-même, Daniel Gluckstein prétendra page 91. Ce sont des réalisations de la bourgeoisie* — dont, bien évidemment, tous les citoyens profitent à des degrés divers — réalisations faites pour des raisons diverses : soit comme moyens communs de la classe capitaliste pour faire progresser le capitalisme (télécommunications,

²⁴ Comme nous l'avons vu, il n'existe pas, en ce qui concerne le problème de la plus-value, de "question générale des services" : le terme de "services" recouvre aussi bien des secteurs productifs de plus-value que des sphères qui ne le sont pas, aussi bien des travaux de forme précapitaliste que des travaux soumis au capital.

etc.), soit pour sauver des entreprises déficitaires indispensables au fonctionnement du système (nationalisation des chemins de fer français en 1937, etc.), soit enfin, le plus souvent, pour sauver ce système lui-même dans son ensemble quand il est menacé par la mobilisation révolutionnaire des masses, en donnant à l'État bourgeois un rôle économique accru (nationalisations de l'après-Deuxième Guerre mondiale). Mais en même temps, quelles que soient les raisons pour lesquelles ces entreprises ont été nationalisées, leur cadre national a été et est très important à la fois pour l'ensemble des citoyens lorsqu'il implique une égalité de droit face à l'accès aux valeurs d'usage qu'elles produisent (péréquation tarifaire, maillage du territoire, conditions de sécurité...) et pour la lutte de classe de leurs salariés (donc, de tous les salariés) qui ont notamment arraché des statuts nationaux comprenant maints avantages particuliers. Cela suffit amplement à justifier, à l'heure où les capitalistes s'en prennent à de tels acquis et détruisent des pans entiers de ces entreprises, le caractère inconditionnel du combat contre la privatisation sous toutes ses formes et dans tous les pays, ainsi que le mot d'ordre *transitoire* de renationalisation des entreprises privatisées. Il n'en reste pas moins que, d'un point de vue théorique — donc, au moins à terme, d'un point de vue pratique — c'est une erreur de ne pas voir le caractère capitaliste des entreprises nationalisées.

h) À propos des services publics qui ne produisent pas de plus-value

En revanche, il est vrai que beaucoup d'autres services publics, qui ne sont pas des *entreprises* publiques, ne produisent pas de plus-value. Tels sont les services publics financés par le salaire différé (telle la Sécurité sociale en France) et les services publics "gratuits", c'est-à-dire financés par la valeur que s'approprie l'État (ou les "collectivités territoriales") sous la forme de l'impôt (tels la police, la justice, l'armée, l'administration civile, l'équipement, la santé publique, l'enseignement public, etc. — quelle que soit par ailleurs les fonctions sociales diverses de ces services : maintien de l'ordre bourgeois, conquêtes démocratiques, etc). Et je suis d'accord avec ce que dit Daniel Gluckstein sur leur rôle, leur origine et l'offensive à laquelle ils sont soumis (cf. le deuxième paragraphe de la page 63 et le quatrième paragraphe de la page 64).

Je constate même que, malgré ses attaques, notre camarade finit par reprendre à son compte mes propres affirmations lorsqu'il explique que les services qui ne produisent pas actuellement de la plus-value sont *susceptibles* d'en produire s'ils deviennent soumis au capital. C'est là, en effet, ce qui explique la privatisation non seulement des services de santé et de sécurité sociale, mais aussi, par exemple, des prisons américaines et même des administrations fiscales. Dans la société capitaliste, presque tous les travaux producteurs de valeurs d'usage sont susceptibles de créer de la plus-value, du moment que les conditions de leur exploitation spécifiquement capitaliste sont réunies, c'est-à-dire, aujourd'hui, de manière générale, au prix de la destruction de milliers d'emplois, de la suppression des acquis des salariés et, dans le cas des services publics, de l'aggravation de l'inégalité d'accès aux valeurs d'usage qu'ils fournissent.

Pour conclure sur la prétendue "question des services", on ne peut que regretter que Daniel Gluckstein, aveuglé par sa rhétorique polémique, n'ait pas accédé à l'idée élémentaire, clairement exprimée par Marx, du caractère réellement ou potentiellement productifs de plus-value de presque tous les "services". De même, il n'a pas vu que le partage réellement/potentiellement productif de plus-value ne recouvre pas le partage privé/public (le service privé du médecin libéral ne produit pas de plus-value, celui d'une clinique privée en produit ; l'école publique ne produit pas de plus-value, EDF-GDF en produit). S'il commet de telles erreurs conceptuelles et théoriques, c'est qu'il essaie de "prouver" par tous les moyens que l'augmentation indéniable, durant les dernières décennies, du nombre d'emplois dans les "services", ne correspondrait nullement au développement d'activités productives de plus-value ; alors que, en réalité, cette augmentation est due ou bien au développement des activités de services productifs de plus-value (entreprises publiques nationalisées, entreprises privées des loisirs, des vacances, de la santé privée, de l'école privée,

etc.), ou bien au développement de services certes non productifs de plus-value, mais indispensables à une vie décente pour les travailleurs (Sécurité sociale, école publique, hôpitaux publics...).

2) Sur le tableau des Comptes de l'industrie française

Le point 2 de la première partie de ma *Critique de "Lutte des classes et mondialisation"* (pp. 3 à 6) était consacré à la critique de la manière dont notre camarade rendait compte d'un tableau des *Comptes de l'industrie française*. Tout d'abord, il prétendait que ce tableau "confirme indiscutablement" la théorie de la plus-value, puis il affirmait que ce même document "témoigne" de la "décomposition du capitalisme" aujourd'hui.

Dans sa *Critique d'une critique*, force est de constater que, à la différence de ce qu'il a essayé de faire (certes vainement) pour le premier point, Daniel Gluckstein ne se livre même pas à un effort de réfutation globale de mes critiques sur ce second point. Il se contente de quelques remarques éparses, le plus souvent sous la forme de simples notes de bas de page. Reste que, loin de reconnaître avoir commis des erreurs, il avance plusieurs arguments pour réitérer une partie des affirmations de son livre que j'ai mises en cause — ne faisant par là même, comme nous allons le voir, que confirmer ses erreurs ou ses inexactitudes.

a) Sur la spécificité de la théorie marxiste de la plus-value

Ma première objection avait pour but de montrer que, contrairement à ce que croyait Daniel Gluckstein, le tableau des *Comptes de l'industrie française* pour les années 1980 ne prouvait rien quant à la validité de la théorie de l'exploitation capitaliste du travail salarié (extorsion de la plus-value). Les éléments de réponse de *Critique d'une critique* sur ce point se trouvent à la note 11 de la page 65.

- Notre camarade commence, comme pour le problème des services, par des considérations purement rhétoriques, en essayant de discréditer l'intention même qui présidait à ma critique. En effet, tout en rappelant que ses commentaires de ce tableau avaient pour objectif d'aider les lecteurs à "s'appropriier la théorie marxiste", il oppose — non sans démagogie — à cette démarche-là un prétendu "marxisme réservé aux intellectuels" et suggère que je défendrais une telle attitude²⁵. Tout lecteur attentif sait que, en réalité, ce que je lui ai reproché, ce n'est nullement son effort didactique en lui-même, mais les nombreuses erreurs théoriques et inexactitudes qui émaillent la manière dont il présente les catégories marxistes élémentaires et qui, comme telles, *empêchent justement de "s'approprier" correctement la théorie marxiste*.

Entre autres, j'ai critiqué le fait qu'il prétende vérifier par le tableau en question une théorie, celle de la plus-value, dont celui-ci ne saurait ni confirmer, ni infirmer la validité. L'examen des justifications que Daniel Gluckstein apporte ici à la rescousse de son ouvrage montre que ces erreurs et inexactitudes n'avaient malheureusement rien d'accidentel. En effet, dans cette même note

²⁵ Je passe ici sur le fait que j'ai déjà proposé à plusieurs reprises à des responsables du CCI, y compris des membres du Comité politique (mais non à Daniel Gluckstein) d'organiser un GER sur *Le Capital* pour aider des militants à se familiariser avec cet ouvrage — propositions auxquelles on ne m'a jamais répondu, et que je réitère donc ici. Je passe également ici sur les déficiences patentes de la direction de notre courant en matière d'organisation de la formation théorique des camarades, tâche toujours considérée dans les faits comme subalterne, ce qui aboutit à un affaiblissement généralisé de la théorie dans notre organisation — à commencer, précisément, par l'ouvrage en question d'un de nos principaux dirigeants —, produit du recul généralisé de l'instruction dans la société.

11 de la page 65, il continue de soutenir que les chiffres donnés dans le Tableau des *Comptes de l'industrie française* "confirment que l'exploitation du travail salarié est la source de toutes les richesses nouvelles et de tous les profits" : il ne semble donc pas avoir compris le sens de ma critique, puisque, sans réfuter mes arguments, il répète les mêmes affirmations, erronées selon moi, que dans son livre. Il se contente de dire que, dans son optique, le tableau en question ne *prouvait* pas, mais *confirmait* la validité de la théorie de la plus-value. Il écrit : "nul n'a jamais prétendu que le tableau prouvait quoi que ce soit. Nous avons écrit très exactement que les chiffres donnés dans ce tableau 'confirment que l'exploitation du travail salarié est la source de toutes les richesses nouvelles et de tous les profits'. (...) Ceci ne prouve pas le mécanisme de l'exploitation capitaliste, ceci ne signifie pas que les capitalistes se rallient à la formule de Marx $c + v + pl$, mais cela indique qu'eux-mêmes ne peuvent complètement masquer qu'à l'origine de toutes les valeurs nouvelles il y a un processus d'exploitation" (ce qui est souligné l'est par Daniel Gluckstein).

À un premier niveau, on remarque que notre camarade ne se contente pas de jouer sur les mots "confirmer" et "prouver" : ses affirmations sont également contraires aux faits car elles ne correspondent pas à ce qu'il a effectivement écrit dans son livre. En effet, si l'on relit les pages 58 à 62 de celui-ci, on constate qu'il emploie aussi bien les termes de "confirmer" et de "prouver", ainsi que d'autres de même sens, pour rendre compte de ce qu'il considère comme les prétendus enseignements de ce tableau. Selon lui, "il *suffit* de lire le tableau" (*sic*, p. 58, je souligne) pour répondre à la pseudo-question de savoir si "nous vivons toujours, oui ou non, dans le système capitaliste" (p. 56) et si la théorie marxiste du capital et de la plus-value est toujours valable "en cette fin de XXe siècle" (pp. 57-58). Daniel Gluckstein précise cette idée, notamment dans les termes suivants : d'une part, il écrit certes qu'"il *suffit* d'examiner le tableau (...) pour voir *confirmer* par les capitalistes eux-mêmes que tout part de l'extorsion de la plus-value" ; mais, d'autre part, il ajoute qu'"il *apparaît*, dans l'exposé par les capitalistes eux-mêmes des comptes de l'ensemble des sociétés [= dans le tableau], que toute la valeur nouvelle ajoutée durant une année par le travail de l'industrie l'est par la mise en mouvement de la force de travail, reproduisant la valeur nécessaire à son entretien et à sa reproduction ([...] c'est-à-dire la valeur du capital variable), et produisant une valeur nouvelle (pl : la plus-value) dite "excédent brut d'exploitation", qui sera la source de tout le revenu capitaliste. *La suite de l'examen le prouve*". (Tout ce qui est souligné et mis en gras l'est par moi, W.) Où est la prétendue différence de sens entre les mots "confirmer" et "prouver" ?

En réalité, il ne s'agit pas d'un simple jeu de mots : ici comme ailleurs, il s'agit fondamentalement d'une question conceptuelle, d'une question de théorie. *Le problème dont Daniel Gluckstein refuse de discuter est celui de savoir si le fait que, selon Marx, le travail est l'unique source de la valeur et de la plus-value, peut être indiqué, "confirmé" ou encore "mis en évidence" par de simples chiffres.*

D'une part, ceux-ci ne nous disent nullement que la valeur ajoutée ne *provient* que du travail salarié. Comment considérer que la plate répartition de différents chiffres dans différentes cases "confirme" quoi que ce soit quant à la validité d'une théorie qui a précisément pour fonction d'expliquer la réalité à laquelle ils renvoient ? Daniel Gluckstein confond la science marxiste avec l'empirisme le plus grossier.

D'autre part et surtout, fondamentalement, comment notre camarade peut-il croire que les capitalistes puissent "reconnaître" que "l'exploitation du travail salarié est la source de toutes les richesses nouvelles et de tous les profits" sans *par là même* "se rallie(r) à la formule de Marx" qui exprime précisément le fait que toute la valeur des marchandises, donc tous les profits, ne provient que... de l'exploitation du travail salarié ?²⁶ Ne voit-il pas que l'un implique l'autre, et inversement ?

²⁶ En effet, selon Marx, la valeur d'une marchandise se compose de la valeur du capital constant (c) (c'est-à-dire de la valeur des moyens de production, transmise aux marchandises par le travail) de la valeur du capital variable (v) (c'est-à-

Comment peut-il croire un instant que les capitalistes "ne contestent pas qu'elle (la valeur ajoutée), procède de l'exploitation du travail salarié" ? Ignore-t-il vraiment que cette thèse proprement marxiste (dont l'origine se trouve certes chez Smith et surtout chez Ricardo) est contestée par la grande majorité des économistes bourgeois, notamment par tous ceux qui refusent la théorie ricardienne de la valeur-travail et essaient de rendre compte de l'origine de la valeur par la théorie dite "de l'utilité marginale" (en gros : par le marché, et non par la production), récusant ainsi la théorie selon laquelle la valeur provient du travail salarié ? Pour quelqu'un qui cite les Théories sur la plus-value, où précisément Marx consacre plus de 2000 pages à réfuter et critiquer ses prédécesseurs, y compris Smith et Ricardo, sur cette question de l'origine de la valeur, cette ignorance est vraiment étonnante !

• A cause de cette erreur, notre camarade a tort de m'accuser, toujours dans sa note 11, de ne pas m'en tenir aux faits et de lui prêter "des positions qui ne sont pas les siennes". En l'occurrence, quels sont les faits ? Dans son livre, au sujet de l'expression "excédent brut d'exploitation" (EBE) dont se sert la comptabilité bourgeoise, il a écrit, dans une simple parenthèse : "c'est le terme même utilisé par les capitalistes". Dans ma première contribution (page 3, note 7), j'ai proposé de cette phrase l'interprétation suivante : selon moi, notre camarade "voulait dire par là que ceux-ci reconnaissent eux-mêmes que l'EBE ne provient que de l'exploitation, au sens marxiste, de la force de travail". Et j'ai ajouté : "en réalité, il n'en est rien. Dans le langage capitaliste, on ne parle d'exploitation que pour une entreprise ou pour une terre, jamais pour le travail salarié : la bourgeoisie ne reconnaît pas que son régime est fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme".

Or Daniel Gluckstein récuse mon interprétation de sa phrase et affirme qu'il "voul(ait) éclairer les lecteurs sur les catégories utilisées par les capitalistes (catégories qui ne sont pas familières à des militants ouvriers). (...) Il s'agissait d'éviter toute confusion entre une caractérisation politique que nous pourrions faire de l'exploitation capitaliste et les termes utilisés par les capitalistes eux-mêmes". (Notre camarade se met alors à partir dans de grandes considérations sur ma "curieuse méthode", qui relèverait de la "psychanalyse" (!) et serait "un procédé qui ne s'apprend pas à l'école marxiste, laquelle suppose que l'on s'en tienne aux faits"...) A cela, je réponds en trois points :

— *Premièrement*, le fait même que Daniel Gluckstein nous dise ici ce qu'il "voulait dire" par la parenthèse en question signifie bien que son propos était trop laconique pour être parfaitement clair ; dès lors, il fallait bien essayer de le comprendre et de proposer une interprétation. En outre, s'il est certes requis par la méthode marxiste — tout comme par la méthode psychanalytique, d'ailleurs ! — de *partir* des faits, il est faux qu'il faille s'y "tenir", car "les faits" ne portent pas leur propre signification étiquetée "sur le front"²⁷ ; cela est également vrai quand les "faits" en question sont *des phrases*, dont le sens, par définition, est susceptible d'être interprété — *a fortiori* quand il s'agit de phrases laconiques entre parenthèses... La feinte indignation de notre camarade est donc pour le moins disproportionnée — et elle l'est d'autant plus qu'il a bien peu d'occasions de me reprocher sérieusement de lui "attribuer des positions qui ne sont pas les siennes", comme nous le verrons.

— *Deuxièmement*, quant au fond, la manière dont il justifie à présent sa phrase est-elle plausible ? Je ne vois pas en quoi cette simple affirmation : "c'est le terme même utilisé par les capitalistes", sans autre explication, permet d'aider le lecteur à éviter de confondre cette "exploitation" avec l'exploitation au sens marxiste (sens qui n'a d'ailleurs rien de spécialement "politique", contrairement à ce que dit notre camarade : il s'agit d'un concept rigoureusement

dire de la valeur créée par les travailleurs pour reproduire la valeur de leur force de travail) et, enfin, de la plus-value (pl) (c'est-à-dire de la valeur supplémentaire créée par les travailleurs qui continuent de travailler après avoir reproduit le capital variable.

²⁷ Pour reprendre l'expression utilisée par Marx à propos de la valeur, cf. *Le Capital*, livre I, E.S., tome I, p. 86.

théorique de la théorie socio-économique du *Capital*). Force est de constater que cette précision était, à tout le moins, trop laconique pour "éclairer" le lecteur.

—Troisièmement enfin, étais-je ou non *fondé* à proposer l'interprétation que j'ai avancée, le contenu de cette interprétation correspond-il à ce que soutient effectivement Daniel Gluckstein ? Dans la mesure où celui-ci persiste à croire, comme nous venons de le voir, que les capitalistes "ne contestent pas que (la valeur ajoutée) procède de l'exploitation du travail salarié", j'étais parfaitement fondé à penser que la phrase en question voulait exprimer précisément cette idée. En effet, cette dernière affirmation signifie exactement la même chose que celle que j'ai moi-même écrite : selon lui, expliquais-je, les capitalistes "reconnaissent eux-mêmes que l'excédent brut d'exploitation ne provient que de l'exploitation au sens marxiste de la force de travail". A part le mot "marxiste", qui se trouve dans ma phrase, mais non dans celle de notre camarade, il n'y a pas de différence de sens entre ces deux affirmations.

En fait, à travers cette apparente vétille, nous mettons de nouveau le doigt, ici, sur l'illusion fondamentale de Daniel Gluckstein : il croit que les capitalistes sont d'accord avec Marx pour dire que toute la valeur nouvelle provient du travail salarié, et en même temps il voudrait se refuser à dire que, si cela était vrai, cela impliquerait la reconnaissance par les capitalistes de la validité du concept marxiste de l'exploitation de la force de travail.

Ainsi, non seulement mon interprétation était fondée sur les affirmations réelles de notre camarade, mais encore, à l'occasion de cette chicane, celui-ci montre une nouvelle fois, de la manière la plus claire du monde, qu'il n'a pas compris la *spécificité même* de la théorie marxiste de la valeur et de la plus-value — spécificité qui réside précisément dans l'idée selon laquelle *tout* ce que les capitalistes appellent la "valeur ajoutée" "procède de l'exploitation du travail salarié".

• Enfin, page 50, notre camarade tente une nouvelle et très amusante escarmouche. A un moment de ma première contribution (page 13), j'ai été amené à employer l'expression "l'ensemble des moyens de production humains et matériels effectivement mis en œuvre sous le joug du capital". Il s'agissait d'exprimer par là la conception courante, empiriste, des forces productives — conception dont je constatais que Daniel Gluckstein l'avait adoptée dans les faits (sur ce point, cf. ci-dessous, pp. 26 et suivantes). Or, page 50 de *Critique d'une critique* (quatrième paragraphe et suivants), celui-ci tronque une citation de mon texte, l'isole soigneusement de son contexte et, sur cette base, non seulement il fait croire que j'aurais repris cette conception à mon compte (ce qui n'est pas exact, nous le verrons), mais surtout, *sous prétexte que j'ai employé l'expression de "moyens de production humains"*, il m'accuse d'avoir *par là même* "escamoté" (!?) le fait que seul le travail humain produit de la plus-value. Le commentaire dont notre camarade fait suivre ce reproche absurde appelle deux remarques :

D'une part, il est vraiment drôle de constater que le même Daniel Gluckstein qui, comme nous venons de le voir, ne comprend pas la *spécificité* de la théorie marxiste de la plus-value, se met à présent, le plus sérieusement du monde, à me donner une leçon sur cette même théorie... Si l'on comprend bien, il y aurait, d'un côté, Marx, Daniel Gluckstein, les capitalistes, l'État bourgeois et les économistes bourgeois qui seraient tous d'accord pour dire que seuls les travailleurs produisent la plus-value ; et, d'un autre côté, moi seul, pauvre Wolfgang isolé, qui, puisque [!!!] j'emploie l'expression "moyens de production humains", penserais nécessairement que les "moyens de production matériels" sont également producteurs de valeur ! (Et encore : pour que cela soit vrai, il faudrait supposer que je me sois mis à croire à la page 13 de ma première contribution le contraire de ce que j'expliquais à la page 3 du même texte !). Et on se met à me faire la leçon, à m'expliquer le b-a-ba de la théorie *spécifiquement marxiste* de la plus-value... en me rappelant que c'est une vision bourgeoise des choses que de mettre sur le même plan les "moyens de production matériels" et les "moyens de production humains", puisque seuls les travailleurs produisent de la plus-value ! C'est le monde à l'envers.

*D'autre part, j'informe le camarade du fait que Marx lui-même ne répugne nullement à parler de "moyens de production humains". Il sait, quant à lui, que l'emploi de ce vocabulaire courant de l'économie politique ne met nullement en cause la validité de sa théorie spécifique... Daniel Gluckstein va-t-il lui faire une petite leçon de vocabulaire et de théorie ? Encore faudrait-il valoir, n'en exprime pas moins le fait même de l'exploitation : son cynisme n'est autre que celui du capital réel. En effet, comme Marx ne cesse de l'expliquer, il est précisément dans l'essence même du mode de production capitaliste de **réduire** les hommes à n'être que les "facteurs subjectifs" de la production de marchandises, c'est-à-dire à ne fonctionner que comme des machines humaines. L'exploitation est aussi aliénation. Concrètement, c'est cela, l'exploitation capitaliste du travailleur. Ces mots, même s'ils ne tiennent pas compte de la théorie marxiste de l'origine de la plus-value, n'en expriment pas moins le fait de l'exploitation réelle, telle que la vivent quotidiennement tous les salariés.*

b) Sur le fait que le tableau des *Comptes de l'industrie française* ne "témoigne" pas de la "décomposition du capitalisme"

Le deuxième groupe d'objections que j'opposais, dans ma première contribution, à la manière dont Daniel Gluckstein commente, dans son livre, le tableau des *Comptes de l'industrie française* avait pour but de montrer que ce document ne témoigne pas, en lui-même, de la "décomposition du capitalisme" et des différents faits ou prétendus faits que notre camarade prétendait y lire. Les éléments de réponse à ces objections se trouvent essentiellement aux pages 65 à 67 de *Critique d'une critique*.

• A la page 66, note 12, notre camarade affirme plaisamment que je cherche à "donner le tournis au lecteur". Là encore, repartons des faits.

Contrairement à ce qu'il affirme ici et dans la note précédente page 65, je ne lui ai nullement reproché de vouloir *illustrer* par des "témoignages" dès le chapitre II de son livre, ce dont il parlera plus tard ; j'ai simplement expliqué que, contrairement à ce qu'il prétendait, les chiffres présentés dans ce tableau ne *témoignent* en eux-mêmes ni de près, ni de loin de la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, et encore moins de la "décomposition" du système capitaliste.

Ainsi ai-je expliqué que Daniel Gluckstein avait eu tort d'écrire, à l'occasion de ses commentaires sur ce document, que "les activités des entreprises industrielles sont de moins en moins tournées vers l'activité productive", puisque ce "de moins en moins", en français, signifie, en l'absence de toute autre précision, qu'il s'agirait d'une baisse absolue²⁸. En revanche, j'ai affirmé que cette baisse existe, si on la considère de manière relative, c'est-à-dire par rapport à la masse des *profits* dégagés. Or l'augmentation absolue des profits réinvestis dans l'activité productive, puisqu'elle constitue en même temps une baisse relative par rapport à la masse elle-même accrue des profits dégagés, implique nécessairement que les profits "investis" de manière non productive ont crû de manière absolue. Je ne vois pas ce qui peut donner le "tournis au lecteur" dans cette description purement empirique de la réalité (telle que l'indiquent les chiffres du tableau présenté par Daniel Gluckstein lui-même). A moins que notre camarade estime le lecteur incapable de suivre un raisonnement arithmétique aussi élémentaire.

Mais on est fondé à se demander si, en fait de "tournis", ce n'est pas Daniel Gluckstein qui l'a attrapé en écrivant sa propre "critique" de ma critique. En effet, bravant les règles élémentaires de la discussion sérieuse, il se met soudain (toujours dans la note 12, p. 66) à m'accuser, encore une fois sur le mode judiciairo-policier, de chercher à "instiller le doute". Que le camarade se rassure : je

Cf. aussi *Le Capital*, I, PUF, *op. cit.*, pp. 444, 453 (note), 470, 523, 529, 530, 642, 643, 664, 708, etc.

²⁸ Daniel Gluckstein a donc raison de dire (note 11, page 65) qu'il s'agit d'une question de langage correct ; mais je ne vois pas le rapport avec la psychanalyse.

n'"instille" rien du tout²⁹ ; je m'efforce seulement de *mettre en évidence* le caractère douteux, voire tout simplement faux, de maintes affirmations de son livre. Je peux me tromper ; mais il faut alors le prouver et me réfuter, au lieu de plonger dans une vision policière des choses.

En réalité, Daniel Gluckstein ne comprend pas que, en contestant la validité de son affirmation selon laquelle "les chiffres (du tableau) (...) témoignent également que ce régime est arrivé à un niveau de décomposition, etc.", *j'ai récusé l'idée selon laquelle une telle proposition serait vérifiée par les données du tableau, qui n'indiquent rien d'autre que la croissance rapide de la valeur ajoutée en général, du profit en particulier, donc aussi de la richesse matérielle, qui furent produits par les industries françaises dans les années 1980, montrant manifestement leur bonne "santé" capitaliste, sans témoigner par elles-mêmes de manière significative des traits de parasitisme et de pourrissement propres à l'impérialisme d'aujourd'hui*. Un point, c'est tout. Et je persiste ici à soutenir, jusqu'à *preuve* du contraire, que le tableau des *Comptes de l'industrie française* n'indique pas ce que notre camarade veut lui faire dire.

- Celui-ci semble reconnaître ensuite (au quatrième paragraphe de la page 66) que j'ai au moins eu raison d'écrire que, "à lui seul, ce tableau, s'il indique certes qu'une fraction grandissante des profits se détourne de la production [Daniel Gluckstein choisit de ne pas citer le passage suivant : "sans empêcher, dans les années 1980, en France, l'augmentation absolue du capital investi dans celle-ci"], il ne *prouve* nullement que cette fraction des profits aille vers des 'activités *parasitaires destructrices de l'économie*". Mais, en réalité, comme précédemment, il persiste à jouer sur les mots "prouver" et "témoigner", et continue d'affirmer que le tableau "témoignerait" de ce processus. Or ce n'est nullement le cas : ce tableau ne "témoigne" nullement du fait que les activités spéculatives de ces entreprises industrielles, activités qui ont certes beaucoup progressé dans cette période, aient été pour autant "destructrices de l'économie" réelle. En effet, le capital industriel productif a crû dans les années 1980 en France et les richesses industrielles n'ont pas cessé d'augmenter, comme nous le verrons dans la troisième partie de ce texte.

Toujours sur la question de la spéculation, Daniel Gluckstein ne comprend pas, ou fait semblant de ne pas comprendre ensuite (au cinquième paragraphe de la page 66) que j'ai contesté non pas la nature différente de la spéculation d'aujourd'hui par rapport à celle du XIXe siècle, mais, ici encore, le fait qu'il prétende "constater" cette différence en regardant un tableau qui ne l'indique en aucune manière et qui, en lui-même, pourrait avoir été fait il y a 100 ans. Dans cette partie de ma *Critique de "Lutte des classes et mondialisation"*, en effet, j'ai montré qu'il interprétait de manière illégitime ses documents, au service d'une présentation incorrecte du concept marxiste de plus-value ; comme notre camarade n'a manifestement pas compris le sens de ma critique, il se met à échafauder d'autres "explications" pour en rendre compte. En l'occurrence, il se met à m'accuser de provoquer du "brouillage" et de monter un "rideau de fumée", sous prétexte que, à ce moment-là de ma critique, je ne me suis pas demandé si "la place de la spéculation est la même aujourd'hui qu'au XIXe siècle"... Notre camarade, qui pourtant consacre par ailleurs de longues pages à contester la critique que je lui ai adressée sur la question des forces productives, et qui sait donc pertinemment que je me prononce sur la question de la place actuelle de la spéculation dans l'économie mondiale, ne peut-il vraiment pas comprendre que j'aie choisi de traiter les problèmes les uns après les autres ? Apparemment non : emporté par son élan, il se met à faire croire que je contesterais non seulement ses propres positions, mais encore la réalité même, telle que tout le monde la constate (sans avoir besoin du marxisme pour cela) : la réalité du poids grandissant de la spéculation — spéculation parasitaire qui, aujourd'hui, devient un élément déterminant de l'économie, qui domine de plus en plus les évolutions du processus de production lui-même dans le sens de la tendance à l'étouffement de nombreuses forces productives. Il va même jusqu'à m'accuser de me "moquer du monde" ! Mais cette caractérisation moralisante ne changera rien au fait que le document en question ne témoigne

29 D'ailleurs, si je cherchais à "instiller le doute", je ne serais vraiment pas bien malin de m'en prendre à ce dont Daniel Gluckstein dit ici même (note 12) ... que "tout le monde (le) sait bien" !

pas, par lui-même, de la "destruction de l'économie" réelle et de la "décomposition du capitalisme" sous la pression de la spéculation.

• Enfin, à la page 67, notre camarade semble ne pas comprendre non plus le "paradoxe" que j'ai soulevé, selon lequel on ne peut pas dire à la fois, comme il le fait pourtant, que le capital industriel dans les années 1980 s'est de mieux en mieux valorisé (ce qui est vrai) et qu'il aurait pourtant rencontré une "difficulté de mise en valeur" (ce qui est faux). Les documents qu'il a lui-même fournis montrent, en effet, que le capital, en France, depuis vingt ans, n'a pas eu de "difficultés" particulières à se valoriser dans la production, puisque, tout au contraire, la part des profits industriels a crû dans la masse de la valeur ajoutée, elle-même croissante. C'est que, comme je l'ai dit dans ma première contribution, la bourgeoisie française, avec l'aide des gouvernements Mitterrand et l'appui des appareils du mouvement ouvrier, a su mettre en œuvre les moyens politiques nécessaires pour diminuer le coût du travail. Daniel Gluckstein peut bien essayer de se justifier (au nom, évidemment, de la dialectique !) en invoquant le fait évident que la résistance de la classe ouvrière a empêché la bourgeoisie d'aller aussi loin qu'elle le voulait : cela n'empêche pas que cette résistance, réelle, n'a nullement été suffisante, dans les années 1980, pour entraîner une quelconque "difficulté" de la *mise en valeur* du capital industriel — mise en valeur qui, au contraire, a atteint un taux largement supérieur à celui des années 1970. Je n'y peux rien : c'est un fait, indiqué par le document qu'il a lui-même présenté.

3) Sur le concept de plus-value relative

Le troisième et dernier point de la première partie de ma critique de *Lutte des classes et mondialisation* avait pour objet de rappeler, contre la confusion conceptuelle et historique dont faisait preuve Daniel Gluckstein, le *sens marxiste des concepts de dévalorisation de la force de travail et de reproduction défectueuse de la force de travail*. Pour résumer, on peut dire que :

— la *dévalorisation de la force de travail*, c'est le fait que la valeur de la force de travail diminue, c'est-à-dire que la valeur des valeurs d'usage (biens et services) consommés par le travailleur pour vivre dans des conditions sociales normales (historiquement déterminées) diminue. La dévalorisation de la force de travail est donc la conséquence mécanique du progrès de la productivité du travail social, qui permet de produire plus de produits en un même temps, donc de diminuer la valeur individuelle de chaque produit. C'est le principe même de la plus-value relative, c'est-à-dire du fait que les capitalistes qui exploitent la force de travail en extorquent une masse accrue de plus-value, sans pourtant augmenter la durée du travail (à la différence de ce qu'ils font en augmentant la "plus-value absolue"). La dévalorisation de la force de travail n'implique donc pas *en soi* une baisse du pouvoir de consommation des travailleurs, si la masse et la qualité des valeurs d'usage qu'ils consomment ne diminuent pas avec leur valeur. Si, par exemple, la productivité du travail social double à un moment donné, le travailleur produira les marchandises nécessaires à son existence en un temps deux fois moindre qu'auparavant : le "temps de travail nécessaire" à la reproduction de sa force de travail diminuera de moitié, tandis que, si la journée de travail reste constante, le "temps de surtravail", qui produit seul la plus-value, aura augmenté d'autant ; mais, *comme la valeur individuelle des marchandises produites en un temps donné aura elle aussi diminué de moitié précisément grâce au doublement de la productivité, le pouvoir de consommation du salaire correspondant à la valeur diminuée de la force de travail restera constant.*

— la *reproduction défectueuse de la force de travail* est un cas particulier de la dévalorisation de la force de travail. C'est le fait que la dévalorisation de la force de travail ne se limite pas à une baisse de la valeur des valeurs d'usage consommées, mais va jusqu'à entraîner une baisse de la masse et/ou de la qualité de ces biens et services. Cela se manifeste concrètement par la diminution du salaire réel (directe — sur la fiche de paie — ou indirecte — quand les prix augmentent plus vite que le salaire nominal). Ce concept n'implique nullement que la survie biologique du travailleur soit en jeu : en général, la "défectuosité" de la reproduction de la force de travail est relative au standard de vie moyen, courant, des travailleurs, par exemple dans tel pays donné : c'est la dégradation du pouvoir de consommation. Ce n'est que dans certains cas exceptionnels que cette "défectuosité" peut aller jusqu'à mettre en danger la survie du travailleur effectif (sur ce point, cf. ma première contribution, pp. 7-8).

Or, dans son livre, Daniel Gluckstein explique très mal le concept même de plus-value relative en général, puisqu'il y suppose que ce concept n'impliquerait pas en soi la *dévalorisation de la force de travail*, mais que seule la *reproduction défectueuse de la force de travail* serait synonyme de sa dévalorisation. Il commet ainsi une erreur conceptuelle. En outre, comme je l'ai également expliqué dans ma première contribution, il commet une seconde erreur, une erreur historique, en affirmant que la dévalorisation de la force de travail entraînant sa reproduction défectueuse était "exceptionnelle" au XIXe siècle. Enfin, il ne prouve pas son affirmation selon laquelle la reproduction défectueuse serait devenue la règle générale aujourd'hui.

A mes critiques sur cette question théorique fondamentale (mais il considère peut-être la théorie marxiste de la plus-value comme une "question de détail"...), Daniel Gluckstein, dans sa *Critique d'une critique*, n'a rien trouvé à répondre que trois petites remarques, dont deux sous forme de simples notes de bas de page — indice significatif de son incapacité à répondre :

a) Le "langage courant" appelé à la rescousse

Dans la note 7 des pages 53-54, il prend manifestement conscience de son erreur sur le terme de "dévalorisation" qui, chez Marx, s'applique à la valeur de la force de travail en tant que marchandise, sans impliquer nécessairement une baisse de la capacité de consommation du travailleur, contrairement à ce que notre camarade avait constamment supposé et même explicitement affirmé dans son livre (par exemple p. 370). Malheureusement, il tente immédiatement de "noyer le poisson"³⁰ en faisant croire qu'il ne s'agissait pas d'une véritable erreur conceptuelle, mais d'une simple "imprécision" de son vocabulaire. En effet, il prétend que la raison de son erreur théorique incomberait... au "langage courant", qui donnerait au terme de "dévalorisation de la force de travail" le sens d'"abaissement de la capacité de consommation des masses". Passons sur cette "justification", qui n'est guère convaincante, car le "langage courant" (qui a bon dos) ne parle guère de "dévalorisation de la force de travail". Passons également sur le fait qu'il serait certainement impossible à un véritable familier du livre I du *Capital* de confondre le sens d'un simple mot du langage courant avec un concept marxiste aussi élémentaire, aussi central, que celui de "dévalorisation de la force de travail", qui n'est rien de moins que le principe même de la théorie de la plus-value relative. Retenons simplement l'essentiel : notre camarade ne confond plus, à présent, le concept de dévalorisation de la force de travail avec celui de reproduction défectueuse de la force de travail.

b) Qui "nie Marx au nom de Marx" ?

Aux pages 53-54, Daniel Gluckstein revient sur sa distinction entre "plus-value relative de type 1" et "plus-value relative de type 2" — distinction dont il rappelle lui-même que je l'ai estimée

³⁰ Pour reprendre une adorable expression de *Critique d'une critique*, p. 74.

utile d'un point de vue descriptif — la "plus-value relative de type 1" permettant de désigner les cas où l'exploitation de la force de travail n'entraîne pas sa reproduction défectueuse, la "plus-value relative de type 2", au contraire, les cas où elle entraîne une baisse du pouvoir de consommation des travailleurs. Mais il persiste dans son erreur historico-théorique selon laquelle la "plus-value relative de type 2" aurait été "exceptionnelle" ou marginale au XIXe siècle, ce qui est faux, comme je l'ai souligné dans ma première contribution (page 7). Mais, le plus étrange, dans cette affaire, c'est qu'il rappelle lui-même (p. 54, premier paragraphe) la phrase de Marx que j'ai citée dans ma première contribution, alors qu'elle contredit manifestement sa propre position. En effet, cette phrase du livre III du *Capital* dit que "la pratique [consistant à abaisser le salaire au-dessous de la valeur de la force de travail] joue un rôle des plus importants dans le mouvement réel des salaires"³¹. Or cette "pratique qui joue un rôle *des plus importants* dans le mouvement *réel*" (je souligne) est qualifiée par Daniel Gluckstein de... "procédé (...) (qui) opère en *marge* de ce mécanisme". Pour le coup, c'est une vraie "question de vocabulaire" ! Comment ce qui est seulement "marginal" pourrait-il jouer un "rôle des plus importants" dans la réalité et dans la pratique ? Comment, sinon en essayant à toute force de faire cautionner par un texte de Marx l'affirmation, maintenue contre vents et marées, selon laquelle la "plus-value relative de type 1" serait essentiellement spécifique au XIXe siècle, tandis que la "plus-value relative de type 2" serait essentiellement spécifique à l'époque actuelle ? Il suffit pourtant de lire ne serait-ce que la section IV du livre I du *Capital*, en particulier les dizaines et les dizaines de pages (les plus faciles de l'ouvrage !) consacrées à l'histoire empirique, pour constater que, dans l'Angleterre du XIXe siècle, des couches entières du prolétariat industriel et, pendant de longues périodes, le prolétariat dans son ensemble, ont vu leurs conditions de vie et leur salaire réel se dégrader bien des fois entre les années 1820 et les années 1860.

*Ainsi, sous une apparence "marxiste" (cela fait toujours bien de décréter que la question en discussion est "pratique", cf. p. 54), Daniel Gluckstein persiste en fait dans sa double erreur historique et théorique : au prix d'une déformation du texte de Marx, d'une part, et d'une incroyable ignorance historique sur l'évolution du niveau de vie ouvrier au cœur du XIXe siècle, d'autre part, il persévère dans son absurde ambiguïté théorique concernant le concept fondamental de la plus-value relative. En effet (comme je m'en suis expliqué dans ma première contribution), en essayant ainsi de faire passer en force une ligne de partage **conceptuelle** entre ces deux époques, c'est-à-dire en prétendant que le capitalisme du XIXe siècle serait en soi "fondé" sur la "plus-value relative de type 1" et l'impérialisme actuel sur la "plus-value relative de type 2", Daniel Gluckstein exprime une position théorique "économiste", selon laquelle ce ne serait pas tant la lutte des classes que les lois de fonctionnement propres à chaque phase du capitalisme qui seraient le moteur de l'histoire. De fait, il persiste à confondre, d'une part, les déterminations empiriques de la lutte entre les classes qui, quelle que soit l'époque, détermine seule, en dernière instance, si c'est la "plus-value relative de type 1" ou la "plus-value relative de type 2" qui l'emporte à tel ou tel moment, et, d'autre part, les déterminations du concept même du système capitaliste, concept selon lequel ce système n'est en soi "fondé" que sur le processus d'extorsion de plus-value en général, quelle que soit l'époque considérée.*

Encore une fois, si, aujourd'hui, la "plus-value relative de type 2" tend à l'emporter, c'est que la lutte de la classe capitaliste contre la classe ouvrière contraint celle-ci à la défensive généralisée et, globalement, aux reculs ; mais ce n'est pas en vertu de je ne sais quelle nouvelle "loi" qui serait spécifique à l'époque actuelle du capitalisme. Daniel Gluckstein a beau jeu de dire (au premier paragraphe de la page 55) qu'"on ne peut parler de lutte de classe en général" parce que la lutte des classes est toujours concrète : ce n'est là qu'un vain truisme qui lui évite de comprendre le problème théorique posé. Que la lutte des classes soit toujours déterminée, qu'elle soit, selon les circonstances, plus ou moins puissante, qu'elle soit défensive ou offensive, qu'elle dépende donc

³¹ Cette affirmation se retrouve d'ailleurs très souvent dans *Le Capital*, par exemple dans le livre I, pp. 353, 441, 509, 672... de l'édition PUF-Quadrige, *op. cit.*

évidemment de conditions historiques déterminées, cela ne signifie pas pour autant qu'elle soit mécaniquement déterminée par la nature même de prétendues lois propres à l'époque en question (lois du "capitalisme ascendant" prétendument "fondé" en soi sur la "plus-value relative de type 1", lois de "l'impérialisme sénile" prétendument "fondé" en soi sur la "plus-value relative de type 2"). *Les déterminations propres de la lutte (état des forces de la classe, puissance ou faiblesse des organisations, des appareils, des directions, niveau de la conscience politique, etc.) sont tout aussi déterminantes pour la lutte que les conditions économiques et sociales dans lesquelles celle-ci a lieu*³².

c) Daniel Gluckstein comprend-il quelque chose à la méthode de Marx ?

Enfin, dans la note 13 (page 67), Daniel Gluckstein m'attaque de manière absolument "ridicule"³³ en prétendant que j'aurais proposé une "explication pseudo-théorique (...) de mon point de vue" en écrivant, à la page 7 de ma première contribution, que "dans le livre I du *Capital*, (Marx) étudie la réalité d'un point de vue strictement théorique, qui requiert de postuler que chaque catégorie et chaque loi fonctionnent de manière "pure", abstraction faite de la façon dont elles se réalisent concrètement dans l'histoire empirique". Et il me répond : "Non, Marx ne cherche pas à dégager des catégories et des lois qui fonctionnent 'abstraction faite de la manière dont elles se réalisent concrètement dans l'histoire empirique'. Il cherche au contraire à dégager de l'histoire empirique les lois et les catégories qui permettent d'expliquer les processus historiques". Ce commentaire unit, en une seule phrase, trois défauts majeurs de notre camarade : une attaque rhétorique creuse, son incapacité à comprendre une phrase simple et son ignorance des textes de Marx.

Incompréhension : je n'ai pas écrit que Marx cherche "à dégager des catégories et des lois qui fonctionnent abstraction faite de la manière dont elles se réalisent concrètement dans l'histoire empirique", ce qui voudrait dire que ces catégories et lois seraient elles-mêmes effectives en dehors de l'histoire empirique ; j'ai dit, en revanche, que Marx, pour étudier ces catégories et ces lois, fait abstraction de cette histoire empirique, afin de les présenter dans leur pureté théorique, c'est-à-dire comme si elles étaient les lois et catégories d'un système abstrait. La méthode de Marx n'est pas empiriste : elle ne part des faits, des "apparences", que pour les expliquer, pour en comprendre "l'essence".

Ignorance : "quiconque a étudié sérieusement Marx" sait que celui-ci rappelle constamment que, pour étudier la réalité même, la théorie doit produire des concepts "purs" et des lois "pures". Pour prendre quelques exemples au hasard : Marx écrit au troisième chapitre de la première section du livre I du *Capital* : "La division du travail transforme le produit en marchandise et rend ainsi nécessaire la transformation du produit en argent. En même temps, elle rend contingente la réussite de cette transsubstantiation. Mais ici il faut examiner le phénomène dans sa pureté, et donc présupposer son accomplissement normal"³⁴. De même, dans le livre II du *Capital*, juste avant de commencer son étude des trois "formes" que le capital revêt aux différents stades de sa circulation, Marx rappelle son principe méthodologique fondamental : "Pour concevoir ces formes à l'état pur, écrit-il, il faut d'abord faire abstraction de toutes les circonstances qui n'ont rien à voir avec le changement de forme et la constitution de forme comme tels"³⁵. Ou encore, dans le livre III du *Capital*, au chapitre X, Marx écrit : "Il est évident que les lois internes effectives régissant la

32 Je reviendrai sur cette question fondamentale dans la sixième partie du présent texte, pp. 79 et suivantes.

33 Pour reprendre à *Critique d'une critique* l'emploi de ce charmant adjectif (cf. page 80, troisième paragraphe) .

34 Cf. *Le Capital*, livre I, traduit à partir de la quatrième édition allemande, sous la direction de J.-P. Lefebvre, rééd. PUF, Quadrige, 1993 (je souligne). J. Roy, dans la première traduction française, faite à partir de la première version allemande, revue par Marx, rééditée par les Éditions sociales, traduit à tort "*Reinheit*" par "intégrité" au lieu de "pureté". Daniel Gluckstein est loin d'être le premier à refuser la "pureté" des déterminations conceptuelles de Marx !

35 *Le Capital*, livre II, tome IV, *op. cit.*, p. 27. (Je souligne.)

production capitaliste ne peuvent trouver leur explication dans l'interaction de l'offre et de la demande. (...) Car *ces lois n'apparaissent comme réalisées dans toute leur pureté* que lorsque l'offre et la demande cessent d'agir, à savoir lorsqu'elles coïncident. En réalité, elles ne coïncident jamais. Mais, en économie politique, il est sous-entendu qu'elles coïncident. Pourquoi ? *Pour étudier les phénomènes dans leur forme normale, adéquate à leur concept*, c'est-à-dire pour les considérer en dehors des apparences produites par le mouvement de l'offre et de la demande ; en plus *pour pouvoir découvrir et pour ainsi dire fixer la tendance réelle de leur mouvement*"³⁶. Daniel Gluckstein va-t-il accuser Marx de présenter une "justification pseudo-théorique" de son point de vue ?

Marx, quant à lui, s'oppose explicitement à l'idéologie bourgeoise empiriste, qui s'exprime chez Daniel Gluckstein sous la forme du précepte : il faut "s'en *tenir* aux faits" (je souligne), alors que la science exige, précisément, que l'on *parte* des faits, mais que l'on ne s'y *tienne* pas. En effet, si l'on s'y "tient", on tombe nécessairement dans l'empirisme et le fétichisme, car on est alors contraint d'en rester à la "surface" des choses, aux apparences. En revanche, la compréhension des concepts, des lois et de leurs relations mutuelles dans le cadre d'un système théorique permet seule de "*s'approprier le concret*" par le nécessaire détour de l'abstrait, comme l'explique Marx dans l'*Introduction dite de 1857*³⁷. C'est pourquoi, dans ce dernier texte, Marx établit explicitement l'identité de sa notion de "pureté" théorique et de sa notion de "déterminité abstraite"³⁸ : c'est là, selon lui, ce qui définit un *concept scientifique*.

Là encore, l'ignorance de Daniel Gluckstein va de pair avec ses erreurs théoriques. *En effet, en niant le caractère conceptuel des déterminations et des lois produites par la théorie de Marx, il manifeste encore une fois sa tendance à l'économisme théorique* : comme nous l'avons vu avec le concept de plus-value relative, et comme nous le verrons plusieurs fois par la suite, notamment avec le concept d'accumulation, *il croit que l'évolution de la réalité du système capitaliste remettrait en cause la validité des lois fondamentales établies par Marx. Selon lui, ce ne serait pas celles-ci et leur réalisation par et dans la lutte des classes actuelles, mais des sortes de lois d'airain propres à l'époque présente, qui détermineraient le type de fonctionnement du système capitaliste aujourd'hui. Pour Marx, au contraire, les lois établies dans Le Capital sont, en tant que telles (en tant que lois "pures") rigoureusement valables pour toute l'histoire du mode de production capitaliste — et seule la lutte des classes en général détermine si, comment et à quel point elles se réalisent, si, comment et à quel point telle ou telle tendance du système l'emporte sur telle autre à tel moment donné.*

Pour conclure sur les "réponses" apportées par Daniel Gluckstein aux objections rassemblées dans la première partie de ma première contribution, on peut dire que celui-ci, tout en refusant de discuter sérieusement, dans le détail et dans l'ensemble, les objections que je lui ai adressées, tout en préférant bien souvent une rhétorique aussi agressive que vaine à l'argumentation rationnelle qui lui aurait permis de défendre éventuellement ses positions théoriques et de réfuter les miennes, a en même temps montré les étroites limites de sa connaissance de l'œuvre de Marx, au fur et à mesure qu'il essayait de défendre coûte que coûte ses affirmations théoriques erronées.

36 *Le Capital*, livre III, E.S., tome VI, p. 205. (Je souligne.) Cf. aussi *Le Capital*, I, PUF, *op. cit.*, pp. 4, 197, 239, 240, 634, 651, etc.

37 *Contribution à la critique de l'économie politique*, Éditions sociales, réed. 1977, pp. 164-174.

38 Cf. par exemple *ibid.*, p. 173. — Cette question est donc la même que celle de l'analyse des *formes*, à laquelle procède la recherche scientifique, s'opposant en cela à l'économie vulgaire qui seule méprise les "déterminations formelles pures" : Marx dénonce ainsi la "la grossièreté avec laquelle l'économie considère en général les différences de forme, qui, en fait, l'intéressent seulement par leur côté matériel" (*Le Capital*, livre III, tome I, p. 332 ; cf. aussi ci-dessus la note 19 de la présente contribution).

En effet, il n'a compris ni la théorie marxiste du travail productif de plus-value, valable tant pour les travaux prestataires de services que pour la production de biens, ni ma critique de la manière dont il fait dire au tableau des Comptes de l'industrie française ce que celui-ci ne dit pas, ni la spécificité de la théorie marxiste de la plus-value en général, ni la réalité historique de la plus-value relative en particulier, ni la conception marxiste de la loi et du concept scientifiques.

II. Sur la loi de la baisse tendancielle du taux de profit

Aux critiques que j'ai opposées à la manière dont il a présenté, dans son ouvrage, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, notre camarade ne trouve quasiment rien à répondre : sa *Critique d'une critique*, en tout et pour tout, ne propose que trois remarques sur ce sujet (et encore : deux d'entre elles sont, ici encore, reléguées en simples notes de bas de page) ; comme nous allons le voir, aucune ne contient le moindre effort de réfutation ou même d'argumentation.

• A la page 10 de ma première contribution, pour conclure sur la question de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, j'ai écrit : "La présentation simpliste [dans le livre de Daniel Gluckstein] de cette loi fondamentale est d'autant plus regrettable que le lecteur ne la retrouvera guère dans la suite de l'ouvrage et ne pourra vérifier si elle permet ou non de comprendre la réalité. Autrement dit, Daniel Gluckstein *semble croire* que son exemple [de deux entreprises capitalistes, l'une travaillant sans machine, l'autre travaillant avec une machine] est tellement probant qu'il se suffit à lui-même pour convaincre que la loi de la baisse tendancielle du taux de profit est la loi fondamentale du mode de production capitaliste ; et nous devrions le croire sur parole. Mais, du coup, il ne prend pas vraiment la peine de nous montrer comment elle se réalise concrètement, si et comment elle est contrecarrée actuellement, si le taux de profit connaît effectivement une baisse ou une hausse, depuis quand, etc."

Dans la note 4 (page 47) de sa *Critique d'une critique*, notre camarade, pour toute réponse, me reproche de lui imputer des "croyances" au sens où je lui reprocherais de croire à ce qui n'existe pas, comme on parle des "croyances (des) prêtres et (de) leurs églises". Ainsi évite-t-il la discussion par une pirouette, faisant manifestement semblant de ne pas comprendre que, ce que je lui ai reproché, c'est d'avoir présenté ses affirmations sur le taux de profit comme justes, alors qu'elles étaient fausses. Comme tout le monde le sait, en français, quand quelqu'un pense qu'il sait quelque chose alors qu'il ne le sait pas en vérité, on dit qu'il *croit* ce quelque chose qu'il pense savoir. Du reste, Daniel Gluckstein tronque (et aussi déforme) cette citation, puisqu'il la coupe juste après le verbe croire, ce qui lui permet de ne pas indiquer *ce que* je lui reproche de croire à tort, comme si je lui reprochais de croire au sens absolu du terme, au sens de la foi du "croyant". Certes, ce jeu de mots parfaitement vain — proprement *incroyable* ! — pourrait s'expliquer par l'intention de suggérer au lecteur que mes critiques se réduisent à des sornettes³⁹.

La vraie question demeure donc pleine et entière : j'ai montré que la présentation par Daniel Gluckstein de la théorie marxiste de la baisse du taux de profit était mauvaise et, en dernière analyse, erronée. Deux attitudes sérieuses s'offraient donc à lui : ou bien il reconnaissait son erreur, ou bien il montrait que ma réfutation est elle-même erronée et que ses propres affirmations étaient justes. Malheureusement, plutôt que d'accepter une discussion argumentée et rationnelle, il a choisi, une nouvelle fois, de se réfugier dans le jeu de mots. Il ne s'agit plus seulement de *croyance* fautive : il s'agit à présent de pure et simple *mauvaise foi*.

³⁹ Notons, d'ailleurs, que notre camarade connaît manifestement les différents sens du verbe "croire", puisqu'il me reproche, par exemple, de "*faire mine de croire*" le contraire de ce que, selon lui, je sais en réalité, mais qu'il m'accuse de dissimuler (cf. le troisième paragraphe de la page 23 de sa *Critique d'une critique* ; nous verrons plus loin ce qu'il en est, en fait, dans ce cas).

• La note 18 (page 70) est malheureusement encore plus ridicule. Dans un passage de ma première contribution (page 24), j'ai été amené à rappeler cette évidence que *toute* entreprise ou *toute* nation doit toujours conquérir son propre marché pour écouler sa production. Or, aussi invraisemblable que cela paraisse, Daniel Gluckstein saisit ce passage, qui n'a absolument rien à voir avec l'exposition de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, pour dire que je m'"appuie sur le cas de 'toute entreprise capitaliste' (donc individuelle)", que, *par conséquent* (!) je parle moi aussi d'une entreprise *au singulier*, et que donc (!!!) je fais moi-même ce que je lui ai reproché en écrivant, au sujet de sa manière de présenter la loi de la baisse tendancielle du taux de profit : "il prend l'exemple de *deux* entreprises capitalistes. Or cet exemple n'est nullement probant, puisque la question du taux de profit ne se pose évidemment qu'au niveau "macro-économique". (...) (En effet) la loi de la baisse tendancielle du taux de profit ne peut être établie qu'après celle de la *péréquation des taux de profit*, c'est-à-dire de la tendance à l'égalisation des taux de profit entre les diverses branches de l'économie, quelle que soit la composition organique de leur capital — d'où la constitution effective d'un taux de profit moyen (défini par le rapport de l'ensemble de la plus-value produite au niveau de toute la société à l'ensemble du capital social investi). (...) (Il s'ensuit que) ce n'est qu'au niveau du capital social global, c'est-à-dire à partir de la constitution effective d'un taux de profit moyen, que l'on peut comprendre la concurrence et la loi de la baisse tendancielle du taux de profit — ainsi que la manière dont elle se réalise concrètement au niveau des entreprises individuelles" (cf. page 8 de ma première contribution).

Après avoir ainsi essayé de retourner mon reproche contre moi d'une manière aussi piteuse, Daniel Gluckstein ne répond évidemment rien de sérieux à la question posée. Qu'on en juge :

D'une part, il nous dit que Marx n'emploie pas le terme de "macro-économique" ; et il ajoute un sibyllin "et pour cause", sans daigner nous expliquer en quoi cette question de vocabulaire poserait un problème théorique, espérant manifestement que le simple fait de dire que j'emprunte là un terme "à la sociologie contemporaine" suffira à attirer sur moi le soupçon de n'être pas un marxiste orthodoxe et justifiera à soi seul que Daniel Gluckstein n'ait même pas besoin de me réfuter. Quel bel argument !

D'autre part, il prétend que Marx aurait pris lui aussi l'exemple de deux entreprises pour expliquer la loi de la baisse tendancielle du taux de profit et, espérant manifestement que son lecteur sera assez naïf pour le croire sur parole, il affirme que cela est évident pour "quiconque connaît un peu l'œuvre de Marx" (!) ; enfin, il n'hésite pas à ajouter pour finir, satisfait : "on ne nous en voudra pas trop (...) d'avoir essayé d'inscrire notre méthode de réflexion dans celle de Marx". Notre camarade peut certes affirmer ce qu'il voudra pour se faire plaisir : force est de constater qu'il ne prouve pas ce qu'il dit, qu'il se garde bien, en particulier, d'indiquer à son lecteur la moindre référence où Marx explique la loi de la baisse tendancielle du taux de profit à partir de la concurrence entre deux entreprises⁴⁰. En réalité, au moment même où il prend la pose du fin

40 Pour être gentil avec Daniel Gluckstein, je lui signale que, effectivement, il est arrivé à Marx de poser la question de la baisse du taux de profit à partir d'un exemple fictif de *deux* entreprises seulement : ainsi dans les *Manuscrits de 1857-1858* ("*Grundrisse*"), *op. cit.*, pp. 319 et suivantes (texte que, cependant, notre camarade n'a pas lu, cf. note 1 p. 2 de ma première contribution). Mais, précisément, à cet endroit de ce premier brouillon du *Capital*, où il passe d'ailleurs très rapidement sur la question, Marx ne parvient pas à résoudre parfaitement le problème de la baisse tendancielle du taux de profit... faute de l'avoir posé à un niveau global, à partir de la constitution du taux de profit moyen et du processus de circulation capitaliste. L'erreur de perspective sera corrigée quelques dizaines de pages plus loin dans ces mêmes *Manuscrits de 1857-1858* (très souvent écrits au fil de la plume, car il s'agit d'une *recherche* en acte) : dès les pages 374 et suivantes, en effet, la question du "taux général de profit" sera enfin posée et étudiée pour elle-même, ouvrant la voie à la solution définitive du problème de la baisse tendancielle du taux de profit, qui se trouve (avant le livre III du *Capital*) dans le tome II de ces mêmes *Manuscrits*, pp. 234 et suivantes. — De manière générale, Marx n'a cessé de critiquer les économistes qui essaient d'expliquer les lois du capital à partir de la concurrence : tout au contraire, affirme-t-il, la sphère de la concurrence, étant le lieu où les lois du capital se réalisent, ne peut être comprise elle-même qu'à partir de ces lois. Cf. par exemple, parmi des dizaines d'autres passages, *Manuscrits de 1857-1858*, pp.

connaisseur de Marx, il rend plus que jamais flagrante son incapacité à faire autre chose que de vaines pirouettes rhétoriques, son ignorance (en l'occurrence, son ignorance des trois premières sections du livre III du *Capital*) et sa persistance dans une erreur théorique grave, quoique facilement évitable. Mon objection majeure sur ce point demeure donc intacte... jusqu'à preuve du contraire.

• Enfin, à la page 81 (dernier paragraphe), Daniel Gluckstein s'en prend une dernière fois à ma critique de sa présentation de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Dans ma première contribution, je n'ai pas seulement contesté la façon dont il présente le contenu de cette loi, mais je lui ai aussi reproché de la considérer de manière abstraite, "en soi", sans montrer comment elle se réalise concrètement aujourd'hui, c'est-à-dire si le taux de profit diminue ou non effectivement, etc. Et j'ai expliqué que cette lacune était due au fait que, *la baisse tendancielle du taux de profit étant par définition la conséquence de la croissance des forces productives, le fait de ne pas expliquer comment se réalise cette loi aujourd'hui prenait tout son sens si on le reliait à la négation par Daniel Gluckstein du développement des forces productives*. En effet, selon Marx, "la tendance progressive à la baisse du taux de profit général est tout simplement *une façon, propre au mode de production capitaliste, d'exprimer le progrès de la productivité sociale du travail*"⁴¹ (souligné par Marx). Or, sur cette question fondamentale, en cette page 81 de sa *Critique d'une critique*, pas plus d'ailleurs qu'à un autre endroit quelconque de ce même texte, notre camarade ne me réfute pas, il ne se défend pas, il n'argumente pas. La seule chose qu'il trouve à dire, c'est que, en rappelant ce lien entre la baisse tendancielle du taux de profit et le développement des forces productives, je me serais contenté d'"enfoncer une porte ouverte" — et il passe à autre chose. Autrement dit, il fait semblant de ne pas comprendre que, si j'ai dû, en effet, rappeler cette vérité, certes évidente pour qui connaît *Le Capital*, mais tout à fait indispensable pour comprendre la loi en question, c'était précisément parce que lui-même ne l'avait pas fait, au moment même où il prétendait présenter de manière simple, à l'usage des débutants, les concepts marxistes fondamentaux !

Bref, sur la question de la baisse tendancielle du taux de profit comme sur celle de la plus-value, Daniel Gluckstein n'a toujours pas compris les inexactitudes qu'il a commises dans son livre. En particulier, il n'a toujours pas compris que cette loi ne peut pas être saisie au niveau superficiel de la concurrence entre les capitaux individuels, mais que seul le niveau de généralité théorique propre au livre III du Capital, consacré au "procès d'ensemble de la production capitaliste", permet de la comprendre. Or, si la question de la tendance à la baisse du taux de profit ne se pose qu'au niveau de l'ensemble du capital social, c'est parce qu'elle est une question fondamentale, permettant de comprendre le mode de production capitaliste comme un véritable système de contradictions immanentes : en effet, cette tendance est la conséquence directe des lois mêmes de la production capitaliste, c'est-à-dire du développement spécifiquement capitaliste des forces productives.

III. Sur la question des "forces productives"

Dans la troisième partie de ma *Critique de "Lutte des classes et mondialisation"*, j'ai montré que sa "démonstration" de l'idée selon laquelle les forces productives auraient cessé de croître et connaîtraient actuellement un déclin absolu n'était pas du tout convaincante. Daniel Gluckstein concentre une partie essentielle de *Critique d'une critique* à cette question : on espère donc

239-240.

41 Cf. *Le Capital*, livre III, section 3, chapitre XIII ("Nature de la loi"), Ed. Sociales, tome VI, p. 227.

vivement que sa réfutation de mes objections à ce sujet sera d'autant plus convaincante qu'elle l'a moins été sur les questions précédentes, qu'il a manifestement considérées comme secondaires ; on espère que la véritable discussion théorique va enfin pouvoir commencer — et que la critique de notre camarade va être d'autant plus sérieuse théoriquement que la question dont il s'agit est selon lui la plus importante.

Nous allons examiner ce problème en étudiant tout d'abord les premières pages de *Critique d'une critique*, qui lui sont consacrées, puis en analysant les réponses que la suite de ce texte apporte à chacune des cinq objections que j'ai adressées à ce sujet à *Lutte des classes et mondialisation*.

1) Le "déclin absolu des forces productives" : un "leurre théorique" ?

Daniel Gluckstein commence sa *Critique d'une critique* en prétendant que j'aurais fabriqué "un leurre théorique" en parlant, pour caractériser sa propre thèse, d'un "déclin absolu des forces productives". Ce passage est certainement celui qui, du moins pour celui qui n'aurait pas lu le livre de notre camarade, semblerait le plus convaincant de tout son texte de réponse. En réalité, comme nous allons le voir, il ne s'agit là que d'une apparence créée par un ensemble de procédés rhétoriques bien peu glorieux.

- Avant d'en venir au fond du problème, examinons tout d'abord la *forme* de l'accusation, qui constitue à elle seule un magnifique exemple de cette rhétorique non seulement vaine, mais aussi habilement tendancieuse, qui remplace si souvent, dans son texte, toute argumentation rationnelle.

On se souvient que les lignes qui précèdent immédiatement la partie de *Critique d'une critique* intitulée "*Un leurre théorique*" (pp. 45-46), présentaient une métaphore judiciairo-policrière, parlant de "procès", d'"acte d'accusation", etc. Le ton étant ainsi donné, Daniel Gluckstein m'accuse ensuite, page 46, d'avoir fabriqué "un leurre", ce qui supposerait nécessairement chez moi une intention délibérée de tromper. De fait, il se met alors à insinuer de plus en plus explicitement que tel est le cas. Il commence par écrire, au sujet de ce que j'appelle, pour caractériser sa pensée, "le déclin absolu des forces productives", que "tous les passages de l'acte d'accusation sont fondés ici sur une notion "*d'absolu*" sans guillemets ni source de référence... ce qui est logique puisque cette "citation" est absolument absente du livre accusé". Ensuite — appelant Trotsky à la rescousse pour essayer de donner plus de poids à son accusation... —, il prétend que j'aurais cherché, par ce "leurre", à éliminer "les éléments qui contrarient (mes) schémas". Mais dire, comme je l'ai fait, que, selon notre camarade, les forces productives déclinent de manière absolue, c'est présenter sa pensée de manière vraie ou fausse : la seule question valable est donc celle de savoir si j'ai eu raison ou tort de le dire. Pourquoi faire croire au lecteur que j'aurais déterminé *a priori* le sens de ma critique de son livre, comme si j'avais connu avant même de le lire les reproches que je lui adresse ?

Après ces préliminaires vient l'attaque proprement dite. Daniel Gluckstein écrit : "Sur ces 230 passages [où il est question des forces productives dans *Lutte des classes et mondialisation*], pas un seul — nous insistons : pas un — ne comprend l'expression "déclin absolu" à laquelle se réfère abondamment Wolfgang"⁴². C'est alors, dans le dernier acte de sa mise en scène

42 A ce moment-là, au détour d'une simple note, comme en passant, notre camarade attire l'attention sur le fait que Mandel, "le dirigeant pabliste révisionniste du marxisme", nie que "les forces productives (aient) cessé de croître au sens absolu". Comme nous le verrons, cette note ne constitue qu'une amorce, le premier jalon d'une constante tendance à amalgamer mes positions et celles de nos ennemis politiques ; en l'occurrence, il s'agit d'attirer l'attention — l'air de rien — sur l'identité d'une phrase qui se trouve à la fois dans le texte d'un pabliste et dans le mien. Qu'est-ce que cela prouve ? En fait, cela constitue une première suggestion d'amalgame, qui annonce bien d'autres assimilations, de plus en plus explicites au cours du texte, de mes affirmations avec une multitude de positions politiques ennemies de tous bords. Pour l'heure, cela vise, avant même que la discussion n'ait commencé, à jeter le discrédit sur le sens même de ma

soigneusement préparée par les tendancieuses indications précédentes, que notre camarade franchit le pas : il en arrive à user d'insinuations mensongères. En effet, il écrit : "Ici, Wolfgang procède à l'inverse du marxisme" et use de "procédés" qui consistent à "disséminer" de "*douteuses références*" au prétendu 'déclin absolu des forces productives', à "*forger des 'preuves'*" de toutes pièces" et à "rajouter à dessein" des "faits (...)" pour conforter l'idée" que je me fais de la thèse de Daniel Gluckstein (tout ce qui est souligné l'est par moi, W.). Ainsi ne m'accuse-t-il plus seulement d'avoir construit un "leurre" *ex nihilo*, ce qui était déjà assez grave, car cela supposerait l'intention de tromper ; mais il suggère que j'aurais délibérément essayé de manipuler le lecteur en faisant croire que Daniel Gluckstein lui-même parlait explicitement de "déclin absolu des forces productives"⁴³. Or, en réalité, je n'ai pas une seule fois indiqué que la lettre même du texte de Daniel Gluckstein comportait l'expression de "*déclin absolu des forces productives*". Tout au contraire, la première fois que j'ai employé cette expression (page 11 de ma première contribution), ce fut en affirmant expressément que j'"énonçais" à ma manière ce qui me semblait être la thèse de ce livre. Que je me sois trompé, c'est possible — nous allons voir ce qu'il en est dans un instant ; comme celui-ci le reconnaît lui-même, on a le droit d'interpréter les propos littéraires d'un auteur — et, comme nous le verrons, notre camarade ne cesse de le faire ; mais m'accuser insidieusement d'avoir "disséminé (...)" de douteuses références", "forgé des 'preuves' de toutes pièces" et "rajouté à dessein (des faits)", c'est *inacceptable*.

Face à cela d'ailleurs, l'autre allégation de Daniel Gluckstein, selon laquelle j'aurais eu recours à "une méthode qui n'est pas marxiste", apparaît bien secondaire, car il n'y a rien d'intellectuellement malhonnête à ne pas user de la méthode marxiste — ce qui, d'ailleurs, n'est nullement mon cas. Par exemple, l'accusation insidieuse de Daniel Gluckstein n'est pas inadmissible parce qu'elle serait simplement contraire au marxisme : elle l'est parce qu'elle est mensongère. Mais, s'il fait semblant de croire qu'il en va du marxisme, c'est pour mieux se poser lui-même comme théoricien marxiste digne de foi et pour essayer de faire croire *a priori* au lecteur (qui reconnaît en général son autorité de dirigeant politique) que ce prétendu "recours à un procédé de discussion étranger au marxisme (*sic*) est au service d'une position politique contradictoire, quant au fond, avec la position marxiste sur les forces productives". Celui qui n'a compris ni la spécificité de la théorie marxiste de la plus-value, ni la loi de la baisse tendancielle du taux de profit aurait-il donc compris le concept marxiste de forces productives ? C'est ce que nous verrons bientôt.

• *Quant au fond du problème, la seule question valable est donc évidemment de savoir si j'ai eu raison ou tort en affirmant que, dans le livre de Daniel Gluckstein, la thèse effectivement démontrée peut s'énoncer en disant que "les forces productives connaissent un déclin absolu". Tout le monde reconnaîtra que, si notre camarade n'a pas lui-même employé ces mots-là, cela ne prouve pas en soi que ce ne soit pas sa thèse (bien que cette non formulation constitue certes, dans ce cas, un problème en elle-même, qu'il faudra essayer de résoudre).*

En fait, les choses sont simples. Les termes de "déclin", de "stagnation" et de "croissance" expriment les trois seules déterminations quantitatives possibles, quand on mesure un niveau. Si donc on considère les "forces productives" sous leur aspect quantitatif, il faut soit qu'elles croissent de manière absolue, soit qu'elles stagnent de manière absolue, soit qu'elles déclinent de manière absolue. Par exemple, quand Trotsky écrit le *Programme de Transition*, il pense évidemment que les forces productives ont cessé de croître en un sens absolu, puisqu'il affirme : "La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui critique.

43 C'est à la lecture de ce genre de phrases que l'on aime à se rappeler, pour rire, la fin de la note 11, page 65, de *Critique d'une critique*, où Daniel Gluckstein s'indigne : "Curieuse méthode que celle qui consiste à tirer d'une phrase une conclusion sur ce que "veut dire" ou, en l'occurrence, veut faire l'auteur dont on parle. Si la vocation de Wolfgang est la psychanalyse, poursuit-il, rien ne l'en empêche. Mais avant d'interpréter ce que les gens veulent dire, il devrait s'interroger sur le sens de sa propre remarque. Attribuer à quelqu'un des positions qui ne sont pas les siennes, c'est là un procédé qui ne s'apprend pas à l'école marxiste, laquelle suppose qu'on s'en tienne aux faits". Tu m'en diras tant !

puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un *accroissement de la richesse matérielle*" (je souligne). Or Daniel Gluckstein, comme presque tous les camarades de notre courant, soutient ici même que ces phrases sont restées vraies depuis cette date, donc que les forces productives ont cessé de croître en un sens absolu⁴⁴. — En second lieu, dans son *Rapport* au IVe Congrès de la IVe Internationale, en mars 1999 (cf. *La Vérité* n° 24, page 36), Daniel Gluckstein a commencé par polémiquer d'entrée de jeu contre des traducteurs américains du *Programme de Transition*, qui ont traduit la phrase : "les forces productives ont cessé de croître" par : "les forces productives stagnent". Et il a alors expliqué (de manière d'ailleurs bien peu convaincante) que, selon lui : "il ne s'agit pas d'un problème de vocabulaire. Derrière le vocabulaire, il y a différentes appréciations" ; en l'occurrence, cette traduction aurait une signification politique, parce qu'il serait faux de dire que les forces productives stagneraient⁴⁵ et que, ce qui serait vrai, ce serait de dire : "non seulement les forces productives stagnent, mais elles ont cessé de croître"⁴⁶. *Il s'ensuit que je n'ai même pas envisagé un instant de pouvoir me tromper lorsque j'ai écrit que la thèse de Daniel Gluckstein pouvait s'énoncer en disant que, selon lui, les forces productives connaissent un déclin absolu, puisqu'il n'y a logiquement aucune autre possibilité de détermination quantitative.*

Or, dans sa *Critique d'une critique*, notre camarade affirme que, lui attribuer cette thèse, c'est lui attribuer "des positions qui ne sont pas les siennes" ; et, comme on l'a vu, il parle de "leurre", de "*prétendu* 'déclin absolu des forces productives'" (je souligne), avant d'être un peu plus explicite en écrivant (en haut de la page 47) que les "tendances à l'œuvre dans le sens de la décomposition-déqualification-dégradation-destruction des forces productives (...) s'exprime(nt) sous des formes diverses (...) sans qu'il soit nécessaire d'y accoler une quelconque notion de '*déclin absolu*'". Comme le sait le lecteur qui a lu ma première contribution, je ne disconviens pas de la vérité de cette dernière phrase : selon moi, il y a bien de telles *tendances* à l'œuvre, au sens de *tendances qui se réalisent effectivement tous les jours*, et de plus en plus puissamment ; cependant, à mon avis, il n'y a pas pour autant, d'un point de vue global, un déclin absolu des forces productives — notamment parce que les tendances directement contradictoires aux premières, les tendances à la production de nouvelles forces productives, se réalisent elles aussi tous les jours, peut-être de moins en moins puissamment, mais avec encore une puissance supérieure, en dernière analyse, aux tendances destructives. Daniel Gluckstein serait-il d'accord avec moi sur ce point ? Lui qui nie, ici, que les forces productives connaissent un déclin absolu ; lui qui nie, dans son rapport oral au IVe Congrès mondial de la IVe Internationale, qu'elles stagnent — penserait-il donc comme moi, et contrairement à ce que j'ai dit dans ma première contribution, que la réalisation des "tendances à l'œuvre dans le sens de la décomposition-déqualification-dégradation-destruction des forces productives" n'empêchent cependant pas, aujourd'hui, que les forces productives continuent de croître *de manière absolue* ? Ce serait pour le moins étonnant, étant donné qu'il ne cesse de nier à tout bout de champ, tant dans son livre que dans *Critique d'une critique* et ailleurs, qu'elles continuent de croître *tout court* et il affirme, tout aussi constamment, qu'elles déclinent *tout court*... Or, quand un terme exprimant une détermination quantitative peut avoir un sens absolu ou un sens relatif, ce que les grammairiens appellent son "emploi absolu" (sans précision) lui confère évidemment une signification absolue...

44 En ce qui concerne le sens et la validité que je donne pour ma part à ces phrases, je m'en explique page 41 de ma première contribution, ainsi que ci-dessous pages 92 et suivantes.

45 Notons d'ailleurs, en passant, que toutes ces paroles n'empêchent pas Daniel Gluckstein d'écrire lui-même, au moins à la page 136 de son livre : "en dépit de la *stagnation des forces productives*, le capital ne peut survivre qu'en s'accroissant" (je souligne).

46 Il convient de noter ici que, selon toute vraisemblance, cette dernière phrase n'est de nul autre que Daniel Gluckstein lui-même, bien que, d'une part, la mise en page de *La Vérité* (qui la détache du reste du texte, la met entre guillemets et en italiques) fasse croire qu'il s'agit d'une citation et que, d'autre part, Daniel Gluckstein la fasse précéder de la phrase suivante, qui semble elle aussi introduire une citation : "la IVe Internationale dans son congrès de fondation, a déclaré" (suivie de deux points et de la phrase en question).

De fait, l'affirmation de son livre selon laquelle "la tendance à la stagnation, *puis* au déclin, et *enfin* à la destruction en masse des forces productives ne constitue pas une loi économique immuable" ne constitue-t-elle pas une esquisse de périodisation de l'évolution des forces productives au XXe siècle ? Or la "tendance au déclin" n'occupant pas la dernière place dans cette succession, mais se voyant historiquement remplacée par la tendance, manifestement pire, à la "destruction en masse", il était très plausible d'en conclure que cette dernière équivalait à un "déclin absolu" (car à force de "détruire en masse" les forces productives, il faut bien qu'il en reste de moins en moins, sauf à considérer comme moi que la tendance inverse à *produire* en masse des forces productives *compense* et même *dépasse* la première, ce que Daniel Gluckstein ne dit jamais). De même, dans *Critique d'une critique* (page 51, dernier paragraphe), au sujet de mon affirmation selon laquelle "on pourrait très bien supposer que le chômage augmente globalement dans le monde sans que déclinent les forces productives effectivement mises en œuvre", notre camarade écrit : "Certes, on pourrait le 'supposer' dans le cadre du capitalisme ascendant. Mais est-ce le cas aujourd'hui ?" ; manifestement, notre camarade est d'un avis opposé... De même encore, on peut citer cette phrase de *Lutte des classes et mondialisation* (p. 84) qui dit, au sujet de la bourgeoisie : "son incapacité, à l'époque de l'impérialisme, à empêcher le déclin des forces productives suffit à faire de cette phase celle de la 'réaction sur toute la ligne'". Cela ne signifie-t-il pas que la bourgeoisie, selon Daniel Gluckstein, est incapable d'"empêcher le déclin" *absolu* des forces productives ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi n'a-t-il pas écrit que, selon lui, la bourgeoisie est incapable d'empêcher le déclin *relatif* des forces productives ?

On le voit : manifestement, les affirmations de notre camarade lui-même justifiaient pleinement la manière dont j'ai formulé la thèse qu'il défend dans son livre.

Mais faisons un instant l'hypothèse que je me sois trompé : pourquoi, dans ce cas, ne me répond-il pas en formulant lui-même sa propre thèse ? Hélas ! Aussi incroyable que cela puisse sembler, *notre camarade, qui dénie avec tant de virulence mon affirmation selon laquelle, pour lui, les forces productives connaissent un déclin absolu, refuse cependant de se prononcer positivement sur la détermination quantitative globale qu'il faut appliquer à leur évolution actuelle* — de sorte que l'on est bien obligé, comme je l'ai fait, de suppléer à son refus de se prononcer, en tentant d'induire ce qu'il pense de ce qu'il dit. Et ce n'est certainement pas l'insipide truisme tautologique de la page 47, selon lequel "comme toute tendance, celle-ci [la "tendance à l'œuvre dans le sens de la décomposition-déqualification-dégradation-destruction des forces productives"] s'exprime (*sic*) sous des formes diverses", qui changera quoi que ce soit. Hélas ! Cette prétendue "expression" des tendances ne pallie pas l'absence de toute expression positive de Daniel Gluckstein sur le problème posé...

En réalité, s'il refuse de se prononcer sur cette question, c'est qu'il s'arc-boute sur la fameuse phrase du *Programme de Transition* selon laquelle "les forces productives de l'humanité ont cessé de croître". On s'en souvient : Daniel Gluckstein a convenu, dès la première page de sa *Critique d'une critique*, que le débat ne saurait prendre la forme d'une "exégèse de textes prétendument sacrés. (Les marxistes) ne révèrent aucun livre saint". Mais il ne suffit pas de dire cela ; encore faut-il effectivement ne jamais traiter le moindre texte comme sacré. En l'occurrence, au lieu de se contenter de citer (p. 47) la fameuse phrase du *Programme* en la brandissant comme une vérité éternelle, Daniel Gluckstein aurait dû se prononcer sur sa signification : dans la phrase "les forces productives de l'humanité ont cessé de croître", l'expression "cesser de croître" signifie-t-elle stagner de manière absolue, décroître de manière absolue ou est-ce faux en un sens absolu ? Force est de constater qu'il nie expressément chacune de ces trois seules solutions possibles... C'est tellement plus simple de répéter sans expliquer !

Bref, beaucoup de bruit pour rien. Daniel Gluckstein m'accuse d'avoir fabriqué un "leurre théorique" , et va même jusqu'à insinuer mensongèrement que j'aurais usé de fausses citations,

alors que je n'ai fait qu'exprimer en termes précis ce que lui-même ne cesse de soutenir effectivement, c'est-à-dire que, selon lui, les forces productives de l'humanité déclinent, déclinent tout court, donc déclinent absolument. Ce type de procédés rhétoriques creux et même pernicious ne remplaceront jamais la discussion théorique sérieuse.

2) *Sur les deux approches des "forces productives" dans le livre Lutte des classes et mondialisation*

En ce qui concerne la *définition* des forces productives, Daniel Gluckstein a recours une nouvelle fois à un procédé rhétorique (p. 48, cinquième et sixième paragraphes) avant d'en arriver à la chose même. Il commence par me reprocher de n'avoir pas lu correctement les pages de son livre consacrées à cette question ; mais il renvoie à plus tard la preuve de cette affirmation : ou comment parler pour ne rien dire... Puis il s'efforce de susciter une nouvelle fois la suspicion du lecteur contre l'esprit même de ma critique, essayant ainsi de mettre — à bon compte — le lecteur de son côté, avant même d'avoir présenté le moindre argument pour faire avancer la véritable discussion. En l'occurrence, il cherche à impressionner le lecteur en agitant l'épouvantail de prétendues implications horribles de la position selon laquelle "l'augmentation de la production capitaliste et de la productivité du travail signifient nécessairement la croissance des forces productives". En effet, pour mieux jouer sur la corde sensible du lecteur, Daniel Gluckstein se met à nous parler du nazisme, en insinuant, en somme, que la thèse en question impliquerait une sorte de soutien à la politique économique de Hitler, ou en tout cas l'idée d'un certain caractère progressiste du nazisme. Autrement dit, il invoque la nécessaire répugnance de tout militant ouvrier et de tout démocrate envers le nazisme comme étant en elle-même un "argument" non seulement contre la thèse d'une augmentation des forces productives dans l'Allemagne des années 1930, mais encore contre toute identification des forces productives avec la production et la productivité. On ne pourrait donc pas soutenir cette thèse sans être stigmatisé comme jugeant le nazisme "progressiste" ! Ainsi, avant même d'avoir commencé la discussion sur le concept, Daniel Gluckstein essaie-t-il d'imposer un carcan à celle-ci, carcan qui se fonde sur un amalgame ridicule et qui prédétermine les réponses qu'il juge politiquement correctes en excluant les autres *a priori*. Ainsi place-t-il une nouvelle fois une entrave sur la voie de la discussion rationnelle, de la discussion exclusivement fondée sur l'argumentation et sur l'analyse sans *a priori* de la réalité.

Venons-en à présent au fait que, dans ma *Critique de "Lutte des classes et mondialisation"*, j'ai été amené à parler d'un "sens étroit" de la notion de "forces productives". Notre camarade, dans sa *Critique d'une critique*, se gausse de ce qu'il appelle mon "innovation théorique : 'les forces productives au sens étroit'", que j'aurais "inventée pour les besoins de la cause". En réalité, si j'ai été amené à faire et à justifier cette distinction (pp. 12-13 de ma première contribution), ce n'était nullement pour exprimer ma propre position sur la question des forces productives, mais pour rendre compte du fait que, après avoir proposé (au début du chapitre IV de son livre) des éléments, d'ailleurs insuffisants, pour une définition des forces productives centrée sur la question des "besoins humains", mais malheureusement purement négative, Daniel Gluckstein lui-même ne s'est nullement tenu à sa propre "définition" au cours de sa tentative de démonstration proprement dite. Autrement dit, c'est lui, et non pas moi, qui, dans les faits, pendant des dizaines et des dizaines de pages, consciemment ou non, utilise le terme de "forces productives" dans un sens plus "étroit" que celui de sa propre "définition". En effet, *dans sa démonstration sur la question des forces productives, son livre ne nous dit quasiment pas un mot du niveau de satisfaction et de l'évolution quantitative et qualitative des "besoins humains", ni même de la production des marchandises qui permettent de satisfaire ces besoins humains ; en revanche, toujours guidé par son empirisme*

vulgaire non critique, il prend en considération presque exclusivement les investissements en capital des entreprises (d'ailleurs appréciés en termes de valeur, et non de valeurs d'usage), ainsi que, dans une moindre mesure, les effectifs de la "population active" mondiale.

C'est pourquoi ce sens de l'expression "forces productives" n'est pas seulement plus étroit que celui de la "définition" initialement proposée par Daniel Gluckstein ; il est également "courant, empirique" (cf. ma première contribution, p. 13), dans la mesure où les forces productives sont traditionnellement définies, tant par les économistes bourgeois que par de nombreux vulgarisateurs du marxisme, comme *l'ensemble des travailleurs et des moyens de production* — c'est-à-dire, en fait, essentiellement le capital productif et le nombre des travailleurs qui le valorisent. Je constate que, dans *Critique d'une critique*, notre camarade nie avoir fait se succéder deux approches différentes de la notion de forces productives ; mais il ne prouve nullement qu'il ne l'ait pas fait : il s'avère incapable de nous citer le moindre passage de son livre où il parlerait de l'évolution des forces productives à l'échelle mondiale en partant de la production des valeurs d'usage qui permettent la satisfaction des besoins humains. Il peut dire tant qu'il veut le contraire, il peut me reprocher de l'avoir mal lu si cela l'amuse : il ne fera pas que son livre contienne ce qu'il ne contient pas.

Pour finir sur ce point, je rappelle ici que j'ai fait le choix, dans ma première contribution, de m'en tenir essentiellement à une *critique interne* du livre de Daniel Gluckstein, c'est-à-dire de ne pas présenter pour elle-même ma propre conception sur les forces productives, mais de m'en tenir à la mise en évidence des principales faiblesses théoriques de l'ouvrage en question. Travail essentiellement négatif, certes, mais rendu nécessaire par le fait que de nombreux camarades du CCI, à commencer par les membres de la direction, semblaient considérer ce livre comme présentant un ensemble de vérités, ce qui n'est pas le cas (je me suis expliqué sur mon intention dans l'introduction de ma première contribution). En outre, sur la question des forces productives, j'ai expliqué que, quels que soient les défauts de l'esquisse de définition proposée par Daniel Gluckstein, il n'était pas utile d'en discuter immédiatement, puisque lui-même ne s'y tenait pas. C'est pourquoi j'ai explicitement écarté la discussion sur le concept même de forces productives, annonçant que je présenterai ma conception dans un autre texte. Mais, puisque *Critique d'une critique* demande à ce que nous en discutions immédiatement, puisque, comme nous allons le voir, Daniel Gluckstein se met à citer Marx et Lénine en leur faisant dire autre chose que ce qu'ils disent — il devient urgent de fournir ici même quelques éléments partiels de la manière dont je conçois, pour ma part, sur la base de l'étude de l'œuvre de Marx, le concept de forces productives.

3) Le concept marxiste de "forces productives"

Notre camarade commence la partie de sa *Critique d'une critique* intitulée : "Les forces productives vues par Marx" (page 49), par invoquer à tort et à travers, comme prétendus garants de la validité de sa propre conception des forces productives "notre courant depuis des décennies" (il ne signale d'ailleurs pas la moindre référence⁴⁷), "Trotsky dans le *Programme de Transition*" (où, en

47 La question de savoir depuis quand notre courant soutient que "les forces productives ont cessé de croître" est une vraie question. D'après mes recherches, notre courant n'aurait pas soutenu cette thèse entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le *Manifeste de l'O.C.I.* de 1967. De fait, la lecture des articles économiques parus dans les numéros de *La Vérité* avant cette date (du moins dans ceux que je connais), par exemple les numéros 527 (1964) et 529 (1965) ne disent rien de tel. Selon un texte de Stéphane Just, intitulé : *A propos de la brochure "Ce qu'est l'O.C.I."* (1978), lui-même ne soutenait pas cette thèse (à tort, selon lui) en 1965 dans son *Défense du trotskysme*, paru dans *La Vérité* n°530-531. — Je profite de l'occasion pour demander aux camarades qui connaîtraient des documents où des représentants de notre courant auraient essayé de *démontrer* cette thèse (quelle qu'en soit la date) de bien vouloir me signaler leurs références. À ce jour, je connais : le texte (plusieurs fois publié) de l'intervention de Lambert au Cercle d'Études Marxistes du 24 janvier 1969 ("*Sur l'actualité du Programme de transition*"); une contribution de juin 1970

réalité, il n'y a pas de véritable *définition* des forces productives : nous y reviendrons) et "Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*" (où, en fait, il n'y a *pas la moindre esquisse* d'une telle définition). Cette triple invocation purement rhétorique et vide de toute information a évidemment pour fonction — on commence à s'y habituer — de s'auto-garantir *a priori* (avant que la discussion ait commencé sur le sujet du jour) le statut de "représentant des marxistes éminents"⁴⁸.

Ensuite, Daniel Gluckstein me vitupère... parce que je pose la question de l'évolution du sens de la notion même de forces productives dans la pensée de Marx. Que Marx ait évolué de *L'Idéologie allemande* jusqu'au *Capital* ? Ce n'est même pas envisageable, pour notre camarade. Dans la tête de Marx, la définition du concept de forces productives était certainement innée ! Que Marx parle constamment des forces productives mais donne à cette notion un sens qui peut varier très nettement d'un texte à l'autre ? Autant dire que les Évangiles se contredisent ! C'est une insupportable hérésie de penser cela ! Et celui qui le dit — en l'occurrence Wolfgang — ne peut qu'être guidé par de diaboliques intentions, en l'occurrence "insinue[r] le doute dans l'esprit du lecteur" ! "Insinuer le doute" quant au caractère unifié, cohérent et immuable de l'Œuvre de Marx : peut-on concevoir un pire crime ? Décidément, ce Wolfgang ne cesse d'"emprunte(r) une méthode qui n'est pas marxiste", en dépit "d'une certaine connaissance livresque de Marx" (cf. p. 47). — Au lecteur qui se demanderait ce que pourrait bien être une "connaissance de Marx" qui ne serait pas "livresque" et si Daniel Gluckstein communique avec l'esprit de Marx, on répondra plus simplement que notre camarade croit manifestement d'autant mieux communiquer avec l'esprit de Marx qu'il connaît moins la lettre de son œuvre. En effet, il stigmatise d'autant plus la "connaissance livresque" qu'il montre davantage son *ignorance livresque*, et il défend d'autant mieux l'idée de l'indubitable cohérence totale de toute l'œuvre éternelle de Marx qu'il la connaît bien mal : nous avons déjà pu le remarquer au sujet du travail productif, des services, de la plus-value et de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit ; montrons-le à présent au sujet des forces productives.

Daniel Gluckstein commence par nous annoncer que sa "définition des forces productives (...) s'appuie (...) sur des citations et des explications de texte de Marx" et que, pour le prouver... il n'a en somme que l'embarras du choix : "Tout *Le Capital*, écrit-il, de bout en bout, est basé sur cette notion que la principale force productive, c'est le travail humain". Bigre ! Ça en fait des citations possibles, dans un ouvrage de trois livres et de 2400 pages ! Notre camarade nous dit d'ailleurs lui-même un peu plus loin qu'il "faudrait citer (...) la totalité du *Capital*..." Or on est stupéfait de constater que, malgré ces affirmations péremptoires, il ne nous cite (pour reprendre ses propres mots de la page 46) "pas un seul — nous insistons : pas un" seul passage des trois livres du *Capital*. "Pas une seule fois !".

Pour tenter de camoufler cet écart entre la promesse et sa réalisation, il se met alors à en rajouter, et il sort sa massue en invoquant rien de moins que... "toute l'œuvre de Marx" ! Étendant ainsi la caution qu'il se fabrique à l'ensemble du corpus marxien, va-t-il enfin nous proposer quelques définitions des forces productives ? Hélas ! Son ambition se restreint au fur et à mesure que croît le corpus auquel il prétend se référer : il a subrepticement glissé de son annonce tonitruante d'une définition des forces productives garantie par les plus hautes autorités marxistes à une simple mention du travail humain, qui serait la "principale force productive" ; il restreint à

du Comité d'Organisation des pays de l'Est ; l'article d'Octave Boisgontier-Gérard Bloch paru dans le numéro 556 (avril 1972) de *La Vérité* (article qui contient par ailleurs un certain nombre d'idées théoriques pertinentes) ; les *Thèses pour la reproclamation de la IVe Internationale* de 1980. Aucun de ces textes n'est convaincant sur la thèse en question.

48 C'est pourquoi, très souvent, ce type d'invocation (simple juxtaposition de grands noms) se situe au moment où Daniel Gluckstein passe d'une partie à une autre de son texte. La vacuité de ce procédé rhétorique ne lui échappe cependant pas complètement : ainsi, au moment de passer (page 51, troisième paragraphe) à la partie intitulée "(les forces productives) vues par Lénine", il invoque de nouveau "Marx, Engels, Lénine, Trotsky" en assurant qu'il ne fait que reprendre leur définition des forces productives, mais, manifestement un peu gêné par cette rhétorique sans contenu, il ajoute immédiatement : "cela ne constitue pas un argument d'autorité". Puisque Daniel Gluckstein tient à me faire faire de la psychanalyse (cf. sa note 11), rappelons que la dénégation est toujours révélation...

présent encore davantage le champ de son propos en nous annonçant qu'il ne nous parlera que "du procès de production de la plus-value". Bref, il ne nous parlera pas, comme promis, des "forces productives de l'humanité", mais seulement du travail humain soumis au joug du capital. Manifestement, pour ce fin connaisseur de Marx, il n'y a aucune différence entre le *procès de travail en général*, ou mise en œuvre des forces productives, et le *procès de production de la plus-value capitaliste* en particulier : on se demande si notre camarade a lu le premier chapitre de la troisième section du livre I du *Capital* ! — Mais, après tout, ne chipotons pas davantage : ce ne serait déjà pas si mal si au moins cette promesse-là était tenue.

Délaissant ainsi la mine d'or annoncée de citations du *Capital*, notre camarade décide de se référer aux *Théories sur la plus-value*. Ce texte important constitue un énorme manuscrit inachevé de Marx, presque aussi gros à lui tout seul que les trois livres du *Capital* pris ensemble. Tant qu'à faire, notre camarade est allé chercher un extrait du *même passage* (les pages 455-482) que celui déjà mobilisé par lui au service de ses erreurs sur la prétendue "question des services" : c'est certainement là un moyen d'éviter une trop grande "connaissance livresque" ! Il nous faut donc accepter la discussion sur cette base. Son commentaire de texte appelle les remarques suivantes :

a) Les forces productives du travail apparaissent comme forces productives du capital

Le premier paragraphe du texte cité parle des "forces productives matérielles". Daniel Gluckstein commente immédiatement : "Il y a donc bien chez Marx un concept de forces productives (au pluriel) qui n'est pas réductible à 'force productive du travail au singulier'". Or ce commentaire n'est pas exact. Il suffit, en effet, de lire le second paragraphe de cette même citation, pour constater que, précisément, selon Marx, le capital n'étant rien d'autre que du travail matérialisé, les forces productives qui apparaissent empiriquement comme "matérielles" ou comme "forces productives du capital" sont, en réalité, par essence, les "forces productives du travail social" *ou, indifféremment, la force productive (au singulier) du travail social*. C'est pourquoi Marx écrit : "... toutes les forces productives du travail se présentent comme forces productives du capital (...)" Ainsi la force productive du travail et ses formes particulières se présentent maintenant comme forces productives et formes du capital (...)" Notre camarade commence donc par écrire exactement le contraire de ce que dit le texte qu'il a lui-même choisi. Nous aurons à essayer de comprendre les raisons d'un aveuglement aussi étonnant.

En fait, ce texte de Marx a pour but (et cela, Daniel Gluckstein le comprend) d'expliquer que les "forces productives du travail social se présentent comme forces productives du capital, tout comme la forme sociale générale du travail apparaît dans l'argent *comme* propriété d'une chose". Marx fait ici allusion à sa théorie du *fétichisme* : de même qu'il y a un fétichisme de la marchandise (cf. ci-dessus, p. 9), de même existe-t-il un fétichisme du capital, qui consiste en ce que les forces productives du travail *apparaissent comme* forces productives du capital, *comme* forces productives "objectives", ou encore *comme* forces productives "matérielles" en un sens empirique. *Or, précisément, puisque les forces productives en général sont réductibles aux forces productives du travail, malgré les apparences fétichistes, il s'ensuit qu'elles n'existent pas comme telles sans le travail qui les met en œuvre, ou plus exactement que les forces productives du travail (au pluriel) ne sont rien d'autre que la force productive du travail (au singulier) en général*⁴⁹. Pourquoi donc

49 Sur l'identité de signification du singulier et du pluriel, cf. aussi, pour prendre un exemple parmi tant d'autres dans *Le Capital*, la page 361 de l'édition PUF, *op. cit.* — Il me semble (il faudrait le démontrer) que l'évolution du vocabulaire de Marx reflète le progrès de sa conceptualisation sur la question des forces productives : dans *L'Idéologie allemande* (1845-1846), c'est-à-dire à une époque où il n'a pas encore étudié scientifiquement le mode de production capitaliste, il ne parle que de "forces productives" *en général* et les *identifie* aux moyens de production ; dans les *Manuscrits de 1857-1858 (Grundrisse)*, qui constituent la toute première version de ce qui deviendra *Le Capital*, d'une part, il ne parle plus des "forces productives" en général, utilisant ce concept essentiellement sur un mode d'opposition binaire : forces productives matérielles/forces productives intellectuelles, objectives/subjectives, naturelles/sociales, etc. ; d'autre part, l'expression "forces productives du travail" apparaît pour la première fois ; en somme, Marx commence à

Daniel Gluckstein le nie-t-il ?

b) Toutes les forces productives se ramènent à la force productive du travail

Cela le conduit à s'exprimer de manière non rigoureuse, quand il dit que "les forces productives du travail social" comprennent, *d'une part*, "les forces productives matérielles" et, *d'autre part*, "une catégorie supplémentaire [?!] : le travail vivant incorporé au capital". Notre camarade *juxtapose* ici, de manière beaucoup trop formelle, deux "éléments" qu'il maintient comme extérieurs l'un à l'autre au sein d'un même "ensemble". Il crée ainsi une opposition conceptuelle formelle, ici encore typiquement *empiriste*, parce qu'il ne comprend pas que, selon Marx, le capital étant par définition du travail accumulé, objectivé, matérialisé, il est bien évident que les *forces productives matérielles sont elles-même du travail qui a été incorporé au capital, du "travail mort"*⁵⁰: *toutes ne sont donc rien d'autre, en dernière analyse, que les "forces productives du travail". Il ne faut pas confondre le fait social de l'opposition entre le travail vivant et le capital, opposition qui résulte du rapport social de propriété et d'exploitation spécifiquement capitaliste, d'une part, avec le concept même de forces productives, lesquelles sont toujours celles du travail humain, quel que soit le mode de production dans le cadre duquel elles sont mises en œuvre — même dans le système capitaliste, où elles apparaissent comme les forces productives du capital.*

Cependant, notre camarade semble comprendre l'*idée principale* des deux premiers paragraphes du texte qu'il cite. En effet, tout en maintenant son opposition formelle entre "les forces productives matérielles" et "le travail vivant incorporé au capital", il en arrive à dire avec raison que toutes sont les "forces productives du travail social" et que "toutes, sans exception, procèdent en dernière analyse de la mise en mouvement de la force de travail humaine". L'essentiel est là : on ne peut que s'en féliciter. Mais la séparation formelle entre deux prétendus "éléments" conceptuellement opposés qui définiraient les forces productives du travail comme un "ensemble", témoigne de ce que la clarté conceptuelle n'est pas atteinte.

c) Le travail n'est pas la "principale force productive"

L'affirmation de Daniel Gluckstein selon laquelle, pour Marx, le travail serait "la principale force productive" est doublement contestable (et c'est la raison pour laquelle notre camarade a été incapable de trouver dans les *Théories sur la plus-value* et dans *Le Capital* la moindre citation qui vienne "appuyer" un telle affirmation).

D'une part, en effet, le travail est non une force, mais la *mise en œuvre d'une force*, de la force de travail⁵¹ : seule celle-ci, ou encore *l'homme qui la possède en son corps, le travailleur*, peut

ramener les forces productives au travail, mais il continue à les attribuer aussi aux moyens de production eux-mêmes. En revanche, dans les *Théories sur la plus-value* (1861-1863) il comprend enfin de manière rigoureuse et systématique, contre l'économie politique classique, que *toutes* les forces productives ne sont jamais, en tant que telles, que les forces productives *du travail*. Finalement, dans *Le Capital*, Marx ne parle plus — sauf exceptions... — que des "forces productives du travail social" et, surtout, de la "force productive du travail social", identifiée alors à la *productivité* du travail, en particulier dans le livre I (qui fut, après la *Contribution* de 1859, le seul texte scientifique publié par Marx lui-même), et qui est donc le plus abouti de ses écrits (même s'il fut sensiblement modifié par l'auteur d'une édition à l'autre). — Quoiqu'il en soit de ces questions philologiques, force est de constater que, de son côté, Engels, avec la clarté pédagogique qui le caractérise, identifie clairement la "mission historique" du capitalisme avec la tâche "de faire s'épanouir, de faire avancer radicalement, en progression géométrique, la *productivité* du travail humain" ("Supplément" au livre III, *Le Capital*, III, tome 6, p. 274 ; je souligne) : autrement dit, il nomme sans hésiter une seule seconde "productivité du travail" ce que Marx et lui appelaient plutôt, dans les années 1840-1850, les "forces productives" en général.

⁵⁰ Plus exactement, cela n'est vrai que des forces productives matérielles qui ne sont pas naturelles ; cf. page suivante, point d).

⁵¹ Marx détermine le travail comme "la force de travail humaine à l'état fluide" (*Le Capital*, livre I, 1, ES, *op. cit.*, p. 65), comme "la force de travail en activité" (*ibid.*, p. 205), comme "l'usage de la force de travail" (*Le Capital*, livre I,

donc être rigoureusement appelée "force productive" — c'est-à-dire force qui met en œuvre le "travail productif". Le travail productif, ici, c'est le travail pris dans sa plus grande généralité : le travail *productif de valeurs d'usage* en général, et non le travail productif de plus-value en particulier (cette dernière détermination n'étant propre qu'au mode de production capitaliste). Autrement dit, le travail *n'est* pas une force productive, mais il *a* une force productive. C'est parce que seule la *force* de travail est par elle-même force productive que Marx a pu qualifier *l'homme* de "principale force productive"⁵².

D'autre part, et beaucoup plus fondamentalement, la force de travail n'est pas la *principale* force productive : c'est, en dernière analyse, abstraction faite des forces naturelles (cf. ci-dessous), *la seule* force *directement* productive, quels que soient le nombre, la qualité et la complexité de ses *moyens de travail*. Les "forces productives matérielles" des moyens de production ne sont des forces productives que dans la mesure où elles sont les forces productives *du travail*. C'est pourquoi, comme nous l'avons vu, selon Marx, elles se ramènent à *la* force productive du travail en général.

C'est aussi la raison pour laquelle Marx n'a plus dit, après les *Manuscrits de 1857-1858* (*Grundrisse*)⁵³ — ni dans les *Théories sur la plus-value*, ni dans les trois livres du *Capital* — que l'homme est "la principale force productive". En effet, le terme de "principal" présente un inconvénient majeur : il fait croire que les "forces productives matérielles" des moyens de production seraient des forces productives en soi, certes *non* principales, mais tout de même

PUF, *op. cit.*, p. 199), etc. Cette distinction n'est pas secondaire, mais essentielle : la force de travail, écrit Marx, "n'existe que dans la personnalité du travailleur et se distingue de sa fonction, le travail, tout comme une machine se distingue de ses opérations" (*Le Capital*, ES, *op. cit.*, livre I, tome 2, p. 209). Cf. aussi : "La force de travail ne se réalise que par son extériorisation, elle n'est à l'œuvre que dans le travail" (*Le Capital*, livre I, PUF, *op. cit.*, p. 192) ; "Qui dit puissance de travail, ne dit pas travail, pas plus que celui qui dit puissance de digestion ne dit digestion. Ce dernier processus, c'est connu, nécessite autre chose qu'un bon estomac." (*Ibid.*, p. 195.) Etc.

52 Cf. les *Manuscrits de 1857-58*, tome I, p. 362. — C'est cette même affirmation que reprend Lénine dans un texte de mai 1919 que Daniel Gluckstein cite page 51. En premier lieu, notre camarade ne s'aperçoit même pas que Lénine, comme Marx, parle de *l'homme*, du travailleur, et non du *travail*, comme de "la principale force productrice [ou productive] de l'humanité". Mais surtout, en second lieu, il se plonge dans de nouvelles platitudes en suggérant que "ne comprend rien à l'économie politique" celui qui ne comprend pas que, sans les hommes, il n'y a pas de forces productives. De fait, celui qui aurait une telle position défendrait une thèse qui serait non seulement non marxiste, mais encore, ce qui est bien plus grave, absolument dépourvue de sens. En ce qui concerne la signification du texte de Lénine, force est de constater que, contrairement à ce qu'a l'air de croire Daniel Gluckstein, il ne propose aucune définition conceptuelle des forces productives. Bien évidemment, dans ce texte écrit à un moment dramatique de la guerre civile, ce n'est nullement son problème. Lénine justifie par des paroles de bon sens la ligne politique des bolcheviks : il définit le *communisme de guerre* comme cette période où la priorité des priorités économiques est de tout faire pour satisfaire les besoins vitaux, élémentaires, des ouvriers, à l'heure où la Russie soviétique est en pleine guerre civile, où l'indigence et la famine ne cessent de s'aggraver. Cette orientation justifie, aux yeux des bolcheviks, que l'on réquisitionne la production des campagnes pour nourrir les villes, même si cette mesure ne peut que conduire à aggraver l'hostilité d'une partie des paysans à l'encontre des ouvriers et du gouvernement soviétique, même si cela risque de conduire au refus des paysans de travailler pour d'autres qu'eux-mêmes sans rien recevoir en retour. En réalité, ceux dont parle Lénine, on l'aura compris, ne pèchent pas par confusion théorique, mais par erreur politique : Lénine combat les gens qui, non pas parmi les bourgeois, mais parmi ceux qui se réclament du marxisme, y compris certains bolcheviks, veulent donner la priorité au développement de l'industrie lourde et mettre fin aux réquisitions forcées pour ne pas risquer de conflits avec les paysans.

53 Comme je l'ai indiqué dans la note 41 ci-dessus, ce texte de Marx se caractérise par une opposition encore trop formelle entre les forces productives "subjectives" (les travailleurs) et des forces productives "objectives" (les moyens de travail) ; la théorie du fétichisme commence juste à affleurer dans cet ouvrage (tome II, p. 179) sans être encore rigoureusement thématisée. A ma connaissance, il n'y a d'ailleurs, dans toute l'œuvre de Marx, pas d'autres occurrences de la qualification de l'homme comme "principale force productive". On relève cependant une phrase frappante de *Misère de la philosophie*, où Marx écrit : "De tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même" (cf. *Œuvres* de Marx, éd. Gallimard, La Pléiade, Économie, tome I, p. 135). Cette formule magnifique, et globalement juste, ne doit pas faire oublier que, dans ce texte de 1847, la théorie *scientifique* de Marx et la plupart de ses concepts spécifiques les plus fondamentaux, tels que ceux de force de travail, de plus-value, de travail abstrait, de travail concret, etc., ne sont pas encore élaborés.

artificiellement séparées de la force de travail qui les met en œuvre, sans lesquelles, en réalité, elles ne *sont* pas des forces effectivement *productives*⁵⁴.

d) Le travail ne peut rien produire sans les "forces productives matérielles"

Cela ne signifie certes pas qu'il faille sous-estimer le concept de "forces productives matérielles" — que Marx appellera plus rigoureusement dans *Le Capital* : "facteurs objectifs du travail". En effet, si elles se ramènent en dernière analyse à la force productive du travail, il n'en reste pas moins que, sans elles, celle-ci ne saurait être effectivement productive (les hommes ne travaillent pas sans outils) : en fait, elles lui confèrent l'essentiel de sa puissance. C'est pourquoi, plus elles sont développées, grâce à la *technique* et à la *coopération*, plus le travail qui les met en œuvre est *productif*.

A ce sujet, force est de constater que non seulement Daniel Gluckstein oppose artificiellement les "forces productives matérielles" à la force de travail, mais encore il les définit de manière extrêmement désinvolte et partielle, donc de manière inexacte. En effet, il écrit : "c'est (...) pour l'essentiel des éléments qui relèvent d'un certain degré de technicité, de l'accumulation du capital, des développements des outils et des machines qui permettent un début de développement de la production capitaliste ". Et, six lignes plus loin, il se répète (lui aussi a compris que "la pédagogie (...) est l'art de la répétition" ! — cf. p. 46 de son texte), mais, malheureusement, cette liste a déjà changé (ce qui est plus ennuyeux pour la vertu pédagogique du discours !), puisqu'il écrit cette fois : c'est "disons, pour simplifier, les machines, les outils, l'accumulation du capital préalables au développement de la production capitaliste". Or ces "définitions" ne contiennent pas moins de cinq erreurs ou ambiguïtés :

— La première énumération réduit les "forces productives" à de simples "éléments", terme qui ne veut rien dire, ou qui est en tout cas beaucoup moins précis que celui qu'il a pour fonction de définir — ce qui est bien ennuyeux pour une définition... D'autant plus que ces "éléments" "relèvent", selon notre camarade, d'autre chose que d'eux-mêmes... Cette phrase serait plus claire si elle disait que les forces productives sont des trucs qui relèvent d'autres trucs, lesquels servent à les définir.

— On ne comprend pas pourquoi Daniel Gluckstein limite la validité de ses "définitions" au "début", voire au "préalable", du développement de la production capitaliste : de quel "début" s'agit-il ? Et, depuis ou après ce "début", les forces productives matérielles ne sont-elles plus définies de la même façon ?

— Ces définitions oublient la *science*, qui devient une force productive matérielle du travail social dès lors qu'elle est *appliquée* à la production économique.

— Elles oublient également le fait que la *manière même dont est organisé le travail* soumis au capital, c'est-à-dire la division du travail, la coopération, le "travail combiné", constituent un facteur objectif déterminant des forces productives : c'est ce que Marx appelle les "forces naturelles du travail social", qui résultent de son organisation en tant que telle. Or ces forces productives du travail, dont la puissance est irréductible à une simple somme d'outils et de machines, sont cependant d'autant plus puissantes qu'elles ont davantage pour base le "système machinique" engendré par le mode proprement capitaliste de production.

— Enfin, ces définitions passent sous silence les *forces de la nature* (la terre, les animaux domestiques utilisées à des fins économiques, le vent, l'eau, les autres énergies naturelles...), qui sont pourtant bien des "forces matérielles" — et même, avec la force de travail, les *seules forces*

54 On pourrait montrer que l'abandon par Marx de la désignation de l'"homme" comme "*principale* force productive" coïncide avec son invention du concept de "force de travail", qui intervient au cours de la rédaction des *Grundrisse*. En effet, ce concept permet de distinguer la force de travail proprement dite des moyens de production ou "forces productives matérielles" utilisées par la force de travail.

matérielles directement productives en soi, puisque, comme le rappelle Marx dans la *Critique du Programme de Gotha*, "la nature est tout autant la source des valeurs d'usage (...) que le travail, qui n'est lui-même que l'expression d'une force naturelle, la force de travail de l'homme"⁵⁵.

e) Daniel Gluckstein et la logique (bis)

Il nous reste à examiner le commentaire que Daniel Gluckstein consacre au troisième et dernier paragraphe de la citation du texte Marx qu'il a lui-même choisie. Comme nous allons le voir, son manque de rigueur terminologique et ses inexactitudes conceptuelles se mutent ici en graves erreurs théoriques.

Marx explique, dans ce paragraphe, que la "productivité du capital" (encore appelée la "force productive du capital") n'est rien d'autre que la productivité du travail soumis au joug du capital — soumission qui suppose que le travail puisse produire une valeur supérieure à celle des moyens de consommation nécessaires à sa propre effectivité, c'est-à-dire à la valeur des biens et services consommés par les travailleurs. C'est pourquoi l'existence même du capital (et, peut-on ajouter, de tous les rapports de production qui sont des rapports de production entre classes antagoniques), suppose la "contrainte au surtravail".

Or, ici, malheureusement, Daniel Gluckstein commet une nouvelle fois une faute de logique élémentaire, qui le conduit à une grave erreur théorique. En effet, ayant compris que "toutes les forces productives du travail se présentent comme forces productives du capital", il croit pouvoir *conclure* de cette identification à l'identification *inverse*, puisqu'il prétend (au deuxième paragraphe de la page 50) que la "définition" de Marx consiste à dire que "la 'force productive' du *travail* au singulier n'est rien d'autre (...) que 'la contrainte au travail qui dépasse la nécessité immédiate'" (je souligne). Cette erreur de raisonnement peut se résumer de la manière suivante : 1) les forces productives du travail *apparaissent comme* forces productives du capital (*vrai* : théorie du "fétichisme du capital") ; 2) (sous-entendu) donc, c'est la même chose (*faux*) ; 3) donc quand Marx parle de la force productive du capital, on peut allègrement remplacer ce concept par celui de force productive du travail (*faux*). Pourquoi cette identification est-elle illégitime ? *Parce que le capital est le concept d'un rapport social historiquement déterminé, alors que le concept de forces productives du travail est, quant à lui, un concept valable pour toutes les sociétés humaines*. Si donc il est vrai de dire que la force productive du capital n'est rien d'autre que la force productive du travail, en tant que ce travail est soumis au capital, il est faux, en revanche, de dire (comme Daniel Gluckstein le fait dire à Marx en l'opposant à ce qu'il prétend être sa propre position), que "la force productive du travail (...) n'est rien d'autre (...) que 'la contrainte au travail qui dépasse la nécessité immédiate'".

Cette faute logique a pour cause une incompréhension du rapport entre les concepts *communs* à tous les modes de production, d'une part, et les concepts *propres* à tel ou tel mode de production particulier, d'autre part. *Le concept de forces productives du travail vaut pour l'ensemble des sociétés humaines, alors que, bien évidemment, ce n'est pas le cas de la catégorie de capital*.

f) L'erreur fondamentale de Daniel Gluckstein

Cette incompréhension contamine le paragraphe suivant (le troisième de la page 50), qui est censé en découler — mais qui, en réalité, constitue le but même (la cause finale) de toute l'"explication de texte" proposée par notre camarade. Celui-ci écrit : "Certes, (la productivité du capital) *peut* s'accroître en même temps que se développent les forces productives du travail social. Mais elle *peut aussi*, dans un contexte différent, se développer sur la base — produit d'une contrainte accrue au surtravail — d'une détérioration, d'une dégradation, d'un affaiblissement, en un mot d'un processus de destruction de la principale force productive du travail social : la force de

⁵⁵ Cf. Marx-Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Éditions Sociales, 1966, p. 22.

travail du prolétaire".

Admettons que la dernière de ces deux phrases (dont je n'ai jamais nié le contenu) soit parfaitement rigoureuse (ce qu'elle n'est pas tout à fait : d'où l'énumération à la fois tautologique et approximative qui la caractérise). *L'opposition entre ces deux phrases pose alors un problème — le problème fondamental, celui qui constitue le nœud de mon désaccord avec la manière dont Daniel Gluckstein conçoit les forces productives dans son livre. En effet, la question qu'il faut de nouveau poser ici est celle de savoir si, "oui ou non", comme dirait notre camarade, le développement de la productivité du capital est nécessairement l'expression (fétichisée) du développement des forces productives du travail ?* A cette question, Marx répond par l'affirmative. Or, par définition, cela signifie que, *même si la productivité du capital ne se développe pas sur la base de la reproduction normale de la force de travail, elle est toujours, en tant que telle, la même chose que le développement des forces productives du travail. Autrement dit, quelles que soient les conditions sociales et "humaines" du développement de la productivité du capital, celle-ci, si elle existe, n'en est pas moins l'expression du développement des forces productives du travail. Force est de constater que cette conclusion s'impose quand on lit correctement le texte de Marx cité par Daniel Gluckstein — et tant d'autres encore.*

En écrivant : la "productivité du capital *peut* s'accroître en même temps que se développent les forces productives du travail social", notre camarade ne voit pas qu'elle le *doit* nécessairement dans ce cas, c'est-à-dire que *toute* augmentation de la force productive du capital n'est rien d'autre, en elle-même, que l'expression "fétichisée" de l'augmentation de la force productive du travail social soumis au capital. C'est pourquoi il me reproche (p. 50) d'"isoler le critère de productivité du capital comme une chose en soi" et même de "gommer ou à tout le moins (d') estomper le fait qu'il se réduit (...) 'en une contrainte au surtravail'". Bien sûr, comme à son habitude, il porte une accusation sans la prouver ; bien sûr, je n'ai jamais commis l'erreur dont il parle. Mais peu importe (nous sommes habitués à ce genre de procédés) ; ce qui est remarquable, ici, c'est que Daniel Gluckstein veuille coûte que coûte ne parler de la productivité du capital *que* comme extorsion de la plus-value relative : en disant qu'elle se "réduit" à cela, il évite (manifestement de manière inconsciente) de comprendre que toute extorsion de la plus-value relative se ramène elle-même, par essence, au développement de la productivité du travail, donc au développement des forces productives du travail.

Là réside le grand désaccord de notre camarade avec Marx. Comme nous allons le vérifier point par point, ce désaccord, ou plutôt cette incompréhension, explique l'ensemble de ses inexactitudes et de ses erreurs concernant le concept de forces productives en général, et le texte des Théories sur la plus-value qu'il commente en particulier.

g) Causes et conséquences de cette erreur

- En effet, c'est cette incompréhension qui explique que, comme nous l'avons vu ci-dessus (dans le point "a"), Daniel Gluckstein refuse, sans argument, de manière très étonnante car contradictoire avec la lettre même du texte de Marx qu'il cite, l'idée que *les* forces productives (au pluriel) se ramènent toutes à *la* force productive du travail (au singulier), c'est-à-dire à la productivité du travail — laquelle productivité du travail est évidemment un concept qui concerne la production des valeurs d'usage, tout en étant le principe même de la plus-value relative extorquée par le capital (productivité du capital). *En niant que les forces productives se ramènent toutes à la force productive du travail en général, il s'est réservé la possibilité de nier que l'augmentation de cette dernière soit exactement la même chose que l'augmentation des premières.*

- De même, on comprend mieux, à présent, pourquoi il a ressenti le besoin de créer une opposition formelle, contradictoire avec le texte de Marx, entre le concept de forces productives

matérielles, d'une part, et celui de force de travail, d'autre part. Ce faisant, il a créé la brèche qui lui permettra de reconnaître le fait que le capital productif et la productivité du capital augmentent toujours de manière absolue *tout en niant en même temps la réalité du développement des forces productives du travail* — comme si ce n'était pas la même chose.

- De même encore, en disant que "le travail est la principale force productive", Daniel Gluckstein s'est réservé la possibilité de concilier le constat du développement du capital productif (forces productives non "principales") avec la négation du développement de la force productive du travail (force productive "principale") *dès lors* que la reproduction de la force de travail devient défectueuse. Or, s'il est indéniable que, dans le mode de production capitaliste, les forces productives du travail sont déterminées comme forces productives du capital, il n'en demeure pas moins que le concept même de forces productives, en tant qu'il exprime la production par l'homme des valeurs d'usage nécessaires à la satisfaction de ses besoins, implique qu'elles soient toutes ramenées au concept de travail productif de valeurs d'usage. C'est le mode de production capitaliste, et lui seul, qui *oppose* les forces de travail et les moyens de production comme des "éléments" étrangers l'un à l'autre, comme le "travail vivant" et le "travail mort" qui s'affrontent. Mais, tant en ce qui concerne le concept lui-même qu'en ce qui concerne les modes de production non capitalistes dont le fonctionnement même n'est pas déterminé par la valeur d'échange, les moyens de production ne sont jamais que les moyens du travail, les forces productives du travail — et leur ensemble constitue *la* force productive du travail en général. La séparation conceptuelle erronée des moyens de travail et des forces de travail n'est qu'une expression du fétichisme inhérent à l'opposition réelle, historiquement déterminée, entre le travail utile (production de valeurs d'usage en général) et le capital (rapport social de la production capitaliste de plus-value). Mais elle n'exprime pas le concept de "forces productives de l'humanité" et elle conduit Daniel Gluckstein à séparer la production de la plus-value et la production des valeurs d'usage.

- C'est la raison pour laquelle, en réduisant à tort le concept même de "force productive du travail" à celui de "productivité du capital", notre camarade a ramené la question des forces productives du travail humain en général (les "forces productives de l'humanité") à la seule question du "rapport d'exploitation qui permet d'extorquer la plus-value". On comprend donc, à présent, pourquoi, comme nous l'avons vu ci-dessus (p. 28), il n'a pas essayé de définir, comme il l'avait promis, les "forces productives de l'humanité", mais seulement celles du travail humain soumis au joug du capital — confondant ainsi le *procès de travail en général*, ou mise en œuvre des forces productives, et le *procès de production de la plus-value capitaliste* en particulier. Or, ce faisant, il conserve le concept de la productivité du capital, donc de la plus-value relative (exploitation de la force de travail par le capital), mais il le sépare artificiellement du concept des *forces productives de l'humanité*. Ainsi *croit-il que le capital peut extorquer de la plus-value relative sans développer en même temps les forces productives du travail dont la productivité du capital n'est pourtant que l'expression (fétichisée)*.

- De même, la question des deux "approches" de la définition des forces productives que l'on constate dans son livre n'a pas d'autre racine que cette confusion. C'est pourquoi *Critique d'une critique* reproduit exactement le même parcours que son livre : ici comme là, notre camarade passe (sans même s'en rendre compte) de la question des *forces productives de l'humanité*, forces productives de *valeurs d'usage* (question qui pose elle-même immédiatement la question des besoins humains) à celle du travail soumis au capital, productif de *plus-value*. La définition unilatérale du travail productif comme travail fondamentalement producteur de *plus-value*, et non comme travail fondamentalement producteur de *valeurs d'usage*, ne pouvait qu'inciter Daniel Gluckstein à ne pas approfondir, dans son livre, sa "définition" des forces productives comme *forces productives de valeurs d'usage satisfaisant des besoins humains réels* et à lui substituer dans les

faits une conception des forces productives qui ne prend en compte que le *capital* productif (lui-même considéré en termes de *valeur*, et non comme forces productives matérielles, forces productives de valeurs d'usage) et les forces de travail (elles-mêmes envisagées essentiellement sous l'angle de leur valeur, et non de leur productivité — d'où aussi le privilège accordé au problème de la "dévalorisation" en général et de la "plus-value relative de type 2" en particulier).

C'est pourquoi ni le livre de Daniel Gluckstein, ni Critique d'une critique ne nous parlent des volumes de la production mondiale de valeurs d'usage : cette question est taboue car, dans les faits, la production réelle de valeurs d'usage croît de manière absolue, comme produit de la mise en œuvre des forces productives du travail qui continuent donc de se développer. La question des besoins humains sociaux est donc bien absolument cruciale pour définir les forces productives. Contrairement à ce que prétend la note 6, page 51, de *Critique d'une critique*, je n'ai jamais "sévèrement critiqué" l'intention de référer le concept de "forces productives" à la question des besoins humains ; au contraire, j'ai reproché à Daniel Gluckstein de proposer ce critère, "seul élément positif de son esquisse de définition" (cf. p. 13) dans le cadre d'une définition partielle, essentiellement négative et finalement inaboutie des forces productives ; et surtout, je lui ai reproché de ne plus se référer une seule fois, par la suite, à cette question des besoins humains, donc des valeurs d'usage.

- La fin de la page 50 et le début de la page 51 de *Critique d'une critique* portent la confusion de Daniel Gluckstein à son comble... au moment même où, paradoxalement, il semble frôler la vérité. En effet, d'une part, il me reproche de ramener les forces productives à la productivité du travail (au septième paragraphe de la page 50) ; mais, d'autre part, et de manière complètement contradictoire, il écrit : "Pour Marx, tout le processus de production, et tous les moyens de production se ramènent finalement à la seule force productive initiale : le travail humain". Par cette dernière phrase, notre camarade semble prendre conscience de la vérité⁵⁶ : il est exact de dire que toutes les forces productives matérielles se ramènent au travail, si l'on entend bien par là qu'elles sont les forces productives *du* travail, que seul le travail humain en fait des forces productives effectives. Malheureusement, en me reprochant *en même temps* de ramener les forces productives à la productivité du travail, il atteint le comble de sa confusion conceptuelle : il ne comprend pas que celle-ci est la même chose que la force productive du travail... Ne sait-il donc pas que la productivité du travail est la force qui permet de produire tant de valeurs d'usage dans un temps donné ?⁵⁷ Ne sait-il pas que c'est la force qui permet au travail de produire des valeurs d'usage qui, en règle générale, servent à satisfaire les besoins humains sociaux, soit de manière immédiate (services et biens de consommation), soit de manière indirecte (production des moyens de production) ? Apparemment non.

- Enfin, Daniel Gluckstein a tort d'écrire (page 51, deuxième paragraphe) : "Il ne serait jamais venu à l'esprit de Marx de porter jugement sur l'état des forces productives sans partir de l'état de la principale force productive" et : "le degré de développement des forces productives inclut

56 Je passe sur le fait que, tout en exprimant en gros une idée juste, la formulation de cette phrase n'est pas tout à fait exacte puisque, d'une part, elle tend à confondre, une nouvelle fois, le travail avec la force de travail en qualifiant le travail lui-même de "force productive", alors que, ce qui le définit rigoureusement, c'est qu'il est *mise en œuvre* des forces productives et que, d'autre part, elle parle de la force productive du travail comme d'une "force productive *initiale*", ce qui suppose qu'il y ait *ultérieurement* d'autres forces productives, donc qui soient *autre chose* que la force productive du travail. Mais je me suis déjà expliqué sur ce point.

57 En tout cas, dans la note 7, page 53, Daniel Gluckstein use d'un vocabulaire pour le moins inexact, puisqu'il détermine "l'augmentation de la productivité générale du travail" par la "baisse du temps de travail nécessaire à la production". Qu'est-ce que cela signifie ? L'augmentation de la productivité du travail implique la baisse du temps de travail nécessaire à la production *du même nombre de valeurs d'usage en un temps donné*, c'est-à-dire, si le nombre d'heures de travail reste constant, une augmentation absolue du nombre de valeurs d'usage produites ! — Sur la confusion concernant le concept de plus-value relative, cf. ci-dessus, pp. 18 et suivantes.

(...) au premier chef, l'état de la principale force productive, la force de travail". Bien sûr, on ne va pas contester à notre camarade le droit de nous dire ce qui se passe dans l'esprit de Marx ; mais force est de constater que la lettre même des citations sur lesquelles notre camarade prétend s'appuyer ne dit pas cela. Qu'est-ce que signifient ces affirmations ? Certes, le niveau de développement des forces productives dépend, entre autres facteurs, de celui de la force de travail, en particulier de sa qualification, puisque c'est cette dernière qui met en œuvre toutes les forces productives. Mais, d'une part, si les capitalistes remplacent des ouvriers qualifiés par des machines, s'ils éliminent des ouvriers purement et simplement, c'est précisément pour accroître la force productive du travail ; et la tendance à la baisse du taux de profit qui en résulte peut être, et est en général, contrecarrée en particulier par la continuation de l'accumulation sur une échelle élargie. Et, d'autre part, comme nous allons le voir dans un instant, le *niveau* de développement des forces productives ne dépend pas mécaniquement des conditions d'existence des travailleurs. Pour finir, je remarque avec amusement que Daniel Gluckstein, à la fin de la page 50, "attire l'attention du lecteur" sur la détermination marxienne de la production en général, selon laquelle le travail productif transforme la nature : lui qui a défini les forces productives comme travail productif de plus-value, en laissant complètement de côté les valeurs d'usage, voudrait maintenant nous faire la leçon en nous rappelant que le concept de forces productives concerne avant tout le rapport des hommes à la nature ! Mais, après tout, mieux vaudrait tard que jamais... Hélas ! Notre camarade n'en tire aucune conclusion quant à la définition des forces productives.

Proposition de définition marxiste des forces productives

Il est temps, à présent, de proposer une esquisse de définition marxiste des forces productives. Je répondrai par là même aux deux questions posées par Daniel Gluckstein page 48 de *Critique d'une critique* et que j'ai laissées en suspens : l'augmentation de la production et de la productivité capitaliste signifie-t-elle nécessairement, en elle-même, la croissance des forces productives ? En particulier, l'Allemagne nazie a-t-elle connu un développement de ses forces productives nationales dans les années 1930 ?

Ces deux questions, bien évidemment n'en font qu'une. Mais il convient de dire ici quelques mots sur la seconde en particulier. Nous avons déjà vu (ci-dessus, page 26) sa fonction purement rhétorique. Ajoutons que, quelle que soit la réponse que l'on y apporte, notre camarade, en la posant, commet rien de moins que deux confusions historiques et une erreur théorico-politique. En effet, au il écrit que le développement assez important de la production et de la productivité capitalistes de l'Allemagne à cette époque se serait fait "sur la base de la destruction de dizaines de millions de prolétaires, de paysans, (...) sur la base de l'extermination de populations entières et de la destruction de bases industrielles de pays entiers...". D'une part, il confond ici l'Allemagne nazie des années 1930 avec la période de la guerre, puisqu'il croit manifestement que la première avait "pour bases" des événements qui ne sont survenus qu'au cours de la seconde. D'autre part, au sein de la période de la guerre, il confond manifestement les effets de la guerre impérialiste elle-même (mort de millions de soldats et de civils, destruction de villes et d'industries) et ceux de la politique spécifique des nazis consistant à exterminer certains peuples (politique qui, rappelons-le, ne commence pas en 1933, mais en 1942, après la conférence de Wannsee). Enfin, ses affirmations ne sont pas seulement fausses historiquement ; elles sont aussi erronées politiquement puisque, sous prétexte de prendre l'exemple du régime bourgeois le plus répugnant, elles reviennent en fait à croire que "la destruction de dizaines de millions de prolétaires et de paysans" et "la destruction de bases industrielles de pays entiers" dans la guerre impérialiste mondiale (qui a effectivement conduit à la mort de 50 millions de personnes) auraient eu pour cause le nazisme en tant que tel, et non les conflits inter-impérialistes entre des puissances de toute couleur politique ; cela revient à la position bourgeoise qui fait reposer la responsabilité de la Seconde Guerre mondiale sur le nazisme en particulier, et non sur l'impérialisme en général.

Mais venons-en maintenant à la définition marxiste des forces productives :

Définir positivement et correctement les "forces productives", c'est les définir comme les forces productives du travail humain socialement utile, c'est-à-dire l'ensemble des capacités matérielles et intellectuelles, socialement organisées, dont les hommes disposent à un moment donné pour produire des valeurs d'usage quelconques avec une dépense déterminée de leur force de travail.

On dira donc que les forces productives se sont développées d'une période à une autre si ces capacités se sont développées à dépense de travail constante ou si du moins l'accroissement de valeurs d'usage produites n'est pas réductible à l'augmentation ou à l'intensification de la dépense de travail, mais a pour cause fondamentale une amélioration de la base technique du procès productif. En effet, toute croissance de la production de valeurs d'usage ne signifie pas développement des forces productives du travail : elle peut être due aussi bien à un simple allongement de la durée du travail ou de son intensité, sans modification de sa base technique. On sait cependant que, dans le mode de production capitaliste, c'est le développement des forces productives qui est le facteur *essentiel* de la production de survaleur (survaleur relative), donc de l'accumulation.

Ainsi définit-on les forces productives et leur développement de manière correcte, en donnant à leur concept un sens ni trop large, ni trop étroit, mais juste comme il faut. En effet, cela permet à la fois :

— de les définir par rapport aux valeurs d'usage, donc *en ce sens* en référence aux besoins sociaux humains, puisque les valeurs d'usage se définissent comme les biens et les services qui permettent de satisfaire des besoins humains sociaux, soit directement s'ils sont par eux-mêmes sources de vie biologique, sociale et culturelle (section de la consommation individuelle, appelé par Marx la "section II"), soit indirectement s'ils servent de moyens de production (section de la "consommation productive", dite "section I"). Bien évidemment, cela ne signifie nullement que le mode de production capitaliste ait pour fin déterminante la satisfaction des besoins ; mais la valorisation constante de la valeur, qui est son seul but déterminant, passe nécessairement par la production de valeurs d'usage toujours plus nombreuses et diverses, impliquant ainsi la création unilatérale de nouveaux "besoins" les plus variés — et le sacrifice de nombreux autres, réels ou potentiels.

— d'intégrer la *coopération* au sein du procès de travail et la *division du travail* en général comme un *facteur objectif absolument fondamental* des forces productives.

— de prendre en compte non seulement le nombre, mais aussi la qualification des forces de travail qui mettent en œuvre les moyens de travail (mais cette qualification, dans le mode de production capitaliste, est subordonnée aux exigences de la valorisation, qui passe notamment par la substitution de machines aux travailleurs qualifiés).

— d'éviter l'écueil glucksteinien qui voit un déclin des forces productives dès qu'il y a processus de dévalorisation de la force de travail. — En effet, conceptuellement, loin de constituer un déclin des forces productives, la dévalorisation de la force de travail, est la conséquence de leur développement : si, dans les conditions indiquées ci-dessus, le nombre des valeurs d'usage produites en un temps donné par l'humanité au niveau mondial augmente, alors les forces productives de l'humanité augmentent et, par conséquent, la valeur des marchandises nécessaires à la consommation des travailleurs, donc la valeur de la force de travail, diminuent (cette diminution n'impliquant aucune baisse du pouvoir d'achat). Même si le pouvoir de consommation et le standard de vie des travailleurs baissent, les forces productives peuvent continuer de croître de manière absolue puisqu'il suffit pour cela que le nombre de valeurs d'usage produites en un temps donné s'accroisse : c'est pourquoi, contrairement à ce que prétend *Critique d'une critique* à plusieurs reprises, par exemple en bas de la page 92 et en haut de la page 93, il n'y a aucune incompatibilité

entre la reconnaissance de la dégradation des conditions d'existence de larges masses dans le monde, d'une part, et l'affirmation de la croissance continue du développement des forces productives, d'autre part.

— de ne pas considérer les moyens de production comme des forces productives en soi, comme opposés en eux-mêmes au travail vivant, mais de comprendre cependant leur importance quantitativement décisive pour les forces productives, dans la mesure où ils incorporent les applications de la science et de la technique et intègrent les forces naturelles. On doit alors éviter l'erreur de Daniel Gluckstein, qui prend en compte des chiffres qui concernent les investissements en capital des entreprises capitalistes en général (et non des seules entreprises productives de plus-value) et qui les mesure ainsi uniquement en *valeur* (par rapport au PNB), et non en *valeurs d'usage*. Or, comme l'explique Marx, "le développement de la productivité sociale accroît encore plus [que la masse de valeur] la masse des valeurs d'usage produites, dont les moyens de production constituent une partie". C'est pourquoi, "à mesure que progresse la production capitaliste avec le développement correspondant de la productivité du travail social, et à mesure que se multiplient les branches de production et par suite les produits, la même grandeur de valeur représente une masse de valeurs d'usage et de plaisirs qui augmente progressivement"⁵⁸.

Bref, comme le dit Marx dès le tout début du Capital : "Une plus grande quantité de valeurs d'usage représente en soi une plus grande richesse matérielle. (...) La force productive est naturellement toujours force productive d'un travail concret, utile, et ne détermine effectivement que le niveau d'efficacité d'une activité productive finalisée dans un temps donné. Le travail utile devient donc une source de produits plus ou moins généreuse, en proportion directe de la hausse ou de la baisse de sa force productive." Celle-ci "est déterminée par de multiples circonstances, entre autres par le degré moyen d'habileté des ouvriers, par le niveau de développement de la science et de ses possibilités d'application technologique, par la combinaison sociale du procès de production, par l'ampleur et la capacité opérative des moyens de production, et par des données naturelles"⁵⁹.

Il convient cependant d'apporter une précision : les *forces de destruction* pure et simple (les armes, les drogues), produites par le travail social, peuvent être négligées quand on opère la *mesure* globale de la croissance, de la stagnation ou du déclin des forces productives. En effet, dans ce cas, les forces productives du travail produisent des "valeurs d'usage" qui non seulement, de manière générale, ne satisfont directement aucun besoin social immédiat de la production, de la circulation ou de la consommation, mais qui en outre, d'un point de vue capitaliste, ne rentrent même pas directement dans le processus de reproduction du capital, puisqu'elles ne font partie ni du secteur I (qui produit des moyens de production, y compris les inévitables "faux frais de la production"), ni du secteur II (qui produit des moyens de consommation servant à la reproduction socio-historiquement déterminée des travailleurs et des capitalistes)⁶⁰. Au contraire, leur utilisation effective conduit ou peut conduire (selon les cas) à la destruction des moyens de production, des

58 Cf. *Le Capital*, livre III, section 3, chapitre 13 en général, p. 232 pour cette citation.

59 Cf. *Le Capital*, livre I, trad. PUF-Quadrige, *op. cit.*, pp. 52 et 45.

60 Cf. le passage très pertinent du très intéressant *Traité d'économie marxiste* d'Ernest Mandel que cite Gérard Bloch (*alias* Octave Boisgontier) in *La Vérité* n°556, avril 1972, *op. cit.*, p. 239 : dans ce passage, Mandel propose d'appeler "secteur III" le secteur de la production des moyens de destruction. — Il convient d'ailleurs de remarquer que, tout en utilisant l'apport de Mandel sur ce point, Bloch lui adresse (dans la note 24) une critique qui n'est pas juste, et qui semble fondée sur une méconnaissance de l'ouvrage de Mandel. En effet, Bloch lui reproche de n'avoir parlé que de l'économie de guerre (où le secteur III conduit selon Mandel à une "reproduction rétrécie" du capital social), sans voir l'importance du "secteur III" à l'époque contemporaine, époque où l'économie d'armement est non seulement compatible avec une "reproduction élargie", mais encore constitue le volant d'entraînement de celle-ci. Or, en réalité, dans la suite de son ouvrage, lorsqu'il étudie très précisément l'économie contemporaine, Mandel explique très exactement... ce que Bloch lui reproche de n'avoir pas vu ! (Cf. *Traité d'économie marxiste*, éd. UGE, tome 3, pages 235 et suivantes.)

forces de travail et des consommateurs en général. Comme l'affirme justement notre courant, les forces productives utilisées à la production des armes et des drogues sont *directement* "transformées en forces destructives", en forces de destruction réelles ou potentielles : elles se distinguent en cela des autres forces productives, des forces productives mises en œuvre pour produire les valeurs d'usage qui satisfont les *besoins socio-historiques de la reproduction sociale* (peu importe ici que ces besoins soient différents selon les pays, les époques et les classes sociales). Certes, *toute* mise en œuvre des forces productives sous le joug du capital a nécessairement des effets destructeurs (destruction physique des travailleurs par l'exploitation excessive, destruction constante de valeur-capital — capital constant et capital variable — en raison de la dévalorisation du capital due à l'accroissement de la productivité, destruction de la nature par la production et la consommation anarchiques du capitalisme, etc.) ; mais ceux-ci ne sont en quelque sorte que des conséquences *secondaires*, inévitables sous le capitalisme, du processus de production-valorisation, dont le but *immédiat* est nécessairement de produire des marchandises *directement* utiles à la reproduction du capital ; en revanche, la production d'armes et de drogues, tout en produisant bien évidemment des valeurs d'usage et de la plus-value, satisfait essentiellement ce que l'on pourrait appeler des *besoins sociaux de destruction* (sans compter le fait que, dans le cas des armes, la plupart d'entre elles ne sont jamais utilisées, mais constamment remplacées par d'autres, toujours plus sophistiquées, ce qui aggrave encore dans des proportions considérables le gaspillage pur et simple de travail social qui caractérise l'économie d'armement). Bien évidemment, les productions d'armes et de drogues, pour parasitaires qu'elles soient, n'en sont pas moins indispensables au fonctionnement actuel de l'économie impérialiste, car elles constituent pour celle-ci un volant d'entraînement, tout en offrant un débouché décisif pour la surproduction capitaliste "normale", s'avérant ainsi *indirectement* utile à la reproduction du capital, donc de la société capitaliste ; mais, quand il s'agit de *mesurer* un niveau (en l'occurrence celui des forces productives), on doit faire abstraction des conditions dans et par lesquelles celui-ci est atteint (en l'occurrence, le parasitisme). On peut donc faire abstraction, pour mesurer le niveau de développement des forces productives en général, de cette partie (très importante) d'entre elles qui servent à produire des moyens de destruction.

La croissance, la stagnation ou le déclin du nombre absolu et de la diversité des valeurs d'usage non destructrices produites en un temps donné avec une même dépense de travail sont suffisants en eux-mêmes pour se prononcer sur la question de la croissance ou du déclin des forces productives, quelles que soient les conditions matérielles et sociales qui président à ce déclin, à cette stagnation ou à cette croissance. Pour qu'il y ait développement de forces productives, il faut et il suffit que croisse la richesse sociale, c'est-à-dire le nombre et la diversité des valeurs d'usage satisfaisant les besoins humains qui sont produites (augmentation de la production) et effectivement consommées (extension du marché).

En un mot, un *niveau* atteint par des *forces* se *mesure* froidement. Une croissance, une stagnation ou un déclin sont des données purement quantitatives : ils ne sauraient être appréciés en fonction de jugements sur les conditions qui y président. C'est pourquoi *le développement du parasitisme et de la spéculation sous toutes leurs formes, la constitution d'armées industrielles de réserve massives, l'aggravation de la misère de centaines de millions d'être humains, la baisse du pouvoir de consommation de larges masses, etc., sont des faits qui peuvent très bien coexister (et même qui, dans le cadre du mode de production capitaliste en général, coexistent nécessairement) avec le développement des forces productives.*

La question de savoir à quelles *conditions* sociales, politiques, culturelles ou sur quelle "base" est permis ce développement est une question différente, car ces conditions, en elles-mêmes, peuvent ne pas avoir de conséquences immédiates sur le processus même de cette évolution purement quantitative : à cet égard, comme je m'en suis longuement expliqué dans ma première contribution, et j'y reviendrai, *tout dépend de la lutte des classes*. Comme le dit Marx, il faut

distinguer conceptuellement, d'une part, les forces productives du travail : quels que soient les rapports sociaux de telle ou telle formation sociale, "n'importe quel élément de la *richesse matérielle* non fourni par la nature a toujours dû son existence à un *travail productif spécial ayant pour but d'approprier des matières naturelles à des besoins humains*. En tant qu'il produit des valeurs d'usage, qu'il est utile, le travail, indépendamment de toute forme de société, est la condition indispensable de l'existence de l'homme, une nécessité éternelle, le médiateur de la circulation matérielle entre la nature et l'homme"⁶¹ ; et, d'autre part, les *conditions* sociales historiques dans lesquelles les forces productives du travail sont mises en œuvre, sachant que, en ce qui concerne le capitalisme : la spécificité même ou "la contradiction de ce mode de production réside dans sa tendance à *développer absolument* [eh oui : absolument !] les forces productives, qui entrent sans cesse en conflit avec les *conditions* spécifiques de production dans lesquelles se meut le capital, les *seules* dans lesquelles il puisse se mouvoir"⁶².

Nous pouvons à présent, pour finir sur ce point, relire le début du *Programme de Transition*. Celui-ci ne propose certes pas une véritable définition des forces productives : ce n'est pas son objet ; mais, manifestement, il présuppose et il confirme la définition marxiste que j'ai présentée. En effet, après avoir affirmé : "les forces productives de l'humanité ont cessé de croître", Trotsky précise immédiatement ce qu'il veut dire par là en ajoutant : "Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un *accroissement de la richesse matérielle*" (je souligne). *Autrement dit, Trotsky ramène expressément "les forces productives de l'humanité" à "la richesse matérielle" — et, selon la phrase qui suit cette dernière, il ramène la "richesse matérielle" aux besoins des masses*. Dès lors, s'il est vrai que la "richesse matérielle" satisfaisant des besoins humains s'est remise à croître après 1938, il s'ensuit nécessairement que les "forces productives de l'humanité" se sont elles aussi remises à croître. Telle est donc la question à laquelle nous devons répondre à présent⁶³.

4) *Que répond Daniel Gluckstein à mes objections concernant les forces productives aujourd'hui ?*

La question posée dans la troisième partie de ma *Critique de "Lutte des classes et mondialisation"* était celle de savoir si la "démonstration" de ce livre concernant les forces productives aujourd'hui était convaincante. Et je montrais que, selon moi, elle ne l'était pas. Ce faisant, je décidais de discuter dans le cadre choisi par notre camarade, en faisant délibérément abstraction de mon désaccord avec la manière dont il concevait les forces productives dans le cours même de sa tentative de démonstration. Au cours de celle-ci, d'une part, il ne fournit de données documentaires de niveau mondial que pour la question du nombre de travailleurs salariés et, surtout, pour celle de l'évolution des investissements en capital des entreprises : je contestais,

61 Cf., décidément, le début de la troisième section du livre I du *Capital*, E.S., tome 1, p. 58.

62 Cf. *Le Capital*, livre III, E.S., tome 1, page 270. (Tout ce qui est souligné l'est par moi.)

63 Un autre passage de Trotsky (extrait de *La Révolution trahie*) peut être également mentionné ici, car il est cité... par Daniel Gluckstein lui-même (à l'occasion d'une tout autre discussion, en haut de la page 84 de *Critique d'une critique*). Ce passage dit simplement : "le marxisme procède du développement de la technique comme du ressort principal du progrès, et bâtit le programme communiste sur la dynamique des forces de production". Or, si l'on admet que les deux membres de phrase disent à peu près la même chose de manière différente, Trotsky n'enfreint-il pas ici... la règle que, notamment dans son livre (pp. 84 et 86), Daniel Gluckstein a fixée (avec raison, d'ailleurs), règle selon laquelle il ne faut pas réduire les forces productives à la technique ? Pourquoi accepte-t-il sans broncher une telle définition, indiscutablement étroitesse, alors qu'il est si virulent contre le fameux "sens étroit" des forces productives ? Pourquoi ne nous cite-t-il pas la moindre définition des forces productives par Trotsky... tout en affirmant qu'il ne fait que reprendre la conception de ce dernier ? Autant d'impénétrables mystères du glucksteinisme !

respectivement dans les deux premières et dans la troisième objections de ma critique, la signification qu'il confère à ces documents, et surtout les conclusions qu'il en tire. Ensuite, en ce qui concerne la question de ce que Daniel Gluckstein appelle la "dévalorisation-destruction" de la force de travail, je mettais en cause, au cours de ma quatrième objection, tant la notion même que la réalité effective de la "dévalorisation-destruction". Enfin, en ce qui concerne la consommation des masses, je remarquais qu'il ne fournit presque aucune donnée sur cette question, tout en affirmant sans cesse que son niveau était partout en baisse ; je lui demandais donc des preuves et, en attendant, je montrais, au moins pour l'exemple particulier de la France des années 1980, la fausseté de ses affirmations non prouvées.

Ces cinq séries d'objections avaient pour cadre la question générale suivante : aujourd'hui, les destructions de forces productives — qui existent depuis que le capitalisme est le capitalisme — sont-elles si importantes que l'on assisterait à un déclin absolu des forces productives de l'humanité ou bien restent-elles au contraire compensées, voire quantitativement surpassées, par la production de nouvelles forces productives du travail social à l'échelle mondiale ? J'estimais, à la lecture du livre de Daniel Gluckstein, que, selon lui, la réponse à cette question était positive, et je déclarais que, à mon avis, elle ne l'était pas. Nous avons vu ci-dessus comment notre camarade nie avoir soutenu la thèse du déclin absolu des forces productives, tout en niant qu'elles croissent, en niant qu'elles stagnent et en affirmant qu'elles déclinent tout court... Nous allons voir, à présent, en suivant l'ordre initial de mes cinq groupes d'objections, ce que *Critique d'une critique* répond à chacune, s'il les réfute et s'il montre que les forces productives déclinent... au moins *tout court*.

a) Quelle réponse à ma première objection ?

Ma première objection était formulée de la manière suivante à la page 13 de ma première contribution : "Comment concilier, d'une part, l'affirmation — constante — du déclin des forces productives, provoqué par la 'destruction des forces productives, à commencer par celle qui met en œuvre les forces productives matérielles : la force de travail humaine', et d'autre part, le fait de la légère augmentation, en chiffres absolus, de la population active industrielle à l'échelle mondiale, entre 1990 et 1997 ?"

Dans *Critique d'une critique*, cette objection n'a pas droit à plus de trois remarques minuscules.

- Au troisième paragraphe de la page 55⁶⁴, Daniel Gluckstein commence par faire une distinction conceptuelle juste : il ne faut pas confondre, dit-il, la destruction comme "processus achevé" et la destruction comme "processus en cours". Malheureusement, cette distinction juste correspond à une lecture une fois de plus erronée de mon propos : en effet, dans la phrase qu'il cite, je ne dis pas qu'il y a une contradiction entre la *destruction de* forces productives, d'une part, et l'augmentation absolue de la population industrielle, d'autre part ; je dis qu'il y a contradiction entre l'affirmation de cette dernière et celle du *déclin* (tout court ou absolu) des forces productives. *Notre camarade montre qu'il n'a pas compris que, selon moi, ce n'est pas le processus de destruction de*

64 Le titre de la partie de *Critique d'une critique* où se trouve cette remarque est : " 'Des effets extrêmement limités' : vraiment ?" (p. 55). Il s'agit là d'un exemple typique d'imposture glucksteinienne. En effet, cette expression, sortie de son contexte, suggère que, selon moi, les effets en général du rouleau compresseur impérialiste seraient "extrêmement limités". Que dit, en réalité, la phrase tronquée et truquée par Daniel Gluckstein ? Elle dit : "si l'on considère la force de travail en tant que *productrice de valeurs d'usage*, sa "destruction" ne peut signifier, au sens strict, que l'extermination physique des travailleurs (comme c'est le cas notamment pendant les guerres) et, en un sens figuré, leur exclusion du système de production. Or la *première tendance* [donc l'extermination physique des travailleurs] se réalise certes aujourd'hui de manière effective (à cause de la guerre, de la drogue, des épidémies, etc.), mais ses effets restent encore extrêmement limités *du point de vue démographique* (...)". Quel manque de probité intellectuelle !

forces productives qui doit être mis en doute, mais la croyance selon laquelle ce processus aurait d'ores et déjà abouti à un déclin absolu des forces productives effectivement mises en œuvre à l'échelle mondiale.

- Dans le cadre de ma première objection, je remarquais que, en commentant, au chapitre XV de son livre, un tableau concernant le nombre absolu de travailleurs dans le monde et dans un très grand nombre de pays, Daniel Gluckstein prétendait tirer des conclusions sur l'évolution des effectifs de la classe ouvrière, alors que ce tableau ne précise pas le nombre de chômeurs officiels au sein de cette "population active", n'indique pas la manière dont sont embauchés les travailleurs (temps complet ou temps partiel, CDI ou CDD...) et surtout ne concerne que la "population active" répartie entre les trois secteurs de la comptabilité bourgeoise officielle, qui fait abstraction des différences de classes, etc.

De toutes ces remarques, *Critique d'une critique* n'en retient qu'une : dans le dernier paragraphe de la page 55, notre camarade ironise en disant que je "souligne doctement qu'il n'est pas bon de parler 'du nombre d'ouvriers employés' sans 'qu'on sache dans quelles conditions ils le sont'". Autrement dit, il fait semblant de ne pas comprendre le sens de mes remarques, en l'occurrence le fait que, ici comme ailleurs, il n'a pas étudié les documents de la comptabilité bourgeoise de manière critique, mais les a considérés comme de prétendus faits "bruts" se suffisant à eux-mêmes. Mais ce nouveau déploiement de rhétorique parfaitement creux est au service d'affirmations contraires aux faits : Daniel Gluckstein prétend, en effet, qu'il a fourni dans son livre "des éléments développés abondamment (...) pour illustrer la tendance à la destruction-dégradation-décomposition des forces productives, tendance que Wolfgang remet en cause tout au long de sa contribution". En réalité, d'une part, tout lecteur attentif de cet ouvrage sait qu'il ne présente quasiment pas de documents concernant l'"état" des forces de travail dans le monde — pas même, comme je viens de le rappeler, au moment où il étudie les chiffres de la population active mondiale ; d'autre part, tout lecteur attentif de ma première contribution sait que je ne nie à aucun moment la tendance dont notre camarade prétend que je la remettrais en cause. Tels sont les faits — et l'allégation selon laquelle je ne serais pas "à une contradiction près" ne prouvera jamais que celui-ci ait fourni les preuves qu'il n'a pas présentées.

- Enfin, à l'occasion d'une fin de note consacrée à tout autre chose (note 21, p. 79), Daniel Gluckstein suggère implicitement (sans l'assumer pleinement : quel courage !) un amalgame intolérable entre mes positions et celles des staliniens (ou des pablistes ?) parce que j'ai constaté qu'il n'avait pas tenu compte de la paysannerie... dans ce même commentaire du tableau concernant le nombre de travailleurs dans le monde ! Et il suggère que je mettrais en cause la politique "de la IVe Internationale" à l'égard de la paysannerie... sous prétexte que je critique le dilettantisme théorique de Daniel Gluckstein qui prétend parler des "forces productives de l'humanité" sans prendre en compte les travailleurs agricoles ! A-t-on jamais rencontré mauvaise foi aussi incroyable ?

Bref, les éléments de "réponse" à mon premier groupe d'objections ne sont pas seulement réduits à la portion congrue : ils sont surtout nuls et non venus.

b) Quelle réponse à ma seconde objection ?

Ma deuxième objection (pp. 14-15 de ma première contribution) s'opposait à l'assimilation systématique, dans le livre de Daniel Gluckstein, de l'accroissement du chômage et du déclin des forces productives — le premier étant censé fournir l'une des principales preuves du second.

Critique d'une critique propose trois éléments de réponse à mes arguments.

- En bas de la page 51, au sujet de mon affirmation selon laquelle "on pourrait très bien supposer que le chômage augmente globalement dans le monde sans que déclinent les forces productives effectivement mises en œuvre" : "Certes, on pourrait le "supposer" dans le cadre du capitalisme ascendant. Mais est-ce le cas aujourd'hui ?" Selon moi, si ce n'est pas le cas, c'est que : "de fait, la population mondiale augmente à une vitesse vertigineuse et la croissance du nombre des hommes et des femmes privés de travail est aussi une conséquence de ce phénomène, sans que cela empêche l'augmentation absolue (mais infiniment moins rapide) du nombre de travailleurs effectivement employés". A cela, Daniel Gluckstein répond en haut de la page 57 en me reprochant... de m'être servi d'un "argument prétendument démographique" pour me prononcer sur la question du rapport entre le chômage et les forces productives.

Je passe sur la nouvelle attaque parfaitement stupide qui, sous prétexte que les gouvernements invoquent la démographie pour casser les systèmes de retraites par répartition, assimile *mon* argument démographique à une position politique réactionnaire. Tenons-nous en aux faits. Si j'ai dû recourir à des considérations démographiques, c'est que notre camarade voyait dans toute augmentation du chômage un recul des forces productives. Il s'agissait pour moi de rappeler, d'une part, que cela est faux d'un point de vue conceptuel : il peut y avoir une augmentation du chômage parallèle au développement des forces productives ; par exemple, pour m'en tenir à une période dont nul ne nie qu'elle ait été celle d'un développement des forces productives, c'est un fait que le chômage a crû en Europe dans les années 1870-1880. Et, d'autre part, j'indiquais que, dans les faits, aujourd'hui, la croissance du chômage à l'échelle mondiale n'empêche pas que la population active en général, la population salariée en particulier et même, dans une moindre mesure, la "population industrielle", sont toujours plus nombreuses, si l'on en croit les chiffres fournis par Daniel Gluckstein lui-même au chapitre XV de son livre : il s'agissait de rappeler les faits pour décrire la réalité.

Certes, il ne suffit pas de décrire, il faut encore expliquer. Et tout le monde sait que l'augmentation de la population mondiale n'est nullement *responsable* de l'évolution de la situation qui est faite aux peuples du monde. Mais dire simplement, comme le fait ici Daniel Gluckstein, que l'augmentation du chômage, plus rapide que celle des créations d'emplois, est "l'expression de l'étouffement des forces productives dans le cadre de la propriété privée", c'est s'en tenir à une "explication" qui, pour reprendre les mots qu'il utilise quelque part, est "d'une généralité et d'une banalité affligeantes" : chacun sait, en effet, que la tendance à l'étouffement des forces productives est une tendance inhérente au mode de production capitaliste comme tel.

Quant à l'affirmation selon laquelle "il y a eu une augmentation tout aussi sensible sinon davantage de la population mondiale au XIXe siècle", elle révèle une ignorance absolument sidérante. Comment peut-on écrire cela ? Une nouvelle fois, me voici obligé de rappeler les faits : la population mondiale était de 954 millions en 1800, et de 1650 millions en 1900, soit une augmentation de 73% au XIXe siècle. Aujourd'hui, elle est de 6200 millions, soit une augmentation de... 275% depuis 1900.

En réalité, l'explication du processus démographique au XXe siècle doit être différenciée : d'une part, le système capitaliste est la principale cause historique de la situation démographique, dans la mesure où il a brisé les rythmes de croissance traditionnels ; mais ce fut en particulier grâce à la médicalisation généralisée, aux progrès de l'hygiène, de l'alimentation et de la santé des populations du monde ; d'autre part, il est bien évident qu'il n'y a aucun problème "technique" insurmontable qui empêche la satisfaction, la progression quantitative et qualitative des besoins de tous les habitants de cette planète, fussent-ils beaucoup plus nombreux : la seule cause de la situation qui est faite aux populations incombe donc au maintien du système, à quelque point de vue qu'on se place. Mais, encore une fois, le fait que le nombre d'êtres humains plongés dans des conditions de vie inhumaines ne cesse de croître ne fournit nullement la preuve en soi du déclin des

forces productives.

• Ma deuxième objection s'opposait en particulier à l'affirmation de Daniel Gluckstein selon laquelle, entre 1960 et 1997 en France, "le *seul fait* que la courbe générale du chômage augmente au fur et à mesure que baisse la part des emplois industriels dans l'ensemble de la population active *suffit à prouver* que les services s'avèrent incapables d'absorber les emplois détruits dans l'agriculture et l'industrie..." (p. 160 de son livre, je souligne). Pour que le lecteur puisse se faire un jugement correct de la réponse qu'apporte *Critique d'une critique* à mon objection, je suis obligé de citer celle-ci en entier (cf. pp. 14-15 de ma première contribution : "Par exemple, ai-je écrit, le raisonnement proposé au chapitre VIII, p. 160, est erroné, puisqu'il repose sur l'assimilation du chômage à la destruction pure et simple de forces productives. (...) Ce que notre camarade ne précise pas, c'est que, dans le pays en question (la France), la "population active" (c'est-à-dire l'ensemble des personnes en âge de travailler, qu'elles aient ou non un emploi) a crû pendant la période considérée — du moins de 1960 au début des années 1990, subissant un léger fléchissement entre 1990 et 1997, du fait du vieillissement de la population. En réalité, l'augmentation constante du chômage ne signifie pas que "les emplois détruits dans l'agriculture et l'industrie" n'aient pas été "compensés" par la création d'emplois dans les services, mais seulement que la demande générale d'emplois n'a pas suivi l'augmentation de l'offre, sans pour autant diminuer de manière absolue. En effet, le nombre absolu de salariés et le volume d'heures travaillées n'ont pas cessé d'augmenter en France durant cette période — même si les nouveaux emplois créés ont été de plus en plus — mais pas (ou pas encore) majoritairement — des emplois à temps partiel et/ou temporaire".

Quelle est la réponse de Daniel Gluckstein à cette objection ? Il écrit, au quatrième paragraphe de la page 56 : "Qu'y a-t-il de rassurant là dedans ? En quoi cela illustre-t-il autre chose que la crise du capitalisme décomposé ? (...) Si l'on suivait Wolfgang, il faudrait (...) [dire aux travailleurs] : ne vous inquiétez pas : en chiffres absolus, sachez que le nombre des emplois détruits a été remplacé par autant d'emplois créés ! Autrement dit : 20 millions d'emplois hier avec 300 000 chômeurs, 20 millions d'emplois aujourd'hui avec 7 millions de chômeurs totaux partiels... mais tout va bien ?". Ici, Daniel Gluckstein fait le clown. Et c'est vrai qu'il est vraiment risible ! Dans son livre, il a avancé l'argument parfaitement formel que j'ai rappelé — et, on s'en souvient, il tenait cet argument pour tellement "suffisant" qu'il se dispensait de fournir la moindre preuve à l'appui de ses dires... Désireux de répondre point par point à ses arguments en me situant toujours sur son propre terrain (selon la méthode de discussion que j'avais choisie), j'ai donc examiné, dans ma première contribution, cet argument formel et j'ai constaté qu'il était parfaitement spécieux, du fait que l'augmentation de la population active en général, et de la population salariée en particulier, fut plus rapide que celle du chômage au cours des années considérées. Or, ici, plutôt que d'examiner à son tour si mes arguments sont pertinents ou non, s'il doit ou non corriger son propre argument, Daniel Gluckstein nous fait une incroyable pirouette, il prend son ton d'orateur de meeting et il se met à me rappeler la réalité que vivent des millions de travailleurs en France⁶⁵. Manifestement embarrassé par mes objections à son "argument" sur les prétendues preuves fournies par la "courbe du chômage", et plutôt que de reconnaître son erreur sur ce point, il préfère une fois encore éviter la discussion et amuser la galerie en tentant de me faire passer pour un doux rêveur qui penserait que "tout va bien", voire pour un démagogue qui aurait le dessein politique de "rassurer" la population française ! Comme le dit Lénine, "attribuer à son adversaire une sottise manifeste pour ensuite la réfuter, n'est

65 Notons en passant qu'il est assez amusant de voir comment Daniel Gluckstein suggère, par sa vaine rhétorique, que j'aurais un point de vue bourgeois sur les statistiques, alors que lui-même aurait ce qu'il appelle (ça fait toujours bien pour pas cher) un "point de vue ouvrier" et marxiste sur les statistiques... Rappelons simplement que ce même camarade a été incapable de lire de manière critique les documents fournis par les institutions bourgeoises (cf., par exemple, son incompréhension du tableau des *Comptes de l'industrie française* — interprétation dont j'ai expliqué la confusion théorique qu'elle révélait *du point de vue marxiste* ; cf. aussi ses commentaires sur le tableau des effectifs de la population mondiale, que j'ai critiqués page 14 de ma première contribution).

pas le fait d'hommes très intelligents"⁶⁶.

• Pour en finir avec les éléments de "réponse" que Daniel Gluckstein apporte à ma deuxième objection, revenons enfin un instant sur le ridicule procédé rhétorique des deuxième et troisième paragraphes de la page 56, qui a pour seule et unique fonction de mettre mon nom à côté de ceux de Martine Aubry, de l'INSEE, du FMI et de la BM, et qui repose encore une fois soit sur l'incapacité de notre camarade à comprendre une phrase simple, soit sur sa mauvaise foi éhontée. Celui-ci prétend soulever un problème de "vocabulaire" car j'ai écrit (cf. la citation ci-dessus) : "l'augmentation constante du chômage ne signifie pas que "les emplois détruits dans l'agriculture et l'industrie" n'aient pas été "compensés" par la création d'emplois dans les services, mais seulement que la demande générale d'emplois n'a pas suivi l'augmentation de l'offre, sans pour autant diminuer de manière absolue". Il s'interroge gravement : "Que signifie reprendre la formule '*demande générale d'emplois*' et la formule '*offre d'emplois*'. Les patrons '*offrent*' des emplois dont les travailleurs '*s'emparent*' ?" Et de rappeler qu'Engels explique le contraire et que, sous le vocable, il y a un "contenu", avant de faire, dans une note, une insinuation tendancieuse visant à rapprocher ce que je dis d'une position de collaboration de classe. Malheureusement, là encore, "il y a un hic" : celui qui prétend me donner des leçons de dialectique s'avère une nouvelle fois incapable d'accéder à la compréhension logique élémentaire d'une phrase simple. Ce n'est pas le "b a ba de la dialectique" qu'il faut lui expliquer : il a besoin d'un cours d'analyse syntaxique de niveau élémentaire. En effet, si l'augmentation du chômage a été plus rapide que celle du nombre d'emplois, il s'ensuit que la création d'emplois a été insuffisante, donc que la *demande* de main d'œuvre par les patrons n'a pas augmenté suffisamment par rapport à l'*offre* de travail par les travailleurs potentiels. Incapable de comprendre la structure de ma phrase, donc mon argument lui-même, Daniel Gluckstein croit que, selon moi, ce seraient les patrons qui "offrirait" du travail, et les travailleurs qui le demanderaient ! Il est d'ailleurs obligé de truquer pour faire passer son incompréhension : il met le terme "s'emparent" entre guillemets et en italiques, comme s'il citait un mot de mon texte, ce qui n'est pas le cas. Hélas ! Toute cette rhétorique bien vaine ne remplacera jamais l'argumentation.

D'ailleurs, même si j'avais utilisé le vocabulaire bourgeois, cela signifierait-il un accord avec une position bourgeoise ? Marx lui-même utilise parfois le "langage économique courant", même lorsque celui-ci contredit sa propre théorie : par exemple, il dit quelque part que le capitaliste "avance" son salaire à l'ouvrier, alors que, en réalité, il a lui-même démontré que c'était l'ouvrier qui avançait son travail au capitaliste⁶⁷... Ce Marx alors, quel garnement, il mérite décidément une bonne leçon de vocabulaire !

En tout cas, Daniel Gluckstein est le premier à utiliser le vocabulaire de l'économie bourgeoise. Pour prendre un exemple parmi bien d'autres, au chapitre XV de son livre et de nouveau (bien que je lui aie signalé cette inexactitude de vocabulaire dans ma première contribution, note 18 page 13) page 55 de *Critique d'une critique*, il parle de "population industrielle", catégorie bourgeoise qui met dans le même sac les patrons et les ouvriers : serait-il sérieux de "conclure" d'un tel empirisme vulgaire et d'un tel défaut sens critique qu'il prône pour autant la collaboration de classe ? Non, ce serait stupide. De même, comme nous allons le voir, il parle de "formation brute de capital fixe" (FBCF) sans relever que, dans cette expression, le terme de "capital fixe" a un sens bourgeois que Marx combat (mais il est vrai que cela se trouve dans le livre II du *Capital*, que Daniel Gluckstein ferait décidément bien d'aller lire). De même encore, il ne fait jamais la moindre différence entre la productivité du travail au sens bourgeois du terme et la productivité du travail au sens marxiste. Etc.

Bref, les trois éléments de "réponse" à ma deuxième objection que propose Critique d'une

⁶⁶La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, Éditions sociales/Éditions du progrès, Paris/Moscou, 1971.

⁶⁷ Cf. *Le Capital*, livre I, éd. PUF, op. cit., p. 241, ainsi que la note 28a d'Engels.

critique sont dépourvus de tout argument sérieux et se réduisent chacun à une pirouette rhétorique doublée d'une accusation infondée, voire calomnieuse.

c) Quelle réponse à ma troisième objection ?

Ma troisième objection (cf. pp. 15-19 de ma première contribution) était consacrée à la question de l'évolution des *investissements productifs*⁶⁸.

En l'occurrence, à la différence de ce qu'il en a été pour mes deux premières objections, Daniel Gluckstein essaie de proposer quelques éléments de réponse à certains de mes arguments dans la partie de *Critique d'une critique* intitulée "Que cherche-t-il à prouver ?"⁶⁹, plus précisément aux pages 68 et 69 de ce texte, que nous allons examiner dans un ordre linéaire. C'est qu'il en va de l'argument qu'il a le plus développé dans son livre pour tenter de montrer que les forces productives déclinent, tout en essayant d'appuyer sur un certain nombre de documents.

Notre camarade commence par me demander (p. 68, deuxième paragraphe) si, "oui ou non", il y a eu recul relatif de l'investissement productif par rapport au PIB [Produit Intérieur Brut] "dans les trente dernières années du siècle". Cette question même prouve, une fois de plus, qu'il ne comprend pas ou fait semblant de ne pas comprendre le sens de ma critique puisque, loin de nier ce fait, je n'ai cessé de le rappeler dans ma première contribution — à commencer par la phrase qu'il cite lui-même immédiatement et selon laquelle "la FBCF [Formation Brute de Capital Fixe], dont la croissance est ralentie par rapport à celle du PIB, n'en continue pas moins de croître de manière absolue, comme celui-ci". La question qui m'est ici posée n'a donc pas lieu d'être.

En revanche, dans le paragraphe suivant (le troisième de la page 68), pour la première (et aussi la dernière) fois depuis le début de son texte, Daniel Gluckstein met le doigt sur une erreur que j'ai faite dans ma critique de son livre (avant de faire mine de se demander "alors, quel est l'objectif de cette longue polémique ?"...). A vrai dire, il s'agit d'une simple erreur de lecture ; mais il n'en est pas moins vrai que je l'ai commise (cf. p. 15 de ma première contribution) : le titre indiqué page 141 de l'ouvrage ne dit pas "*baisse* de l'investissement productif manufacturier", mais "*recul* de l'investissement productif manufacturier" (je souligne). En réalité, mon tort n'est pas tant d'avoir substitué un mot à un autre (car les termes de baisse et de recul ont tous les deux un sens absolu si aucune détermination complémentaire ne vient expressément le relativiser, contrairement à ce que Daniel Gluckstein essaie de faire croire), que d'avoir suggéré que notre camarade voulait parler de baisse absolue alors qu'il ne considérait, en fait, qu'une baisse relative. Notons, cependant, que cette erreur ponctuelle de lecture a pu être influencée, sinon par la page 141, du moins par la page 146, qui parle explicitement de "baisse des investissements", allant même jusqu'à *chiffrer*, en chiffres *absolus* cette prétendue "baisse" à 4000 milliards de dollars (chiffre complètement fictif, au

68 Soit dit en passant, Daniel Gluckstein a voulu démontrer sa thèse sur la prétendue "désaccumulation productive" sur la base de chiffres concernant la FBCF (Formation Brute de Capital Fixe). En effet, dans la comptabilité officielle, cette catégorie concerne tous les capitaux, qu'ils soient investis dans l'industrie, dans l'agriculture ou dans les services. Or Daniel Gluckstein nie que les capitaux investis dans le secteur des services produisent de la plus-value. Si donc il avait été rigoureux, il n'aurait dû prendre en compte la FBCF que dans l'industrie et le secteur dit "primaire", puisque seuls ces secteurs, selon lui, produisent de la plus-value, ce qui implique qu'ils soient seuls concernés par la question de l'accumulation du capital productif... Bref, notre camarade n'a pas seulement tort sur la question des services ; il est aussi — ce qui est encore bien plus grave — incohérent avec lui-même.

69 Ce titre est vraiment risible : il permet de faire croire que ce serait moi qui aurais cherché à "prouver" quelque chose, alors que ma première contribution n'avait pas d'autre but que de mettre en évidence le fait que Daniel Gluckstein ne prouve nullement ce que lui-même "cherche à prouver"... et prétend démontrer. Il permet surtout à notre camarade de jouer comme un enfant au détective qui traque les pièces à conviction pour me faire ce que lui-même appelle un "procès" (pour dévoiler mes crimes prétendument de lèse-marxisme, qui sont en réalité de simples faits et de simples arguments de lèse-glucksteinisme).

demeurant, comme je l'ai montré à la page 17 de ma première contribution, contre laquelle notre camarade n'a manifestement rien trouvé à redire). Du reste, dans cette même *Critique d'une critique*, Daniel Gluckstein écrit (page 66, note 12) : "Tout le monde sait bien (!) (...) que dans les conditions des années 1980 et même [...] des années 1990, [en France,] les capitalistes ont englouti des masses de plus en plus considérables de capitaux dans des activités purement spéculatives qu'ils dégageaient des activités productrices immédiates de plus-value" : quand on parle d'"engloutir" dans la spéculation des masses de capitaux "dégagés" de la production, peut-on entendre par là autre chose qu'un "dégagement" et un "engloutissement" *absolus* ?

Alors, quelle est la cause objective de mon erreur de lecture ? Ma prétendue volonté de construire un "leurre théorique" pour duper le lecteur et faire passer en contrebande je ne sais quelles positions politiques ? Ou la constante ambiguïté du vocabulaire de Daniel Gluckstein, qui reflète une grande confusion conceptuelle ? Le lecteur jugera. Passons sur le caractère pour le moins impropre d'expressions du type "déclin de la croissance du stock de capital" (titre de l'encadré de la page 141), où l'on peut supposer que "déclin de la croissance" est mis pour "ralentissement de la croissance" — de même que, comme je l'ai remarqué dans ma première contribution (p. 17), notre camarade parle, à la page 148 de son livre, d'une "décélération des investissements" : dans un cas comme dans l'autre, on se demande bien pourquoi il n'a pas parlé tout simplement de ralentissement de la croissance absolue. Passons également sur le fait que, dans son livre, il ne précise *jamais* s'il entend les termes de "hausse" et de "baisse" (et leurs synonymes) en un sens relatif ou en un sens absolu — de sorte que c'est au lecteur de se débrouiller, avec les risques d'erreurs d'interprétation que cela implique.

Au-delà de ces "questions de vocabulaire", venons-en plutôt au fond du problème, aux graves erreurs *théoriques et conceptuelles* de Daniel Gluckstein. *Le fond du problème, c'est que, au lieu de constater qu'il y a un ralentissement du rythme de l'accumulation capitaliste, il parle de "tendance à la désaccumulation" et n'hésite pas à écrire que "la tendance, globalement, n'est plus à la reproduction élargie du capital"*. De sorte qu'il est *parfaitement juste* de lui reprocher de se contredire, sinon littéralement, du moins *conceptuellement* — et cela non pas, certes, comme je l'ai écrit à tort, "entre la page 141 et 142", mais... dans la page 141 elle-même (entre autres) ! En effet, dans cette page même dont le titre parle de "recul de l'investissement manufacturier", et où tout indique qu'il faut comprendre ce recul dans un sens relatif, Daniel Gluckstein prétend déduire de ce fait-là sa négation de la "tendance (...) à la reproduction élargie du capital". *Or cette "déduction" est parfaitement absurde*. Elle ne serait vraie que si la reproduction tendait à ne plus être élargie, c'est-à-dire si elle se rapprochait constamment de zéro ou si elle passait au-dessous. *Mais je ne vois pas en quoi le fait, pour la FBCF, de passer de 14,6% à 12,4% du PIB pourrait fonder de près ou de loin l'affirmation selon laquelle la tendance globale, aujourd'hui, serait à la fin de la reproduction élargie*.

Du reste, il suffit de comparer les taux d'investissement actuels à ceux du XIXe siècle pour constater que les premiers, loin d'être inférieurs aux seconds, leur sont souvent supérieurs. Par exemple, en ce qui concerne la France, "la formation *brute* du capital fixe a atteint, sur l'ensemble du siècle [1820-1913], une moyenne de 2375 millions de francs par an, soit 12,9 % d'un produit intérieur brut, estimé à 18,4 milliards annuels"⁷⁰. Et, pour ce qui est de l'Angleterre, principale puissance capitaliste de l'époque, selon l'historien François Crouzet⁷¹ : "(...) la part du Produit national consacrée aux investissements fixes apparaît 'étonnamment bas' — ce qui peut expliquer que la croissance du Produit national britannique au XIXe siècle ait été soutenue, mais relativement lente". En effet, "même si l'on tient compte de l'accroissement des stocks (...), l'investissement intérieur brut du Royaume-Uni n'a dépassé (ni même atteint) 10 % du Produit national pendant

70 Cf. l'ouvrage de référence de Maurice Levy-Leboyer et François Bourguignon : *L'Économie française au XIXe siècle*, Économica, 1985, p. 292.

71 Cf. *L'Économie de la Grande-Bretagne victorienne*, Société d'édition d'enseignement supérieur, Paris, 1978, pages 127 à 129.

aucune décennie antérieure à 1914". Qu'on en juge : la Formation brute de capital fixe (FBCF) par rapport au PNB (sans tenir compte ni de l'augmentation des stocks, ni des investissements à l'étranger, négligeables avant 1850), a crû au rythme suivant (deux estimations un peu différentes sont données à partir des années 1860)⁷² :

1830-39 : + 4,1 %	
1840-49 : + 6,0 %	
1850-59 : + 5,4 %	
1860-69 : + 5,8 %	ou + 7,5%
1870-79 : + 6,5 %	ou + 7,6%
1880-89 : + 5,6 %	ou + 6,0%
1890-99 : + 6,0 %	ou + 6,9%
1900-09 : + 6,4 %	ou + 8,0%
1905-14 : + 5,2 %	ou + 6,1%

Si l'on intègre à ces estimations l'augmentation des "stocks et marchandises en cours de fabrication" et si l'on tient compte des investissements à l'étranger, surtout importants par rapport au PNB à partir de 1870, la formation brute globale de capital en Angleterre représente alors environ 8 % du PNB dans les années 1830, 10 % dans les années 1850 et atteint un maximum de 13 % environ dans la décennie 1869-1878, ou peut-être (selon certaines estimations) de 13,7 % dans les années 1905-1914.

Je n'y peux rien : ce sont les faits. Tout le monde sait que le rythme de croissance spécifique des "Trente Glorieuses" était tout à fait exceptionnel dans l'histoire du capitalisme (comme le rappelle François Crouzet dans son livre de 1978 que je viens de citer : "Depuis la Seconde guerre mondiale, la formation brute du capital fixe dans les pays avancés est de l'ordre de 20 à 25 % du PNB").

Dès lors, il y a deux solutions : ou bien les taux actuels de formation brute du capital productif par rapport au PNB ne prouvent pas en eux-mêmes que le capitalisme ne développe plus les forces productives, puisqu'ils sont voisins de ceux qui existaient au XIXe siècle — et alors il faut renoncer à cet argument majeur du livre de Daniel Gluckstein pour appuyer cette thèse, au lieu de le répéter sans tenir compte des faits ; ou bien il faut revoir cette thèse elle-même.

En effet, la question de fond qu'il faut poser ici est la suivante : ce que l'on pourrait appeler l'"innovation théorique" de Daniel Gluckstein, à savoir la catégorie de "désaccumulation productive", a-t-elle la moindre valeur théorique ? La réponse à cette question est simple, mais elle est négative, pour les raisons suivantes.

En français, le préfixe "dé(s)-" sert à exprimer le contraire de ce que signifie par lui-même le mot auquel il est accolé. Par exemple, la "décroissance" est le contraire de la "croissance". Si mon salaire est passé de 100F à 110F, il a nominalement crû de manière absolue ; s'il est passé de 100F à 90F, il a décré. Or l'accumulation du capital productif (ou extension de l'échelle de la production) est un concept qui permet de penser la croissance du capital comme étant le produit de sa propre valorisation (par et dans le processus de production). Logiquement, la "désaccumulation" ne peut donc pas signifier autre chose que la décroissance du capital comme produit de sa propre dévalorisation. Si mon capital passe d'une année sur l'autre de 100F à 110F, j'ai, en francs courants, accumulé 10 de plus que l'année dernière. Pour que l'on puisse parler de "désaccumulation", il faudrait que mon capital passe, par exemple, de 100 à 90. Or Daniel Gluckstein reconnaît lui-même que le capital productif continue de s'accumuler, de croître de manière absolue ; il constate en même temps qu'il y a un ralentissement effectif du rythme de l'accumulation, c'est-à-dire de la part

⁷² *Ibid.*, p. 128.

dont le capital productif s'est accru à la fin de l'année par rapport à sa valeur du début de l'année. Si l'on s'en tient à une point de vue purement descriptif, ce phénomène n'a donc *rien à voir* avec une "désaccumulation productive".

Certes, pour répondre à mes objections, Daniel Gluckstein affirme que la "désaccumulation productive" ne serait pas un "véritable processus", mais seulement une "tendance". Veut-il dire alors que la "désaccumulation productive" doit être comprise comme une tendance de la même manière que, par exemple, Marx parle de "loi tendancielle" au sujet de la baisse du taux de profit ? A cette condition, il semblerait que le concept de "désaccumulation productive" puisse avoir un sens. Le terme de "tendance", en effet, est utilisé par Marx pour exprimer les phénomènes réels régis par des "lois tendancielle", c'est-à-dire des lois qui ne se réalisent pas sans que des processus contraires, régis par d'autres lois, les contrecarrent constamment, au point d'en empêcher temporairement la réalisation empirique à telle ou telle période. Marx parle ainsi de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, qui est elle-même constamment réelle, effective, mais qui se heurte à des "contretendances" qui peuvent — ou non — l'empêcher d'aboutir à une baisse réelle, empirique, du taux de profit. La production théorique de toute "loi" a donc pour fonction d'expliquer la réalité effective. En effet, un processus tendanciel est certes "tendanciel", mais il n'en est pas moins réel, effectif, c'est-à-dire qu'il y a des moments où l'on peut constater empiriquement qu'il existe. Ainsi la baisse du taux de profit est-elle un processus réel, que l'on peut constater, à certaines périodes, au niveau de l'ensemble du capital social d'une société donnée, voire au niveau international — et c'est ce processus réel, empirique, qui a incité les prédécesseurs de Marx, en particulier Ricardo, à essayer de l'expliquer théoriquement.

Or il n'y a pas de processus de désaccumulation productive dans la réalité : il n'y a, dans les faits, qu'un ralentissement de l'accumulation du capital par rapport aux années 1945-1975. La prétendue "désaccumulation productive" n'est, ni de près, ni de loin, un processus réel que l'on pourrait constater. Daniel Gluckstein a tort de confirmer, en haut de la page 69 de *Critique d'une critique*, ce qu'il a écrit à la page 142 de son livre, à savoir que la "décélération de la croissance du capital dans les industries manufacturières (...), si elle se prolongeait, déboucherait sur un véritable processus de désaccumulation productive". En effet, d'une part, pour que ce risque soit réel, il faudrait que, d'ores et déjà, cette décélération soit elle-même un processus continu ; or cela n'est nullement prouvé par les chiffres présentés par notre camarade : il n'y a ni accélération du rythme de la décélération, ni même, surtout, décélération continue et progressive du taux d'investissement, mais seulement un recul relatif, et encore : seulement si l'on compare des dates éloignées entre elles de vingt ans et si l'on s'en tient au calcul de la FBCF des "pays à revenus élevés" par rapport à leur *PIB* ; car, comme je l'ai dit dans ma première contribution sur la base des chiffres fournis par Daniel Gluckstein lui-même, le calcul de la FBCF par rapport à leur *PNB* (Produit National Brut) montre au contraire, quant à lui, non seulement que la croissance du taux d'investissement du capital a été absolue au cours des années 1980-1993, mais encore que le rythme de cette croissance a été plus fort que dans les années 1970. D'autre part, rien ne dit qu'une décélération réelle de la croissance, même prolongée, aboutisse *nécessairement* à son contraire, c'est-à-dire à une décroissance ou une désaccumulation : la reprise et la stagnation sont également possibles, et rien ne prouve qu'elles soient moins vraisemblables que la décroissance absolue.

Cependant, pour faire plaisir à notre camarade, faisons un instant l'hypothèse qu'il y ait une tendance à la "désaccumulation productive" qui se manifeste aujourd'hui sous la forme d'une simple décélération de l'accumulation productive, mais qui puisse ou doive se réaliser tôt ou tard sous la forme d'une désaccumulation effective. Dans ce cas, il faudrait produire théoriquement une "loi de la désaccumulation productive tendancielle", fût-ce une loi propre à l'impérialisme d'aujourd'hui, ce que, force est de le constater, Daniel Gluckstein n'a pas fait. Mais est-il seulement possible qu'une telle loi existe ? A la note 24 de la page 93 (dans un passage consacré à tout autre chose), notre camarade qualifie mon "imagination" d'"impuissante" parce que j'ai nié, dans ma première

contribution (p. 18), qu'"une désaccumulation productive effective" soit possible "sur une longue durée dans le cadre du mode de production capitaliste". Il décrète alors : "Impossible n'est pas marxiste". Quel bel argument ! Le fait même qu'il relègue une telle remarque dans une simple note, au détour d'un passage consacré à tout autre chose, prouve qu'il est à mille lieues de mesurer l'importance du problème posé.

Il ne s'agit certes pas chez lui d'une imagination "impuissante", mais, ce qui est incomparablement plus grave en l'occurrence, d'une conceptualisation "impuissante". En effet, il ne saisit pas que, si une désaccumulation durable du capital social était possible, si une nouvelle loi, la loi de la baisse tendancielle du taux d'investissement, existait, alors ce que Marx appelle "la loi générale de l'accumulation capitaliste", exposée dans le détail et dans l'ensemble à la septième section du livre I du Capital, deviendrait caduque. Alors, Marx aurait eu tort d'écrire et de démontrer que "le procès de production capitaliste est (...) par essence procès d'accumulation" (je souligne) ; de même, il aurait eu tort d'écrire : "A mesure que progresse la production capitaliste, la masse de valeur qui doit obligatoirement être simplement reproduite, conservée, s'accroît et augmente avec la productivité du travail, même si la force de travail utilisée demeurerait constante" ⁷³ ; ou encore, il aurait eu tort d'écrire : "la production capitaliste ne saurait exister et durer que pour autant que la valeur-capital se met en valeur" ⁷⁴. Alors, les livres II et III, parce qu'ils sont le prolongement et le développement directs de la septième section du livre I, parce que tout leur contenu présuppose le fait et la loi de l'accumulation, deviendraient caduques eux aussi. Mais, dans ce cas, il faut le dire, il faut expliquer quelle est la nouvelle "loi générale" du capital, et comment elle se relie à la théorie de Marx. Daniel Gluckstein ne connaît-il pas plus la septième section du livre I qu'il ne connaît le livre II et qu'il ne comprend la loi de la baisse tendancielle du taux de profit du livre III ?

En fait, si notre camarade avait raison, le capitalisme ne serait plus le capitalisme. En effet, le capital n'existe que sur la base de son autovalorisation, l'autovalorisation signifiant l'accumulation du capital productif, c'est-à-dire la reproduction, nécessairement élargie dans la réalité, du capital. Cela est-il devenu faux ? Les faits ne le prouvent nullement : la reproduction du capital productif continue de se faire à un rythme semblable ou supérieur à celui de l'époque où Marx écrivait. Pour Marx, le concept même de capital est inséparable de celui d'accumulation. Selon lui, il est rigoureusement impossible que le capitalisme survive (de manière durable) sur la base d'une désaccumulation productive effective — alors qu'il peut supporter une baisse du taux de profit réelle sur une longue durée. De fait, jusqu'à présent, même dans la pire des crises générales que le système ait connues, celle des années 1930, il n'y a peut-être eu, au maximum, que quelques années pour lesquelles on puisse parler d'une "désaccumulation productive". Cela n'a jamais été le cas sur plusieurs années. C'est pourquoi, d'ici à ce que l'on me prouve que Marx se soit trompé sur ce point, je considérerais, pour ma part, que le "concept" de "désaccumulation productive" est soit un vocable terminologiquement nuisible (s'il signifie simplement : ralentissement du rythme de l'accumulation productive), soit un concept vide, sans objet réel et même sans objet simplement possible.

73 Cf. *Le Capital*, livre III, E.S., tome VI, p. 231.

74 Cf. *Le Capital*, livre II, chapitre IV. — On se souvient que Daniel Gluckstein comprend mal la loi de la baisse du taux de profit. Et pour cause : "Baisse du taux de profit et accélération de l'accumulation, écrit Marx, ne sont que des expressions différentes d'un même procès, en ce sens que toutes deux expriment le développement de la productivité. De son côté, l'accumulation accélère la baisse du taux de profit dans la mesure où elle implique la concentration du travail sur une grande échelle ; d'où une composition plus élevée du capital. D'autre part, la baisse du taux de profit accélère à son tour la concentration du capital et sa centralisation par la dépossession des capitalistes de moindre importance, l'expropriation du dernier carré des producteurs directs, chez qui il restait encore quelque chose à exproprier. Ce qui d'un autre côté accélère à son tour l'accumulation, quant à la masse, bien que le taux d'accumulation baisse avec le taux du profit." (*Le Capital*, livre III, ES, tome 1, p. 254 ; je souligne. — Comme on le voit, tous les phénomènes actuels qui troublent tant notre camarade ont été impeccablement expliqués par Marx dans leurs relations dialectiques.)

En fait, quant au fond, une "théorie" réelle de la "désaccumulation productive" du capital ne saurait être qu'une nouvelle mouture du mythe économiste, mécaniste, objectiviste, très en vogue chez les opportunistes de la IIe Internationale, de l'auto-effondrement spontané du système capitaliste, dont la destruction serait alors la conséquence de son épuisement progressif. Or, en réalité, la tendance à l'auto-effondrement existe bien dans le capitalisme, mais les causes qui la contrecarrent existent tout autant, de sorte que seule la lutte des classes décide en définitive si les crises périodiques du système sont surmontées ou si elles se transforment en crises révolutionnaires ouvertes.

- Le dernier paragraphe de la page 68, qui est censé révéler au lecteur impatient rien de moins que "l'objectif de (ma) longue polémique" contre la "démonstration" de Daniel Gluckstein, confirme en réalité l'absurdité du "concept" de "désaccumulation productive". En effet, alors que j'ai écrit, pour m'opposer précisément à ce "concept" : "la croissance des profits est si importante qu'elle permet aux entreprises à la fois de *poursuivre l'accumulation productive* (la part des profits réinvestie continue de croître de manière absolue) et d'*investir une part croissante, voire majoritaire, de ces profits dans la spéculation*", notre camarade affirme... que je dirais la même chose que lui lorsqu'il parle d'une tendance à la "désaccumulation productive". Non, nous ne disons nullement la même chose : selon moi, le constat d'une "poursuite de l'accumulation productive" au niveau global est rigoureusement exclusif de la thèse glucksteinienne d'une tendance générale à désaccumulation productive — quelle que soit la part de la spéculation dans l'économie.

- L'avant-dernier paragraphe de la page 69 n'a aucun sens et ne prouve en tout cas nullement que ma démonstration ressemblerait "à s'y méprendre à ce serpent qui se mord la queue". Le fait que le poids grandissant de la spéculation soit "un facteur de déstabilisation" et conduise à une politique aggravée de "restructurations/liquidations/destructions", ne prouve nullement que cela entraîne une désaccumulation productive. Les restructurations, bien qu'elles reposent en général sur la destruction de milliers d'emplois et sur la liquidation des acquis ouvriers, n'ont pas pour but et pour effet de produire moins, mais de produire à moindre coût pour conquérir de nouveaux marchés, donc de continuer à reproduire le capital sur une échelle élargie. Du reste, comme je l'ai indiqué dans la note 19, page 15 de ma première contribution, la question de l'évolution du capital productif n'est jamais posée par Daniel Gluckstein qu'en termes de *valeurs* — et c'est pourquoi je n'ai discuté que sur ce terrain. Mais, en réalité, cette question se pose avant tout en termes de *valeurs d'usage* — seule manière de savoir quelle est l'évolution de la puissance productive réelle des entreprises. Or, à cet égard, il est bien évident que maintes "restructurations-liquidations-destructions" permettent une augmentation de la capacité productive (en termes de valeurs d'usage) des entreprises qui les décident. On le voit : au sujet du "capital productif" comme au sujet des "forces productives du travail" — dont le premier n'est que la manifestation fétichisée — la définition du travail productif comme productif de valeur, et non comme avant tout productif de valeurs d'usages, n'en finit pas de faire des ravages dans les considérations à visée théorique de Daniel Gluckstein.

- Le dernier paragraphe de la page 69 est un nouvel exemple de cette mauvaise foi qui permet de ne jamais répondre aux vraies questions. En l'occurrence, pour préparer le terrain, notre camarade fait mine de ne pas comprendre que je lui reproche de ne jamais dire qu'il y a une hausse absolue des investissements et du capital productifs (et cela donne un tour burlesque à sa question : "mais que disons-nous d'autre ?", puisque, précisément, il ne le dit jamais clairement dans son livre). Puis il prend son ton soupçonneux et s'interroge : "Que cherche à démontrer le camarade Wolfgang ?", écrit-il. Il rappelle alors, avec une apparente lourdeur, mon erreur de lecture du titre de la page 141 de son livre — dans le but, en réalité, de mieux suggérer l'idée que je chercherais à faire de fausses citations. En effet, il ajoute immédiatement : "Quand nous écrivons 'baisse du taux' (par

définition relative), [Wolfgang] prétend nous citer en écrivant 'baisse du niveau' (absolue)". *Mais qui falsifie qui ? Où et quand, dans le passage en question de ma contribution, ai-je prétendu le citer en parlant de "baisse du niveau" ? Encore une fois, "c'est un leurre pur et simple"*. Cela est d'ailleurs confirmé par le fait qu'il ajoute à cette prétendue pseudo-citation le terme d'"absolu", pour faire croire que quand je parle, dans le cas en question, d'une baisse du niveau de l'investissement, non seulement je le cite (ce que je ne prétends nullement), mais encore j'entends par cette baisse une baisse absolue. Mais qu'ai-je écrit précisément ? J'ai affirmé : "le niveau de l'investissement par rapport au PNB est inférieur en 1993 à ce qu'il était en 1970". Premièrement, donc, j'ai parlé d'un *niveau par rapport au PNB*, c'est-à-dire d'un niveau *relatif*, dont la baisse est par conséquent elle-même relative (elle se mesure par rapport au PNB) ; et deuxièmement je n'ai nullement prétendu "citer", en l'occurrence, *Lutte des classes et mondialisation*. "Que cherche à prouver" le camarade Daniel Gluckstein ?

• Enfin, les notes 15 et 16 (pages 69-70) doivent retenir l'attention car, une nouvelle fois, celui-ci ne comprend pas ou plutôt, manifestement, fait semblant de ne pas comprendre la critique que je lui adresse. En effet, contrairement à ce qu'il écrit, je ne dis nullement, dans le passage en question de ma première contribution (p. 17), que le calcul de la FBCF par rapport au PIB et le calcul de la FBCF par rapport au PNB différaient en ceci qu'ils n'indiqueraient pas tous les deux la baisse effective (et non la "tendance à la baisse"...) du taux d'investissement par rapport à la masse du capital productif. Manifestement, Daniel Gluckstein espère que le lecteur n'ira pas vérifier ce que j'ai vraiment écrit... ce qui lui permet de ne pas répondre à ma véritable objection, selon laquelle il a passé sous silence le fait que, dans les pays "à revenu élevé", pendant les années 1980-1993, la croissance annuelle du volume de la FBCF a été de 3,4%, alors qu'elle n'était que de 2,3% entre 1970 et 1980. J'ai critiqué ce silence, car il prouvait, à mes yeux, que celui-ci ne prenait pas en considération les chiffres qui indiquaient un progrès de la production capitaliste, se contentant de ceux qui semblaient indiquer le contraire — et c'est pourquoi j'ai ironiquement qualifié ces chiffres d'"ennuyeux pour sa démonstration"⁷⁵ concernant la prétendue "désaccumulation productive". En effet, les chiffres qu'il a passés sous silence indiquent que, malgré le ralentissement de la croissance de la FBCF calculée par rapport au PIB, *la FBCF considérée dans son volume n'en a pas moins connu non seulement une croissance absolue chaque année, mais encore une accélération du rythme de cette croissance*. Enfin, par la même occasion, je remarquais que, entre le tableau de la page 141 et celui de la page 144, la FBCF n'était pas calculée de la même façon, et j'indiquais que Daniel Gluckstein ne l'avait même pas remarqué, alors que cette différence n'est pas négligeable. J'essayais, pour ma part, par un souci de rigueur dont j'estime qu'il est la moindre des choses quand on prétend analyser la réalité, de proposer une explication de cette différence. Plutôt que de reconnaître qu'il aurait dû parler des chiffres qu'il a passés sous silence, plutôt que d'examiner si mon explication de la différence entre les deux tableaux est vraie ou fausse, notre camarade préfère la qualifier d'"abracadabrante" et passe son chemin... tout en jurant ses grands dieux qu'il est prêt à reconnaître ses erreurs. Quelle belle réfutation !

Mais, pour donner en quelque sorte le change, il nous annonce avec tambours et trompettes, toujours dans cette note 16, qu'il va corriger une erreur — comme si le fait de corriger *une* erreur prouvait qu'il est prêt à le faire pour les autres ! En l'occurrence, l'erreur dont il nous parle est tellement minuscule (ce qui explique le choix de la corriger ?) qu'elle n'est pas visible à l'œil nu,

⁷⁵ Évidemment, cette proposition d'explication que j'ai avancée pour rendre compte de son silence ne lui a pas plu. Il affirme : "Daniel Gluckstein n'est ennuyé par rien du tout". S'il nous le dit ! Mais Wolfgang, lui, serait "dérangé"... par la "vérité", si du moins l'on en croit l'"abracadabrante" note 14 des pages 67-68. Or force est de constater qu'il y a une petite différence entre ces deux cas : dans le cas de Daniel Gluckstein, un fait a bien été passé sous silence, qui, comme par hasard, contredisait au moins partiellement un élément important de sa démonstration. En revanche, dans mon cas, comme le lecteur l'aura constaté par lui-même, la "vérité" qui est censée me "déranger" est précisément... celle-là même que j'ai dû rappeler pour pallier le manque de rigueur terminologique de notre camarade ! Mais attention, restons sérieux : le plaisir de polémiquer n'a rien à voir là dedans, ça non, c'est bien sûr...

puisque notre camarade s'est simplement trompé en recopiant certains chiffres dans son premier tableau (et, par conséquent dans le second). Mais, aussi invraisemblable que cela paraisse, notre camarade en profite pour suggérer qu'il eût été possible au lecteur (et à moi en particulier) de s'en rendre compte, alors que l'erreur porte sur des chiffres absolus et que ces chiffres expriment des grandeurs inimaginables, des centaines et même des milliers de milliards de dollars ! En revanche, quant au fond, il ne nous dit toujours rien sur le caractère parfaitement fictif de son exemple : ni il ne reconnaît cette fiction, ni il ne réfute mes arguments qui montrent que c'en est une.

Bref, les éléments de réponse que Daniel Gluckstein apporte à mon troisième groupe d'objections, contiennent plusieurs accusations infondées contre moi, mais pas le moindre argument convaincant. Ils confirment la plus grave des erreurs de notre camarade : sa croyance complètement infondée, contraire tant à la réalité empirique qu'à la théorie de Marx, selon laquelle le capital productif d'aujourd'hui serait caractérisé par une "tendance à la désaccumulation productive" et ne connaîtrait plus, tendancielle, de reproduction élargie. Cet argument, le plus développé dans son livre, est certainement celui qui est le plus éloigné de la vérité, celui qui a le moins de chance de faire douter du développement continu des forces productives aujourd'hui, puisqu'il est tout au contraire l'une des manifestations les plus claires de celui-ci.

d) Quelle réponse à ma quatrième objection ?

Ma quatrième objection (pp. 19-20 de ma première contribution) peut être résumée de la manière suivante : pourquoi la "dévalorisation" de la force de travail est-elle systématiquement assimilée à sa "destruction" et pourquoi celle-ci est-elle systématiquement identifiée au "déclin des forces productives" ?

Dans *Critique d'une critique*, on peut distinguer deux passages, d'ailleurs redondants, qui prétendent apporter des éléments de réponse à cette question.

a) Dans le premier passage (pages 52-53), Daniel Gluckstein préfère une nouvelle fois mobiliser sa rhétorique et susciter l'indignation du lecteur contre mes positions, en lieu et place d'une vérification scientifique de la validité des catégories qu'il emploie et d'un examen sérieux de la réalité économique prise au niveau mondial. Il reproduit près d'une page entière du compte-rendu du *Tribunal Afrique*. Puis il me demande : "Ne s'agit-il pas de la plus terrifiante destruction au monde de la principale force productive : force de travail humaine ?" A cette question, je réponds par l'affirmative. Mais j'ajoute, parce que cela est conforme à la réalité objective : la situation de l'Afrique n'empêche pas que les forces productives de l'humanité dans son ensemble croissent de manière absolue. D'ailleurs, il faudrait savoir si, en Afrique même, le nombre de personnes qui travaillent et le nombre de jours travaillés, la production absolue de richesses et la productivité croissent, stagnent ou déclinent. D'une part, il est évident que le nombre croissant de personnes qui vivent dans la misère, la guerre, les épidémies, la répression, etc., constituent autant de preuves des avancées de la barbarie capitaliste dans ce continent plus que partout ailleurs ; et seule une autre organisation de la société, le socialisme, pourra mettre fin à cette situation, qui sans cela ne cessera de s'aggraver à un rythme accéléré, en Afrique comme dans le reste du monde. Mais d'autre part, il ne semble pas que la production africaine globale ait connu une régression absolue, en tout cas pas avant une date récente, bien qu'elle stagne indiscutablement depuis vingt ans. En tout cas, si l'on considère la production réelle de l'Afrique par habitant et si on la mesure en valeurs (Produit Intérieur Brut par tête, rapporté aux prix et parité de pouvoir d'achat en 1990), on constate qu'elle stagne sans décliner absolument (le taux de croissance annuel moyen se situant entre 0% et 0,2%

depuis 1979). Le taux de croissance annuel de l'industrie africaine subsaharienne était de 0,6% dans les années 1980, celui de l'agriculture de 2,5%, celui de la production céréalière de 2,4%, le taux d'investissement de 15%... Si l'on tient compte des disparités régionales croissantes, d'une part, du pillage aggravé de ces richesses par l'impérialisme (en particulier le système de la prétendue "dette"), d'autre part, on comprend que la progression accélérée de la misère, de la dégradation sociale généralisée et de la barbarie en Afrique va de pair avec une situation où les forces productives mises en œuvre sur ce continent, dans le cadre du marché mondial, ne connaissent peut-être pas encore un déclin global absolu⁷⁶.

Daniel Gluckstein persiste ensuite (en haut de la page 53) à ne pas comprendre ce que j'ai écrit. A mon objection, selon laquelle la dévalorisation de la force de travail ne saurait être *systématiquement* assimilée à sa destruction physique, il répond qu'il s'agit là d'une "question pratique", appelant une "réponse pratique". Bien sûr, en apparence, cela fait bien, pour quelqu'un qui se réclame du marxisme, de dire que tout se ramène à des "questions pratiques". Mais, en réalité, notre camarade montre là une nouvelle fois qu'il ne comprend pas grand-chose à la théorie. Je persiste et signe : cette question est une question théorique. Elle est traitée conceptuellement par Marx dans *Le Capital*, comme je l'ai déjà rappelé plusieurs fois. Mais, fidèle à ma méthode de lecture, j'accepte de répondre précisément aux questions qui me sont posées ici.

D'une part, je pense qu'il faut relativiser l'affirmation, globalement juste, selon laquelle le remplacement d'un travailleur américain par un travailleur mexicain signifie en soi une réduction de la capacité de consommation de la force de travail. Le travailleur américain privé d'emploi ou obligé d'accepter un travail moins bien payé voit certes sa capacité de consommation baisser ; mais le travailleur mexicain sans travail qui trouve cet emploi dans son pays voit sa capacité de consommation augmenter. Certes, entre-temps, pour le patron, le coût du travail a pu diminuer dans une proportion de 10 à 1 ; mais, au Mexique, le prix des marchandises, d'une part, et le standard de vie moyen, d'autre part, sont très inférieurs à ceux des États-Unis. De toute façon, là encore, cet exemple ne prouve pas à lui seul que le transfert d'emplois des États-Unis vers le Mexique implique une perte absolue de forces productives. Au contraire, si cela a lieu, c'est que le patron y a intérêt, que cela lui permet d'augmenter son profit industriel ; et s'il augmente son profit, c'est qu'il réalise plus de plus-value sur le marché. On ne peut aller plus loin avec cet exemple. La question des forces productives de l'humanité, ou même d'une nation, se pose à un niveau global — "macro-économique".

D'autre part et surtout, au sujet de la réduction de la capacité de consommation des travailleurs, j'ai déjà expliqué que, dans ce cas, la reproduction de la force de travail serait "défectueuse" par rapport au standard de vie moyen (telles sont "les conséquences sur la force de travail"), mais que l'on ne pouvait l'appeler pour autant un "processus de destruction", car les forces de travail qui consomment moins ne sont pas "détruites" en tant que forces de travail, tant que leur capacité de produire demeure intacte ; or, chacun sait que, pour n'avoir plus la force physique et nerveuse de travailler, il ne suffit pas de voir baisser son pouvoir de consommation : il faut que celui-ci tombe au-dessous du "minimum vital", niveau auquel le démantèlement des acquis sociaux n'a pas encore conduit les travailleurs actifs (forces de travail effectives) dans la plupart des pays du monde, en particulier dans les pays les plus riches, où se concentre l'essentiel de la production des richesses mondiales. (Je fais ici abstraction du fait que, indéniablement, l'exploitation capitaliste comme telle — cadences infernales, etc., sans parler des accidents du travail — a des effets nocifs

76 Il faudrait évidemment faire une étude complète sur ce sujet. Je n'ai pu que consulter rapidement, sans pouvoir les étudier à fond, les ouvrages dont sont extraits les quelques chiffres cités : *Compétitivité des nations. Rapport du CEPII* (Centres d'Études prospectives et d'informations internationales), Paris, Économica, 1998, et *Économie mondiale*, CEPII, Michel Fouquin, 1991, chapitre sur "L'Économie africaine en 1990".

sur la santé et l'espérance de vie des travailleurs : cela est vrai de toute façon, quel que soit le montant du salaire.) Encore une fois, le trait d'union que Daniel Gluckstein met systématiquement entre "dégradation" de la capacité de consommation et "destruction" de la force de travail comme telle n'exprime pas encore, à ce jour, la réalité de ce que vit la majorité des travailleurs du monde, si l'on entend par là une destruction physique (or Daniel Gluckstein ne parle évidemment pas ici de la "destruction" de la valeur-capital — capital constant et capital variable —, c'est-à-dire de la dévalorisation constante du capital qui résulte de l'augmentation constante des forces productives). Indéniablement, le recul de l'espérance de vie en Afrique et en Russie, ainsi que la dégradation des conditions sanitaires aboutissant à une augmentation des morts médicalement évitables, sont bien des processus de destruction des travailleurs réels et surtout des travailleurs potentiels (les enfants, les sans-travail, etc.) ; mais la mort facilement évitable de dizaines de millions d'être humains improductifs, peu productifs, ou aisément remplaçables par les travailleurs potentiels de "l'armée industrielle de réserve" ne prouve nullement, en soi, que les forces productives effectivement mises en œuvre déclinent. En effet, là encore, on ne peut s'interroger sur les "forces productives de l'humanité" qu'à l'échelle de toute une société, et même à l'échelle mondiale : les processus comme ceux qui ravagent l'Afrique et bien d'autres régions du monde n'empêchent pas, à ce jour, une croissance absolue des forces productives effectivement mises en œuvre à l'échelle mondiale.

b) Une second passage censé contenir des éléments de réponse à ma quatrième objection se trouve à la page 57 de *Critique d'une critique*. Daniel Gluckstein fait une longue citation d'un passage de ma première contribution (p. 20) où je discute du concept de "destruction de la force de travail" qu'il ne cesse d'employer dans son livre sans jamais le définir. Notre camarade va-t-il accepter la discussion théorique, va-t-il montrer si la détermination conceptuelle que je propose est correcte ou incorrecte ? Moins que jamais. Il se lance dans de nouvelles tirades rhétoriques, qui mentionnent certains éléments de la réalité sociale. La plupart des problèmes qu'il pose se ramenant à celui de savoir si la reproduction des forces de travail est ou non "défectueuse" aujourd'hui, ils reviennent à s'interroger sur l'évolution des capacités de consommation des masses, dont je traite ci-dessous. Quant à la question de ce que représente aujourd'hui la destruction physique (extermination) des êtres humains victimes du fonctionnement du système, notre camarade n'a pas besoin de me rappeler sous quelles formes elle se manifeste : je le sais aussi bien que lui. La question posée à ce moment-là de ma contribution était celle de savoir si une telle destruction physique avait ou non une conséquence sensible sur le niveau des forces productives mises en œuvre à l'échelle mondiale pour produire des valeurs d'usage. Le rappel par notre camarade de quelques exemples de ces réalités connues de tous ne constitue pas une réponse à cette question. Mais ni son appel à la vindicte publique, ni la multiplication des points d'exclamation ne conféreront la moindre valeur argumentative à ses propos. Il s'agit de discuter rationnellement en déterminant correctement des concepts, et le concept de "destruction" ne saurait être utilisé pour désigner tout et n'importe quoi. Il s'agit d'une question théorique, et non d'une question pratique : en faisant croire le contraire, notre camarade essaie de me discréditer politiquement ; il ne fait que se discréditer théoriquement.

La confusion conceptuelle, dont nous avons discuté dans la première partie de ce texte, entre la dévalorisation de la force de travail et sa reproduction défectueuse, d'une part, l'assimilation systématique de la reproduction défectueuse avec la destruction physique de la force de travail, d'autre part, sont les deux clés qui permettent d'expliquer la confusion persistante de Daniel Gluckstein entre la dévalorisation de la force de travail et la destruction des forces productives.

e) Quelle réponse à ma cinquième objection ?

Selon ma première contribution (pp. 20-22), "la cinquième objection tient à la question de l'évolution du niveau de vie des masses. A ce sujet, Daniel Gluckstein ne cesse de parler de la "réduction des capacités de consommation des masses" et même de "baisse de pouvoir de consommation de l'immense majorité de la population" (p. 178 et *passim*) qui serait selon lui un fait avéré exprimant le processus de "dislocation" effective du marché mondial : là encore, on ne sait pas s'il s'agit d'une réduction absolue ou d'une réduction par rapport à l'augmentation rapide de la population mondiale. Mais surtout, notre camarade ne fournit pas de documents permettant de vérifier ses affirmations : ses lecteurs doivent donc le croire sur parole".

Les éléments de réponse de *Critique d'une critique* à cette objection sont censés se trouver essentiellement dans la partie intitulée : "*La consommation des ménages a cessé de croître Vraiment ?*", pages 58 et suivantes⁷⁷. Nous allons suivre ses pages dans un ordre linéaire. Il s'agit évidemment d'une question décisive, si l'on définit les forces productives en se référant *vraiment* aux besoins humains.

Daniel Gluckstein commence encore une fois pas à appeler "position politique" le fait que je conteste ses affirmations non prouvées. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le voir, il interprète toute contestation de ses affirmations comme des "positions politiques", de préférence des positions politiques ennemies. En l'occurrence, une telle accusation me vient de mon souci de chercher la vérité sur la base des faits — souci qui, certes, passe notamment par la critique et la réfutation des affirmations du livre de notre camarade. Me voilà donc obligé, encore une fois, de rétablir les faits — fût-ce en commençant par raconter ma vie.

Quand j'ai lu, dans *Lutte des classes et mondialisation*, que, en France, durant les années 1980, "production et consommation" se sont "effondr(ées)", cela m'a surpris. Refusant par principe de croire qui que ce soit sur parole, j'ai donc décidé de me renseigner. Je suis allé dans une bibliothèque, et j'y ai trouvé une étude du CREDOC — qui est un organisme de recherche sur les conditions de vie des Français. Or les conclusions de ce document sont opposées aux affirmations de Daniel Gluckstein sur le point en question. Comme, d'autre part, Daniel Gluckstein ne fournit aucune preuve à l'appui de ce qu'il affirme, alors que les chercheurs du CREDOC, quant à eux, tirent leurs conclusions de données objectives (faits, chiffres, enquêtes...) fondées sur la détermination précise et explicite de différents paramètres, il est scientifiquement légitime que, sur le point en question, j'aie accordé ma confiance aux chercheurs du CREDOC plutôt qu'à notre camarade. Voilà tout.

Si, maintenant, celui-ci a des documents précis à opposer à ceux du CREDOC, qu'il le fasse, je les étudierai et je modifierai éventuellement mes conclusions. Mais, aussi incroyable que cela paraisse, *il ne fournit aucune preuve du contraire de ce que dit le CREDOC*. Pire : il ose suggérer un amalgame entre ces gens sérieux qui font leur métier — et qui peuvent certes se tromper, mais il faut le prouver — et les thuriféraires de Mitterrand. Au passage, il fait un second amalgame entre ces derniers et... moi — parce que je fonde mes propos sur les données du CREDOC ! Je trouve cette attitude parfaitement stupide⁷⁸. Il est bien évident que la réalité de la dégradation des

77 Je passe (cela commence à me lasser) sur le fait que le titre de cette partie ("la consommation des ménages n'a pas cessé de croître : vraiment ?") ressemble à une citation de mon texte... mais qu'elle n'est pas une citation exacte. En effet, une nouvelle fois, Daniel Gluckstein tronque cette "citation", puisqu'il coupe (sans prévenir) son début et sa fin, en particulier les deux mots qui suivent immédiatement : "en France". Or, évidemment, cela change tout.

78 Pour donner un peu de contenu à son affirmation selon laquelle, en citant le CREDOC, je défendrais une "position politique", Daniel Gluckstein ose affirmer que les coups qui sont portés aux travailleurs, en particulier la loi Aubry, "ne m'intéresse(nt) pas". Heureusement, le journal dont il est par ailleurs le directeur politique, *Informations ouvrières*, a relaté que les travailleurs de mon lieu de travail ont manifesté, notamment à mon initiative, le 1er février 2000, avec leurs organisations syndicales FO et CGT, sous une banderole commune "contre la loi Aubry, loi de régression sociale". Je pourrai toujours présenter cette pièce digne de foi si Daniel Gluckstein persiste à me faire un "procès" politique

conditions de vie de plusieurs millions de personnes (réalité d'ailleurs indiquée par le CREDOC) ne prouve nullement que, d'un point de vue global, dans la France des années 1980, la consommation se soit "effondrée" — ce qu'il s'agissait pourtant de démontrer. Encore une fois, seuls des documents sérieux concernant les conditions de vie des Français dans les années 1980 peuvent permettre de se prononcer de façon globale ; seuls des documents contradictoires avec ceux du CREDOC et plus convaincants qu'eux me feront personnellement changer d'avis⁷⁹. Le dénigrement ne saurait remplacer l'argument.

En attendant, je livre une nouvelle série de faits qui corroborent ceux constatés par le CREDOC. Selon le recueil de l'INSEE intitulé *Données sociales 1996, La Société française*, la consommation marchande des ménages vivant en France, considérée en valeur, a progressé de 6,7 % par an entre 1981 et 1994, leur consommation d'enseignement de 7 % par an, leur consommation de santé de plus de 8% par an et leur consommation de logement de 10 % par an (p. 392). Selon un chercheur, Gérard Abramovici, qui publie dans ce même recueil (pp. 383 à 388) une étude sur *La consommation des ménages depuis 1950* :

"Le développement économique que la France a connu depuis 1959 s'est traduit par une progression quasi continue du revenu et de la consommation des ménages. Le pouvoir d'achat par habitant a été multiplié par 2,5 entre 1959 et 1994 et la progression du volume de la consommation par tête a été du même ordre. (...) Globalement, consommation et pouvoir d'achat ont été multipliés par un peu plus de 3,3.

La croissance globale de la consommation n'a toutefois pas été uniforme sur l'ensemble de la période. Jusqu'en 1973, pouvoir d'achat et consommation en volume se sont accrus à un rythme élevé qui a atteint respectivement 5,8% et 5,4% en moyenne annuelle. Après le premier choc pétrolier, pouvoir d'achat et consommation ont augmenté à un rythme nettement moins rapide, de l'ordre de 3% en moyenne par an de 1974 à 1981.

Les évolutions annuelles de la consommation des ménages ne sont cependant pas systématiquement calquées sur celles de leur revenu. Les ménages peuvent en effet restreindre leur épargne pour consommer plus (...) ou, à l'inverse, décaler dans le temps certaines dépenses, comme les achats de biens durables (...). *De 1982 à 1987, les ménages ont continûment consommé plus que ne leur permettait la stricte progression de leur pouvoir d'achat. La croissance de la consommation en volume s'est maintenue au rythme moyen de 2,6 % par an, alors que dans le même temps, leur pouvoir d'achat n'augmentait en moyenne que de 1,3 % par an. Au contraire, entre 1988 et 1993, la consommation a progressé moins vite que le pouvoir d'achat (respectivement + 1,8 % et + 2,4 %). En 1994, l'accroissement de la consommation a été de nouveau supérieur au pouvoir d'achat.*" (C'est moi qui souligne, W.)

Dans cette même étude, un graphique montre que pouvoir d'achat et consommation ont vu leur croissance se ralentir de manière nette entre 1960 et 1994. *Mais le pouvoir d'achat, mesuré en volume global, n'a diminué de manière absolue qu'entre 1982 et 1984, et surtout la consommation, mesurée en volume global, n'a pas connu une seule année de baisse absolue (l'année 1993 a été une année de stagnation absolue).*

En ce qui concerne le "taux d'équipement" des ménages, les faits donnés par l'INSEE confirment les analyses du CREDOC que Daniel Gluckstein conteste (p. 15) sans apporter la

contraire aux faits... S'il ne peut pas comprendre que l'on puisse à la fois combattre la politique des gouvernements et constater que les effets de celle-ci ne sont pas encore adéquats à leurs objectifs, c'est son problème, ce n'est pas le mien.

⁷⁹ Soit dit en passant, j'écris cela d'autant plus tranquillement que j'ai personnellement la chance de faire partie à la fois de ceux qui sont devenus précaires, de ceux qui ne sont couverts ni par un statut, ni par une convention collective, ni par le Code du travail, de ceux qui ont vu diminuer de manière absolue et significative leur pouvoir d'achat dans les derniers temps — et pour plusieurs années —, tout cela malgré la progression parallèle de ma qualification. Mais, tout en mesurant parfaitement la signification sociale de ma situation personnelle, je n'oublie pas que la logique élémentaire n'autorise pas à induire une généralité d'un cas particulier.

moindre preuve à l'appui de ses dires. Par exemple, alors qu'en 1980, 70,3 % des ménages possédaient au moins une automobile, ils étaient 76,6 % en 1990 et 77,8 % en 1993. Pour les téléviseurs, on est passé, aux mêmes dates, de 89,4 % à 94,3 puis à 94,6 %. Pour les réfrigérateurs, de 94,9 à 98,2, puis à 98,8 %. Pour les lave-linge, de 79,2 à 87,9, puis à 89,2 %. Enfin, pour les lave-vaisselle, de 15,8 à 30,8, puis à 33,5 %. Ces chiffres prouvent donc que les conditions de vie des Français en matière de biens d'équipement ont connu une amélioration à la fois absolue et très nette. Les tendances sont encore plus marquées pour des biens comme les magnétoscopes, les chaînes hi-fi, les baladeurs, les lecteurs laser, les caméscopes, etc.

Tels sont les faits : ils n'ont rien à voir avec un "effondrement de la consommation" dans les années 1980, puisqu'il s'agit seulement d'un ralentissement — certes très sensible — du rythme de croissance annuel du volume global de la consommation des ménages. Il n'y a donc aucun phénomène de rétrécissement, et encore moins de "dislocation", du marché en France⁸⁰. Daniel Gluckstein peut répéter tant qu'il veut (p. 57, p. 65...) des questions du type : "sur quelle planète vit le camarade Wolfgang" (lequel, d'ailleurs, ne prend pas son pays pour sa planète) — cela ne le dispensera jamais d'apporter les preuves matérielles de ce qu'il dit.

Mais notre camarade prouve-t-il pour les autres pays ce qu'il ne prouve pas pour la France des années 1980 ?

Dans ma première contribution, j'ai constaté que ses affirmations sur la question de l'"état" des forces de travail dans le monde et du niveau de consommation des masses n'étaient nullement probantes, faute de preuves documentaires. Si mon constat avait été erroné, il ne lui aurait pas été difficile de le prouver. Hélas ! Une fois de plus, ici, il se contente de répéter ce que, précisément, il n'a jamais démontré, à savoir que "la tendance dominante aujourd'hui de la classe capitaliste est de dégager la plus-value relative sur la base de la remise en cause des conditions concrètes d'existence des masses, non pas par la simple baisse de la valeur nominale des produits (permettant de garantir la subsistance) mais par la dégradation pure et simple de la capacité de consommation des masses". Mais j'ai beau chercher dans cet ouvrage les documents dont Daniel Gluckstein affirme qu'ils s'y trouvent, je ne les vois pas. Si des passages de cet ouvrage m'avaient échappé, il aurait pu me les rappeler, au moins m'en signaler un ou deux ; or il ne le fait pas. Et il pourrait dire mille fois que ces documents s'y trouvent, cela ne les y ferait pas apparaître. Il peut affirmer tant qu'il voudra qu'il l'a "démonstré à partir des faits" (page 54, note 7, etc.) ; cela ne changera rien au fait que, dans son ouvrage, il n'y a *pas un seul* document qui soit consacré à l'évolution du niveau réel de consommation des masses au niveau mondial et qui prouve qu'il y ait eu une "paupérisation absolue" de la majorité des travailleurs salariés, sauf pour le cas des États-Unis. C'est un fait — et j'attends qu'on m'apporte la preuve du contraire.

De même, Daniel Gluckstein ne prouve rien quand il se met à nous parler de ceux qui nient la réalité de l'exploitation — concept qui n'a d'ailleurs rien à voir, en lui-même, avec le niveau de vie (cf. ci-dessus, page 17). Il n'en va pas autrement de la manière dont notre camarade traite mes propos sur le taux d'épargne des ménages : ici encore, il parle, parle, parle... mais ne fournit pas le moindre fait qui contredise les données du CREDOC (confirmées là encore par celles de l'INSEE). Enfin, que puis-je à son incapacité de comprendre que l'extension continue du marché n'est pas incompatible avec l'augmentation continue, et même plus rapide, du nombre de ceux que l'on appelle les "exclus" du système ? Ou, pour formuler ma question à la manière glucksteinienne (cf. p. 70, fin de la note 17), "serait-ce être trop exigeant que de demander" à notre camarade "de se hisser à la hauteur" de la compréhension simultanée de trois propositions simples ? *Primo*, le marché mondial continue de se développer, car le nombre absolu de producteurs (producteurs de valeurs d'usage), en particulier de producteurs salariés, donc le nombre absolu de consommateurs en

⁸⁰ Quant au bas de la page 58 et au haut de la page 59 ("vive la France de François Mitterrand", etc.), leur stupidité les rend évidemment indignes d'être discutés.

général et de consommateurs dont le pouvoir d'achat continue de croître dans les pays développés en particulier, ne cessent de croître de manière absolue. *Secundo*, les inégalités s'accroissent entre les plus riches et les plus pauvres, avec en particulier le développement de ce que l'on appelle l'"exclusion" et de la misère pure et simple pour un nombre croissant de personnes qui voient leur niveau de consommation diminuer de manière absolue. *Tertio*, si l'on se place au niveau de la population mondiale, il y a relativement un nombre croissant d'êtres humains qui sont "exclus" du système, en particulier — mais pas seulement — dans les pays les plus pauvres.

Quant au troisième paragraphe de la page 60), Daniel Gluckstein y fait semblant de croire que je "nuance" ma critique de la manière dont il a essayé de démontrer que les forces productives ont cessé de croître aujourd'hui. Ce n'est nullement le cas. J'explique simplement, à la fin de la troisième partie de ma première contribution, — et conformément à ce que j'ai rappelé dès le début de celle-ci — que, contrairement à notre camarade, je sais distinguer les tendances réelles et leurs effets empiriquement constatables. Celui-ci ne comprend pas que mon désaccord avec lui ne porte pas sur les tendances "au sens de processus en cours", mais sur ce que lui-même considère, sans preuves, comme des faits empiriques avérés alors qu'ils ne le sont pas, ou pas encore. En particulier, je ne nie pas qu'il y ait un processus de destruction *de* forces productives — c'est-à-dire non seulement une simple "tendance", mais un processus effectif ; mais je nie que ce processus en soit aujourd'hui à un point où le processus inverse de création de nouvelles forces productives partout dans le monde ne le compense pas — de sorte que, selon moi, les forces productives du travail continuent de croître au sens absolu. Il en va de même pour les autres processus en cours. Encore une fois, je n'y peux rien si Daniel Gluckstein est incapable de comprendre que, selon moi, on n'a pas besoin d'attendre le déclin absolu des forces productives pour mettre en œuvre une politique de résistance à la décomposition sociale (à condition, bien sûr, de relier constamment celle-ci aux tâches révolutionnaires ; je reviendrai sur ce point).

La "réponse" de notre camarade à ma cinquième et dernière objection est donc tout aussi nulle et non avenue que les autres. Alors qu'il s'agissait de l'une des déterminations fondamentales du concept même de forces productives : la question des valeurs d'usage qui satisfont des besoins humains, Daniel Gluckstein n'a pas apporté la moindre preuve des affirmations que je contestais, mais s'est livré aux accusations politiques les plus infondées, voire les plus stupides, que l'on ait rencontrées jusqu'à présent dans son texte. Hélas ! A cet égard, nous verrons que nous ne sommes pas au bout de nos peines !

Conclusion sur la question des forces productives

La juste compréhension du concept marxiste de forces productives, d'une part, la compréhension des erreurs théoriques, conceptuelles et factuelles de Daniel Gluckstein, d'autre part, l'examen des données concernant, à l'échelle mondiale, la population salariée, le capital productif, la productivité du travail, la production de valeurs d'usage satisfaisant des besoins humains⁸¹, enfin, permettent de comprendre que les forces productives de l'humanité continuent de

81 Le livre de Daniel Gluckstein fournit lui-même des chiffres pour la population productive, le capital productif et la productivité du travail. — Parmi les indicateurs de la comptabilité bourgeoise, celui qui permet de se rendre le moins mal compte de la réalité économique est la mesure de la production réelle (en valeurs) *par habitant*, c'est-à-dire le PIB par tête. Si l'on considère celui-ci par rapport aux prix, et en parité de pouvoir d'achat, de 1990, on constate que, au niveau mondial, son taux de croissance *annuel* était de 2,5% dans les années 1960-1979, de 1,2% entre 1979 et 1987, de 1,6% entre 1987 et 1997. (Cf. *Compétitivité des nations. Rapport du CEPPI, op. cit.*) Mais on saisit mieux la réalité des forces productives sur la base d'indications concernant la masse des valeurs d'usage produites au niveau mondial : par exemple, entre 1974 et 1992, la production mondiale de blé a crû de 56,42%, la production de riz de 66,04%, la

croître.

Les conditions et le cadre de la croissance actuelle des forces productives du travail soumis au capital entraînent la multiplication des guerres les plus barbares, la décomposition d'une partie de la jeunesse par la drogue, la misère de masses toujours plus nombreuses, le chômage de masse, l'extension de la précarité, la destruction des acquis de la classe ouvrière, de la démocratie et de la culture, la sous-utilisation généralisée et monstrueuse des potentialités de la technique et de la science.

La croissance absolue du chômage dans le monde n'empêche pas la croissance absolue du nombre global de travailleurs, en particulier de travailleurs salariés, voire de travailleurs salariés de l'industrie ; cette augmentation du nombre de travailleurs, malgré le développement du travail à temps partiel, signifie nécessairement une augmentation absolue du nombre global de jours de travail effectifs ; cette augmentation va de pair avec une croissance continue et plus rapide du capital productif effectivement utilisé ; la différence de rythme entre ces deux dernières augmentations a pour origine l'augmentation rapide de la productivité moyenne du travail, donc de l'exploitation de la force de travail ; toutes ces augmentations conduisent évidemment à l'augmentation absolue du nombre et de la diversité des marchandises produites (dont l'écrasante majorité sont ensuite consommées) ; le marché mondial continue donc de se développer, malgré l'augmentation vertigineuse de ceux qui ne peuvent satisfaire leurs besoins les plus élémentaires

esure de mon désaccord théorique avec Daniel Gluckstein : selon moi, fondamentalement, quand notre camarade parle de la "destruction" et du "déclin" des forces productives, il ne parle pas du concept marxiste de forces productives, c'est-à-dire des forces productives du travail productif de valeurs d'usages qui satisfont des besoins humains. Par ces mots, il désigne uniquement les conditions et le cadre dans lesquels évoluent ces dernières. C'est pourquoi, notamment, selon lui, la dévalorisation de la force de travail est destruction de forces productives, la destruction physique d'êtres humains, même non productifs, est systématiquement assimilée à une destruction de forces productives, l'extension du chômage est déclin des forces productives, etc. Certes, il a le droit de donner aux choses n'importe quel nom : les mots n'appartiennent à personne. Il pourrait même appeler ces phénomènes objectifs de la réalité d'un tout autre nom : cela ne changerait rien à nos objectifs et à notre pratique politique. Mais il ne suffit pas d'employer les mots de Marx pour utiliser correctement ses concepts.

Enfin, il faut noter que les forces productives de l'humanité continuent de croître de manière absolue non seulement si on les définit correctement, mais aussi quand on les considère dans le sens courant de : moyens de production + forces de travail. C'est pourquoi l'indispensable discussion théorique sur le concept même de forces productives ne change rien au fait que, même si l'on s'en tient aux documents fournis par Daniel Gluckstein dans son livre, comme je l'ai fait dans ma première contribution, on peut aisément en conclure, de manière approximative, que les forces productives soumises au capital continuent de croître. En particulier, les documents concernant les investissements en capital et le nombre de salariés dans le monde, loin de témoigner d'un quelconque déclin des forces productives, fournissent au contraire des indications partielles, mais importantes, sur le fait que, en réalité, elles continuent de croître.

En un mot, comme le dit Marx : la production "s'élargit chaque année pour deux raisons : premièrement parce que le capital investi dans la production ne cesse d'augmenter, deuxièmement parce qu'il est employé de façon constamment plus productive ; au cours de l'accumulation et de la reproduction s'accumulent constamment de petits perfectionnements qui finalement ont transformé toute l'échelle de la production. Il se produit une accumulation des perfectionnements, un

production de café de 29,96%, la production d'automobiles particulières de 40,16%, la production de caoutchouc de 58,86%, la production de coton de 31,37%, la production de textiles synthétiques de 127,46%, etc. (Source : J. Beaujeu-Garnier et alii : Images économiques du monde, SEDES, 1994.) Dans les faits, que l'on considère l'énergie, les matières premières, les biens alimentaires, les biens d'équipement, les télécommunications, la sphère de la santé, la sphère des loisirs, etc., bref tous les domaines de l'économie considérée au niveau global, le nombre et la diversité des valeurs d'usage produites et consommées ne cessent de croître de manière absolue.

IV. Sur le "capitalisme ascendant" et l'impérialisme

Dans la IVe partie de ma *Critique du livre "Lutte des classes et mondialisation"*, je critiquais la manière dont notre camarade détermine les traits spécifiques du "capitalisme ascendant" et de l'impérialisme. En particulier, je contestais la manière dont il oppose l'une à l'autre ces deux phases, en fondant cette opposition sur la question des forces productives, qui croîtraient pendant la première période, et ne croîtraient plus au stade impérialiste. Après avoir critiqué (point 1) la périodisation proposée par Daniel Gluckstein et sa manière de concevoir les concepts de "marché" et d'"étouffement des forces productives", et après avoir formulé (point 2) plusieurs objections à la manière dont il conçoit le passage du capitalisme préimpérialiste à l'impérialisme, je centrais mon propos (point 3) sur la mise en évidence de la non conformité des déterminations qu'il avance pour caractériser l'impérialisme avec les déterminations que propose Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

Avant d'examiner successivement ces trois points, pour voir ce que notre camarade leur répond, force m'est de revenir une fois encore sur une question de méthode. Toute la IVe partie de ma première contribution repose sur des citations nombreuses et précises de l'ouvrage de Lénine, dont je montre que, selon moi, notre camarade en rend très mal compte dans son livre, multipliant les erreurs et les contresens. Celui-ci a certes le droit de ne pas être d'accord avec mes explications de texte et de les contester à son tour : un texte n'appartient à personne, et il est susceptible, dans une certaine mesure, d'interprétations divergentes. Mais, dans ce cas, il faut discuter, argumenter, démontrer, et cela à partir des faits : en l'occurrence, la moindre des choses, pour qui aurait voulu me convaincre de mes contresens supposés, aurait été de démontrer, à partir de citations précises de l'ouvrage en question de Lénine, que j'ai mal expliqué ce texte.

Or, aussi invraisemblable que cela paraisse, Daniel Gluckstein, quant à lui, de même qu'il ne cite jamais les trois livres du *Capital*, ne se sert pas de la moindre citation de *L'Impérialisme* pour contester ma prétendue "grille de lecture très particulière" (p. 80). Pour justifier cette attitude incroyable, il se contente d'écrire tranquillement : "Nous n'allons pas ici reciter (*sic*) très largement *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ce qui a été fait dans *Lutte des classes et mondialisation*"⁸³. Ce serait pourtant nécessaire si l'on voulait rectifier tous les contresens que commet Wolfgang, précisément à propos de l'ouvrage de Lénine, dont on se demande s'il l'a lu en cherchant à le comprendre, ou s'il ne l'a lu que pour en picorer des membres de phrases censés appuyer sa thèse... au mépris des positions réelles de Lénine" (p. 80). Ainsi notre camarade avoue-

82 Cf. *Théories sur la plus-value*, E.S., tome II, p. 624. — On sait que Daniel Gluckstein ne cesse de suggérer des amalgames entre mes positions théoriques et les positions politiques des pablistes — de préférence au détour d'une phrase (par exemple page 60, deuxième paragraphe) ou d'une petite note (cf. note 3 page 46, note 21 page 79...), et toujours sans le moindre contenu argumentatif, notre camarade se contentant de simples vocables nominaux qu'il agite comme des épouvantails. Je lui signale que cela ne me dérange nullement d'être d'accord avec Mandel — et, d'ailleurs, avec les économistes de toutes les écoles — sur le fait que les forces productives continuent de croître. Étant donné, encore une fois, qu'il n'y a que trois positions possibles sur la question (stagnation, croissance ou décroissance), il est bien évident que chacune de celles-ci peut aller de pair avec des positions politiques très diverses. Il s'agit d'une *question de fait*, dont la réponse est susceptible d'être vérifiée ou invalidée, et qui appelle donc une discussion rationnelle sur la base des faits. Je sais, en ce qui me concerne, ne pas confondre les analyses de la réalité objective — toujours discutables, bien sûr, mais plus ou moins sérieuses et bien documentées — avec les positions politiques que soutiennent éventuellement leurs auteurs. Je rappelle d'ailleurs que la crise de la IVe Internationale en 1950-1953 n'a eu ni pour objet, ni pour fondement, ni pour cause la question des forces productives.

83 Notons, en passant, que cette affirmation est inexacte : dans son livre *Lutte des classes et mondialisation*, bien qu'il se réclame constamment de Lénine, Daniel Gluckstein le cite en réalité très peu (c'est précisément l'une des raisons pour lesquelles j'avais dû moi-même, à l'inverse, multiplier les citations).

t-il lui-même qu'il n'a nullement pour objectif de "rectifier tous (mes) contresens". Mais alors, "que cherche-t-il à prouver ?" La raison qu'il avance pour justifier cette attitude bien peu charitable consiste en une accusation contre ma propre démarche, qu'il dénonce comme obéissant à une volonté délibérée de déformer Lénine pour "appuyer (ma) thèse". Or, précisément, pour qu'une telle accusation pût être autre chose qu'une phrase creuse, il était encore plus urgent de la fonder sur les faits, c'est-à-dire de montrer à tous comment je m'y serais pris pour déformer Lénine au profit de mon noir dessein, comment j'aurais démembré les phrases, etc. Hélas ! Daniel Gluckstein, comme nous allons le voir à présent, se contente soit de rendre compte de ma pensée en la déformant, soit de citer d'autres textes de Lénine — dont nous allons voir que non seulement le statut, mais surtout l'objet, n'est jamais le même que celui de cet ouvrage synthétique de vulgarisation scientifique qu'est *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

1) Sur les concepts de marché et d'étouffement des forces productives

a) Sur le concept de marché

Le premier point de la partie consacrée, dans ma première contribution (pp. 23 et suivantes), à la question du "capitalisme ascendant" et de l'impérialisme concernait le concept même de *marché*, dans son rapport avec les forces productives.

- Je commençais par expliquer que la manière dont Daniel Gluckstein caractérise le capitalisme ascendant dans son livre n'est pas satisfaisante, notamment lorsqu'il affirme que la "révolution industrielle du XIXe siècle", la "libre entreprise et la libre concurrence" et les "conquêtes coloniales" sont contemporaines et que "les grandes puissances capitalistes ont, *d'un seul et même mouvement*, conquis le marché mondial et constitué le marché dans leur propre pays. C'est l'époque où la France, l'Angleterre, la Belgique (dans une moindre mesure l'Allemagne) se disputent la Chine, l'Afrique... Il leur faut élargir les marchés, se procurer des matières premières à bas prix, utiliser une main d'œuvre à bon marché, poursuivre l'accumulation du capital" (je souligne). J'expliquais que "Daniel Gluckstein mélange ici des déterminations propres au capitalisme de libre concurrence, d'une part, et à l'impérialisme tel que le décrit Lénine, d'autre part" et qu'il "attribue à la première phase des traits qui sont propres à l'impérialisme tel que le définit Lénine". Or force est de constater que *Critique d'une critique* ne trouve rien à redire à cette critique.

- Dans son livre, notre camarade oppose le "capitalisme ascendant" à l'impérialisme en prétendant que le premier serait caractérisé par la conquête du marché mondial, tandis que le second constituerait une époque où "le marché mondial (serait) borné". Dans ma première contribution, j'ai donc dû essayer de montrer que cette distinction repose sur une incompréhension du concept même de marché. Les pages 70-71 de *Critique d'une critique* contestent certaines de mes objections sur ce point.

Dans la note 17 (page 70), Daniel Gluckstein prétend me donner une leçon de "dialectique élémentaire" (!), en traitant de la question du rapport entre le mode de production capitaliste proprement dit et le marché. Il prend prétexte d'un élément dont j'ai explicitement fait abstraction (pour m'en tenir à l'essentiel), à savoir du rapport d'antécédence historique du marché par rapport au mode de production capitaliste. Tout le monde sait que le commerce s'est développé historiquement avant le capitalisme : pourquoi s'attarde-t-il sur une telle évidence ? Il fait semblant de croire que le problème dont il s'agit ici serait celui de la *genèse* du capitalisme, alors que, en réalité, la question que j'ai posée était celle du rapport *conceptuel* entre le capitalisme et le marché. Cependant, avant

de revenir sur cette dernière question, et puisque Daniel Gluckstein veut parler d'histoire et de dialectique historique, acceptons ce terrain de discussion — qui permet, en effet, de soulever des questions de fond.

Notre camarade commet l'erreur d'aplatir la dialectique historique en la *réduisant* à la simple interaction, à la simple action réciproque égale, c'est-à-dire à ce truisme selon lequel le capital détermine le marché et le marché le capital ; de sorte que, après l'avoir ainsi réduite à presque rien, il devient grotesque de me demander de me "hisser" à ce niveau au ras des pâquerettes. En effet, notre camarade prétend qu'"il est parfaitement juste de dire que le capital crée son propre marché et en même temps que l'antériorité du marché a été un facteur permettant la création du capital". Certes. Mais ce n'est pas pour la même époque historique que ces deux propositions sont justes. Car, précisément, à partir du moment où le mode de production capitaliste a été suffisamment développé pour créer le marché proprement capitaliste, c'est-à-dire à partir de la période manufacturière, à partir de ce moment-là l'antériorité du marché mondial n'a plus été un facteur *déterminant* de la création du capital, mais tout au contraire un produit *déterminé* de celui-ci. Le "marché" n'a jamais l'initiative. Seuls les modes de production ont l'initiative, seuls ils créent leur marché propre. Le marché du Moyen-Âge est créé notamment par le mode de production des corporations artisanales et une petite partie de la production paysanne. *Le mode capitaliste de production, qui a pour base le mode artisanal de production, a certes d'abord utilisé le marché de celui-ci pour se développer, lui faisant alors concurrence sur son propre terrain, avant de l'éliminer progressivement. Mais dès qu'il est devenu dominant, son marché n'a plus été le même que le vieux marché médiéval : il est progressivement devenu le marché spécifiquement capitaliste — c'est-à-dire un marché où dominant les marchandises capitalistes, et non plus les marchandises artisanales.*

Cependant, il ne s'agit pas fondamentalement d'une question d'histoire : il s'agit, en réalité, du problème de la nature même du mode de production capitaliste. Or, à cet égard, Daniel Gluckstein, parce qu'il s'en tient à la question de la genèse du mode de production capitaliste, continue de croire que le rapport historique du capitalisme naissant au marché qui lui préexistait vaut de la même façon pour le capitalisme en général. Ainsi affirme-t-il que "le capital crée son marché en même temps qu'il lui faut en permanence conquérir le marché. Le créer pour le conquérir et le conquérir pour le créer...". Ce qu'il appelle le "b a ba de la dialectique" n'est évidemment qu'un vain jeu de mots. En réalité, le marché spécifiquement capitaliste est le produit spécifique du capitalisme — même si le capitalisme est lui-même historiquement le produit du mode de production antérieur et a donc utilisé le marché spécifique de ce dernier pour commencer à se développer lui-même. Dès lors, il est juste de dire que le mode de production capitaliste crée son propre marché, mais il est faux de considérer que, de manière générale, le marché préexisterait au capital et serait "à conquérir". Et il est encore plus faux de dire "le créer *pour* le conquérir" (je souligne) : créer un marché, c'est *immédiatement* le "conquérir", si l'on veut, mais non pas le conquérir comme on conquiert un pays ou un peuple qui existent déjà. Enfin, le comble de la fausseté est atteint dans l'expression : "le conquérir pour le créer", car la conquête d'un marché peut également se faire sans qu'il y ait création de ce marché : une entreprise conquiert plus souvent un marché qui appartenait déjà à une autre entreprise qu'elle ne crée elle-même un nouveau marché.

Mais, pour finir sur ce point, laissons plutôt la parole à Marx, qui expliquera cela beaucoup mieux que moi — et à qui nul ne prétendra donner une leçon de dialectique élémentaire. Dans *L'Introduction à la Critique de l'Économie politique*, dite "Introduction de 1857", Marx explique certes, *d'une part*, que "la production, elle aussi, *sous sa forme unilatérale*, est, de son côté, déterminée par les autres moments. Par exemple quand s'étend le marché, c'est-à-dire la sphère de l'échange, la production s'accroît en proportion et connaît une division plus profonde. Une transformation de la distribution entraîne une transformation de la production (...) Enfin les besoins de consommation déterminent la production. Il y a une action réciproque entre les différents

moments. C'est le cas pour n'importe quelle totalité organique". Mais, *d'autre part*, beaucoup plus fondamentalement, "dans la mesure où l'échange n'est qu'un moment de la médiation entre la production et la distribution qu'elle *détermine* ainsi que la consommation ; dans la mesure d'autre part où cette dernière apparaît elle-même comme un moment de la production, l'échange est manifestement inclus dans cette dernière en tant que moment. (...) L'échange n'apparaît comme indépendant à côté de la production, comme indifférent vis-à-vis d'elle que dans le dernier stade, où le produit est échangé immédiatement pour être consommé.(...) Dans tous ses moments, l'échange apparaît donc comme *directement compris dans la production ou déterminé par elle*. Une *production déterminée détermine donc une consommation, une distribution, un échange déterminés*, les rapports déterminés que ces différents moments ont entre eux"⁸⁴.

On le voit : *selon Marx, ce qui est déterminant en dernière instance (en l'occurrence la production) est certes à son tour déterminé par ce qu'il détermine (en l'occurrence le marché)... mais il n'en reste pas moins déterminant en dernière instance — tant que le système dont il est le principe continue de fonctionner. C'est pourquoi, concrètement, sur le long terme (c'est-à-dire si l'on fait abstraction des périodes de crises de "surproduction"), si la production de valeurs d'usage continue de croître, alors, de manière générale, le marché continue de se développer.*

• A la page 71 de sa *Critique d'une critique*, Daniel Gluckstein s'en prend à mon exemple des téléphones portables. Tout le monde aura compris que j'ai choisi cet exemple pour illustrer le phénomène de *création de nouveaux marchés* (marchés en grande partie nouveaux, en l'occurrence, puisque, comme on le sait, les acheteurs de téléphone portable conservent leur téléphone fixe dans la grande majorité des cas et que, d'autre part, ils consomment beaucoup plus de communications du simple fait d'avoir acquis un portable). La critique que notre camarade adresse au choix de cet exemple est complètement obscure et, en dernière analyse, erronée. En effet, il prétend que l'essor des téléphones portables a eu pour condition "la destruction en masse à l'échelle de toute la planète, du système existant de télécommunication". Or cela n'est pas exact. Le développement du marché des téléphones portables n'a pas eu pour préalable une dislocation du marché des communications passées à partir de postes fixes. Le nombre global de communications a explosé — le portable créant le "besoin" de téléphoner davantage. Certes, le portable a été pris comme prétexte pour privatiser les entreprises publiques ; mais ce n'en est *ni la cause, ni la condition*. La privatisation est décidée par les gouvernements sous la pression des capitalistes qui veulent pouvoir profiter des marchés qui leur échappent — et qui exigent pour cela la casse des règles (péréquation tarifaire, etc.) et des statuts existants. Mais, en l'occurrence, il y a *ajout* ou, éventuellement, *substitution* d'un marché à un autre et non *effondrement* du marché. *Tout au contraire, il y a un développement considérable du marché — développement inégal et combiné, bien évidemment, alors que le marché monopolisé (service public) tendait au contraire à réduire les inégalités.*

Daniel Gluckstein écrit que "ce marché lui-même est très largement spéculatif" et que cela prouve "que la 'nouvelle économie' repose sur des mécanismes spéculatifs nourris de destruction". Que les actions des entreprises de télécommunication soient surévaluées dans des proportions inimaginables, c'est indéniable. Mais la raison de ce phénomène tient précisément à l'excellente "santé" capitaliste de ces entreprises, au fait qu'elles font d'énormes profits réels grâce à l'extension réelle de leurs marchés réels. Si donc l'explosion spéculative de leurs actions est certes un produit du poids gigantesque du parasitisme, cela ne signifie pas pour autant que, en l'occurrence, le parasitisme empêche le marché réel de se développer. Enfin, je note avec amusement que Daniel

84 Cf. *Contribution à la critique de l'économie politique, op. cit.*, pp. 164-165. — De même, dans le chapitre IV du livre II du *Capital*, Marx écrit : "C'est le rapport entre le capitaliste et le salarié qui fait du rapport monétaire, du rapport entre l'acheteur et le vendeur, un rapport immanent à la production même. Mais ce rapport a son fondement dans le caractère social de la production, non du mode d'échange ; au contraire, c'est celui-ci qui résulte de celle-là. C'est d'ailleurs le lot de la conception bourgeoise, pour laquelle tout se ramène à de bonnes petites affaires, de ne pas voir dans le caractère du mode de production le fondement du mode d'échange qui y correspond, mais l'inverse."

Gluckstein prétend (p. 71) avoir pris ici... un "exemple concret" ; et il peut le dire si cela lui fait plaisir ; mais cela ne changera rien au fait qu'il ne nous a pas donné *la moindre information* réelle, chiffrée, sur la situation mondiale de la production et du marché des télécommunications.

- En revanche, à la note 19, page 71, il semble se décider enfin à parler d'un vrai problème et à accepter une véritable discussion. Mais, malheureusement, après avoir cité mon affirmation selon laquelle "tant qu'il n'y a pas de récession absolue de la production, on ne pourra pas dire que le marché se rétrécit effectivement", il commente : "c'est là encore substituer les catégories de l'économie bourgeoise classique aux catégories du marxisme". Tout lecteur de Marx éclate évidemment de rire en apprenant que, pour Daniel Gluckstein, les catégories de récession, de production et de marché seraient absentes de l'œuvre de Marx. En réalité, une nouvelle fois, notre camarade prend la pose, mais il parle pour ne rien dire.

Il avance ensuite tout de même un argument : "aujourd'hui, écrit-il, les raisons pour lesquelles il n'y a pas de récession absolue de la production, c'est précisément l'alimentation de la survie du système par la destruction en masse des forces productives". Cela est inexact. Certes, il y a destruction permanente et massive *de* forces productives ; mais cette destruction, comme je l'ai déjà dit, reste encore non seulement compensée, mais encore largement dépassée, par la *production de nouvelles forces productives* — de sorte que la croissance globale absolue *des* forces productives de l'humanité demeure la réalité effective de l'économie. En réalité, ce type de phrase permet de bien cerner la contradiction majeure de la conception de Daniel Gluckstein : d'une part, il ne peut pas nier qu'il n'y a pas de récession absolue de l'économie mondiale, donc que le capitalisme continue de se développer ; mais, d'autre part, il refuse de reconnaître que le marché lui aussi continue de se développer — bien que ce fait ne soit que la conséquence nécessaire du précédent (le marché absorbe les richesses produites, qui sont bien de plus en plus nombreuses). Il est donc obligé de faire des pirouettes, seule manière de paraître garder son impossible équilibre.

- Enfin, dans le dernier paragraphe de cette partie, notre camarade renoue avec l'un de ses procédés favoris : faire croire au lecteur que je ne m'en prendrais par tant à ses propres affirmations qu'à celles de Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Comme d'habitude dans ce cas, il n'avance évidemment aucune preuve de ce qu'il prétend, se contentant de nous assurer qu'il s'en est déjà expliqué dans son livre ; en l'occurrence, ce procédé, qui lui est coutumier, lui permet de ne pas prendre en considération les objections que j'ai opposées, sur la base d'un ouvrage de Lénine, à sa "périodisation" de l'histoire du capitalisme. Quant à l'affirmation selon laquelle je refuserais "de prendre en compte que la survie même du système a des conséquences sur la manière et donc le contexte dans lesquels ces lois [les lois du capital] s'appliquent aujourd'hui", elle m'amuse : comment aurais-je pu nier une proposition dont l'évidence n'a d'égale que la généralité abstraite ?

b) Sur la notion d'"étouffement des forces productives"

Après avoir critiqué la manière dont *Lutte des classes et mondialisation* présente le concept même de marché capitaliste, ma première contribution posait le problème du sens de la notion d'"étouffement" des forces productives. Le point de départ de ma critique sur ce point était le constat simple d'une contradiction présente dans l'ouvrage de Daniel Gluckstein : d'une part, en effet, celui-ci rappelle (page 86 de son livre) que "Marx et Engels eux-mêmes avaient caractérisé la tendance croissante à l'étouffement des forces productives dans le cadre des rapports de production bourgeois" ; mais, d'autre part, il considère que l'étouffement des forces productives est un trait propre au seul impérialisme. Que répond à cela *Critique d'une critique* ?

- Dans la partie intitulée "*Comment des 'formes de développement' deviennent, en se développant, des 'entraves'*" (pages 71-73), Daniel Gluckstein commence par affirmer n'avoir

jamais dit que "l'étouffement des forces productives est un trait propre au seul impérialisme" et m'accuse de lui avoir attribué à tort cette pensée. Le lecteur qui souhaiterait en avoir le cœur net voudra bien se reporter aux pp. 24-25 de ma première contribution, où je fais maintes citations qui justifient amplement cette critique que je lui adresse. Je rappellerai seulement ici la suite de la phrase du livre de Daniel Gluckstein que celui-ci cite lui-même page 71, dernier paragraphe. Le lecteur constatera que notre camarade coupe fort à propos cette citation — espérant manifestement que le lecteur n'ira pas la vérifier dans l'original. En effet, si j'ai écrit : "Mais alors, pourquoi considérer, comme ne cesse de le faire Daniel Gluckstein, que l'étouffement des forces productives est un trait propre au seul impérialisme ?", c'était en me fondant sur les deux phrases suivantes, que notre camarade ne rappelle pas, et qui consistent pour l'essentiel (cf. tous les mots en italiques) en une citation extraite de la page 358 de son livre : "Pourquoi écrire que la phase du 'capitalisme ascendant'" *s'est achevée lorsque le capitalisme a atteint son stade impérialiste, caractérisé par Lénine comme le stade suprême du mode de production capitaliste ayant pris possession du marché mondial. Dès lors, les forces productives "étouffent" dans le cadre même du marché mondial*" (je souligne)". Ce "*dès lors*" est clair comme de l'eau de roche, et l'emporte sur les dénégations de Daniel Gluckstein, qui nie ici, dans sa *Critique d'une critique*, avoir soutenu que l'étouffement des forces productives était propre au seul stade impérialiste du capitalisme.

Certes, Daniel Gluckstein ne se contente pas de nier : il déforme le sens de ses propres propos. Par là même, il confirme une nouvelle fois la confusion conceptuelle qui semble décidément régner dans son esprit. Il s'agit en réalité d'une nouvelle présentation du concept proprement glucksteinien d'une tendance qui existerait d'abord sans se réaliser, puis qui se réaliserait soudain de manière unilatérale. En effet, notre camarade explique que "ce qui, hier (à l'époque du capitalisme ascendant) était une *tendance* à l'étouffement des forces productives, est devenu aujourd'hui un élément déterminant et destructeur de la force de travail à l'époque du capitalisme décomposé. Et c'est là l'expression de cette caractéristique fondamentale de l'impérialisme analysée par Lénine et Trotsky sur l'incapacité du marché mondial à absorber toutes les marchandises qui résultent de la mise en mouvement des forces productives disponibles à l'échelle mondiale". Autrement dit, selon Daniel Gluckstein, le "capitalisme ascendant" serait caractérisé comme une époque où la "tendance à l'étouffement des forces productives" existerait sans se réaliser réellement, effectivement, empiriquement, ce qui ne deviendrait le cas qu'au stade impérialiste du capitalisme. C'est la raison pour laquelle, bien qu'il ne me réfute nullement, il n'est manifestement pas d'accord avec ce que j'ai écrit dans ma première contribution, à savoir : "La tendance à l'étouffement des forces productives dans le cadre des rapports de production capitalistes est propre au système de production capitaliste en lui-même, dès lors qu'il est parvenu à l'ère de la grande industrie. Concrètement, cette tendance se manifeste depuis 1825 dans des crises cycliques de surproduction". Au lieu de discuter de cette proposition, Daniel Gluckstein en "conclut" à la page 73 (troisième paragraphe) que je nierais *toute* différence entre le capitalisme préimpérialiste et l'impérialisme. En réalité, chacun peut vérifier que je n'ai jamais nié que les mêmes processus puissent se réaliser de manière différente selon les époques, mais j'ai insisté sur l'idée que, quelles que soient les manifestations, différenciées selon les époques, des lois propres au mode de production capitaliste, ces lois n'en régissent pas moins celui-ci à toutes ces époques.

Au passage, Daniel Gluckstein en profite pour m'assimiler aux "mandéliens, pablistes, staliniens et économistes bourgeois en tout genre" et pour s'octroyer, en revanche, l'héritage théorique de la IVe Internationale, de Marx, de Lénine et de Trotsky — chacun de ces derniers noms étant censé, manifestement, valoir comme un argument en soi contre chacun des premiers. Personnellement, je n'hésiterai pas à dire que, s'il se trouve, chez tel ou tel auteur pabliste, stalinien ou bourgeois telle ou telle analyse qui me semble juste, je la reprendrai à mon compte sans hésiter, sans la refuser *a priori* sous prétexte qu'elle provient du cerveau d'un ennemi politique. En l'occurrence, d'ailleurs, je ne vois pas ce que Daniel Gluckstein veut dire quand il reproche aux pablistes et aux staliniens d'expliquer la crise actuelle comme "une crise classique de

surproduction" ; s'il pense à tel ou tel texte particulier, il ferait mieux de le citer plutôt que de s'en tenir à de vaines invocations.

En effet, si j'ai insisté sur l'idée selon laquelle "la tendance à l'étouffement des forces productives (n'est pas) propre au stade impérialiste du capitalisme", c'est parce que, dans son livre, dans le cadre de la périodisation schématique qu'il a proposée de l'histoire du capitalisme, Daniel Gluckstein a présenté le "capitalisme ascendant" comme quasi dépourvu de contradictions, en particulier comme n'étouffant pas les forces productives. Ce faisant, il montrait son incompréhension de l'essence même du mode de production capitaliste et sa méconnaissance des trois livres du *Capital*. Pour redonner au *concept* même de mode de production capitaliste sa signification marxiste, j'ai donc été obligé d'insister sur sa *nature essentiellement contradictoire, sur le caractère inhérent au système comme tel de ses contradictions spécifiques, en particulier de la contradiction entre les forces productives et les rapports de production, sur le fait que le développement des forces productives n'a jamais été linéaire, sur la constance du processus réel de destruction de forces productives, sur la réalisation effective permanente de la tendance à l'étouffement qui contrecarre, mais en général sans la dominer, la tendance contraire au développement des forces productives, etc.*

Or, plutôt que de reconnaître sa sous-estimation du caractère contradictoire du "capitalisme ascendant" — en fait, plus fondamentalement, du mode de production capitaliste comme tel —, Daniel Gluckstein essaie de faire croire au lecteur, évidemment sans preuve, que je *réduirais* le capitalisme à son "caractère contradictoire", sans tenir compte de ses évolutions. Manifestement conscient de sa mauvaise foi, il ajoute : "voilà qui est insuffisant, jeune homme". Avec ce ton grotesque, notre camarade ne cherche pas seulement à faire entrer en ligne de compte une considération parfaitement extérieure à ce qui est en question : comme d'habitude, ce parasitisme rhétorique ne parvient pas à masquer son incapacité à réfuter rationnellement mes arguments — et même à nous expliquer en quoi la détermination du mode de production capitaliste comme un système de contradictions spécifiques déterminées est "insuffisante".

En revanche, ce qui est vrai dans son propos de la page 72 (premier paragraphe), c'est de rappeler que je ne suis pas d'accord avec lui quand il prétend que, selon Lénine et Trotsky (qu'il ne cite d'ailleurs même pas à ce sujet), l'impérialisme aurait pour "caractéristique fondamentale (...) l'incapacité du marché mondial à absorber toutes les marchandises qui résultent de la mise en mouvement des forces productives disponibles à l'échelle mondiale". Même s'il se trompe sur le fait que je nierais *toute* différence entre le capitalisme préimpérialiste et l'impérialisme (cf. ci-dessous, le point 3, notamment pages 66-67), il n'en reste pas moins vrai que, selon moi, cette différence spécifique ne saurait consister dans la question du marché en tant que telle : *c'est avec la distinction que propose Daniel Gluckstein que je ne suis pas d'accord, et non avec le fait même qu'il y ait une différence spécifique entre les deux stades en question.* Comme je l'ai dit dans ma première contribution (p. 24), "la raison de toutes les confusions (de notre camarade) tient à ce que (celui-ci) oppose de manière erronée le "capitalisme ascendant" qui serait caractérisé par la conquête du marché mondial et, "en sens inverse (...) l'impérialisme", époque où "le marché mondial (serait) borné". Je me suis amplement expliqué sur la nature conceptuelle du problème, tant dans ma première contribution que ci-dessus.

Or, au lieu de démontrer que le marché ne se développe plus au stade impérialiste du capitalisme (ce qu'il n'a fait ni dans son livre, ni dans *Critique d'une critique*), Daniel Gluckstein se réfugie ensuite (pp. 72-73) dans la citation de trois textes de Marx (nous reviendrons plus loin sur leur contenu et leur statut, auquel il fait d'autres allusions dans *Critique d'une critique*, cf. ci-dessous pp. 85-86). Mais force est de constater que ces textes ne contredisent nullement mes propres affirmations, puisqu'ils ne nous disent rien — "et pour cause" ! — du stade impérialiste du capitalisme, et encore moins que le marché ne s'y développe plus. Par exemple, la détermination générale de la contradiction fondamentale générale valable pour tout mode de production en

général, qui se trouve dans la *Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique* ne saurait constituer la preuve du fait que, aujourd'hui, les forces productives ont cessé de croître et que le marché ne se développe plus ! De même, je ne vois pas "à quoi rime"⁸⁵ de citer des textes pour me rappeler qu'il y a des conditions objectives, en particulier économiques, à l'instauration du socialisme. Merci de me l'apprendre, camarade : heureusement que tu es là ! Mais, là encore, "il y a un hic" : je ne l'ai jamais nié (et l'on verra que cette incompréhension de Daniel Gluckstein est cause de bien des malentendus, réels ou feints, qui fourmillent dans *Critique d'une critique*⁸⁶). La démarche de notre camarade est vraiment drôle : il nous a annoncé il y a un instant qu'il allait nous parler de la nature même de l'impérialisme et qu'il allait mettre en évidence mon prétendu désaccord avec Lénine et Trotsky sur cette question... et il nous sort des textes et des évidences que tout le monde connaît ! On n'a pas encore avancé d'un pas dans la question de savoir si "oui ou non" l'impérialisme a pour "caractéristique fondamentale", comme le prétend notre camarade, de ne plus développer les forces productives et de "dislo(quer) le marché mondial".

Mais, avant d'en arriver à ce concept même de l'impérialisme, nous allons nous arrêter un moment sur les réponses que Daniel Gluckstein oppose à mes critiques sur sa conception du passage du capitalisme préimpérialiste au capitalisme impérialiste.

2) Sur le passage du capitalisme ascendant à l'impérialisme : "avènement" ou processus ?

La deuxième sous-partie de la IV^e partie de ma *Critique du livre "Lutte des classes et mondialisation"* contestait, en effet, la manière dont celui-ci conçoit le "passage" du "capitalisme ascendant" à l'impérialisme. Je soutenais que ce passage devait être conçu comme un *processus*, et non comme cet "avènement" de l'année 1914 dont parle Daniel Gluckstein.

Les pages 73 et suivantes de *Critique d'une critique* sont censées apporter une réponse à cette critique.

- Daniel Gluckstein commence par contester la critique que je lui ai adressée sur la question de la "date" de ce qu'il appelle "l'avènement de l'impérialisme". Par un procédé rhétorique dont il a le secret, il fait croire que j'aurais voulu "mégoter (*sic*) sur quelques années avec la périodisation de

85 Pour reprendre l'expression de *Critique d'une critique*, p. 60, dernier paragraphe.

86 Par exemple : malentendu réel ou feint, cette affirmation selon laquelle j'aurais "rangé" *L'Idéologie allemande* parmi les textes "non marxistes" de Marx ? En tout cas, il s'agit bien d'une pseudo-citation de mon texte qui permet à Daniel Gluckstein de faire d'une pierre deux coups en faisant croire au lecteur que je ne serais d'accord ni avec Marx, ni avec Trotsky pour dire qu'il y a des conditions objectives nécessaires pour le passage au socialisme... Il est bien évident que cette dernière idée va tellement de soi que Marx l'a comprise très tôt — et que, si Trotsky en est réduit à revenir à cette évidence, c'est pour combattre non pas des gens qui le nieraient abstraitement (et qui, comme tels, ne mériteraient même pas d'être combattus), mais les staliniens qui "justifient" leur politique et leurs intérêts en inventant la pseudo-"théorie du socialisme dans un seul pays". Mais le fait que cette vérité d'évidence se trouve dans un texte de jeunesse de Marx suffit-il à donner à celui-ci un caractère scientifique ? Il faut vraiment réduire la science aux truismes les plus plats pour le penser ! C'est pourquoi je maintiens ce que j'ai écrit (et le lecteur jugera une nouvelle fois combien Daniel Gluckstein tronque et déforme les citations de mon texte) : "la problématique et les analyses de [*L'Idéologie allemande,*] livre écrit par Marx et Engels avant qu'ils aient développé leur analyse du mode de production capitaliste, n'ont guère de valeur scientifique propre et ne sauraient en tout cas être mises sur le même plan que *Le Capital*. De fait, ce dernier ouvrage ne reprend ni les termes, ni la problématique, ni les analyses "économiques" de cette œuvre de jeunesse (dont l'intérêt est immense pour maintes raisons, mais qui reste un ouvrage préscientifique). C'est pourquoi il me semble peu rigoureux de puiser indifféremment dans tous les ouvrages de Marx, comme s'ils avaient tous été écrits à la même période, comme s'ils étaient tous également "marxistes". D'ailleurs, pour ne pas le cacher, je ne faisais que m'appuyer sur un propos d'Engels qui écrit, à propos de la première partie de *L'Idéologie allemande* : "La partie rédigée consiste en un exposé de la conception matérialiste de l'histoire, qui prouve seulement combien nos connaissances d'alors en histoire économique étaient encore incomplètes" (je souligne ; cf. 1^{er} "Avant-propos" de *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, Editions Sociales, bilingue, 1979, p. 3).

Lénine" et concentrer mon objection sur la substitution de la "date" du "début du XXe siècle" à la "date" de 1914. Il fait ainsi croire que j'aurais centré ma critique sur un "problème de date" ; comme une telle question serait évidemment peu intéressante en elle-même, il se donne le plaisir d'écrire : "apparemment, la polémique est sans objet ou, en tout cas, disproportionnée". Ainsi évite-t-il, en réalité, comme à son habitude, de s'en prendre au vrai problème que j'ai soulevé, à savoir, précisément, que, selon moi, *il est erroné de parler d'"avènement" de l'impérialisme en fixant une date précise, parce que le passage du stade préimpérialiste au stade impérialiste du capitalisme est un processus historique de développement progressif du capitalisme, au cours duquel les traits spécifiques de l'impérialisme se substituent progressivement à ceux du capitalisme de libre concurrence — cette substitution devenant "définitive", selon Lénine, au "tournant du XXe siècle"*.

La mauvaise foi de Daniel Gluckstein apparaît au grand jour lorsqu'il m'accuse, élégamment, d'user d'un "tour de passe-passe" et de "noyer le poisson" dans une phrase où je formule (en caractères italiques) la *conclusion*, c'est-à-dire l'*essence même*, de toute la critique que j'ai développée contre sa conception du "passage" du capitalisme préimpérialiste au capitalisme impérialiste. Voici cette phrase : *"Autrement dit, le stade impérialiste doit être compris non pas de manière fixiste, comme un événement survenant au moment de la Première Guerre mondiale (ou à telle ou telle date un peu antérieure), mais comme un processus de longue durée, qui commence près d'un demi-siècle avant de déboucher sur l'explosion généralisée de ses contradictions spécifiques en 1914"*. De même, il évite soigneusement de rappeler que j'ai présenté d'entrée de jeu mon objection majeure en m'en prenant à la *notion même* d'"avènement de l'impérialisme" (dès le premier paragraphe de la page 26 de ma première contribution). De même encore, il évite de citer mes nombreuses affirmations exprimant le fait que, selon moi, le remplacement du stade préimpérialiste par le stade impérialiste est un *processus*, par exemple : *"Le passage au stade impérialiste se situe donc dès le début de la deuxième moitié du XIXe siècle pour l'Angleterre, dans les années 1880-1890 (au cours d'une phase assez longue de restructuration progressive) pour les autres pays"* (p. 26 de ma première contribution ; je souligne à l'instant), ou encore : *"les années 1870-1880 (à partir du krach de 1873) sont celles de la "grande dépression" internationale, c'est-à-dire d'un marasme général de l'économie, qui se traduit notamment par un chômage massif chronique et qui entraîne à la fois la restructuration des entreprises, avec le développement des monopoles, et la construction d'un mouvement ouvrier puissant. La concurrence entre les monopoles, qui se substitue progressivement au "doux commerce" et à libre concurrence, accroît la concurrence entre les nations impérialistes, qui se lancent à cette époque dans une politique coloniale tous azimuts"* (je souligne à l'instant). Bref, il est bien évident que l'objet central de ma critique était d'insister sur la question du *processus*, et non sur celui de la *date* en tant que telle.

Or, dans son livre (p. 13), Daniel Gluckstein prétend que "le déclenchement de la Première Guerre mondiale marque l'avènement" du stade impérialiste et il n'explique *pas une seule fois* que l'impérialisme est un *processus de développement* du capitalisme, processus qui s'étend sur des dizaines d'années. Dans ma première contribution, j'ai donc expliqué que, tout au contraire, selon Lénine, l'impérialisme est d'abord un long processus de substitution des traits essentiels de l'impérialisme à ceux du capitalisme préimpérialiste, de sorte que, si "le XXe siècle marque le tournant où l'ancien capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général" (*L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, p. 52), il n'en reste pas moins que le développement du capitalisme en impérialisme commence "à partir des années 1870, dès les années 1850 pour l'Angleterre", pour reprendre ma propre formulation. Dans *Critique d'une critique*, Daniel Gluckstein fait donc manifestement semblant de ne pas comprendre que je n'ai pas d'abord voulu avancer dans le temps la date d'un prétendu "avènement de l'impérialisme", mais que j'ai fondamentalement contesté l'idée même que l'impérialisme ait une "date de naissance" précise.

Il écrit : "Le déclenchement de la Première Guerre mondiale marque l'avènement" du stade impérialiste (p. 13 de son livre) ; Lénine lui répond : "Il serait absurde de discuter (...) sur la question de savoir en quelle année ou en quelle décennie se situe l'instauration " définitive " de l'impérialisme" (*ibid.*, p. 107) — raison pour laquelle j'étais fondé à écrire : "on ne saurait parler d' " avènement de l'impérialisme " ". Daniel Gluckstein demande, goguenard : "Ainsi donc, selon notre critique [Wolfgang], le stade impérialiste aurait commencé dès 1850 en Angleterre et à partir des années 1870 dans le reste du monde ? Là il ne s'agit plus de mégoter sur quelques années avec la périodisation de Lénine. Il s'agit de tout à fait autre chose. Certes, Wolfgang noie le poisson en disant que " le stade impérialiste doit être compris non pas de manière fixiste " [etc.]" (*Critique d'une critique*, p. 74, troisième paragraphe). Lénine (qui a bien dû se lire lui-même !) répond, par exemple, que l'Angleterre acquiert les "deux *traits distinctifs essentiels* de l'impérialisme, la possession de vastes colonies et le monopole du marché mondial (...) *dès la seconde moitié du XIXe siècle*" (*L'Impérialisme*, p. 129, je souligne) ou bien : "ce n'est pas par hasard qu'en France le développement particulièrement rapide du capital financier [qui constitue l'essence même de l'impérialisme], coïncidant avec l'affaiblissement du capital industriel, a considérablement accentué, dès les années 1880-1890, la politique annexionniste (coloniale)" (p. 109) ou encore : "(Marx et Engels eux-mêmes) ont méthodiquement, *pendant des dizaines d'années*, observé de près cette liaison de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier avec les *particularités impérialistes* du capitalisme anglais" (p. 129).

Alors ? Lénine, qui souligne l'avance de nations déterminées, l'Angleterre (et, dans une bien moindre mesure, la France) quant à l'acquisition des "traits distinctifs essentiels de l'impérialisme" n'aurait-il pas compris que "l'impérialisme caractérise un stade d'ensemble auquel est arrivée l'économie mondiale dans un rapport avec le marché mondial" ? (*Critique d'une critique*, p. 75). Si, bien sûr ; mais il a également compris que le développement capitaliste en général, et impérialiste en particulier, est par essence un développement "inégal et combiné", ce qui implique non seulement la possibilité, mais encore la *nécessité de la non coïncidence entre les stades de développement atteints par les différents pays à tel moment donné*.

Certes, en raison des citations de Lénine que j'ai reproduites dans ma première contribution, Daniel Gluckstein est bien obligé d'écrire par ailleurs, page 75 (troisième paragraphe) : "La marche à la cristallisation de l'impérialisme a été différenciée selon les pays. Que l'Angleterre ait été parmi les premiers pays à s'engager sur cette voie, est évident." Mais, en parlant de "marche à la cristallisation de l'impérialisme" au lieu d'acquisition progressive et historiquement différenciée des "*traits distinctifs essentiels*" de l'impérialisme, Daniel Gluckstein, malgré cette rectification apparente, n'en continue pas moins de s'accrocher à sa conception erronée d'un prétendu "avènement de l'impérialisme" en 1914. Or, bien évidemment, quand on fixe ainsi une "date de naissance" à l'impérialisme, tout ce qui se passe dans la seconde moitié du XIXe siècle et entre 1900 et 1914 n'apparaît pas comme l'acquisition de traits *essentiels*, mais seulement comme un ensemble de processus "embryonnaires" — de même que le fœtus n'a pas encore d'existence propre, autonome, spécifique, mais "marche" vers son "stade" de nourrisson (nous allons voir que cette métaphore est celle de Daniel Gluckstein lui-même). C'est pourquoi, quant au fond, notre camarade continue de nier que l'impérialisme soit un processus qui a mis des décennies avant de dominer les traits propres au capitalisme préimpérialiste. Le seul argument qu'il présente, c'est sa vision complètement formelle et abstraite du caractère mondial de l'impérialisme, comme si cette réalité excluait *les différenciations nationales de son développement "inégal et combiné"*.

En fait, il continue de croire que l'impérialisme naît comme une réalité dotée de toutes ses spécificités en l'an de grâce 1914, telle Minerve naissant toute armée de la tête de Jupiter pour participer immédiatement au combat des dieux. Du coup, son impérialisme, à peine né, alors qu'il se trouve encore dans les langes, se déchaîne aussitôt en une guerre mondiale interimpérialiste ! C'est le coup de tonnerre dans un ciel serein... En revanche, si l'on comprend que l'impérialisme est

un processus qui commence dans chaque pays à partir d'un certain niveau de son développement national, lui-même déterminé évidemment par le développement inégal et combiné des autres pays, alors il devient clair que, d'une part, "c'est vers [1873-1876] que l'on peut, somme toute, considérer comme achevé le développement du capitalisme prémonopoliste en Europe occidentale" (*L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, p. 94) et que, d'autre part, "pour l'Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s'est *définitivement* substitué à l'ancien : c'est le début du XXe siècle" (*ibid.*, p. 18, souligné par Lénine) — ce qui implique, à condition de comprendre que l'impérialisme est d'abord un processus de développement, avant d'être un stade définitif, qu'"au stade de la libre concurrence, dont l'apogée se situe dans les années 1860, se substitue le stade impérialiste à partir de la fin des années 1870" (cf. p. 27 de ma première contribution).

• Arrêtons-nous un instant sur les considérations alambiquées des troisième et quatrième paragraphes de la page 74, dont la fonction est de concilier, d'une part, la thèse glucksteinienne de "l'avènement de l'impérialisme" en 1914 (thèse dont il affirme, bien sûr, qu'elle se trouve dans Lénine, mais sans citer le moindre texte à l'appui de ses dires) et, d'autre part, les citations de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* que j'ai dû reproduire pour expliquer que le passage à l'impérialisme est fondamentalement un *processus*, et non un *événement* ou un *instant*. Incapable de proposer une telle conciliation en déterminant des concepts et en se référant aux faits, Daniel Gluckstein se plonge dans une double métaphore, géologique et biologique. Au terme d'"avènement", il donne pour synonyme celui de "cristallisation" : 1914 serait la date de la "cristallisation" de l'impérialisme. Mais cette métaphore risque d'aboutir à une conception de que l'on pourrait appeler un impérialisme "pétrifié" à partir de 1914 : de la cristallisation à la pétrification, il n'y a qu'un pas. C'est peut-être la raison pour laquelle Daniel Gluckstein abandonne si vite cette première métaphore pour lui substituer une métaphore biologique... et il se met à nous rappeler que l'organisme humain vieillit avant d'être vieux et qu'"il y a des stades dans l'existence d'un être humain"... Or, aussi incroyable que cela paraisse, cette métaphore est présentée ici comme un argument qui suffirait pour décrire l'histoire du capitalisme et pour rendre compte de ses stades : "la naissance" (c'est pourquoi il y a une "date de naissance" : 1914 !), "l'enfance, l'adolescence, la maturité, la vieillesse et la sénilité". Certes, Daniel Gluckstein rappelle que, dans ma première contribution (p. 40), j'avais soulevé le problème de la validité scientifique de telles métaphores ; mais, au lieu de passer alors à la détermination des concepts, il préfère recourir à une pirouette et à un "argument" d'autorité : mettre en doute la validité scientifique de mes métaphores, explique-t-il en substance, c'est remettre en cause le programme de la IVe Internationale, puisque (si l'on peut dire !) le titre de celui-ci parle de "l'agonie du capitalisme" et c'est même remettre en cause "toute l'orientation" de la IVe Internationale de l'origine à nos jours, tous ses congrès... Rien que ça ! Cela me rappelle l'histoire de l'Église, au cours de laquelle les schismes, les excommunications et les procès prenaient bien souvent la forme d'une discussion stérile sur le caractère métaphorique ou littéral de tels ou tels passages des Saintes Écritures.

En l'occurrence, quel est le problème ? Il est simple. Pour reprendre les mots de Daniel Gluckstein, "il y a une petite différence" entre un cristal, un homme ou un organisme vivant, d'une part, et un mode de production, d'autre part. Celui-ci n'est pas vivant. Il n'a pas de date de naissance, il n'aura pas de date de décès. Nos descendants ne trouveront jamais une tombe disant "ci-gît l'impérialisme (1914-20??)". Mais surtout, même si l'on peut admettre des "dates symboliques" pour périodiser l'histoire, il est bien évident que cette métaphore biologique présente un grave danger politique. La logique propre des métaphores provient des concepts qui constituent leur origine — des concepts dont la validité est exclusivement limitée par le domaine de réalité pour lequel ils ont été conçus. Quand un homme atteint un certain âge, on sait qu'il va bientôt mourir de lui-même. Quand il devient sénile, il ne peut plus "fonctionner" bien longtemps. Quand un vivant est saisi par "l'agonie", on sait que celle-ci sera brève... Cela est-il vrai pour le capitalisme ? Non, pas le moins

du monde. A-t-on jamais vu une "agonie" de vieillard durer presque aussi longtemps que sa vie adulte ? La logique des métaphores biologiques implique, en dernière analyse, l'illusion théorique selon laquelle l'impérialisme mourra de lui-même, sous le poids de ses propres contradictions, tel le vieillard exténué. Comme nous le verrons, elle conduit à l'*économisme*. De façon générale, il est nécessaire pour la clarté des idées de n'user des métaphores qu'avec modération et de ne jamais les tenir en tant que telles pour des arguments ou des concepts.

- Daniel Gluckstein rappelle ensuite (page 75, troisième paragraphe) les "fameuses cinq caractéristiques de l'impérialisme" selon Lénine, en prétendant qu'elles contredisent l'affirmation selon laquelle le processus de substitution du stade impérialiste au stade préimpérialiste a été différencié dans le temps selon les nations. En réalité, il est évident que, loin de contredire mes propos, elles les confirment. En effet, *l'acquisition de ces cinq caractéristiques par les différentes nations capitalistes est un processus à la fois progressif, inégal et combiné* : tout en supposant le caractère mondial de l'économie capitaliste, elle n'est le fait, pour la période que considère Lénine, que du Royaume-Uni, de l'Allemagne, des États-Unis, de la France, du Japon et la Russie. *Or le niveau de développement de ces différentes nations est très inégal, ce qui entraîne une grande inégalité dans le degré et le rythme de leur acquisition des traits spécifiques de l'impérialisme*. En effet, il est bien évident que les différentes nations 1) ont un nombre différent de monopoles, et des monopoles d'importance très différente ; 2) ont atteint un plus ou moins grand degré dans la fusion du capital bancaire et du capital industriel, et ont donc une oligarchie plus ou moins développée ; 3) exportent plus ou moins de capitaux ; 4) dominent plus ou moins d'"unions internationales monopolistes" — et de manière plus ou moins importante ; 5) possèdent plus ou moins de colonies et contrôlent plus ou moins de zones d'influence. Dans tous les cas, il y a donc une question de degré (le "passage" du stade préimpérialiste au stade impérialiste est plus ou moins abouti tant de manière générale que dans le détail de chacune des "caractéristiques") et une question de différenciation temporelle (à tel ou tel égard, tel ou tel pays est plus avancé que les autres, tel autre est retardataire, etc.). *Bref, les différentes nations capitalistes n'ont pas acquis en même temps ce que Lénine appelle les "traits distinctifs essentiels de l'impérialisme", c'est-à-dire que leur économie nationale n'a vu ni au même moment, ni de manière égale les cinq "caractéristiques" devenir dominantes en son sein.*

- Daniel Gluckstein affirme (page 75, cinquième paragraphe) que ma position "rejoint(drai)t celle des courants opportunistes de la IIe Internationale contre lesquels Lénine polémiquait". Le procédé par lequel il assimile ces deux positions est parfaitement grotesque : il consiste en un sophisme pur et simple, censé "fonder" un grossier amalgame. On peut en présenter l'ossature de la manière suivante : a) les opportunistes de la IIe Internationale réduisent la *nature même* de l'impérialisme à la conquête des colonies ; b) "bien évidemment, ils font *démarrer* l'époque de l'impérialisme très tôt dans le XIXe siècle" (je souligne) ; c) or [si l'on peut dire !] Wolfgang pense que le *passage* du capitalisme préimpérialiste à l'impérialisme commence dès les années 1850 pour l'Angleterre et à partir des années 1870 pour les autres pays ; d) donc (!) la position de Wolfgang sur la *nature même* de l'impérialisme "rejoint celle des courants opportunistes de la IIe Internationale" (et, bien sûr, "singulièrement ceux qui devaient basculer du côté de leur propre bourgeoisie" en 1914).

On le voit : le procédé rhétorique consiste à substituer subrepticement au problème du "passage" du capitalisme à son stade impérialiste celui de la *nature même* de l'impérialisme, Daniel Gluckstein arguant de son désaccord avec moi sur le premier point pour prétendre que je ne serais pas d'accord avec Lénine sur le second... Mais, encore une fois, il n'a pas prouvé que sa position sur la question du "*passage*" soit fondée sur sa position concernant l'*essence* même de l'impérialisme. Son seul argument a été d'invoquer le caractère mondial de l'économie capitaliste parvenant au stade impérialiste ; or, comme je l'ai montré, il n'y a nulle contradiction nécessaire entre cet

indéniable caractère mondial, d'une part, et la différenciation temporelle du "passage" de chaque nation au stade impérialiste de son économie. En réalité, il n'y a aucun lien nécessaire entre l'affirmation selon laquelle les différentes nations capitalistes ne sont pas parvenues en même temps au stade impérialiste de leur économie nationale et celle selon laquelle l'impérialisme se réduirait "à la conquête des colonies et à la cristallisation d'un capital financier national tourné vers la conquête des colonies" (*dixit* Daniel Gluckstein). D'ailleurs, de fait, les "courants opportunistes" en question ne nient nullement le caractère mondial de l'impérialisme, et ne se caractérisent pas spécialement par l'idée selon laquelle les différentes nations ne parviendraient pas en même temps à une politique impérialiste. On le voit : ici comme ailleurs, notre camarade se moque complètement de savoir si son amalgame est ou non fondé sur les faits : ce n'est pas son problème, puisque la seule chose qui l'intéresse est l'amalgame comme tel, qui lui permet de faire croire par la rhétorique que je suis politiquement du côté de nos ennemis et adversaires et que lui seul est du côté de nos amis !

- Comme nous l'avons vu, Daniel Gluckstein, parce qu'il n'a pas compris le sens de ma critique, a fortement protesté contre ce qu'il a appelé ma "polémique (...) disproportionnée" concernant la question de la prétendue "date de naissance de l'impérialisme". Or il n'en consacre pas moins près de trois pages (pages 76 à 78) à essayer de défendre son idée selon laquelle le prétendu "avènement" de l'impérialisme aurait pour date 1914 !

C'est pourquoi, incapable de citer le moindre texte de Lénine qui confirme sa croyance selon laquelle "le déclenchement de la Première Guerre mondiale marque l'avènement" du stade impérialiste (cf. p. 13 de son livre), Daniel Gluckstein, sans nous prévenir et même peut-être sans s'en apercevoir lui-même, se met à détourner le sens de sa propre question. En effet, il commence par citer longuement différents textes politiques de Lénine qui ne parlent nullement de la question de "l'avènement de l'impérialisme", mais d'un autre problème : celui de l'importance historique de la Première Guerre mondiale — à la fois définie par Lénine comme la première guerre mondiale spécifiquement interimpérialiste et caractérisée comme étant à tous égards un "tournant" dans l'histoire de l'humanité. Ce faisant, Daniel Gluckstein, ne semble pas s'apercevoir que cette nouvelle question lui donne l'occasion d'enfoncer avec fracas d'immenses portes grandes ouvertes. En effet, non seulement il rappelle le *b a ba*, que tout le monde connaît, de l'analyse de Lénine, mais encore il répète ce dont presque tous les historiens conviennent depuis longtemps, à savoir que 1914 marque à tous égards un tournant dans l'histoire mondiale. Mais, après tout, le lecteur prend plaisir à découvrir ou à relire les passages de Lénine que Daniel Gluckstein a choisis pour lui...

*En réalité, c'est précisément parce que le capitalisme était parvenu depuis déjà un bon moment à ce que Lénine appelle la "maturité" de son stade impérialiste que cette guerre interimpérialiste a fini par éclater sous le poids de l'exacerbation des conflits entre les grandes puissances — ouvrant ainsi une nouvelle période de l'histoire mondiale⁸⁷. Cette guerre, selon Lénine, parce qu'elle constitue une preuve décisive que l'impérialisme est "l'ère des guerres et des révolutions", réfute par les faits tous les arguments des opportunistes de l'époque, qui s'abstenaient du combat révolutionnaire sous le prétexte faux, typiquement économiste, que les conditions objectives n'auraient pas été mûres pour la révolution — ils en voulaient pour "preuve" le fait (exact) que, précisément... les forces productives continuaient de croître. Mais considérer que 1914 marquerait un avant et un après non pas dans l'histoire mondiale, mais seulement comme un *point de passage* du capitalisme préimpérialiste au capitalisme impérialiste, c'est faire dire à Lénine ce qu'il ne dit nullement⁸⁸.*

87 Du reste, si l'impérialisme n'existait comme stade du système capitaliste qu'à partir du "déclenchement de la Première Guerre mondiale", on voit mal comment Lénine aurait pu le décrire moins de deux ans après sa prétendue naissance !

88 Cette différence entre l'évolution spécifique des forces productives, d'une part, et le mouvement de l'histoire mondiale en général, d'autre part, explique d'ailleurs les légères différences qui marquent la périodisation présentée par Lénine dans un texte comme *Sous un pavillon étranger*, et celle qu'il propose dans *L'Impérialisme*. Il faut ajouter que

3) Sur le concept même d'impérialisme

Dans le troisième moment de la IV^e partie de ma *Critique du livre "Lutte des classes et mondialisation"*, consacrée à la question du capitalisme préimpérialiste et de l'impérialisme, j'ai montré que notre camarade concevait le *concept même d'impérialisme* de manière erronée — en tout cas, bien qu'il se prévale verbalement de Lénine, de manière radicalement différente de la conception exprimée dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* et, très souvent, de manière contradictoire avec la lettre même de cet ouvrage. J'ajoutais que les "affirmations" de Daniel Gluckstein n'étaient "au demeurant (...) pas toujours compatibles entre elles" (p. 27).

Les pages 73 à 83 (essentiellement à partir de la page 79) de *Critique d'une critique* apportent des éléments de réponse que l'on peut examiner dans l'ordre de leur énonciation.

a) "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme"

Le troisième paragraphe de la page 73 fournit de premiers éléments, qui méritent d'être examinés soigneusement. On y lit : "(Wolfgang) fait de longues citations de Lénine, à qui il fait dire le contraire de ce qu'il dit effectivement, ne retenant — pour l'isoler du reste — que la formule sur le "stade suprême", c'est-à-dire le plus haut degré de développement du capitalisme que représente l'impérialisme, en le coupant de tout ce qui relève de son pourrissement ("l'agonie du capitalisme"). Quant au fond, Wolfgang nie que l'impérialisme soit un stade véritable et différent de la phase ascendante du capitalisme". De même, quelques pages plus loin (p. 79), il m'accuse de remettre en cause toute "distinction entre capitalisme ascendant et impérialisme"⁸⁹. Avec ce genre de phrases de Daniel Gluckstein, on ne sait jamais s'il a lu attentivement ma première contribution ou s'il est d'une mauvaise foi éhontée.

D'une part, en effet, j'ai écrit expressément, à la page 29 de ma critique de son livre : "le fait que le capitalisme parvenu au stade impérialiste continue de développer les forces productives ne signifie évidemment pas que l'impérialisme n'ait pas une spécificité ; tout au contraire, il a des traits propres (les fameuses "cinq caractéristiques" de Lénine) qui en font bien un 'stade' du capitalisme

ces deux textes n'ont ni la même "date de naissance", ni, surtout, le même statut : ils ne peuvent donc pas être mis sur le même plan. *L'Impérialisme* est un ouvrage spécifiquement scientifique que Lénine a écrit après avoir consacré plusieurs mois d'un travail théorique acharné à l'étude systématique d'une masse considérable de faits, de données et de livres. En revanche, *Sous un pavillon étranger* est un simple projet d'article antérieur à cette étude scientifique — de seulement quelques mois certes, mais c'est précisément durant ces quelques mois cruciaux que Lénine a élaboré sa théorie proprement scientifique de l'impérialisme ; surtout, il se présente comme un texte spécifiquement politique, marqué par l'objectif déterminé d'une lutte politique contre les sociaux-chauvins et les sociaux-pacifistes. C'est pourquoi, lorsque la lettre des deux textes diverge, il convient de toujours choisir celle de *L'Impérialisme* — à moins de considérer que les centaines d'heures que Lénine a consacrées à l'élaboration de cet ouvrage, n'aient finalement abouti qu'à des résultats préconçus et déjà présents dans un simple article politique. Ainsi en va-t-il de la légère différence entre la périodisation proposée par Lénine dans ce dernier ouvrage et celle présentée dans *Sous un pavillon étranger* — dont Lénine nous dit expressément qu'elle n'est rien d'autre que la périodisation schématique de la vulgate marxiste de l'époque (élaborée, d'ailleurs, par les théoriciens de la II^e internationale, dont l'écrasante majorité est opportuniste), celle sur laquelle tout le monde s'accorde en gros (et qu'il utilise tactiquement pour se situer sur un terrain que ses adversaires soi-disant "marxistes" accepteraient nécessairement). Cette périodisation est caractérisée par le fait qu'elle s'appuie davantage sur des événements politiques et militaires (1789, 1870-71, 1914) que sur une analyse des évolutions du mode de production capitaliste proprement dit, comme c'est le cas de *L'Impérialisme*, dont la périodisation prend en compte les processus de développement du capitalisme comme tel.

89 Au passage, après cette phrase, page 79, Daniel Gluckstein fait une petite note où il suggère un rapprochement entre un prétendu "procédé" que j'utiliserais et ceux dont useraient les pablistes. Mais c'est bien une pareille note qui, dépourvue du moindre contenu argumentatif, est un bien étrange "procédé" : de la pure rhétorique au service d'un pur et simple amalgame.

— et le stade 'suprême'. Cette spécificité du stade impérialiste, c'est qu'il exacerbe les contradictions propres au capitalisme en général, à un point tel que celles-ci ne peuvent déboucher que sur "les guerres et les révolutions". Certes, comme nous allons le voir, Daniel Gluckstein conteste la *manière* dont je caractérise ici (et explicite ensuite) la spécificité du stade impérialiste ; certes, c'est son droit, même si je ne le fais que sur la base de ce que dit Lénine ; mais il est parfaitement faux de dire que je "nie que l'impérialisme soit un stade véritable et différent de la phase" qui le précède historiquement.

D'autre part, il suffit de se reporter aux pp. 30-31 de ma première contribution pour constater que, après avoir rappelé que, selon Lénine, l'impérialisme est un stade où les forces productives continuent de croître, j'ai rendu compte de manière précise, en m'efforçant d'expliquer le texte de Lénine, de ce que celui-ci appelle le "parasitisme" propre au capitalisme impérialiste, de ses traits de "pourrissement" et de son caractère de "réaction sur toute la ligne", etc. Encore une fois, chacun a le droit de ne pas être d'accord avec mes explications de texte. Mais, dans ce cas, il faut discuter, argumenter, démontrer, au lieu d'avancer des allégations infondées. Or Daniel Gluckstein m'accuse de "fai(re) dire (à Lénine) le contraire de ce qu'il dit effectivement"... mais il ne cite *pas une seule phrase* de mon texte à l'appui de ses dires. Alors que, en ce qui me concerne, dans ma première contribution, j'ai longuement reproduit des citations de son livre et de Lénine pour montrer qu'elles n'étaient pas compatibles entre elles, notre camarade, quant à lui, ne fait donc même pas l'effort de fonder ses allégations, destinée uniquement à faire croire au lecteur que je ne serais pas d'accord avec Lénine.

En effet, il précise son accusation dans les termes suivants (p. 73) : "Quant au fond, Wolfgang nie que l'impérialisme soit un stade véritable et différent de la phase ascendante du capitalisme. A l'inverse de Lénine, pour qui le stade impérialiste, parce qu'il est celui du développement le plus élevé des forces productives de l'humanité — le "stade suprême du capitalisme" — est par là même et corrélativement le stade qui ouvre une période nouvelle où ce développement le plus élevé commence à être remis en cause par la survie du régime de la propriété privée des moyens de production pourrissant, faisant obstacle à tout essor nouveau des forces productives. C'est donc, pour Lénine, le stade où la décomposition du capitalisme impérialiste met à l'ordre du jour immédiat la révolution sociale, ouvrant la voie à la socialisation des moyens de production, et cela comme un processus qui couvre toute une époque, celle des guerres et des révolutions. Ainsi, là où notre interlocuteur voit une contradiction, Lénine voyait une relation dialectique".

Je n'aurai évidemment pas le front de demander à notre grand maître en dialectique ce que pourrait bien être une "relation dialectique" sans contradiction. Je l'interrogerai cependant sur la nature de cette "relation dialectique", car il ne suffit pas de dire qu'il y a une relation dialectique pour en expliquer la nature. Mais si Daniel Gluckstein, une nouvelle fois, se contente de phrases creuses, c'est que la détermination précise de cette "relation dialectique" entre les traits de parasitisme et de pourrissement propres à l'impérialisme tel que le décrit Lénine, d'une part, et l'évolution des forces productives, d'autre part, ne saurait être expliquée par la bien faible affirmation selon laquelle cette contradiction consisterait en une "remise en cause" du développement des forces productives par la persistance des rapports de production. Que signifie ce vocable, "remise en cause" ? De même, pourquoi Daniel Gluckstein s'autorise-t-il à parler de "décomposition du capitalisme impérialiste", alors que Lénine ne parle que d'éléments de "parasitisme" et de "pourrissement" ? Une nouvelle fois, il préfère les simples mots aux concepts.

La raison en est que, fondamentalement, il continue de se refuser à reconnaître que les *traits de "parasitisme", de "pourrissement" et de "putréfaction" propres à l'impérialisme en sont certes des traits spécifiques essentiels, mais n'en restent pas moins subordonnés à son caractère essentiel principal (l'aspect principal de la contradiction), qui est la spécificité du capitalisme en général, à savoir : le développement des forces productives, impulsé par l'impératif de la valorisation*

*capitaliste sur une échelle toujours plus élargie*⁹⁰. C'est ce que Lénine écrit expressément, par exemple dans la conclusion de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, et que je suis obligé de citer de nouveau en entier : "Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : la création d'un 'État-rentier', d'un État-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la 'tonte des coupons'". A cela, Lénine ajoute immédiatement : "*Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme* ; non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une, tantôt l'autre de ces tendances. *Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant*, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité de développement se manifestant en particulier par la putréfaction des pays les plus riches en capital" (je souligne)⁹¹. Cela reste vrai même lorsque les traits de parasitisme et de pourrissement sont hypertrophiés, comme c'est le cas aujourd'hui.

Si donc j'ai effectivement dû insister sur le caractère "suprême" du capitalisme impérialiste (sans nier le moins du monde ses traits de pourrissement), c'est que, dans son livre, Daniel Gluckstein n'a pas dit une seule fois que l'impérialisme tel que le décrit Lénine est un stade où "dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant", prétendant exactement le contraire : il fallait donc rétablir la vérité⁹². Que répond à cela *Critique d'une critique* ? Ce texte

90 Notre camarade n'hésite malheureusement pas, une nouvelle fois, à extraire de leur contexte, tronquer, et déformer mes propos : pour pouvoir m'accuser de ne pas voir de différence entre le capitalisme préimpérialiste et l'impérialisme, il est bien obligé de recourir à de tels procédés, puisqu'il n'a pu trouver aucune phrase de moi qui fonde une telle accusation. Ainsi, par exemple, au quatrième paragraphe de la page 81, il me cite de la manière suivante : "*Ce qui* exprime le développement du parasitisme économique (...) c'est l'exacerbation des contradictions internes au système capitaliste, notamment entre le développement des forces productives et les conditions dans lesquelles ce développement s'opère" (je souligne). Or, qu'ai-je écrit en réalité ? Dans le contexte d'une explication de texte de Lénine, j'ai dit : "Mais tous ces traits du "capitalisme parasitaire, pourrissant" — qui se sont développés de manière vertigineuse depuis cette époque — signifient-ils pour autant que, au moment où Lénine écrit, les "forces productives" tendent à cesser de croître ? On a vu que non : ces traits accompagnent et dopent le développement du capitalisme, loin de l'empêcher. Comme l'explique un économiste cité par Lénine (p. 122) : en Angleterre, "malgré l'accroissement absolu de la production et de l'exportation industrielles, on voit augmenter l'importance relative qu'ont pour l'ensemble de l'économie nationale les revenus provenant des intérêts et des dividendes, des émissions, commissions et spéculations. A mon avis, c'est précisément ce fait qui constitue la base économique de l'essor impérialiste". *Ce qui* exprime le développement du parasitisme économique (*bien qu'il soit déjà, à cette époque, une tendance effective, loin d'être une simple potentialité*), c'est l'exacerbation des contradictions internes au système capitaliste, notamment entre le développement des forces productives et les conditions dans lesquelles ce développement s'opère, qui sont des conditions de dopage permanent de l'économie productive. Mais nous savons que les coureurs cyclistes dopés, même s'ils bousillent leur organisme à terme, sont les plus rapides tant qu'ils courent..." Je n'ai donc pas écrit "*ce qui* exprime, etc.", mais, "*ce qui* exprime le développement du parasitisme économique, etc.". Autrement dit, j'ai expressément expliqué non pas que l'exacerbation des contradictions fondamentales du système exprime le développement du parasitisme, mais, au contraire, que le développement du parasitisme exprime l'exacerbation des contradictions fondamentales du système. Le procédé de Daniel Gluckstein est évidemment relié au fait qu'il ne cite pas la fin de mon propos et se refuse, fondamentalement, à reconnaître que l'impérialisme tel que le décrit Lénine développe de manière puissante les forces productives. Encore une fois : le parasitisme est l'une des conditions dans lesquelles se réalise, au stade impérialiste, la contradiction inhérente au capitalisme comme tel entre le développement des forces productives et les rapports sociaux capitalistes ; mais cette contradiction reste la réalité fondamentale, déterminante en dernière instance, tant que le système dont il est le principe continue de fonctionner.

91 Cf. aussi : "c'est justement grâce à cela [au "développement économique" des États-Unis, "encore plus rapide qu'en Allemagne"], que les traits parasitaires du capitalisme américain moderne sont apparus de façon particulièrement saillante" (p. 152). Cf. également la phrase d'un économiste cité par Lénine et reproduite dans la note précédente.

92 Il faut noter ici que, dans *Critique d'une critique*, Daniel Gluckstein a bien failli prendre conscience de son erreur

ne donne *pas une seule preuve* du fait que, pour Lénine, la spécificité de l'impérialisme serait de ne pas développer les forces productives et le marché mondial et de les faire "stagner" effectivement. Le seul "argument" de Daniel Gluckstein, c'est l'*affirmation* de Lénine soutenant que la Première Guerre mondiale est une guerre "de l'époque de la fin du capitalisme", ouvrant l'ère de la révolution socialiste mondiale. Incapable de trouver des textes à l'appui de ses dires, notre camarade se contente ainsi de "déduire" d'une simple conviction de Lénine sa propre conclusion selon laquelle les forces productives ne pouvaient "*dès lors*" plus croître. Son raisonnement est spécieux. Certes, *Lénine ne doutait pas de la victoire inévitable et rapide de la révolution socialiste* : il a écrit noir sur blanc, à un moment où la civilisation bourgeoise s'effondrait dans la barbarie des tranchées, que le capitalisme était "moribond"⁹³ et il ne pouvait prévoir l'ampleur et la gravité du stalinisme contre-révolutionnaire, conséquence de l'isolement de la révolution russe. Mais le capitalisme s'est maintenu, pour les raisons que l'on sait (la trahison de la révolution socialiste internationale par la social-démocratie et par le stalinisme). Dès lors, est-il légitime de conclure de ce fait, d'une part, et de la simple conviction de Lénine, d'autre part, que le capitalisme subsistant a cessé de développer les forces productives à partir de 1914 ? Non : on ne saurait se fonder sur une simple conviction et, surtout, il est impossible que le capitalisme puisse se maintenir durablement en cessant d'être lui-même, c'est-à-dire un mode de production dont la raison d'être est la valorisation continue du capital et dont le moteur est, par conséquent, le développement des forces productives (quelles que soient, encore une fois, les conditions de ce développement). Daniel Gluckstein prend encore une fois une métaphore pour un concept et une conviction pour une vérité.

Du reste, la métaphore du caractère "moribond" du capitalisme ne signifiait pas, pour Lénine, que celui-ci agonisait par impuissance à développer davantage les forces productives (Lénine ne dit jamais rien de tel) ; elle signifiait que la barbarie de la guerre impérialiste mondiale ne pouvant déboucher que sur la révolution socialiste, d'une part, et celle-ci devant, selon la conviction de Lénine, être assez rapidement victorieuse à l'échelle mondiale, d'autre part, les jours du système capitaliste étaient, selon lui, comptés. C'est pourquoi il a parlé de la période historique ouverte en 1914 comme "l'époque de la fin du capitalisme". Daniel Gluckstein saute sur cette dernière expression pour en faire un argument au service de ses affirmations erronées en jouant sur le sens du mot "fin" — comme il joue sur celui d'"agonie". Lénine, au moins pendant les années de guerre et au début de la révolution, pensait évidemment à une *fin imminente* du système, et non à une "fin" abstraite qui durerait des décennies et des décennies. En réalité, on ne peut pas faire comme si la non réalisation des pronostics de Lénine ne changeait rien à son appréciation du caractère "moribond" du système : ce n'est pas parce qu'il pensait que la "fin du capitalisme" était imminente que ce pronostic était vrai. Et il me semble évident que l'insistance excessive sur l'idée de "fin du capitalisme" ne peut qu'entraîner l'illusion dangereuse de sa fin *imminente* — illusion à

fondamentale concernant le concept même d'impérialisme. En effet, alors que, dans son livre, il écrivait que "Lénine définit le stade [impérialiste] comme celui où le capitalisme, entré en 'putréfaction', *n'est plus à même de développer les forces productives*, dont il annonce l'inévitable 'stagnation' " (je souligne), il reconnaît en revanche, dans sa *Critique d'une critique*, que, pour Lénine, l'impérialisme est le stade du capitalisme qui "*voit le développement le plus élevé des forces productives de l'humanité*" (je souligne ; cf. plus loin dans le présent texte pour la suite de cette citation). Au moins sur ce point, ma critique, essentiellement fondée, il est vrai, sur de très nombreuses citations précises et limpides de Lénine, semble donc avoir porté ses fruits. Malheureusement, Daniel Gluckstein n'en accède pas pour autant à une véritable compréhension du concept même de l'impérialisme, dont le caractère essentiel principal est d'être capitalisme, donc de développer les forces productives. Et il va même jusqu'à m'accuser d'avoir moi-même commis l'erreur inverse de la sienne : en l'occurrence, d'avoir considéré *seulement* le caractère suprême de l'impérialisme — que lui-même a passé sous silence — alors que, en réalité, je n'ai nullement sous-estimé ces traits essentiels de parasitisme.

93 De même, Trotsky a certes parlé de "l'agonie du capitalisme" dans les années 1930. Mais, là encore, il s'agissait d'exprimer un constat empirique : presque une décennie de stagnation de l'économie capitaliste mondiale, le recours de la bourgeoisie au fascisme et aux "gouvernements autoritaires", la marche à la barbarie de la Seconde Guerre mondiale et la conviction presque absolue de la victoire inéluctable de la révolution prolétarienne à la fin de celle-ci.

laquelle, selon moi, et pour le dire ici en passant, notre courant prit part dans les années 1970, avec sa thèse hypertrophiée de l'imminence de la révolution".

b) Sur l'expression "capitalisme triomphant"

Notre camarade s'oppose également (page 80, dernier paragraphe) à ma proposition selon laquelle "le stade impérialiste n'est pas pour Lénine un stade de décadence, mais un apogée du capitalisme, le stade de ce que l'on pourrait appeler le *capitalisme triomphant*". Si l'on replace cette citation dans son contexte (p. 30 de ma première contribution), on comprend qu'elle s'oppose à la croyance de Daniel Gluckstein selon laquelle cette "décadence" serait le nom de l'impuissance de l'impérialisme à développer les forces productives et même, selon la page 79 (deuxième paragraphe) de *Critique d'une critique* — qui ne prouve nullement cette affirmation — le nom par lequel Lénine définirait carrément l'impérialisme. Or, comme je l'ai rappelé ci-dessus, ce n'est nullement ce que pense Lénine, pour qui l'impérialisme est *avant tout* le stade suprême du développement des forces productives soumises au capital. Le capitalisme des années 1870-1914 est un capitalisme économiquement et productivement "triomphant" *parce qu'il* est un capitalisme de monopoles et s'étend à l'ensemble de la planète. L'adjectif "triomphant" est à peu près synonyme de "suprême" — et, encore une fois, les traits de pourrissement qu'indique Lénine, dans la mesure où ils n'empêchent nullement la croissance impétueuse des forces productives (ils sont au contraire une condition dialectique de celle-ci), n'enlèvent rien à ce "triomphe" "suprême" (le lecteur pourra se reporter sur ce point aux pp. 30-31 de ma première contribution).

Mais cela ne signifie nullement que le "triomphe" de la bourgeoisie ait le même sens dans la période impérialiste que dans la période préimpérialiste. En effet, on retrouve ici les mêmes distinctions et relativisations qu'il convenait de faire au sujet du caractère "progressiste" de la bourgeoisie. A l'époque du capitalisme préimpérialiste, la bourgeoisie "triomphe" sur toute la ligne de la féodalité (et on a vu qu'elle est "progressiste" *dans cette mesure*) ; au stade impérialiste, elle "triomphe" dans la mesure où elle achève de conquérir le monde et d'instituer partout le système capitaliste ; mais, de même qu'il faut pondérer le caractère "progressiste" de la bourgeoisie préimpérialiste en rappelant la régression sociale et humaine qu'elle imposait aux prolétaires dès le début de sa propre existence comme classe exploiteuse, de même, et inversement, le "triomphe" impérialiste de la bourgeoisie a pour condition l'horreur de l'exploitation des peuples colonisés et dominés, de la guerre tant des impérialistes contre ces peuples que des puissances impérialistes entre elles, de la destruction des structures traditionnelles des modes de production anciens, qui était peut-être inévitable, mais qui passa par les méthodes les plus barbares et les plus inhumaines que la planète ait connues.

Sur la base de cette critique — erronée — de mon emploi du terme de "capitalisme triomphant", Daniel Gluckstein me demande si je crois que la bourgeoisie et la classe ouvrière "peuvent triompher en même temps" (c'est le titre même de la partie qui commence page 80). Par cette question, il montre clairement qu'il ne comprend pas la relation dialectique entre le triomphe et la décadence — dialectique selon laquelle l'apogée est la première détermination de la décadence, c'est-à-dire qu'il se scissionne lui-même, il passe dans son contraire dans le mouvement même de son épanouissement. C'est pourtant la maîtrise de cette dialectique élémentaire de la transformation du contraire en son contraire qui lui aurait permis de comprendre que le triomphe de la bourgeoisie au niveau mondial par et dans le développement du capitalisme en impérialisme capitaliste est en même temps, d'un seul et même mouvement, la passage à sa décadence historique (au sens où elle n'a plus de tâches historiques spécifiques à accomplir, même si elle continue de régner, donc de faire ce qu'exige son concept même, c'est-à-dire de développer les forces productives...). Voilà pourquoi le triomphe de la bourgeoisie est en même temps, et contradictoirement, la condition suprême et la *préparation sine qua non* du triomphe du prolétariat contre la bourgeoisie.

Bien évidemment, il serait parfaitement absurde de dire que cette transformation du

contraire en son contraire serait immédiate, instantanée, magique ; bien évidemment, le "triomphe" du prolétariat ne saurait avoir lieu en même temps que celui de la bourgeoisie : c'est nécessairement l'une ou l'autre classe qui triomphe. Or comment nier que c'est bien la bourgeoisie qui, pendant tout le XXe siècle et jusqu'à présent, a triomphé du prolétariat — non pas certes, avec sa propre force, mais, *avant tout* (nous reviendrons sur ce point) grâce à la trahison du prolétariat par les appareils bourgeois du mouvement ouvrier ? Par conséquent, s'il est vrai que la question du triomphe du prolétariat a été *posée* dès 1914 (et même avant), mais non *tranchée* depuis lors, cela signifie que la bourgeoisie a continué de triompher jusqu'à aujourd'hui du prolétariat et des peuples du monde, de même qu'elle triomphait hier des "seigneurs féodaux" dont parle Lénine ; cela, quel que soit l'état du capitalisme aujourd'hui, quelles que soient les conditions de sa survie. Contrairement à ce que Daniel Gluckstein a l'air de croire, il n'y a pas plus de triomphe en soi que de progrès en soi : on triomphe toujours de quelque chose et de quelqu'un. C'est pourquoi la question du triomphe se pose, elle aussi, comme toutes les autres questions historiques, sous forme d'alternative et de processus : *ou bien* la bourgeoisie continue de triompher grâce aux appareils, et alors le capitalisme continue de plonger une partie grandissante de l'humanité dans la barbarie déjà existante, *ou bien* le prolétariat et tous les exploités triomphent de la bourgeoisie, et alors ils construiront le socialisme dans et par le processus de la révolution permanente.

c) Sur l'exacerbation des contradictions

Page 80, deuxième paragraphe, Daniel Gluckstein n'hésite pas à faire, encore une fois, une citation tronquée de mes propos — juste après m'avoir accusé, évidemment sans la moindre preuve, d'avoir "picoré [chez Lénine] des membres de phrases censées appuyer sa thèse... au mépris des positions réelles de Lénine". En effet, il prétend que j'aurais écrit que la "spécificité de l'impérialisme", serait uniquement "qu'il exacerbe les contradictions propres au capitalisme en général". Or, qu'ai-je écrit en réalité ? Voici la phrase complète : "Cette spécificité du stade impérialiste, c'est qu'il exacerbe les contradictions propres au capitalisme en général, à un point tel que ces contradictions ne peuvent déboucher que sur 'les guerres et les révolutions'". Cette précision change tout car c'est elle qui donne sa *détermination spécifique* à l'impérialisme si on compare celui-ci au capitalisme en général considéré *sous l'angle de ses contradictions essentielles*. Notre grand dialecticien se révèle ici incapable de comprendre que la quantité puisse se changer en qualité — c'est pourquoi il tronque ma phrase juste avant qu'elle n'exprime ce passage de la première à la seconde.

Mais je ne m'en suis évidemment pas tenu à une affirmation aussi générale et aussi laconique : voici ce que j'écrivais ensuite, citant Lénine : "D'un côté, écrit celui-ci, (...) le monopole (...) marque la transition du régime capitaliste à un ordre économique et social supérieur" (*L'Impérialisme*, p. 149) ; mais, de l'autre côté, dans la mesure où "l'impérialisme a surgi comme le *développement* et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général" (p. 104, je souligne), il s'ensuit que "la domination du capital financier", loin de les atténuer, "renforce (...) les inégalités et les contradictions de l'économie mondiale" (p. 104). Et Lénine détermine "les contradictions les plus profondes, les plus fondamentales de l'impérialisme : contradiction entre les monopoles et la libre concurrence qui s'exerce à côté d'eux, celle entre les formidables 'opérations' (et les formidables profits) du capital financier et le commerce 'honnête' sur le marché libre, celle entre les cartels et les trusts, d'une part, et l'industrie non cartellisée, d'autre part, etc." (p. 142). Pour Lénine, "tout le monde sait *combien le capitalisme monopoliste a aggravé toutes les contradictions du capitalisme*. (...) Cette *aggravation des contradictions* est la plus puissante force motrice de la période historique de transition qui fut inaugurée par la victoire définitive du capital financier mondial" (p. 151, je souligne). Ainsi voit-on que, en réalité, ce que Daniel Gluckstein qualifie d'"un peu court, tout de même" (p. 80), ce n'est nullement une prétendue "thèse" qui me serait propre, mais c'est ce que dit Lénine lui-même... dont notre camarade ose m'accuser de "mépris[er] les

positions réelles" !

Celui-ci use ensuite d'un autre des procédés qui lui sont si coutumiers : il fait semblant de ne pas comprendre ce que je dis, afin de me prêter des positions qui ne sont pas les miennes. En effet, sous prétexte que j'ai écrit que "la guerre de 1914-1918 fut la seule manière pour le système capitaliste de résoudre la monstrueuse contradiction qui était la sienne", il en conclut que, selon moi, "le système capitaliste aurait 'résolu sa propre contradiction'". Non seulement il s'abstient délibérément de citer la manière dont j'explique et détermine la contradiction en question, "existant entre un gigantesque et rapide développement des forces productives grâce au monopole et à la surexploitation des peuples des colonies et semi-colonies, d'une part, et la forme même du monopole, c'est-à-dire le caractère privé de l'appropriation de cette richesse créée, d'autre part" ; mais surtout, il ne voit pas que je ne fais, en l'occurrence, qu'expliquer le texte de Lénine, lequel demande : "où peut résider, en régime capitaliste, la *solution* des contradictions, si ce n'est dans la *force* ?" (*L'Impérialisme*, p. 116 ; je souligne). Daniel Gluckstein se montre donc incapable de comprendre que, du stade impérialiste, on peut à la fois dire que la guerre est l'un des principaux moyens pour *résoudre*, de manière *provisoire*, ses contradictions exacerbées — sans pour autant les annihiler ; et que, cependant, seule la révolution prolétarienne internationale victorieuse et la construction du socialisme "résoudront" les contradictions du capitalisme en tant que tel, cette fois non plus tout en les maintenant, mais en les annihilant. Guerre et révolution sont deux moyens de résoudre les contradictions du capitalisme, l'un négativement (c'est-à-dire en reproduisant les contradictions elles-mêmes), l'autre positivement (c'est-à-dire en les supprimant).

Sans aller jusqu'à exiger de notre grand professeur de dialectique autoproclamé d'aller lire la *Science de la Logique* de Hegel (dont Marx s'est cependant toujours déclaré le "disciple" et dont Lénine a dit qu'on ne peut "parfaitement comprendre *Le Capital*, et, en particulier, son premier chapitre, sans avoir étudié à fond et compris *toute* la Logique de Hegel", de sorte que "aucun marxiste n'a compris Marx un demi-siècle après lui"⁹⁴) — sans aller jusque là, on peut du moins l'inviter à relire ne serait-ce que le premier paragraphe du troisième chapitre de la section I du livre I du *Capital*, où Marx écrit : "L'échange des marchandises ne peut (...) s'effectuer qu'en remplissant des conditions contradictoires, exclusives les unes des autres. Son développement qui fait apparaître la marchandise comme chose à double face, valeur d'usage et valeur d'échange, ne fait pas disparaître ces contradictions, mais *crée la forme dans laquelle elles peuvent se mouvoir*. C'est d'ailleurs la seule méthode pour *résoudre des contradictions réelles*. C'est, par exemple, une contradiction qu'un corps tombe constamment sur un autre et cependant le fuie constamment. L'ellipse est une des formes de mouvement par lesquelles cette contradiction *se réalise et se résout à la fois*."⁹⁵ On le voit : une des lois de la dialectique, c'est qu'une contradiction non seulement *peut*, mais encore *doit* constamment "se résoudre" dans la réalité effective, sous la forme d'un mouvement ou d'un processus quelconque, sans qu'une telle "résolution" signifie le moins du monde que cette contradiction disparaisse comme telle.

d) Qu'est-ce qui était "pacifique" dans les années 1880-1914 ?

Daniel Gluckstein conteste (page 79, dernier paragraphe) mon affirmation (cf. p. 27 de ma première contribution) selon laquelle il a eu tort de dire que, "historiquement, le capitalisme ascendant avait connu une époque relativement "pacifique" (...) (Cette période) s'est achevée approximativement en 1914". Mon objection n'avait pas pour but de nier le caractère "relativement pacifique" du capitalisme préimpérialiste en tant que tel, mais de nier que cette période "relativement pacifique" de l'histoire ait pris fin en 1914. Cela doit bien évidemment être compris en relation avec mon refus de voir dans la date de 1914 le prétendu "avènement de l'impérialisme" : en

94 Lénine, *Cahiers philosophiques*, Éditions sociales, 1980, p. 443. (C'est Lénine qui souligne.) Cet aphorisme peut sembler excessif, mais il contient certainement une grande part de vérité.

95 Cf. *Le Capital*, livre I, E.S., tome 1, p. 113.

effet, c'est *parce que* l'impérialisme, "ère des guerres et des révolutions", est un stade qui commence à s'imposer à partir des années 1870 (et des années 1850 pour l'Angleterre), que j'étais fondé à écrire : " la tendance à la guerre comme moyen de "résoudre" la concurrence interimpérialiste est inhérente au stade impérialiste du capitalisme, et elle commence avec lui, puisque "le passage du capitalisme à son stade monopoliste, au capital financier, est lié à l'aggravation de la lutte pour le partage du monde" (Lénine, p. 92). C'est pourquoi la violence devient un élément essentiel pour le développement du capitalisme, dès la fin du XIXe siècle" (et je donnais plusieurs exemples pour le prouver). Au demeurant, comme on le voit, je ne me suis pas contenté de caractériser comme inexacte l'affirmation de notre camarade, mais j'ai apporté des preuves précises (énumérant plusieurs conflits interimpérialistes) du contraire. Force est de constater, à cet égard, que Daniel Gluckstein ne trouve rien à redire au caractère spécifiquement impérialiste des conflits que je cite. Enfin, pour le dire en passant, c'est ce même constat de la généralisation de la violence et de la guerre impérialistes qui fonde le pronostic d'une guerre mondiale des nations capitalistes avancé par Engels (mort en 1895) dès la fin des années 1880 et au début des années 1890, soit près d'un quart de siècle avant la Première Guerre mondiale.

Quel argument Daniel Gluckstein avance-t-il pour me réfuter ? Il se contente de proposer deux brèves citations de Lénine (page 79, dernier paragraphe) — et il prend la pose attendrissante de celui qui n'aurait "fait que reprendre, modestement, l'analyse de Lénine". Mais que disent ces citations ? Hélas ! Une nouvelle fois, tout autre chose que ce que notre camarade veut leur faire dire. Le lecteur peut vérifier lui-même : *dans l'un et l'autre textes en question, destinés à combattre les dirigeants traîtres qui ont sombré dans "l'union sacrée" en prétendant que les conditions pour la mobilisation révolutionnaire du prolétariat n'étaient pas réunies, Lénine explique que les pays capitalistes ont connu, dans le dernier tiers du XIXe siècle et le début du XXe siècle, une "période pacifique" non pas en ce qui concerne les relations entre les nations, mais dans le sens où les rapports entre les classes sociales ont été "relativement pacifiques", quoique fondés sur "l'esclavage capitaliste le plus cruel"*. De fait, la plupart des pays capitalistes avancés (bastions de la IIe Internationale) n'ont connu ni guerres civiles, ni révolutions entre la Commune de Paris et 1914 — même si, néanmoins, les luttes des classes prirent assez souvent des formes violentes. C'est pourquoi les marxistes ont appelé cette période celle du "développement constitutionnel pacifique" et ont utilisé au mieux la "légalité bourgeoise" pour construire le mouvement ouvrier... au point, pour la majorité des dirigeants, de devenir de purs et simples opportunistes.

Ces deux extraits de Lénine ne parlent donc nullement des relations entre les nations, alors que le passage de ma première contribution qu'ils sont censés réfuter parlait, quant à lui, de cela. En effet, quelle fut la réalité des vingt années qui précédèrent la guerre de 1914 ? Certes, les relations internationales entre les puissances impérialistes d'Europe furent "relativement pacifiques" sur le continent, dans la mesure où elles n'ont pas débouché sur des guerres ouvertes. Mais ces relations ont été constamment, et de plus en plus, conflictuelles, fondées sur un jeu complexe d'alliances pas toujours stables, d'espionnage généralisé d'accrochages diplomatiques et de montée des nationalismes ; surtout, à plusieurs reprises, différentes grandes puissances furent à deux doigts de se déclarer la guerre (crise de Fachoda, crise d'Agadir, etc.). En outre, il y eut bien plusieurs guerres *spécifiquement interimpérialistes* — qui eurent d'ailleurs une portée internationale, même si elles gardèrent, certes, un caractère relativement périphérique : la guerre des Boers, la guerre hispano-américaine en Amérique centrale, la guerre russo-japonaise... ; certes, tout est relatif : la Première Guerre mondiale fut d'emblée tellement barbare, destructrice et meurtrière que ces guerres interimpérialistes des années 1890 et 1900 apparaissent, en un sens, comme "relativement pacifiques" ; mais la détermination des concepts ne serait tenir compte d'un tel relativisme vulgaire. Enfin, si l'on ajoute à tout ce qui précède l'horreur barbare, monstrueuse, d'une violence sans précédent, qui fut celle de la colonisation impérialiste et de l'exploitation des peuples dominés, il est bien évident que, dès les années 1880, les relations entre les nations du monde, à part en Europe même, ne sauraient être qualifiées de "pacifiques", mais furent *fondamentalement* des

relations de violence armée, de rapine et d'oppression. Ce fut d'ailleurs l'une des principales fautes des dirigeants de la IIe Internationale, combattus sur ce point par la gauche, que de faire peu de cas de cette violence *spécifiquement* impérialiste, généralisée et permanente... souvent au nom du prétendu "progrès" qu'aurait constitué en soi une telle extension du capitalisme partout dans le monde.

e) Sur Kautsky et les mencheviks

On l'a vu : Daniel Gluckstein est incapable de prouver que, selon Lénine, les forces productives stagnent à l'époque de l'impérialisme. Qu'à cela ne tienne : il n'hésite pas pour autant à prétendre (page 81, troisième paragraphe) que le désaccord entre les bolcheviks et les mencheviks en 1917 aurait porté sur la question des forces productives. Et, sans citer le moindre texte à l'appui de ses dires, il me conseille d'aller relire *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*. Ce que, discipliné, je me suis évidemment empressé de faire. Or, dans ce texte, Lénine ne parle pas des forces productives, ce n'est pas sur cette question que porte sa polémique et il ne combat pas les mencheviks comme tels ! (Kautsky se distingue de ces derniers... justement par son appréciation de la situation objective.)

D'une part, en effet, si Daniel Gluckstein était lui-même allé relire cette brochure, il saurait qu'elle est exclusivement consacrée à la défense du concept marxiste de la dictature du prolétariat et à la défense de son application en Russie soviétique, contre le démocratisme petit-bourgeois et timoré de Kautsky. Le désaccord porte notamment sur l'appréciation du moment de la situation politique : Kautsky refuse de reconnaître le caractère révolutionnaire de la situation engendrée par la guerre, alors que, selon Lénine, la guerre a fait naître une telle situation dans toute l'Europe⁹⁶.

D'autre part, en revanche, Kautsky ne nie pas que les conditions économiques de l'Europe soient mûres pour le socialisme, ce qu'il reconnaissait déjà (avec raison) des années avant la guerre (du moins selon Lénine, qui cite son livre *Le Chemin du pouvoir* (1909), en affirmant que c'est le meilleur ouvrage qu'il ait écrit "contre les opportunistes"). Pour le Kautsky de 1920, les conditions économiques sont réunies pour le socialisme, mais la situation ne se prête pas à une politique révolutionnaire — que, fondamentalement, il refuse en tant que telle, reportant indéfiniment le moment où il faudra passer à l'action et prévoyant d'ores et déjà de limiter celle-ci à ce qu'autorisent les règles de la démocratie bourgeoise. C'est pourquoi, comme l'explique Lénine⁹⁷, s'il rejoint certes, dans les faits, les positions anti-bolcheviks des mencheviks, il ne part cependant pas de la même appréciation de la situation objective : il n'est pas d'accord avec eux pour dire que "la Russie n'est pas encore mûre pour le socialisme". D'où ce que Lénine appelle l'"incohérence" de Kautsky par rapport aux mencheviks. (N'oublions pas que, avant la guerre, il n'a eu de cesse de condamner la politique menchevik, à laquelle il reprochait — à juste titre et en accord avec les bolcheviks sur ce point — de soumettre le prolétariat à la bourgeoisie au lieu de l'allier à la paysannerie contre la bourgeoisie.) C'est que Kautsky est devenu réformiste et parlementariste, non seulement pour la Russie, mais de manière générale. C'est la raison pour laquelle, selon Lénine, "l'essence du kautskysme, c'est d'admettre *tout* dans le marxisme, *excepté* les moyens révolutionnaires de lutte, la propagande en leur faveur et la préparation de leur mise en œuvre, l'éducation des masses en ce sens"⁹⁸.

Bref, la "référence" de Daniel Gluckstein à la brochure La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky est complètement inadéquate pour fonder son propos.

Quel est, cependant, le point commun théorique du désaccord de Lénine avec Kautsky, d'une part, et de son désaccord avec les mencheviks, d'autre part ? Il concerne la compréhension des

96 Cf. *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Éditions sociales/Éditions du progrès, 1971, p. 97.

97 *Ibid.*, p. 56.

98 Cf. *Le socialisme et la guerre*, cf. *Œuvres complètes* de Lénine, tome XXI, page 323.

contradictions propres au stade impérialiste, contradictions exacerbées du capitalisme en général, exacerbées au point de ne plus pouvoir déboucher que sur des guerres interimpérialistes et des révolutions. C'est cela que nient les mencheviks en particulier, incapables de comprendre le caractère nouveau, suprême, et en même temps ultime du stade impérialiste, car ils en restent au schématisme qui domine l'idéologie des dirigeants réformistes de la IIe Internationale, selon qui le capitalisme se développe sans que la quantité se change en qualité, sans parvenir à un stade spécifiquement différent de son existence. L'illusion de ces "théoriciens" du début du siècle, qui correspond idéologiquement à leur pratique opportuniste, consiste à croire que, puisque les forces productives continuent de croître (ce qui est vrai), les conditions objectives du socialisme ne sont pas réunies et ils repoussent le moment où celles-ci seront mûres au moment où celles-là auront cessé de croître. Quant à Kautsky, même s'il considère, quant à lui, que les conditions objectives sont mûres pour le socialisme, il ne comprend pas non plus la nature même de l'impérialisme et croit en la possibilité d'un passage pacifique, "démocratique", au socialisme. C'est pourquoi, malgré leurs différences d'appréciation, les mencheviks et Kautsky se rejoignent pour condamner tant la pratique que la théorie de Lénine, de Trotsky et des bolcheviks (même si leurs positions sur la nature de l'URSS et sur la politique qu'ils préconiseront, en particulier contre le stalinisme, ne seront jamais identiques).

Lénine, en revanche, tout en constatant lui aussi que les forces productives se sont développées de manière impétueuse depuis que le processus de développement du capitalisme en impérialisme a commencé dans la deuxième moitié du XIXe siècle et a triomphé au tournant du siècle, explique que le stade impérialiste est celui où les contradictions interimpérialistes se sont exacerbées à un tel point, que leur explosion violente était inévitable et se reproduira incessamment tant que la révolution socialiste internationale n'aura pas été victorieuse. C'est dans le cadre de cette appréciation de l'impérialisme comme système de contradictions spécifiques que s'intègre la fameuse théorie dite "du maillon faible" selon laquelle le jeu des contradictions interimpérialistes de la chaîne mondiale des nations débouche nécessairement sur des cassures de cette chaîne au niveau des maillons les plus faibles (des nations impérialistes les moins développées et les moins puissantes, telle la Russie). Ce point, qui est au cœur même de la pensée systématique de Lénine sur l'impérialisme comme système mondial par essence, est aussi celui que les mencheviks et les dirigeants de la IIe Internationale rejettent avec le plus de véhémence : à la limite, certains d'entre eux veulent bien considérer que la révolution est presque à l'ordre du jour dans tel ou tel pays de l'Europe occidentale ; mais tous excluent que cela puisse être le cas dans des pays où les forces productives soumises au capital sont encore peu développées ; dans un cas comme dans l'autre, ils ne comprennent pas que le capitalisme, parvenu à son stade impérialiste, forme une totalité qui est autre chose que la somme de ses parties et exige un point de vue global, international — donc vraiment internationaliste et résolument opposé à la guerre impérialiste.

f) Sur l'impérialisme d'aujourd'hui

Au deuxième paragraphe de la page 82, Daniel Gluckstein m'accuse de ne pas m'être prononcé sur la question de savoir s'il y avait ou non, aujourd'hui, compatibilité entre les progrès du parasitisme, d'une part, et le développement des forces productives, de l'autre. En réalité, le lecteur sait que je me suis clairement prononcé sur cette question, en lui apportant une réponse positive. Or notre camarade le sait pertinemment lui-même, puisque, *dès le paragraphe suivant*, il cite l'un des passages de ma première contribution qui formulent une telle réponse et s'écrie : "la voilà la conclusion politique vers laquelle tendent tous les efforts de notre contradicteur". Bref, il réalise l'exploit de me reprocher, à moins d'une quinzaine de lignes de distance, de ne pas m'être prononcé... et de m'être prononcé sur une seule et même question ! Décidément, à force de faire flèche de tout bois, il n'hésite pas à dire n'importe quoi.

Mais, fondamentalement, cet apparent paradoxe est l'indice d'un vrai problème — *du*

problème fondamental de la conception glucksteinienne de l'impérialisme ; c'est donc par lui que je terminerai la présente partie de cette contribution.

J'avais résumé ce problème de la manière suivante dans ma première contribution (page 32) : "En somme, écrivais-je, les indications erronées et le flou conceptuel qui entourent les affirmations de Daniel Gluckstein concernant l'impérialisme tel que le décrit Lénine, découlent du fait qu'il veut absolument faire dire à celui-ci la même chose que lui, c'est-à-dire que l'impérialisme serait par définition une époque où la tendance à la destruction et au déclin des forces productives serait dominante. Ainsi Daniel Gluckstein écrit-il : 'l'impérialisme devenu sénile (n'est pas) une phase historique distincte de l'impérialisme lui-même, mais, au contraire, (...) l'expression de son plein développement'". Dans *Critique d'une critique*, (page 82), notre camarade qui cite le début de ce passage, mais il le balaie d'un revers de main en le qualifiant de "façade". Pourtant, il ne peut pas ne pas voir le paradoxe qu'il y a à soutenir, d'un côté, que sa conception de l'impérialisme serait la même que celle de Lénine et, d'un autre côté, que l'impérialisme se définirait essentiellement comme un stade du capitalisme où les forces productives ne croissent plus, ce que Lénine ne dit jamais, puisqu'il explique précisément le contraire. Par conséquent, pour soutenir à la fois que l'impérialisme ne développe plus les forces productives aujourd'hui et que cet impérialisme est le même stade que celui décrit par Lénine, Daniel Gluckstein est obligé de faire dire à Lénine le contraire de ce qu'il dit, à savoir que l'impérialisme se définirait comme un stade ne développant pas les forces productives.

Mais, malgré tout, en même temps, notre camarade tend à établir une distinction entre l'impérialisme d'aujourd'hui et celui que décrit Lénine. Il qualifie l'époque actuelle comme celle de "l'impérialisme décomposé", par exemple p. 82, où il affirme qu'il y a "*aujourd'hui*, à l'époque de l'impérialisme décomposé, *incompatibilité* entre développement des forces productives et le niveau atteint par le parasitisme" (souligné par lui). En revanche, Lénine, quant à lui, outre qu'il soutient, comme nous l'avons vu, la *compatibilité* entre "développement des forces productives et le niveau atteint par le parasitisme" au stade impérialiste tel qu'il le décrit, n'emploie jamais l'expression d'"impérialisme décomposé". En effet, il parle seulement de "capitalisme pourrissant", pour désigner les traits de parasitisme et de pourrissement du capitalisme au stade impérialiste. Or, si Daniel Gluckstein substitue l'expression "impérialisme décomposé" à la caractérisation léniniste de l'impérialisme comme "capitalisme pourrissant", s'il passe ainsi d'un participe présent à un participe passé, n'est-ce pas pour exprimer le passage de ce qu'il appellerait un "processus en cours" à un "processus achevé" ? Pourquoi emploie-t-il cette expression, s'il ne veut pas désigner par là une "phase distincte" de l'impérialisme (celle du déclin des forces productives) ?

La même question se pose au sujet de l'expression d'"impérialisme sénile". Prenant conscience du fait que celle-ci, si on lui donne un sens rigoureux, désigne nécessairement une période différente de celle de l'impérialisme tout court tel que l'a décrit Lénine, Daniel Gluckstein, dans son livre (et de nouveau dans *Critique d'une critique*) — soit plusieurs années après avoir lui-même impulsé un usage systématique cette expression dans les textes de la IV^e Internationale — nous met en garde : "L'impérialisme sénile", écrit-il, n'est pas "une phase historique distincte de l'impérialisme lui-même, mais au contraire (...) l'expression de son plein développement". Mais cela ne résout nullement le problème : *ou bien* l'impérialisme d'aujourd'hui est le même stade du capitalisme que celui décrit par Lénine, et alors il continue de développer les forces productives, bien que ce soit au prix de l'exacerbation de ses contradictions, des progrès monstrueux du parasitisme, de l'exploitation, de la misère, etc. ; *ou bien* ces traits qui étaient secondaires aux yeux de Lénine, qui n'excluaient pas le fait que "dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant", sont devenus principaux aujourd'hui et empêchent désormais de manière absolue la croissance des forces productives — et alors il faut "aller jusqu'au bout de (cette) position" et dire que la phase actuelle de l'impérialisme est une "phase distincte" de celle que décrivait Lénine. Or, lorsque Daniel Gluckstein parle de déclin des forces productives, quand il

parle de dislocation du marché mondial, quand il prétend qu'aujourd'hui, *"la tendance, globalement, n'est plus à la reproduction élargie du capital"*, etc., mettant ainsi en cause l'ensemble des lois générales de la production capitaliste établies dans *Le Capital* — force est de constater que, dans les faits, il caractérise son "impérialisme sénile" comme une phase distincte non seulement du "capitalisme ascendant", mais aussi de l'impérialisme tel que le décrit Lénine.

Tel est le problème fondamental que pose l'ensemble des affirmations de Daniel Gluckstein concernant l'impérialisme aujourd'hui, que j'ai donc soulevé dans ma première contribution, mais que notre camarade refuse de voir ou même de discuter. *Ou bien les "traits essentiels" du capitalisme et de l'impérialisme, tels que les étudient Le Capital et L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme continuent d'exister aujourd'hui comme "traits essentiels" du capitalisme impérialiste contemporain — et alors les affirmations de Daniel Gluckstein concernant le "déclin des forces productives" et l'impérialisme "décomposé" ou "sénile" sont fausses, car absolument incompatibles avec ces "traits essentiels" ; ou bien les affirmations de Daniel Gluckstein sont justes, et alors il faut aller, comme il dit, "jusqu'au bout" de cette position, dire explicitement que ce qui reste valable aujourd'hui dans ces ouvrages, ce n'est plus, à l'exclusion d'à peu près tout le reste, que la théorie marxiste de l'exploitation et la mise en évidence par Lénine des traits de parasitisme et de pourrissement propres à l'impérialisme.*

Dans *Critique d'une critique* plus encore que dans son livre, Daniel Gluckstein persiste, malgré les textes, à essayer de marier la carpe et le lapin — Marx et Lénine, d'un côté, ses propres "innovations théoriques", de l'autre.

V. Sur le réformisme

La cinquième partie de ma *Critique du livre "Lutte des classes et mondialisation"* (pp. 33-37) présentait une série d'objections à ce que celui-ci dit du réformisme propre à l'époque impérialiste.

1) Des accusations politiques sans fondement pour éviter la discussion sérieuse

Les pages 88 à 91 de *Critique d'une critique* sont censées me répondre sur ce point. En réalité, elles consistent pour l'essentiel en un florilège des accusations les plus infondées que Daniel Gluckstein ait jamais formulées. Au moins, sur les autres questions, il a pu arriver de temps à autre que notre camarade essaie de faire l'esquisse d'une argumentation rationnelle. Ici, au contraire, il n'y a pas le *moindre* effort de discuter ce que j'ai *effectivement* écrit. Pour l'essentiel, ces pages expliquent au lecteur que le camarade Wolfgang serait en désaccord avec toute la stratégie de la IVe Internationale des origines à nos jours (et, au-delà, avec toute la politique bolchevik) et elles multiplient les suggestions d'amalgame entre mes positions et rien de moins que (selon les cas !) : celles des gauchistes, celles de ceux qui "désertent les organisations ouvrières", celles de ceux pour qui "la IVe Internationale (...) serait (...) un échec", celles des constructeurs de "syndicats rouges", celles de SUD, etc. (!!!) Évidemment incapable de fournir la moindre preuve que je défende ou même que je m'approche effectivement de telles positions, Daniel Gluckstein en est réduit, comme nous allons le voir, à tronquer, voire truquer certaines citations de mon texte, à faire semblant de ne pas comprendre les autres et à user de procédés rhétoriques du type : "il est inévitable que le désaccord de Wolfgang débouche sur d'évidentes conséquences pratiques" ; "la position développée par le camarade Wolfgang pourrait être formulée ainsi (...) Nous ne disons pas que c'est la position

du camarade Wolfgang [il faudrait savoir !!!] C'est la position défendue par d'autres à l'extérieur de nos rangs." Phrases qui font habilement écho à une déclaration écrite, quant à elle, au début de *Critique d'une critique* (dès le début, en haut de la page 48), déclaration selon laquelle Wolfgang n'"assume[rait] [pas toujours] toutes les implications de sa position [en l'occurrence : sur les forces productives] — ce dont nous nous félicitons car s'il allait jusqu'au bout de sa position, il serait sans doute amené à faire ce que beaucoup d'autres ont fait avant lui. Espérons que cela ne sera pas le cas".

Je ne discuterai bien évidemment ici que des affirmations que notre camarade oppose à ce que j'ai vraiment écrit, et non de ses fantasmes concernant mes positions politiques.

2) *Le réformisme : "produit du capitalisme ascendant"... ou de l'impérialisme ?*

Dans ma première contribution, je nie que le réformisme moderne (c'est-à-dire, schématiquement, post-proudhonien, cf. ma note 34 de la page 34) soit, comme l'affirme Daniel Gluckstein, un "produit organique du capitalisme ascendant" et j'affirme, au contraire, qu'il est un produit spécifique de l'impérialisme. Bien évidemment, je cite Lénine à l'appui de mes dires. Que répond à cela l'auteur de *Critique d'une critique* ? Il répond que sa propre position est celle "de Lénine et de Trotsky". Malheureusement, cette invocation est aussi vaine que d'habitude : Daniel Gluckstein n'avance aucune preuve de ce qu'il dit. De même, il rappelle que j'ai écrit des "pages entières" d'objections et de citations contre ce qu'il a écrit... mais il ne les examine pas, ne les critique pas de manière précise, ne les réfute pas.

Il propose cependant un argument : "Que dans le même mouvement, le réformisme ait nourri la constitution d'une aristocratie ouvrière qui est l'une des caractéristiques de l'achèvement du stade de l'impérialisme, il n'y a, à cela, nulle contradiction". Cet argument appelle deux remarques.

D'une part, il est faux de dire que l'"aristocratie ouvrière" caractérise "l'achèvement du stade impérialiste"⁹⁹ (c'est-à-dire, comme on le sait, selon Lénine, le "tournant du XXe siècle"), de même qu'il est faux de prétendre, quelques lignes plus loin que, pour Lénine, le réformisme ne deviendrait "lieutenant ouvrier de la classe bourgeoise" qu'"à partir de 1914". En effet, Lénine remarque et approuve Marx et Engels eux-mêmes pour avoir "méthodiquement, pendant des dizaines d'années, observé de près cette liaison de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier avec les particularités impérialistes du capitalisme anglais. Ainsi Engels écrivait-il à Marx, dès le 7 octobre 1858 : 'En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un *prolétariat bourgeois*. Évidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier, c'est, jusqu'à un certain point, logique". On le voit : la négation par Daniel Gluckstein du fait que l'Angleterre ait acquis des "traits distinctifs essentiels de l'impérialisme" dès les années 1850 le conduit à ne pas voir que le réformisme moderne, qui commence lui aussi à exister à cette époque en Angleterre — et dans les années 1880 ailleurs — est un "produit organique" de *l'impérialisme*, dès le début de la substitution progressive des "particularités impérialistes" aux particularités préimpérialistes.

D'autre part, et ceci est la conséquence de cela, l'argument de Daniel Gluckstein inverse l'ordre des déterminations : ce n'est pas le réformisme qui "a nourri la constitution d'une aristocratie ouvrière", c'est, au contraire, la constitution d'une aristocratie ouvrière moderne par le développement impérialiste du capitalisme qui a produit le réformisme moderne. Pour les matérialistes historiques, les courants politiques sont les produits organiques du système social : ce sont des expressions des processus sociaux matériels. C'est pourquoi le réformisme moderne est le produit de l'impérialisme, de l'aristocratie ouvrière constituée par l'impérialisme : il est l'expression

⁹⁹ Je souligne.

politique de celui-ci au sein du mouvement ouvrier.

Au demeurant, c'est aussi la raison pour laquelle, s'il est vrai de dire que, aujourd'hui, la mise en cause des réformes conduit une partie des réformistes à résister à la destruction des acquis de tous par l'impérialisme, s'il est donc juste de se battre pour le front unique avec ces réformistes, et pour que le maximum d'entre eux rompent avec la politique de collaboration de classe — il n'en reste pas moins que le réformisme a toujours aujourd'hui pour base sociale l'existence d'une "aristocratie ouvrière" (les couches salariées supérieures) que l'impérialisme continue de reproduire. Certes, les contradictions de l'impérialisme font que, en même temps qu'il la reproduit constamment, il tend à détruire l'aristocratie ouvrière comme telle (cf. les lois Aubry, le chômage et la précarisation des techniciens et des cadres, etc.) ; mais la remise en cause des acquis de tous les salariés n'entraîne que de manière relative la mise en cause des différenciations sociales internes aux travailleurs et n'empêche donc pas, et en tout cas pas à ce jour, la persistance de la couche sociale qui a constitué la base historique du réformisme.

Dans le paragraphe suivant (le troisième de la page 88), Daniel Gluckstein "s'interroge sérieusement" (*sic*) "sur ce qui l'emporte chez Wolfgang de l'incompréhension ou de la volonté de ne comprendre que ce qui apporte de l'eau au moulin d'une théorie précédemment forgée, qu'il faut défendre contre vents et marées, y compris contre les faits ! Donc, une nouvelle fois, il nous faut rétablir les faits". Quelle superbe tirade ! Quelle puissante caractérisation de ma méthode ! J'en reste baba. Il y a juste un petit problème : notre camarade nous sort cette phrase... pour rendre compte d'une "citation" de mon texte qu'il vient de tronquer incroyablement, de manière à lui faire dire très exactement le contraire de ce qu'elle dit. Qu'on en juge : il prétend que je "commet(s) une erreur en écrivant que *'l'impérialisme, loin de produire le réformisme, n'aurait de cesse de le combattre'*". C'est vrai que j'aurais commis une erreur si j'avais écrit cela. Mais qu'ai-je écrit en réalité ? La phrase suivante : "Daniel Gluckstein va même jusqu'à croire que l'impérialisme, loin de produire le réformisme, n'aurait de cesse de le combattre". Alors, qui a fait l'erreur en question ? S'agit-il ici d'une simple étourderie de Daniel Gluckstein (puisqu'il a lui-même cité cette phrase correctement un peu plus haut) ? Je ne sais pas ; en tout cas, cela en dit long sur sa "méthode" de discussion, qui consiste à m'accuser de tout faire pour ne pas comprendre, au moment même où c'est lui qui ne comprend absolument rien à ce que j'écris !

Ensuite, il répète ce qu'il a déjà dit dans son livre : selon lui, c'est "un fait historique établi" (!) que la base matérielle de la constitution du réformisme comme courant politique, ce sont les conquêtes qui ont été arrachées par la classe ouvrière". Je réitère mon désaccord avec cette thèse : pour Lénine, la "base matérielle" du réformisme, ce sont les surprofits réalisés par le capital financier impérialiste, en particulier par l'exploitation sans limite des peuples colonisés. En revanche, les conquêtes de la classe ouvrière n'ont rien à voir, comme telles, avec le réformisme comme courant politique : le mouvement de la classe ouvrière, qui seul arrache les réformes, est révolutionnaire en soi (car toute revendication met en cause le système du profit lui-même). (Évidemment, cela n'empêche pas que, formellement, ce furent bien souvent des réformistes — parlementaires, élus municipaux, représentants syndicaux... — qui consignérent les réformes.) Le lien fondamental entre les réformes et le réformisme, c'est essentiellement le fait que celui-ci s'appuie sur celles-là pour se donner à lui-même son idéologie et pour se constituer en courant politique. Contrairement à ce que Daniel Gluckstein essaie de faire croire (au quatrième paragraphe de la page 88), cette position léniniste ne revient nullement à nier le caractère ouvrier des organisations dirigées par les réformistes, ni à nier la nécessité inconditionnelle de défendre toutes les conquêtes — et elle prouve évidemment encore moins que je sois "incapable de saisir" "la question stratégique de la politique de front unique".

3) *Quand commence la légitimité du combat révolutionnaire ?*

L'incompréhension par Daniel Gluckstein du lien organique entre le réformisme et l'impérialisme, auquel il substitue un prétendu "lien organique entre le réformisme et le capitalisme ascendant" m'a conduit à me demander, dans ma première contribution (p. 33), quelle place revenait au courant révolutionnaire à l'époque du "capitalisme ascendant" dans le schéma de notre camarade. Évidemment, je savais bien qu'il lui réservait une place, mais comme, d'une part, il n'en a pas parlé dans son livre et que, d'autre part surtout, il a écrit : "Le réformisme, produit organique du capitalisme ascendant, a donc *correspondu* à une phase du développement historique où les forces productives mises en mouvement par le mode de production capitaliste avaient à leur disposition la conquête du marché mondial" (p. 358 ; je souligne), il était tout à fait naturel de se demander si, pour Daniel Gluckstein, le courant révolutionnaire, tout en pouvant exister dès le "capitalisme ascendant", ne "correspondait" pas cependant au seul stade de la prétendue stagnation des forces productives. De même, Daniel Gluckstein oppose à ce prétendu réformisme "correspondant" au capitalisme préimpérialiste, un réformisme "assujetti à l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, stade où, pour assurer la progression des forces productives, il était historiquement *justifié* de briser l'obstacle du système de la propriété privée des moyens de production" : on était donc fondé à se demander quelle "justification" avait, aux yeux de Daniel Gluckstein, le courant révolutionnaire avant 1914. Pour bien mettre en évidence cette erreur sur l'origine et la nature même du réformisme, j'ai donc présenté au moyen d'une formule frappante le paradoxe théorique auquel me semblait aboutir son "schématisme" en écrivant que celui-ci le conduisait, "*à la limite*, à considérer que le réformisme est en quelque sorte le courant politique "correspondant" (p. 358) au capitalisme ascendant, tandis que le courant révolutionnaire ne deviendrait "justifié" (p. 359, note) qu'à partir du moment où les forces productives entrent dans l'époque de leur prétendue stagnation"¹⁰⁰. Que répond à cela Daniel Gluckstein ? Il sort cette citation de son contexte, il enlève "à la limite", il me traite de "gauchiste soixante-huitard" et il me rappelle encore une fois que 1914 représente un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier ! Quelle belle discussion !

4) *Le problème de la direction révolutionnaire du prolétariat ne se pose-t-il qu'à partir... de 1938 ?*

Sur sa lancée, il en arrive ensuite (au deuxième paragraphe de la page 89) à donner à l'une de mes citations un sens différent de celui qu'elle a. Sous prétexte que j'ai écrit que le problème de la direction était déjà le problème principal au sein de la IIe Internationale avant 1914, il fait croire que j'assimile les "conditions (...) de 1938" avec celles d'avant la Première Guerre mondiale et que, par conséquent (si l'on peut dire), je pense qu'il aurait fallu "jeter les bases de la IIIe Internationale" dans la IIe "bien avant 1914". Cette prétendue "conséquence", je ne l'ai pas tirée et je ne la tire pas : Daniel Gluckstein invente purement et simplement l'idée que, selon moi, il n'aurait pas été juste de rester dans la IIe Internationale avant 1914 — allégation qui a pour seule et unique fonction de préparer ses diatribes contre ma prétendue incompréhension de la stratégie du front unique et de la défense des organisations ouvrières comme telles. Notre camarade fabrique ainsi un véritable "leurre" en m'attribuant des positions qui ne sont pas les miennes pour mieux vitupérer les prétendues "conséquences inévitables" de ces positions imaginaires...

Mais les accusations politiques infondées que contiennent les pages 89 et 90 ne

¹⁰⁰ En fait, la référence que j'indiquais n'était pas tout à fait exacte : ce n'est pas précisément dans la note de la page 359 de son livre, mais au deuxième paragraphe de cette même page 359, que notre camarade fait commencer la "justification" du courant révolutionnaire au stade impérialiste du capitalisme. Comme il date l'"avènement" de celui-ci de 1914, ma question demeure donc, malgré ce que répond *Critique d'une critique* page 89 (troisième paragraphe).

m'empêcheront pas de répéter et de développer le "problème politique tout à fait intéressant" (Daniel Gluckstein, p. 89) que j'ai posé dans ma première contribution (p. 41) au sujet de la direction de la IIe Internationale d'avant 1914. Autant il eût été erroné de rompre avec cette organisation ouvrière de masse qui était encore le principal instrument du combat politique des travailleurs contre le capital ; autant il est tout à fait légitime de se demander si la politique des révolutionnaires en son sein a été parfaitement juste. En particulier, il me semble évident que les révolutionnaires auraient dû constituer une tendance organisée à l'échelle internationale, comme il en existait dans certains pays. J'estime que c'est une erreur ou en tout cas une faiblesse de ne l'avoir pas fait, car cela les a privés d'un instrument politique qui aurait décuplé l'efficacité de leurs initiatives beaucoup trop éparpillées contre les opportunistes.

On peut d'ailleurs expliquer cette faiblesse. En premier lieu, de même que la IIe Internationale n'était qu'une fédération de partis nationaux, de même les courants révolutionnaires n'ont pas compris, à l'époque, l'importance du centralisme démocratique — à l'échelle internationale et même, à part les bolcheviks, à l'échelle nationale — et n'ont donc pas jugé utile de centraliser leurs initiatives politiquement convergentes. En second lieu, les dirigeants de la IIe Internationale en général, de la social-démocratie allemande en particulier, et singulièrement de Kautsky, jouissaient d'un tel prestige et d'une telle autorité que bien des révolutionnaires ont sous-estimé l'importance et les progrès de l'opportunisme dans la IIe Internationale, en particulier dans les années d'immédiat avant-guerre. Tel fut certainement le cas de Lénine lui-même, principalement parce que l'importance de ses tâches "nationales" et sa situation clandestine ou semi-clandestine d'émigré ne lui permettaient pas de se consacrer suffisamment à la construction de l'Internationale comme telle. En revanche, ceux qui, telles Rosa Luxembourg ou Clara Zetkin, ont le mieux su démasquer, dès avant 1914, ces évolutions, y compris celle de Kautsky lui-même, ont certainement sous-estimé l'importance de l'organisation et des liens internationaux pour structurer leur combat. Certes, il est facile de refaire l'histoire *a posteriori* ; certes, l'intérêt d'une telle discussion historique est limitée, dans la mesure où Lénine et les constructeurs de la IIIe Internationale ont su tirer rapidement les conséquences politiques et organisationnelles de la faillite de la IIe Internationale ; mais je soutiens que le problème de l'organisation, donc de la direction du prolétariat est, non seulement depuis la IIe Internationale, mais depuis Marx et Engels eux-mêmes, sous des formes évidemment différentes selon les époques, le *problème numéro un* posé au mouvement ouvrier, problème qu'il a toujours fallu, ou — selon les cas — qu'il aurait toujours fallu, poser et chercher à résoudre par la démocratie ouvrière.

5) *Sur le rapport entre réformes et révolution*

Enfin, au sujet de ma dernière remarque concernant le réformisme, force est de constater que Daniel Gluckstein, une nouvelle fois, "cite de manière quelque peu cavalière"¹⁰¹ les textes d'autrui. En effet, il essaie de faire croire (p. 91) que, selon moi, certaines conquêtes de la classe ouvrière, *comme telles*, auraient été "contre-révolutionnaires". Certes, j'ai employé une formule qui, si on l'isole soigneusement de son contexte comme il s'empresse de le faire pernicieusement, peut sembler maladroite. Il me faut donc citer entièrement le passage où figure la phrase en question (ici reproduite en caractères italiques ; les passages qui contredisent expressément l'"interprétation" que Daniel Gluckstein fabrique de toutes pièces pour me combattre sont en gras). Après avoir rappelé l'objet même de ma critique : le fait que le schématisme de notre camarade l'a conduit à mettre les plus grandes conquêtes de la classe ouvrière du côté du "capitalisme ascendant", alors qu'en réalité la grande majorité a été arrachée après la Seconde Guerre mondiale, j'écrivais : "Il est clair que **les**

101 Pour reprendre cette bien vague expression utilisée par Daniel Gluckstein à la page 45 de *Critique d'une critique*.

plus grandes conquêtes de la classe ouvrière ont été faites sous l'impulsion du mouvement de la classe, révolutionnaire en lui-même, même si ce mouvement est presque toujours resté inachevé, à cause de la collaboration de classes pratiquée par ses dirigeants réformistes et staliniens contre-révolutionnaires. — Qu'il faille défendre aujourd'hui sans condition toutes les conquêtes de la classe ouvrière, quelles que soient les conditions dans lesquelles elles ont été acquises, ne doit pas nous faire oublier qu'au moment où elles ont été faites, certaines, en tant que simples réformes, n'étaient "progressistes" qu'en étant "opportunistes", et en général purement et simplement contre-révolutionnaires. En effet, dans la plupart des pays du monde, l'écrasante majorité des grandes conquêtes de la classe ouvrière a été arrachée non pas au XIXe siècle, mais au XXe, entre les deux guerres mondiales et, surtout, à la fin de la seconde ; c'est-à-dire qu'elles ont été arrachées dans le cadre de la phase de ce que Daniel Gluckstein appelle "l'impérialisme décadent" ; et si elles ont été, finalement, de simples "réformes", c'est que la puissance révolutionnaire des masses mobilisées a été déviée de son objectif révolutionnaire et trahie par les appareils, à commencer par l'appareil stalinien."

On voit toute la mauvaise foi perverse qu'il y a dans le commentaire suivant : "Une nouvelle fois [!], Wolfgang confond la politique des appareils avec les conquêtes révolutionnaires des masses, qu'elles ont arrachées par leur propre mouvement"¹⁰². Une nouvelle fois, Daniel Gluckstein fait-il semblant de ne pas comprendre ou est-il vraiment incapable "de se hisser à hauteur de la dialectique la plus élémentaire" en comprenant que les réformes peuvent être à la fois des conquêtes révolutionnaires de la classe ouvrière ou, plus exactement, des "sous-produits de la lutte de classe révolutionnaire"¹⁰³ et, en même temps, des produits politiques de la collaboration de classe contre-révolutionnaire ? S'il ne peut le comprendre quand c'est moi qui le dis, il n'a qu'à aller lire l'excellent texte écrit par un responsable de notre courant en décembre 1946, republié dans la *Lettre de la Vérité* du 14 mars 2000, qui présente parfaitement la position que j'ai exprimée : d'une part, explique ce texte, "dans l'ensemble (...), malgré l'existence d'une direction réformiste du syndicat, la revendication de la convention collective conserve un sens éminemment progressif et révolutionnaire" ; mais, d'autre part, il n'en reste pas moins vrai que "étant donné l'orientation de collaboration de classe des dirigeants syndicaux, la convention collective dans une mesure non négligeable peut tendre à devenir un instrument de collaboration de classes. (...) Elle "pétrifi(e)" les rapports entre les classes. Si ce danger est indéniable, il existe plus ou moins pour toutes les revendications transitoires qui peuvent être maniées dans un sens réformiste (...)"

VI. Forces productives et lutte des classes

Aux problèmes que j'ai soulevés, dans la dernière partie de ma première contribution (pp. 37-42), au sujet du rapport établi par le livre *Lutte des classes et mondialisation* entre le mouvement des forces productives et la lutte des classes, *Critique d'une critique* répond essentiellement dans les pages 83 à 87 et dans les pages 91 à 94. Cette dernière partie de mon texte est celle que Daniel Gluckstein a le plus mal comprise. Je vais reprendre ici en quatre points les questions que j'y posais.

102 Sur sa lancée, notre camarade en arrive à truquer en faisant croire que j'aurais parlé de "l'échec du socialisme", que je serais donc ce qu'il appelait quelques pages auparavant "un déçu du socialisme", sous prétexte que j'ai employé, à un tout autre endroit de mon texte, au sujet d'un tout autre problème, la formule rapide d'"échecs de la révolution socialiste". Daniel Gluckstein est-il tellement rigoureux (pour les autres !) qu'il exige que l'on développe de manière précise et exhaustive toutes les expressions que l'on emploie pour exprimer les prémisses de raisonnements qui ont un tout autre objet que ces prémisses elles-mêmes ? Ou a-t-il besoin de faire flèche de tout bois pour fabriquer ses "leures"... et combattre ses propres épouvantails ?

103 *Dixit Lénine, Œuvres*, tome XXVII, pp. 25-26.

1) Base et moteur de l'histoire

J'avais commencé cette dernière partie par l'énoncé de ce qui constitue la principale thèse de ma première contribution. J'écrivais (pp. 37-38) : "*le **moteur** de l'histoire, ce ne sont pas les modes de production considérés sous l'angle de leurs lois de fonctionnement, mais c'est la lutte des classes, qui a certes pour **base** tel ou tel mode de production, mais qui seule, en dernière analyse, est le moteur de leur histoire et, par là même, de l'histoire de toutes les sociétés divisées en classes. C'est donc la lutte des classes, et non la seule évolution des forces productives, qui détermine la nature et les termes de l'"alternative" politique devant laquelle se trouve l'humanité depuis près d'un siècle : socialisme ou barbarie ; et c'est elle qui déterminera les différentes formes sous lesquelles cette alternative ne cessera de se dresser devant le mouvement ouvrier jusqu'à la réalisation effective du communisme. La lecture de l'ouvrage de Lénine sur l'impérialisme montre clairement que la question des forces productives ne doit pas être surévaluée, c'est-à-dire traitée comme si ces dernières étaient le moteur de l'histoire. Malheureusement, depuis plus d'un siècle, cette question a conduit trop souvent un certain nombre de marxistes à une vision mécaniste, économiste, voire téléologique de l'histoire*".

On s'en souvient : Daniel Gluckstein a cru et a annoncé dès la première page de *Critique d'une critique* que ces marxistes dont je parlais étaient Marx, Engels, Lénine, Trotsky — et, tant qu'à faire, lui-même, qui s'était alors proclamé "le représentant de ces marxistes éminents"... Et il a prétendu que je n'avais pas nommé les "marxistes" en question, suggérant que je ne l'aurais pas osé parce qu'il se serait agi de Marx-Engels-Lénine-Trotsky. J'avais pourtant été très clair : j'avais écrit la phrase citée ci-dessus après avoir consacré *plus de deux pages* à montrer le *lien qui existe entre la pratique opportuniste des dirigeants de la IIe Internationale avant 1914 et leur conception évolutionniste, mécaniste, économiste du marxisme*. Ainsi avais-je écrit : "Or, c'est justement parce que, à partir de la fin des années 1870, les forces productives continuaient de se développer, avec le processus de développement du capitalisme fondé sur la libre concurrence en impérialisme capitaliste, que certains socialistes ont cru à la possibilité d'un passage graduel au socialisme, sont devenus 'réformistes' et n'ont cessé de reporter la caractérisation du moment où ce 'passage' serait à l'ordre du jour. Et c'est contre cet évolutionnisme mécaniste que se sont élevés, dès les premières années du siècle, Lénine et les bolcheviks, Trotsky (avec sa théorie de la révolution permanente), Rosa Luxembourg — bref, toute la gauche de la IIe Internationale." Bien sûr, on peut discuter de cette appréciation ; mais dire que je n'aurais pas désigné les "marxistes" en question, c'est, une nouvelle fois, "se moquer du monde".

Que notre camarade soit de mauvaise foi, en effet, est une hypothèse au moins aussi vraisemblable que celle de son incompréhension du passage en question. Comment expliquer autrement que, juste après avoir cité ma phrase concernant "un certain nombre de marxistes (...) depuis plus d'un siècle", il écrive (page 91, dernier paragraphe) : "A notre connaissance, personne dans la IVe Internationale ne compte sur "la seule évolution des forces productives" pour résoudre l'alternative : socialisme ou barbarie. Il pourrait donc sembler que notre critique se contente ici de polémiquer contre ses propres fantasmes" ? Comment comprendre, d'une part, que Daniel Gluckstein s'autoproclame, page 45, le représentant des marxistes mécanistes, évolutionnistes et téléologiques et que, d'autre part, il exclut, page 91, qu'un quelconque membre de la IVe Internationale ait pu défendre une telle position ? Comprenne qui pourra...

Mais non, il nous faut chercher malgré tout une explication à cet incroyable paradoxe. A la première page de son texte, Daniel Gluckstein, mobilisait d'emblée son autorité morale pour "cadre" la discussion avant même de l'avoir commencée en opposant grossièrement sa position, qui serait celle de Marx-Engels-Lénine-Trotsky-IVe Internationale (et dont il ne serait en fait que le

porte-parole...), à la mienne, qui s'y opposerait. En revanche, à la page 91, il s'agit seulement de balayer d'un revers de main la critique *fondamentale* que je lui ai adressée au sujet de sa conception du rapport entre la lutte des classes et le développement des forces productives. C'est pourquoi il réduit sa "réponse" à ma critique sur ce point à un unique petit paragraphe, qu'il relègue en note de bas de page (note 23, page 91). Et, de manière très significative, pour mieux dissimuler sa mauvaise foi aveuglante, il m'envoie des fleurs : "Au compte des mêmes fantasmes, écrit-il, ou de l'inaptitude à concevoir une pensée dialectique, ou de la difficulté à articuler entre elles deux idées — ou comme résultat combiné de ces trois raisons — le camarade Wolfgang écrit [etc.]". Attention, lecteur, souviens-toi : Daniel Gluckstein ne cède jamais au plaisir de polémiquer, tout ce qu'il écrit a un contenu politique et "le style, c'est la politique" ! Il cite ensuite des passages soigneusement découpés et séparés de leur contexte, de manière à leur faire perdre une partie de leur valeur argumentative et, enfin, il se met à multiplier les exclamations : "quelle pensée rudimentaire !" ; "Le procédé est quelque peu grossier. Mais, encore une fois, il répond à un objectif politique" (lequel, en l'occurrence ? Mystère et boule de gomme). Quelle est la fonction de ces amabilités ?

Après avoir rappelé les tendances mécanistes, économistes et téléologiques des dirigeants de la IIe Internationale (présentes aussi chez les dirigeants zinoviévistes, boukharinistes, puis surtout staliniens de la IIIe) je m'étais efforcé de montrer (pp. 38-39), en m'appuyant sur des citations précises, que, *en ce qui concerne "la lutte des classes dans la production"*, Daniel Gluckstein "quant à lui, me semble isoler et surestimer de manière unilatérale la question des forces productives, et accorder corrélativement à la lutte des classes un rôle extérieur et surtout secondaire pas rapport au développement de celles-ci. *D'une part*, en effet, Daniel Gluckstein me semble tendre à faire de la lutte des classes un phénomène subordonné à l'évolution des forces productives, une sorte de processus *dérivé* ou un simple *effet* de cette évolution, dont l'action en retour serait limitée. (...) *D'autre part*, et corrélativement, Daniel Gluckstein me semble surestimer la question des forces productives, dans la mesure où il pense que leur évolution propre constitue le "fondement" de l'évolution du capitalisme." Autrement dit, sans assimiler le moins du monde la conception *théorique* de Daniel Gluckstein aux positions *politiques* des dirigeants marxistes de la IIe Internationale, je soulignais, cependant, qu'il avait tort, selon moi, de subordonner la place de la lutte des classes à la question de l'évolution des forces productives, tendant ainsi, lui aussi, à un certain mécanisme économiste. En même temps, expliquais-je, il surestime la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste par rapport la lutte de la classe capitaliste contre la classe ouvrière, de sorte qu'il ne prend en compte que les effets de la première, et non ceux de la seconde, sur l'évolution des forces productives.

Nous allons pouvoir vérifier une nouvelle fois que cette critique était juste, bien que Daniel Gluckstein ne l'ait manifestement pas comprise. En effet, celui-ci réitère ici exactement ce qui me semble être ses erreurs. Par exemple, entre autres, le deuxième paragraphe de la page 54 de *Critique d'une critique* illustre la conception erronée que je viens de rappeler. Il dit : "Tout au long du XIXe siècle, jusqu'au début du XXe, la *tendance générale* — nous insistons sur le terme *tendance* — est que *la classe capitaliste absorbe, par l'augmentation de la productivité et l'extension des marchés, les contrecoups de tout ce que la lutte de classe de la classe ouvrière lui impose* : normes, règles, lois, codes, qui reconnaissent socialement la valeur de la force de travail qui la garantissent et qui permettent également, comme une *tendance générale*, son accroissement. A partir de la transformation du capitalisme en impérialisme, *la réponse de la classe capitaliste* au contraire combine le recours à des volants d'entraînement artificiel et parasites de l'économie et la destruction des forces productives. *A la fin du XXe siècle, l'offensive de l'impérialisme mondial*, vise comme une *tendance générale* à la remise en cause des normes qui fixent la valeur de la force de travail. L'orientation générale de la déréglementation vise à la dévalorisation-destruction de la principale force productive qu'est la force de travail" (ce qui est mis en italiques et en gras l'est par moi, W. ; "tendance" et "tendance générale" sont soulignés dans l'original).

Cette citation permet de comprendre parfaitement le sens de mon désaccord avec Daniel Gluckstein sur la question du rapport entre la lutte des classes dans la production et l'évolution des forces productives. En effet, celui-ci réaffirme ici sa *croyance erronée selon laquelle la lutte des classes au XIXe siècle est avant tout le fait de la classe ouvrière*, laquelle serait le moteur du développement des forces productives ("l'augmentation de la productivité et l'extension des marchés") parce qu'elle entraînerait la "réponse" de la classe capitaliste à ses propres offensives. *J'étais donc fondé à expliquer que, pour Daniel Gluckstein, dans le mode de production capitaliste, ce n'est pas la lutte permanente de la classe dominante qui est dominante par rapport à la lutte — elle aussi permanente, mais le plus souvent dominée — de la classe ouvrière.*

En même temps, notre camarade semble croire que, finalement, la lutte de la classe ouvrière au XIXe siècle ne dérangeait pas trop les capitalistes, parce qu'elle les conduisait à développer la productivité et le marché mondial, tout en permettant à la classe ouvrière de voir s'élever son niveau de vie. Et il persiste à penser que les principales conquêtes de la classe ouvrière datent du XIXe siècle. De nouveau, me voilà contraint de poser les questions suivantes : de quand datent les "codes" dont parle *Critique d'une critique* — Code du Travail, Code de la Sécurité sociale ? De quand datent les premiers statuts ? Et les premières conventions collectives ? De quand datent les congés payés ? La réponse à ces questions est unique et simple : d'après 1918, et même d'après 1945 pour la plupart de ces conquêtes. — Mais non, pour Daniel Gluckstein, après 1914, les capitalistes apportent une autre "réponse" (!) à la lutte de la classe ouvrière : "les volants d'entraînement artificiel et parasitaires de l'économie et la destruction des forces productives" — comme s'ils n'"absorb(aient)" plus les "contrecoups" de la lutte ouvrière ! Et il faudrait attendre la fin du XXe siècle pour que "l'impérialisme mondial" comprenne enfin qu'il aurait, finalement, intérêt à s'en prendre aux "normes qui fixent la valeur de la force de travail". Donc, au XIXe siècle, celles-ci permettent aux capitalistes de développer le capitalisme ; au XXe siècle, elles ne les dérangent pas trop, tout orientés qu'ils sont à rechercher des volants parasitaires ; aujourd'hui, elles se mettent à les ennuyer sérieusement, donc ils passent enfin à "l'offensive" !

Fondamentalement, notre camarade ne comprend toujours pas que la lutte de la classe capitaliste contre la classe ouvrière qui, de manière générale, est première et dominante dans le mode de production et dans le reste de la société capitalistes, est le moteur essentiel du développement capitaliste des forces productives, puisque celui-ci repose avant tout sur l'extorsion de la plus-value relative. A force de faire de la question des forces productives une question en soi, il en arrive à ne pas voir que le développement de celles-ci est largement déterminé par la lutte des classes sous toutes ses formes, avant tout par la lutte du capital pour extorquer le maximum de plus-value. La lutte des classes en général n'apparaît dès lors que comme un épiphénomène de l'évolution en soi des forces productives.

L'incompréhension de Daniel Gluckstein atteint des sommets inégalés en bas de la page 83 et à la page 84 de *Critique d'une critique*. Il prétend critiquer mes affirmations selon lesquelles "sous peine d'une vision abstraite (non dialectique) de l'histoire, on ne peut soutenir mécaniquement, unilatéralement, que la révolution prolétarienne n'est "mûre" qu'à partir du moment où les forces productives ont atteint un prétendu point maximal de leur développement. C'est une vision mécaniste des choses que de croire en une détermination absolue de l'histoire par la seule évolution des forces productives, au détriment de la considération des rapports sociaux, des rapports politiques entre les classes à l'échelle internationale et des rapports entre la classe révolutionnaire et sa représentation politique. Si le processus de production conçu comme articulation contradictoire des forces productives et des rapports de production, est bien la *base matérielle* des modes de production, il n'est pas en lui-même le *moteur* de l'histoire — rôle supporté par la lutte des classes, et par elle seule" (cf. page 40 de ma première contribution).

Notre camarade commente, spirituel : "Merci, professeur, de cet éclairage tout à fait

fondamental ! Il n'empêche que, de tout temps les marxistes ont affirmé et réaffirmé le rapport entre les conditions objectives (notamment l'état des forces productives et leur dynamique) et les conditions de la lutte de classe. (...) En retour, ils ont toujours considéré la lutte de classe¹⁰⁴ dans son rapport avec les forces productives et la place des classes dans la société (même si ce rapport n'est pas mécanique, bien évidemment)". Pour une réfutation, c'en est une, et une belle ! Le problème que j'avais soulevé et que je discutais n'était pas de savoir *s'il y a* "un rapport" (comment n'y aurait-il pas "un rapport" entre la "base" de l'histoire et son "moteur" ?) ; c'était de savoir *quel est* ce rapport. Et j'ai essayé d'établir un rapport non mécanique, mais dialectique. Que répond Daniel Gluckstein ? Il y a "un rapport", dit-il... (et, entre parenthèses : "ce rapport n'est pas mécanique")... Ça, c'est de la dialectique de haut vol !

Il poursuit sa "critique" en nous expliquant qu'il faut tenir compte des "conditions objectives", puis, quelques lignes plus bas, il conclut sa belle réfutation, satisfait, par cette phrase : "on le voit : les forces productives, si elles ne sont pas le moteur de l'histoire, sont la base matérielle des modes de production". C'est ce qui s'appelle prendre l'exact contre-pied de la position attaquée ! On se souvient, en effet, que ma phrase battue à plate couture était : "Si le processus de production conçu comme articulation contradictoire des forces productives et des rapports de production, est bien la *base matérielle* des modes de production, il n'est pas en lui-même le *moteur* de l'histoire — rôle supporté par la lutte des classes, et par elle seule". Grand jeu du jour : à part la perte — fort regrettable — des rapports de production, où est la différence ?

2) *Les forces productives et le "Progrès"*

La VI^e partie de ma première contribution s'interrogeait ensuite sur les causes de l'erreur théorique de notre camarade, et affirmait notamment (p. 39) : "la raison du rapport, à mon avis erroné, que Daniel Gluckstein établit entre l'évolution des forces productives et les développements de la lutte des classes me semble tenir à cette thèse, qu'il soutient comme un dogme inébranlable, selon laquelle 'pour les marxistes, les forces productives constituent le critère déterminant pour analyser le caractère, progressiste ou dépassé, d'un mode de production déterminé'. En effet, cela a-t-il un sens de parler en général et de manière absolue du caractère 'progressiste' ou 'dépassé' d'un mode de production ou de telle ou telle époque de l'histoire ?"

Critique d'une critique répond à cette objection essentiellement aux pages 82-83, ainsi qu'aux pages 72-73 (sur Marx) et 75-78 (sur Lénine). Nous allons examiner successivement ce qui est dit ici de Marx et de Lénine au sujet du problème en question.

a) Sur les "conditions objectives" et la notion de progrès

L'axe principal de la réponse de Daniel Gluckstein est simple : à l'en croire, j'aurais nié que le passage au socialisme n'est historiquement nécessaire et possible qu'à partir d'un certain niveau de très haut développement des forces productives. Or je n'ai jamais nié une telle évidence. Là encore, il ne comprend pas ma critique. Celle-ci se ramenait à deux thèses principales.

• *En premier lieu, je niais que la notion de "progrès" ait une valeur absolue, en soi, qui autoriserait à parler de "caractère progressiste" ou de "caractère dépassé" d'un mode de production en tant que tel. C'est pourquoi je conteste le mythe du caractère "progressiste" en soi du "capitalisme ascendant" et du caractère "décadent" en soi de l'impérialisme.*

104 On remarque que, ici comme souvent, la croyance selon laquelle la lutte des classes serait avant tout le fait de la classe ouvrière s'exprime dans le fait que Daniel Gluckstein parle de lutte *de classe* au singulier, comme s'il n'y avait qu'une classe en lutte, la classe ouvrière.

À cela, Daniel Gluckstein n'oppose aucun argument. Il se contente, notamment à fin de la page 82 de *Critique d'une critique*, de s'esclaffer et de jurer ses grands dieux qu'il est un disciple de Marx-Lénine-Trotsky-les-marxistes. Évidemment, il ne fournit aucune preuve à l'appui de ses incantations. En revanche, il persiste dans cette métaphysique du Progrès de l'Humanité que la bourgeoisie a inventée aux XVIIe et XVIIIe siècles pour les besoins de son propre combat — combat révolutionnaire contre la féodalité, pour les "Lumières" et, indissociablement, combat monstrueux pour l'accumulation du capital, la conquête du monde, le début de l'exploitation capitaliste et de l'oppression des peuples colonisés. Daniel Gluckstein est-il vraiment incapable de comprendre que le concept de *progrès*, comme d'ailleurs tous les concepts, n'a pas de sens absolu, qu'il n'a de signification que s'il est déterminé précisément ? Si la réponse à cette question est négative, alors il est pour le moins de mauvaise foi, comme on est fondé une fois de plus à le penser quand on constate qu'il prétend me citer en affirmant (p. 77) que j'aurais qualifié le concept de progrès de concept "métaphysique pur" qui n'aurait aucun "sens". Il est évidemment plus facile de déformer et de tronquer les citations que d'essayer de les comprendre.

En réalité, dans ma première contribution, d'une part, je parlais expressément de "progrès technique" (p. 12, p. 29), de "progrès théorique" (p. 42), de "progrès politique" (p. 42) et de "progrès social" (p. 39) ; et, d'autre part, j'expliquais que la notion de "Progrès" avec un grand "P", de progrès en soi, de progrès absolu, est une notion métaphysique — tout en distinguant cette notion de celle de nécessité (ou inévitabilité) historique.

De fait, historiquement, l'idée de Progrès de l'Humanité est née du racisme des colonisateurs aux XVIIe et XVIIIe siècles. Découvrant des peuples inconnus au cours de leurs pérégrinations marchandes et conquérantes, les bourgeois d'alors ont inventé la notion raciste de "peuples primitifs" et ont construit des idéologies pour "justifier" leur comportement à leur égard (traite, exploitation, pillages, génocides...). Sur la base d'analogies plus ou moins douteuses entre les systèmes de représentations de ces peuples et ceux des Anciens Égyptiens ou des Grecs archaïques, les idéologues de cette époque ont alors expliqué que les "peuples primitifs" étaient dans le même état que leurs propres ancêtres, et que leur avenir devait donc être semblable au leur, selon les lois de "l'évolution naturelle" de "l'Humanité" en soi et de "l'esprit humain" en soi. Ainsi est née l'idée du Progrès de l'Humanité et de la Civilisation. Que tout cela ait été historiquement inévitable ; que tout cela ait dialectiquement accompagné et conditionné les idées progressistes des Lumières, en relation avec le combat révolutionnaire de la bourgeoisie pour s'imposer comme classe dominante ; que les idées des Lumières soient, à leur tour, l'une des sources de la pensée socialiste, donc du marxisme, dont s'est doté le mouvement ouvrier — tout cela est évident. Mais il n'en demeure pas moins que Marx a commencé à produire sa propre pensée non seulement en intégrant cette idée de progrès, mais surtout, grâce à la dialectique héritée de Hegel, en contestant sa signification idéologique bourgeoise, en transformant en profondeur ce concept, en substituant au Progrès en soi des "apôtres du progrès"¹⁰⁵ une compréhension dialectique de l'idée de progrès. Ainsi, pour prendre un exemple parmi d'autres, Engels reprochait-il à un historien de sacrifier "au préjugé éclairé selon lequel il faut quand même qu'il y ait eu depuis le sombre Moyen-Âge un constant progrès vers le mieux ; cela ne l'empêche pas seulement de voir le caractère antagonique du progrès réel, mais aussi des reculs particuliers"¹⁰⁶. De même, Marx opposait par exemple à la rage destructrice du capitalisme, dont le développement n'a jamais eu lieu "qu'en ruinant dans le même temps les sources vives d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur"¹⁰⁷, la société communiste dans laquelle seule "le progrès humain ne ressemblera plus à cette affreuse idole païenne qui ne voulait boire le nectar que dans les crânes d'hommes abattus"¹⁰⁸. Ou encore, il faisait la description dialectique suivante du développement des forces productives : "De nos jours, toute chose paraît grosse de son

105 *Le Capital*, I, PUF, op. cit., p. 524.

106 Lettre d'Engels à Marx du 15 décembre 1882.

107 Cf. *Le Capital*, livre I, PUF-Quadrige, p. 567.

108 Article de Marx paru dans le *New York Daily Tribune* n° 3840 du 8 août 1853.

contraire. La machine possède le merveilleux pouvoir d'abrèger le travail et de le rendre plus productif : nous la voyons qui affame et surmène les travailleurs. Par l'effet de quelque étrange malédiction du destin, les nouvelles sources de richesse se transforment en sources de détresse. Les victoires de la technique semblent être obtenues au prix de la déchéance morale. À mesure que l'humanité se rend maître de la nature, l'homme semble devenir esclave de ses semblables ou de sa propre infamie. On dirait que même la pure lumière de la science a besoin, pour resplendir, des ténèbres de l'ignorance et que toutes nos inventions et tous nos progrès n'ont qu'un seul but : doter de vie et d'intelligence les forces matérielles et ravalier la vie humaine à une force matérielle. Ce contraste de l'industrie et de la science modernes d'une part, de la misère et de la dissolution modernes d'autre part ; cet antagonisme entre les forces productives et les relations sociales de notre époque, est un fait d'une évidence écrasante que personne n'oserait nier."¹⁰⁹

Daniel Gluckstein, quant à lui, préfère parler unilatéralement des différents stades du capitalisme comme "progressistes" ou "réactionnaires" en soi. Dans *Critique d'une critique*, il ne se contente d'ailleurs pas de ce schématisme simpliste. Comme à son habitude, il assimile ma critique de ses positions à une remise en cause imaginaire de ce que je ne conteste pas. En l'occurrence, il prétend (p. 73 et surtout p. 83) que je remettrais en cause le "caractère déterminant" du niveau et de la nature des forces productives pour comprendre la nature d'un mode de production et, surtout, pour savoir si le passage du capitalisme au socialisme est ou non historiquement nécessaire et réellement possible ! Or je n'ai jamais nié que le "niveau" des forces productives, en tant que donnée purement quantitative, soit, pour reprendre les mots de Daniel Gluckstein p. 83, un "*critère déterminant* pour analyser le contenu (...) d'un mode de production". J'ai, au contraire, explicitement reconnu l'importance des "conditions objectives". Par exemple, j'ai écrit : "le développement du capitalisme a rendu possible et nécessaire l'organisation rationnelle de la production et de la société du point de vue d'un développement harmonieux des forces productives, conforme à l'exigence de satisfaire les besoins humains et de permettre le libre développement des individus". De même, j'ai rappelé que le début du *Programme de Transition*, selon lequel "les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir" "signifie, d'une part, que le capitalisme ne permet pas de satisfaire les besoins des masses, qu'il précipite dans la misère, le chômage, etc. ; et, d'autre part, que la lutte de la classe ouvrière — phénomène tout aussi objectif — a conduit depuis longtemps à une situation où elle a la force et les capacités de renverser le vieux monde. Autrement dit, cela signifie que la *question principale* ne doit être ni celle qui justifiait la politique des opportunistes avant la Première Guerre mondiale (ils attendaient passivement que les forces productives cessent effectivement de croître...), ni celle des staliniens (qui orientent la lutte des classes dans le sens du maintien des États bourgeois, sous prétexte que les conditions de la révolution ne seraient pas réunies)". Comme nous allons le voir, Daniel Gluckstein n'est certes pas d'accord sur le sens que je donne à ce deuxième paragraphe du *Programme de Transition*, ce qui est son droit ; mais il n'a pas le droit de nier pour autant que j'aie souligné l'importance — évidente — de la question des "conditions objectives" du passage au socialisme et la maturité de celles-ci.

En revanche, j'ai nié que la question des "conditions objectives" soit un "critère" *suffisant* pour considérer que celui-ci est "progressiste" ou "décadent" — caractérisations qui ne veulent rien dire en soi. Certes, la notion de "progrès" peut être prise dans un sens technique-technologique (et alors, ce progrès continue), social (et alors il y a aujourd'hui régression généralisée), etc. Cette notion de progrès ne se confond pas avec une simple augmentation quantitative — augmentation de la production, de la productivité, extension du marché... — mais elle inclut une détermination qualitative et même "morale" essentielle. En revanche, les concepts de croissance, de stagnation et de déclin des forces productives sont des déterminations strictement quantitatives qui, en elles-mêmes, ne nous disent pas grand-chose du progrès social et culturel. Cela n'a pas de sens de dire qu'un mode de production est "historiquement dépassé", car cette notion impliquerait une

109 *People's Paper*, 14 avril 1856, in K. Marx, *Œuvres*, "Économie", tome II, Gallimard, Pléiade, p. CXXVI-CXXVII.

métaphysique d'un sens *a priori* de l'Histoire et du Progrès absolu. Le maintien du capitalisme aujourd'hui a pour conséquence la régression sociale généralisée et, de manière plus générale, il empêche les hommes de faire ce qu'ils ont à présent les moyens techniques de réaliser pour satisfaire leurs besoins et progresser d'un point de vue social et culturel. *Or c'est cette contradiction entre les conséquences du maintien du système capitaliste et la nécessité historique, donc la possibilité réelle de son remplacement par un mode de production qui permettrait de construire une société supérieure qui fonde la nécessité du combat pour le socialisme.*

• *C'est pourquoi la deuxième thèse principale de ma critique concernant le lien établi par Daniel Gluckstein entre le niveau des forces productives et le prétendu "Progrès" était le suivant : si, depuis près d'un siècle, le niveau atteint par le développement des forces productives est suffisamment élevé pour ouvrir l'ère historique de la "transition vers le socialisme", cela ne signifie pas **pour autant** que les forces productives stagnent ou décroissent en attendant que le socialisme se réalise. La question fondamentale est celle de la lutte des classes, donc celle de la direction révolutionnaire du prolétariat.*

Daniel Gluckstein refuse de comprendre que la maturité des conditions objectives du socialisme ne saurait se confondre avec un "seuil" au-delà elles ne pourraient plus croître sous le capitalisme. Selon moi, le fait que les forces productives aient atteint depuis longtemps le niveau qui a rendu mûres ces "conditions objectives" n'empêche pas qu'elles aient pu continuer de croître par la suite — et qu'elles aient effectivement crû. Dans ma première contribution, j'ai ironisé en écrivant (page 41) : "Si la situation devint révolutionnaire à partir de 1917 en Russie, puis en Europe, ce fut une conséquence des contradictions exacerbées de l'impérialisme et de la boucherie de la Première Guerre mondiale, et non pas la suite mécanique d'un franchissement effectif par les forces productives (le 3 août 1914 ?...) d'une sorte de "seuil" au-delà duquel elles n'eussent plus pu croître en un sens absolu. Et les échecs de la révolution socialiste depuis lors n'impliquent nullement que les forces productives décroissent ou stagnent en attendant celle-ci." Manifestement, cela n'a pas plu à Daniel Gluckstein : sans se mettre à discuter sérieusement pour autant, il écrit gentiment : "L'ironie polémique ridicule (contre Lénine) au sujet du 3 août 1914 et du franchissement d'un seuil, etc., ne suffit pas à faire disparaître la question : existe-t-il, oui ou non, des conditions objectives qui mettent à l'ordre du jour la révolution prolétarienne". Non seulement notre camarade, ici, "polémique contre ses propres fantasmes"¹¹⁰, car je n'ai jamais nié que ces conditions existent, mais surtout il m'oblige à rappeler que c'est lui (et non Lénine !) qui a bien écrit, d'une part : "Le déclenchement de la Première Guerre mondiale marque l'avènement" du "stade impérialiste" (p. 13 de son livre, je souligne) et, d'autre part : la "phase du capitalisme ascendant" "s'est achevée lorsque le capitalisme a atteint son stade impérialiste, caractérisé par Lénine comme le stade suprême du mode de production capitaliste ayant pris possession du marché mondial. *Dès lors*, les forces productives "étouffent" dans le cadre même du marché mondial" (je souligne). Quand les faits sont têtus, l'ironie peut l'être aussi.

Daniel Gluckstein prétend fonder cette identification erronée entre la "maturité des conditions objectives" et la fin de la croissance des forces productives sous le capitalisme sur des textes de Marx. Ou plutôt, il croit que cette identification est fondée parce qu'il aurait "cité différents passages de Marx qui, précisément, érigent les forces productives en critère déterminant pour analyser le contenu — *dépassé historiquement ou porteur de progrès historique* — d'un mode de production déterminé. C'est un fait" (p. 83, je souligne). En réalité, il n'a cité *aucun* texte de Marx qui dise cela. Par élimination, je suppose qu'il veut faire allusion aux textes qu'il a cités pp. 27 et 28, que nous avons déjà évoqués (cf. ci-dessus, p. 60). Le plus important de ces textes est extrait

110 Cf. *Critique d'une critique*, p. 91.

de la *Préface* à la *Contribution à la critique de l'économie politique* de 1859. Or, contrairement à ce que prétend notre camarade, ce texte ne contient pas la moindre trace de la notion idéologico-métaphysique de "progrès historique" tout court ; l'*extrait* que Daniel Gluckstein a cité ne contient même *aucune* notion de progrès¹¹¹. En revanche, *L'Idéologie allemande*, dont est extrait le deuxième texte qu'il invoque, et dont cette *Préface* de 1859 rend compte, fourmille de critiques contre la notion de "Progrès" en soi.

Que dit ce texte ?¹¹² C'est d'autant plus important de se le demander que Daniel Gluckstein n'en propose aucune explication — se contentant de *souligner* certains passages, comme si cela suffisait à les *expliquer*... Marx écrit : "A un certain degré de développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de production au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale". Je passe sur le caractère quelque peu schématique du rapport ici établi entre "forces productives matérielles" et "rapports de production" : ces derniers sont présentés ici par Marx comme une simple forme, une sorte d'enveloppe pour les forces productives, ce qui implique un certain rapport d'extériorité artificiel et ne permet pas de comprendre l'action en retour des rapports de production sur les forces productives, qui sont certes *déterminantes*, mais n'en sont pas moins également *déterminées* dans leur existence même par les rapports de production. Je passe également sur l'inexactitude corrélative qui consiste à dire que les forces productives "entrent en contradiction" avec les rapports de production à un moment seulement de leur développement, alors qu'en réalité la relation dialectique entre ces deux moments du processus de production de la vie matérielle implique et présuppose — comme toute réalité sociale — leur caractère contradictoire. Je passe enfin sur ce problème non négligeable en soi, mais en secondaire ici, de la modification conceptuelle que subira chez Marx la notion même de forces productives dans les années suivant la rédaction de cette *Préface*, en particulier dans *Le Capital*¹¹³.

Même en faisant abstraction de tous ces problèmes d'interprétation, ce texte ne dit nullement que, "à partir d'un certain stade de leur développement", les forces productives se mettraient à

111 Daniel Gluckstein aurait dû citer la phrase qui suit immédiatement le passage qu'il a choisi, où Marx écrit : "A grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques *progressives* de la formation sociale économique". Même dans cette phrase d'ailleurs non prouvée par Marx, la notion de "progrès" est strictement déterminée comme progrès de la "formation sociale *économique*", c'est-à-dire qu'elle ne concerne que la technique, la productivité, etc. Il s'agit plutôt d'une *progression* que d'un progrès (et encore moins du "Progrès") ; d'ailleurs, "progressif" traduit "fortschrittlich", terme qui signifie la même chose que le mot français, mais dont le sens propre (en gros : "qui va de l'avant en marchant") subsiste dans le sens figuré.

112 Fidèle à ma méthode qui consiste à accepter la discussion sur le terrain choisi par notre camarade, je veux bien discuter du contenu de ce texte. Cependant, il est indispensable de rappeler ce qu'exigent les règles de la rigueur méthodologique en matière d'explication de texte. En l'occurrence, il est évident que cette *Préface* a un statut très particulier, qui rend nécessaire de l'utiliser avec la plus grande prudence pour éviter l'écueil de l'interprétation mythico-dogmatique. Premièrement, en effet, ce texte n'est pas, à la différence de la *Contribution à la critique de l'économie politique* qui le suit ou du *Capital*, un texte scientifique, mais une simple *préface*. Deuxièmement, il s'agit d'une préface très "subjective", où Marx écrit une rapide autobiographie intellectuelle, rappelant en quelques phrases (moins d'une page !) les grands traits de sa conception matérialiste de l'histoire, telle qu'il l'a produite à l'époque de *L'Idéologie allemande*. Troisièmement, Marx nomme modestement cette vue d'ensemble un simple "fil directeur" pour l'étude scientifique de la réalité effective — étude qui, faut-il le rappeler, était encore à l'état embryonnaire, préscientifique, au moment où il rédigeait, avec Engels, le manuscrit de *L'Idéologie allemande* (texte de 1845-1846, que ses auteurs n'ont jamais regretté de n'avoir pu publier et où les connaissances proprement économiques se réduisent à presque rien). Quatrièmement enfin, quant à son contenu, ce texte est l'un des plus généraux, l'un des plus abstraits que Marx ait jamais écrit, puisque ce qu'il y décrit est censé valoir pour *tous* les modes de production (et non seulement pour le mode de production capitaliste, contrairement à ce que suggère le commentaire que fait Daniel Gluckstein de ce texte) ; or la détermination abstraite, dans une préface abstraite, d'une contradiction fondamentale générale valable pour tout mode de production en général, ne saurait valoir comme une preuve scientifique de quoi que ce soit.

113 J'ai déjà dit quelques mots à ce sujet ci-dessus dans la note 41, et j'y reviendrai dans mon travail annoncé sur le concept de forces productives dans l'œuvre de Marx.

stagner. Il dit seulement que les rapports de production deviennent des *entraves* ; mais une entrave entrave ce qu'elle entrave, elle ne l'empêche pas *absolument* de fonctionner. En l'occurrence, rien ne dit que ces "entraves" empêcheront de manière absolue le développement ultérieur des forces productives. Marx dit ensuite : "Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielle de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société". En toute rigueur logique, on pourrait répondre à cette phrase en disant : précisément, la "formation sociale capitaliste" n'a pas disparu, donc il est au moins possible que ce soit parce qu'elle n'a pas encore "développé toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir" (même si les "conditions d'existence matérielles" des "rapports de production nouveaux et supérieurs" sont déjà "écloses"). Certes, une telle réponse ne saurait nous satisfaire. Mais, précisément, il ne faut pas chercher dans ce texte ce que celui-ci ne contient pas : pour rendre compte de l'histoire du XXe siècle, il faut évidemment sortir de ce texte de Marx. De fait, celui-ci ne nous dit pas grand-chose, sinon de bien abstraites généralités qui n'ont pas de valeur scientifique (on ne demande d'ailleurs pas à une "préface" de nous dire autre chose...).

Quant aux deux autres textes cités pages 72-73 de *Critique d'une critique*, j'ai déjà dit que l'extrait de *L'Idéologie allemande* ne fait que formuler une évidence que je n'ai jamais niée ; en ce qui concerne l'extrait de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, simple texte journalistique de 1850, je suis très surpris que Daniel Gluckstein le cite, car il n'appuie pas du tout ses affirmations, bien au contraire. Il dit, en effet : "Une (...) révolution n'est possible que dans *des périodes* où ces deux facteurs, les forces productives modernes et les formes de production bourgeoises entrent en contradiction les unes avec les autres" (je souligne). Autrement dit, ce texte, écrit deux ans après les révolutions européennes de 1848, nous explique qu'il faudra attendre quelques années avant la prochaine secousse révolutionnaire ; il parle de périodes révolutionnaires au pluriel, et non de la révolution socialiste finale ; il explique simplement que dans une période où l'économie est prospère et où la réaction triomphe en Europe, il n'y aura pas de crise révolutionnaire immédiate, qui est impensable sans la combinaison d'une crise économique et d'une crise politique. Bref, rien de plus banal que ce texte censé nous dévoiler rien de moins que les conditions objectives du passage au socialisme !

b) Sur la notion de progrès chez Lénine

- *Est-il juste de mener contre le capitalisme, lorsqu'il se développe encore, un combat révolutionnaire ?*

Commençons par revenir une dernière fois à *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* : il nous faut nous arrêter sur ce que dit Daniel Gluckstein (au troisième paragraphe de la page 83) au sujet de la polémique de Lénine contre Cunow dans une phrase que j'ai reproduite page 40 de ma première contribution. Notre camarade affirme que je commets une "manifeste erreur" dans le commentaire dont j'accompagne cette citation, et même que celle-ci "prouve exactement le contraire de ce que (je) veu(x) prouver". Il faut donc la citer entièrement pour savoir ce qu'il en est. Lénine s'en prend avec véhémence à un certain Cunow, dont il écrit que c'est un "apologiste allemand de l'impérialisme et des annexions, dont le raisonnement, cynique autant que vulgaire, est celui-ci : l'impérialisme, c'est le capitalisme contemporain ; le développement du capitalisme est inévitable et progressif ; donc, l'impérialisme est progressif ; donc, il faut se prosterner devant lui et chanter ses louanges ! C'est quelque chose dans le genre de la caricature que les populistes faisaient des marxistes russes dans les années 1894-1895 ; si les marxistes, disaient-ils, considèrent le capitalisme en Russie comme un phénomène inévitable et un facteur de progrès, il leur faut ouvrir un débit de boisson et s'occuper d'implanter le capitalisme" (*L'Impérialisme*, p. 111).

En fait, c'est notre camarade, et non moi, qui n'a pas compris ce passage. Partons de la fin de la citation, du parallèle que fait Lénine entre Cunow et les populistes russes de la fin du XIXe siècle. Ceux-ci étaient incapables (un peu comme Daniel Gluckstein) de comprendre que l'on peut à la fois, d'une part, considérer un phénomène, en l'occurrence le développement du capitalisme, comme inévitable et comme facteur de progrès (car destructeur du féodalisme) et, d'autre part, mener un combat révolutionnaire contre lui, sans attendre qu'il ait cessé de se développer, car ce combat révolutionnaire — celui qui, par exemple, fut l'une des principales causes de la révolution de 1905, laquelle fut elle-même l'une des principales causes des révolutions de 1917 — est toujours le combat que doit mener le prolétariat dès lors qu'il existe, quelles que soient les formes qu'il prenne selon les situations et les circonstances. *De même*, explique Lénine, il faut combattre Cunow, non pas parce que, comme le croit Daniel Gluckstein, il pense que le capitalisme continue de se développer et de développer les forces productives et le marché mondial (car cela est vrai), mais parce qu'il prétend que cela suffit à le rendre "progressif" en soi et que cela implique que l'on s'y soumette — alors que ce développement, au stade impérialiste, a pour effet et pour condition le développement simultané du parasitisme, de la tendance à la putréfaction, de la réaction politique, de la violence généralisée contre les peuples dominés et de la tendance permanente à la guerre interimpérialiste. C'est donc là une nouvelle preuve du fait que Lénine, à la différence de Daniel Gluckstein, ne réduit pas le caractère "progressif" ou "décadent" d'une époque à l'évolution des forces productives.

En effet, Lénine a compris, quant à lui, que la notion de progrès est essentiellement une détermination qualitative, et non un équivalent de la simple croissance (détermination purement quantitative) des forces productives, c'est-à-dire de la production, de la productivité et du marché mondial. C'est pourquoi il ne parle nullement de "stade réactionnaire" du capitalisme parvenu à son stade impérialiste, contrairement à ce que prétend notre camarade : comme nous l'avons vu, il parle, d'une part, de "stade suprême" au sens où l'impérialisme développe à un niveau sans précédent les forces productives et le marché mondial et, d'autre part, de "l'impérialisme, réaction sur toute la ligne", dans la mesure où, du point de vue des méthodes politiques utilisées (oppression des peuples dominés, déni de leur souveraineté, de leurs droits et de la démocratie, violence généralisée, rapine, guerre impérialiste, etc.), la bourgeoisie impérialiste est complètement réactionnaire.

En *inventant* la notion de "stade réactionnaire", Daniel Gluckstein mélange les déterminations que Lénine distingue, plongeant ses lecteurs dans la confusion et l'à-peu-près généralisés. Il mélange, en effet, la réaction politique, le parasitisme économique et les traits de pourrissement qui sont effectivement propres à l'impérialisme selon Lénine, d'une part, avec l'idée selon laquelle ce stade suprême du capitalisme ne serait pas un stade où les forces productives du travail humain continuent de se développer. De même, en prétendant que Lénine aurait dit que seul le "capitalisme ascendant" avait "un caractère progressif du point de vue du développement des forces productives", notre camarade fait dire à Lénine ce qu'il ne dit pas — et, bien sûr, s'avère incapable d'apporter la moindre preuve, la moindre citation à l'appui de ses dires.

En fait, il confond le caractère réellement "progressiste à des degrés divers" de la bourgeoisie comme classe sociale combattant le féodalisme, d'une part, et le caractère soi-disant progressif du développement en soi des forces productives, d'autre part. Son incompréhension du passage de Lénine contre Cunow résume donc parfaitement le problème : le développement des forces productives, détermination purement quantitative, progression plutôt que progrès, peut être facteur tant de progrès social, politique et culturel que de régression sociale, politique et culturelle. Seule la lutte des classes décide ce qu'il en est effectivement.

- *Théorie de la révolution permanente... ou économisme mécaniste des chefs de la IIe*

Internationale ?

Je peux à présent répondre à la question que me pose Daniel Gluckstein page 78, au sujet de ce que Lénine appelle le "caractère progressiste à des degrés divers" de la bourgeoisie de la deuxième moitié du XIXe siècle. Je pense que *les bourgeoisies des différents pays ont été progressistes, à cette époque, toutes les fois qu'elles ont accompli leurs tâches historiques spécifiques, c'est-à-dire toutes les fois où elles ont combattu contre la féodalité, pour la constitution de la nation, pour la démocratie (bourgeoise), pour les "droits de l'homme", pour les "Lumières", etc. Or, à cause de l'arrivée du prolétariat comme classe sur la scène de l'histoire à l'occasion des révolutions de 1848, elles l'ont été, après cette date, de manière beaucoup moins systématique (et de moins en moins au fil des ans) que, par exemple, les bourgeoisies des grandes cités italiennes et des Flandres au XVe siècle, la bourgeoisie hollandaise au XVIe siècle, la bourgeoisie britannique au XVIIe siècle, la bourgeoisie américaine au XVIIIe siècle et, surtout, la bourgeoisie française de la Grande Révolution. Bref, comme on le comprend si l'on applique la théorie de la révolution permanente à la deuxième moitié du XIXe siècle, la bourgeoisie a été de moins en moins souvent, et de moins en moins clairement "progressiste" au fur et à mesure que progressait le mouvement ouvrier.*

C'est pourquoi, notamment, la périodisation schématique, courante, tactiquement reprise par Lénine dans *Sous un pavillon étranger* non pas pour faire œuvre d'historien, mais uniquement pour combattre les opportunistes en partant de leur propre terrain¹¹⁴ n'est que très approximative et est beaucoup trop simpliste pour correspondre à la réalité historique.

En particulier, non seulement cette périodisation n'est pas conforme à la théorie de la révolution permanente de Trotsky, mais, au-delà, elle ne l'est même pas à ce qu'écrivait par exemple Marx dans *Les Luttes de classes en France* (texte qui contient précisément les prémisses de la théorie de la révolution permanente). Pour s'en tenir à ce dernier texte, comment ne pas voir qu'il ne dit pas la même chose que ce que prétend la vulgate "marxiste" de la IIe Internationale, selon laquelle la bourgeoisie de la période "1789-1871" était "progressiste" tout court ? Certes, celle-ci, par exemple en France en 1848, était globalement "progressiste" *par rapport à l'aristocratie et au féodalisme*, que, en gros, elle combattait. Mais même si l'on ne considère que ces tâches historiques spécifiques ("révolutionnaires-démocratiques"), faut-il rappeler que, comme l'explique *Les Luttes de classes en France*, la bourgeoisie de ce pays se révéla incapable de proclamer la République au plus fort des journées révolutionnaires de février 1848, et que ce fut l'intervention du prolétariat parisien, *et elle seule*, qui la contraignit à la proclamer ? Faut-il rappeler que, de février à juin 1848, la bourgeoisie républicaine, donc "progressiste", n'eut de cesse de combattre le prolétariat, avant de l'écraser en juin puis de saborder en quelques mois sa propre république ? Faut-il rappeler que la bourgeoisie européenne, effrayée par le soulèvement des ouvriers et du "petit peuple", se réfugia dans les bras de la réaction en Italie, en Autriche, en Allemagne, en Hongrie, en France ?

De même, pour prendre un autre exemple, les seuls progrès politiques et sociaux qui furent accomplis en Allemagne après l'unification nationale de 1870-1871 le furent sous la pression du seul prolétariat, et non de la bourgeoisie germanique qui, impuissante depuis toujours à imposer la démocratie bourgeoise, renonça au pouvoir politique au profit d'un régime bonapartiste, celui de Bismarck, comme l'avait fait la bourgeoisie française de 1848-1852. Dans ce pays, certaines tâches bourgeoises "progressistes" (contre les princes et l'Église, pour l'unité de la nation allemande) ont été accomplies par Bismarck, au lieu d'être réalisées directement par la bourgeoisie en tant que classe. C'est pourquoi elles ne l'ont été qu'au prix du bonapartisme et, en dernière analyse, elles ne furent que très partiellement réalisées. C'est pourquoi aussi le soutien qu'apportèrent Marx et la Première Internationale à l'Allemagne dans la guerre franco-allemande (jusqu'à la chute du Second Empire et la proclamation de la République à Paris) ne fut nullement justifié, contrairement à ce

¹¹⁴ Sur cette question, cf. ci-dessus, note 78.

que semble croire Daniel Gluckstein, au nom de la *bourgeoisie* "progressiste" en soi, mais au nom de la constitution de la nation et de la *démocratie* bourgeoise... dont la bourgeoisie elle-même ne voulait pas.

Ainsi la dialectique réelle de l'histoire est-elle fort éloignée de la vision schématique et mécaniste de la "périodisation" social-démocrate circonstancielle reprise par Lénine dans *Sous un pavillon étranger*, avant qu'il n'élabore *L'Impérialisme* — et, bien évidemment, avant qu'il n'écrive les *Thèses d'avril* et rejoigne par là même la théorie de la révolution permanente de Trotsky. (Pour cette dernière, on se reportera à *Bilan et perspectives*, où Trotsky analyse la bourgeoisie russe formellement "progressiste"... mais incapable d'accomplir elle-même réellement ses propres tâches historiques).

D'ailleurs, les exemples de mouvements bourgeois "progressistes" (nationaux-démocratiques) dont parle Lénine dans *Sous un pavillon étranger* (par exemple dans la citation reproduite par Daniel Gluckstein en haut de la page 78) ne concernent pas tant les principales bourgeoisies de l'époque en question que les bourgeoisies retardataires (Russie, Turquie, Grèce), c'est-à-dire les bourgeoisies jeunes qui étaient alors en train d'accomplir leurs propres tâches historiques, sans avoir encore à redouter la mobilisation politique de leurs prolétariats respectifs.

Enfin, on remarque que, dans l'extrait de *Sous un pavillon étranger* que cite Daniel Gluckstein page 78, et auquel il me demande ce que j'ai à répondre, Lénine parle de la *bourgeoisie* comme classe "ascendante", puis "décadente" ; et, s'il emploie certes également les expressions condensées de "capital ascendant" et de "capital financier ultraréactionnaire, décrépît", il n'en explicite pas moins *immédiatement* son propos en termes de lutte des classes : en effet, s'il est vrai que *seule* la lutte des classes est le moteur de l'histoire, les modes de production comme tels n'en étant que la base, il s'ensuit que *seules* les classes, et non les systèmes économiques en eux-mêmes, peuvent être rigoureusement qualifiées de progressistes, conservatrices ou réactionnaires — et ce, par rapport à une certaine idée générale du progrès social et culturel, et non pas uniquement, ni même avant tout, par rapport à la seule question des forces productives du travail.

Si donc on est fondé à qualifier de "progressiste" la bourgeoisie à l'époque du capitalisme préimpérialiste, c'est de manière très générale et très relative : pour désigner le fait qu'elle était en gros partisans de la "démocratie" (bourgeoise), des "droits de l'homme", voire des "Lumières", etc. Inversement, si l'on peut qualifier comme globalement "réactionnaire" la bourgeoisie impérialiste, c'est parce qu'elle ne pense plus qu'à soumettre, piller et opprimer les travailleurs et les peuples du monde, et utilise de plus en plus, à partir des années 1880 environ, les méthodes antidémocratiques, la violence barbare et la guerre pour parvenir à ses fins. Mais, encore une fois, ce caractère politiquement et socialement réactionnaire de la bourgeoisie comme classe n'implique ou ne présuppose nullement qu'elle ne développe déjà plus les forces productives de l'humanité.

Daniel Gluckstein peut bien, si cela lui fait plaisir, à la page 78, dans une simple note de bas de page, écrire qu'une telle affirmation de ma part signifie que j'"ignore à la fois Lénine et le marxisme" : il ne fait là, encore une nouvelle fois, que parler pour ne rien dire, puisqu'il n'avance *pas une seule preuve* de sa prétention selon laquelle, pour Lénine, l'impérialisme aurait cessé d'être "progressiste" et serait devenu "réactionnaire" *parce qu'* il ne développerait plus les forces productives. En revanche, en ce qui me concerne, j'ai *démontré*, dans ma première contribution (page 31, deuxième paragraphe), mon affirmation selon laquelle la formule "réaction sur toute la ligne" était appliquée par Lénine, dans *L'Impérialisme*, à ce que celui-ci appelle expressément les "*particularités politiques* de l'impérialisme" ; pour ce faire, je n'ai pas eu besoin de m'autoproclamer le porte-parole de Lénine et du marxisme en général : je me suis contenté de *citer*, en entier, les deux phrases de l'ouvrage où se trouve cette expression, ainsi que celle où Lénine indique expressément sa position : "*politiquement, dit-il, l'impérialisme tend, d'une façon générale, à la violence et à la réaction*" (je souligne). — Au demeurant, Lénine sait, s'il le faut, qualifier de

"réactionnaires" les gouvernements bourgeois du cœur du XIXe siècle, c'est-à-dire... ceux-là même qui ont contribué au puissant développement des forces productives de cette époque. Par exemple, dans ce même texte *Sous un pavillon étranger*, à la suite de Marx, il qualifie Napoléon III ("empereur des Français" de 1852 à 1870) d'"ultraréactionnaire" (cf. *Œuvres complètes* de Lénine, tome XXI, p. 138). Pauvre Lénine ! Il ne connaissait visiblement par le critère glucksteinien pour juger du "caractère progressiste ou réactionnaire" d'une classe sociale.

D'ailleurs, contrairement à ce que prétend dans cette même note 20 de la page 78, je n'ai jamais dit que la bourgeoisie impérialiste était "porteuse de progrès social" : sa réaction politique est indissociablement une réaction sociale. Ce que, en revanche, je persiste à dire, c'est que la bourgeoisie impérialiste continue de développer les forces productives : le fait que, avec l'impérialisme, la bourgeoisie soit devenue réactionnaire socialement et politiquement, le fait que, économiquement, elle développe les forces productives dans des conditions où le parasitisme sous toutes ses formes prend des proportions gigantesques — ces faits ne signifient pas que le capitalisme ne se développe plus ; mieux : c'est précisément pour répondre aux exigences du développement puissant du capitalisme parvenu à son stade impérialiste, développement indissociable des guerres et de la surexploitation, mais aussi du développement du mouvement ouvrier moderne et des révolutions, que la bourgeoisie est contrainte de devenir politiquement et socialement réactionnaire. La bourgeoisie comme classe sociale a été progressiste, elle est devenue réactionnaire ; le capitalisme, l'impérialisme ne le sont au mieux que par facilité de langage.

Bref, d'une part, aucune bourgeoisie n'a jamais été "progressiste" tout court, en un sens absolu : en particulier, la lutte de classe des bourgeoisies pour soumettre, exploiter et opprimer le prolétariat n'a jamais été "progressiste", même lorsqu'elle était historiquement nécessaire, inévitable, pour développer les forces productives et pour créer ainsi les conditions objectives du socialisme. D'autre part, les bourgeoisies qui ont été les plus "progressistes" et les plus radicales à tous égards, en particulier la bourgeoisie française de la Grande Révolution, l'ont été avant le développement du capitalisme industriel. Enfin, les bourgeoisies les plus réactionnaires socialement et politiquement ont existé au XXe siècle, sans cesser de développer les forces productives du travail par l'exploitation des travailleurs et en étendant les marchés. C'est pourquoi, encore une fois, le concept de "progrès" ne saurait être valablement utilisé, d'une part, uniquement pour juger les actes des classes sociales et de leurs représentants, d'autre part et corrélativement, seulement de manière très relative et très précisément déterminée.

3) Sur les cinq premiers paragraphes du Programme de Transition

a) Selon Trotsky lui-même, le Programme de Transition "n'est pas un programme complet"

Daniel Gluckstein critique, pages 86-87 de *Critique d'une critique*, le commentaire que j'ai proposé après avoir cité les premières phrases du *Programme de Transition*, page 41 de ma première contribution.

En ce qui concerne le deuxième paragraphe de ce texte, l'accusation qu'il m'adresse est grotesque, puisqu'il dit que j'aurais voulu "éliminer" le fameux passage concernant les forces productives... tout en reconnaissant que je lui ai donné expressément une signification précise, à savoir : une exactitude limitée à la stagnation absolue des années 1930, crise générale du mode capitaliste de production à cette époque (cf. p. 41 de ma première contribution). Bien sûr, je savais pertinemment que Daniel Gluckstein (comme tant d'autres dans notre organisation) ne serait pas d'accord ; et il a le droit de ne pas être d'accord avec le sens que je lui donne ; mais m'accuser d'avoir voulu l'"éliminer" subrepticement, c'est vraiment "se moquer du monde". Je répète donc mon

opinion sur la question : la phrase du *Programme de Transition* selon laquelle "les forces productives de l'humanité ont cessé de croître" et les deux phrases suivantes, qui l'explicitent, sont *fausses aujourd'hui*. Elles étaient vraies en 1938, après plusieurs années de stagnation absolue de l'économie capitaliste mondiale et de la production de "richesse matérielle". Notre camarade a le droit de considérer que ces phrases sont des "bases programmatiques de la IVe Internationale". J'estime pour ma part qu'il s'agissait, en 1938, d'un simple constat empirique, et que la réalité empirique a changé depuis lors. Selon moi, cela ne met nullement en cause le programme de la IVe Internationale, actualisation nécessaire (à cause du stalinisme) du programme de la révolution socialiste à l'époque impérialiste, lequel existait bien avant 1938. J'estime avoir le droit d'accorder à ces trois phrases un statut différent de celui que Daniel Gluckstein leur donne. Si celui-ci ne comprend pas ma position, s'il la trouve incohérente, contradictoire, s'il croit qu'aller "jusqu'au bout de (ma) position" implique la rupture avec la IVe Internationale (cf. p. 48 de *Critique d'une critique*), c'est son problème, ce n'est pas le mien. Ni lui, ni personne n'a le monopole de l'interprétation des textes. Aucun texte n'est sacré — et encore moins dix mots d'un texte (le décalogue ?). En tout cas, il est bien évident qu'il ne suffit pas de prononcer sentencieusement la phrase : "la signification du programme, c'est le sens du parti" pour prouver que j'ai tort.

En revanche, la citation d'un texte de Trotsky que propose ensuite Daniel Gluckstein (en haut de la page 87) est très intéressante. Selon Trotsky lui-même, le *Programme de Transition* "n'est pas un programme complet" dans la mesure où "il devrait donner une expression théorique de la société capitaliste moderne dans sa phase impérialiste". Précisément : cela prouve que j'ai bien raison de ne pas me contenter d'une phrase ou deux comme palliatifs d'une "expression théorique" qui n'a jamais été proposée. Certes, Trotsky ajoute : "Mais ce qui est dit ici [au début du Programme] est suffisant". Mais "suffisant" pour quoi ? Notre camarade est tellement convaincu que "c'est suffisant" de citer Trotsky au lieu de me réfuter qu'il oublie de se poser la question. Or il est clair que, aux yeux de Trotsky, c'est pour l'*action*, pour la mise en œuvre immédiate de la stratégie de construction de la IVe Internationale, que le *Programme de Transition* est "suffisant" ; mais cela ne veut certainement pas dire qu'il est suffisant sur le plan de l'analyse du système capitaliste : si c'était le cas, Trotsky n'aurait justement pas besoin d'appeler de ses vœux, comme il le fait, une "expression théorique de la société capitaliste moderne dans sa phase impérialiste". A moins de considérer qu'un tel travail n'aurait pour but que d'établir... une certitude posée dès le départ, auquel cas il n'aurait guère d'intérêt¹¹⁵.

b) De nouvelles accusations infondées

Je constate que Daniel Gluckstein, qui est censé nous expliquer l'essence même de la première page du *Programme*, n'a rien à dire sur les troisième et quatrième paragraphes. C'est que la validité de ceux-ci est éminemment conjoncturelle, puisqu'ils concernent respectivement la situation intérieure des principaux pays impérialistes et la situation de leurs relations internationales. Pourquoi ce qui est vrai de ces paragraphes ne le serait-il pas du précédent ? Il est vrai qu'en ne posant même pas la question, on ne risque pas d'y répondre.

Au sujet du cinquième paragraphe, notre camarade insiste sur une phrase, celle selon laquelle "sans révolution socialiste, et cela dans une toute prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe". Il commence ses commentaires par un mensonge : il écrit que "cette affirmation (...) est contradictoire à la position de Wolfgang selon laquelle la survie du capitalisme (continuant à développer les forces productives) ne menace nullement l'humanité". Puis il se met à parler de ceux qui ont rompu avec la IVe Internationale et à dire que mon "désaccord porte sur les fondements mêmes de l'existence de la

115 De même, comme je l'ai déjà dit, *Le Capital* n'est pas déjà contenu dans *L'Idéologie allemande*, ni même dans les *Grundrisse* ou les *Théories sur la plus-value*. Une vraie recherche scientifique ne progresse que si elle découvre ; elle s'oppose en cela à la répétition indéfinie, stagnante, des mêmes litanies par les prêtres de tout poil.

IVe Internationale"... Daniel Gluckstein ment : je n'ai jamais nié que le maintien du mode de production capitaliste ne menace pas l'humanité, et j'ai, au contraire, expressément soutenu que c'était le cas malgré le développement continu des forces productives. J'ai écrit, notamment : "*la 'barbarie' existe déjà partout* — partout où existe la misère, partout où sévit la guerre, partout où les gens meurent de faim et, de manière générale, partout où le maintien du système impérialiste empêche les hommes de profiter des acquis réels et potentiels de la civilisation. Ce n'est donc pas seulement à une 'transition vers la barbarie', même 'en cours, quoique inachevée', que l'on a affaire, mais bien à une *tendance constante* à la 'barbarie', qui, en tant que tendance, est propre au mode de production capitaliste en général (y compris le 'capitalisme ascendant') mais qui, aujourd'hui, ne cesse de se réaliser dans des conditions de plus en plus effroyables pour une masse grandissante d'êtres humains. Ainsi la persistance du système signifie-t-elle que le développement actuel de la production de richesses — qui est très lent, de plus en plus 'unilatéral' et 'inégal', et qui reste de toute façon infiniment moins rapide que l'augmentation de la population mondiale — a pour prix, pour condition et aussi pour effet des conditions d'existence de plus en plus dramatiques pour de larges masses, une exclusion croissante de centaines de millions de travailleurs potentiels, un gaspillage toujours plus important du travail humain et de l'environnement, une destruction régulière de forces productives partout dans le monde..."

A cela, j'ai ajouté : "Mais (...) sauf généralisation mondiale des guerres locales et régionales — qui constitue une possibilité réelle —, ce 'cours', en tant que tel, ne saurait avoir de *fin* (de terme) à laquelle il 'aboutirait' un jour. Il n'y aura pas d'"*avènement* de la barbarie", pour reprendre un mot inadéquat qu'il arrive à Daniel Gluckstein d'employer. Autant la "barbarie" est un *processus* actuel incessant qui s'aggrave, autant il ne faut pas se l'imaginer comme un *état* dans lequel on plongerait demain comme dans un gouffre, un abîme". Je maintiens ces affirmations. J'estime même qu'elles sont nécessaires pour actualiser la phrase du *Programme de Transition* selon laquelle "sans révolution socialiste, et cela dans une toute prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe". Ce pronostic a été formulé moins d'un an avant le début de la Seconde Guerre mondiale — qui fut bien, en effet, une "catastrophe" qui a "emporté" une bonne partie de l'humanité de l'époque. Depuis, pour les raisons historiques que nous connaissons, "l'humanité tout entière" n'a pas encore été emportée dans une "catastrophe", même si une partie importante est déjà plongée dans la barbarie. Que "sans la révolution socialiste (...) la civilisation humaine tout entière soit menacée d'être emportée dans une catastrophe", c'est vrai. Mais qu'il faille maintenir, à l'heure actuelle, "et cela dans une prochaine période historique", ce n'est pas juste si par "prochaine période historique", on entend un court laps de temps, comme c'était manifestement le cas de Trotsky à la veille du déchaînement de la barbarie impérialiste de 1939-1945 — qui fut, de fait, incomparablement plus monstrueuse et atroce que la monstrueuse et atroce guerre de 1914-1918. A moins que la "catastrophe" en question ne soit une guerre mondiale (mais ce n'est pas à l'ordre du jour pour l'instant) ou une catastrophe écologique (qui est fort possible à moyen terme).

Telle est ma position et je ne vois pas ce qui contredit là le *Programme* de la IVe Internationale — à moins de s'en tenir à la lettre conjoncturelle de celui-ci comme les prêtres s'en tiennent en général à la lettre des "textes sacrés". Décidément, selon Daniel Gluckstein, pour être d'accord avec le programme de la IVe Internationale, il faut dire "oui amen" à une petite poignée de mots éternels, sans quoi on remet en cause les "fondements mêmes" de la IVe Internationale, on est un hérétique ! Ce n'est pas très exigeant ! Au fur et à mesure qu'il aggrave ses accusations contre moi (en mettant abusivement toute son autorité de dirigeant politique incontesté dans la balance), notre camarade en arrive de plus en plus à réduire le débat à une question de mots. Mais, si les faits ont changé, il faut changer les mots. La seule question intéressante est celle de savoir quelle est la réalité actuelle de l'économie capitaliste. Je me suis longuement expliqué sur ce point.

c) Le déclin des forces productives n'est pas une prémisse du socialisme

Revenons, à présent, sur l'explication que j'ai proposée, dans ma première contribution, pour rendre compte de la croyance erronée de notre camarade sur la question des forces productives. Ce qui le fait croire qu'il serait *indispensable* de penser que "les forces productives ont cessé de croître" pour que la période historique de la révolution socialiste soit ouverte, c'est son point de vue mécaniste, économiste, téléologique.

Précisons. Contrairement à ce qu'il suggère page 84, je n'ai pas exactement qualifié sa position d'"objectiviste". L'objectivisme, en effet, me semble un mot qui permet de nommer non pas tant une position théorique qu'une position spécifiquement politique, celle qui consiste à attendre passivement que l'histoire se fasse toute seule, mécaniquement ; mais comme, bien évidemment, aucun marxiste digne de ce nom ne tombe jusque là, on nomme "objectivistes" non pas ceux qui nient (il n'y en a guère), mais ceux qui *sous-estiment* le rôle de l'organisation, en particulier le rôle des partis ; inversement, le "subjectiviste" est celui qui surestime le rôle du parti, celui qui veut accélérer le cours de l'histoire et verse dans l'aventurisme. Or mon désaccord avec Daniel Gluckstein ne porte pas sur la question du parti. C'est pourquoi je considère comme nulle l'utilité du rappel qu'il fait à la page 84 de ce que tout le monde sait sur les conditions de la Russie en 1917, l'isolement de la révolution russe et le "socialisme dans un seul pays".

Quant au premier paragraphe de la page 85, c'est un nouvel exemple de mauvaise foi incroyable. Pour m'opposer à la thèse du déclin absolu des forces productives, j'ai dû rappeler cette vérité d'évidence : "s'il était vrai que les forces productives eussent effectivement décliné depuis 1914, ou même depuis 1929, elles seraient aujourd'hui dans un tel état que les conditions ne seraient plus réunies pour réaliser le socialisme ; en effet, celui-ci, en tant que mode de production, ne peut succéder qu'à un stade de très haut développement du capitalisme, et non à des décennies de pourrissement ; on n'aurait plus alors qu'à résister à la décomposition, mais la perspective du socialisme ne serait plus réaliste ; la "défensive" ne serait plus un moment transitoire dans le flux et le reflux de la lutte des classes, mais deviendrait une ligne d'action pérenne". Juste après avoir cité cette phrase, notre camarade lui reproche son prétendu objectivisme. Il écrit : "c'est le camarade Wolfgang qui fait de la question des forces productives le critère déterminant unique dans la possibilité ou l'impossibilité de la révolution prolétarienne. Pas nous ! C'est lui qui fait disparaître la lutte de classe comme moteur de l'histoire depuis 1914 (et 1929) jusqu'à aujourd'hui !"

Une fois encore, notre camarade substitue le plaisir de polémiquer à la volonté de comprendre et d'argumenter, alors même qu'il s'agissait là d'une importante objection à laquelle il *se devait de répondre* et qui se situe évidemment dans le cadre de la question que j'ai posée : les forces productives connaissent-elles, depuis 1914, un déclin, une stagnation ou une croissance absolue ? En effet, de deux choses l'une : ou bien notre camarade pense que les forces productives déclinent effectivement depuis 1914 (ou 1929), et alors il doit nous dire si ce déclin de soixante-dix ans ou plus rend ou non, et à quel point, les "conditions objectives" d'aujourd'hui moins favorables pour le passage au socialisme que celles de cette époque ; or il s'abstient de répondre à cette question. Ou bien il nie que ce soit depuis cette époque que les forces productives de l'humanité déclinent, et alors il faut nous dire de quand datent les débuts de ce déclin, et, là encore, quel est le degré que celui-ci a atteint aujourd'hui par rapport à ces débuts. En ce qui me concerne, je me suis prononcé clairement sur cette question. Comme on l'a vu, Daniel Gluckstein, quant à lui, a refusé de dire si les forces productives croissent, stagnent ou déclinent de manière absolue, se contentant de répéter inlassablement quelques mots du *Programme de Transition* selon lesquels elles ont cessé de croître tout court...

4) "La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire"

a) Encore des accusations politiques infondées, "appuyées" sur des citations sciemment déformées

Enfin, les dernières pages de *Critique d'une critique* (pages 91 à 94) se terminent par une apothéose de mauvaise foi, au service d'accusations politiques les plus infondées et les plus pernicieuses. Dans les pages qui suivent immédiatement celles consacrées au réformisme et ses attaques ridicules contre mes positions, Daniel Gluckstein doit bien essayer de faire croire qu'il aurait tenu ses engagements initiaux de dévoiler aux lecteurs le "contenu politique" de ma critique, prétendument "contradictoire avec les fondements théoriques et politiques de la IVe Internationale". Il essaie donc de trouver coûte que coûte des bouts de phrases de ma première contribution qui puissent prêter le flanc à ses dernières attaques. Comme il n'en trouve manifestement pas beaucoup, son dernier recours est de se mettre à dire absolument n'importe quoi.

Ainsi m'accuse-t-il (p. 92) de "réduire" "le combat pour le socialisme (...) à des conclusions aussi plates que 'la résistance des travailleurs et des peuples (...) peut contrecarrer la réalisation des tendances de l'impérialisme' (...) Limiter l'objectif assigné à la 'résistance des travailleurs et des peuples' au fait de 'contrecarrer la réalisation des tendances de l'impérialisme', cela revient à vouloir 'humaniser la mondialisation', ou encore 'introduire une dimension sociale', etc. C'est ainsi qu'à force de vouloir se distinguer de l'analyse marxiste, Wolfgang finit par adhérer aux formules les plus banalement répandues par les médias et les politologues, qui, eux, le font dans le but d'accompagner 'à gauche' la politique de l'OMC".

Comparons maintenant l'original à ce que Daniel Gluckstein ose lui faire dire. Dans ma première contribution (p. 42), j'ai écrit que, *si* la thèse du déclin absolu des forces productives était vraie, "on n'aurait plus *alors* qu'à résister à la décomposition, mais la perspective du socialisme ne serait plus réaliste ; la 'défensive' ne serait plus un moment transitoire dans le flux et le reflux de la lutte des classes, mais deviendrait une ligne d'action pérenne". J'ai donc explicitement indiqué que *la résistance des travailleurs et des peuples, qui est aujourd'hui le comportement politique dominant de leur lutte contre l'impérialisme, n'était qu'une phase provisoire de celle-ci, un moment du "flux et (du) reflux de la lutte des classes"*. En effet, écrivais-je, "l'alternative 'socialisme ou barbarie' doit donc être comprise, selon moi, comme la lutte entre les deux tendances fondamentales de la lutte des classes, la tendance à la "barbarie" étant actuellement dominante — depuis une vingtaine d'années en particulier —, du fait essentiellement de la trahison des appareils du mouvement ouvrier, qui a conduit et ne cesse de conduire à la crise et à la décomposition de celui-ci. Mais cela reste une tendance, qui est loin d'être pleinement réalisée : le processus est largement inachevé, même s'il tend à dominer la période et s'il s'accélère manifestement. La tendance opposée a pour *contenu* historique fondamental la tendance (largement inconsciente aujourd'hui) des masses au socialisme, parce que seul le socialisme permettra la satisfaction véritable de leurs revendications ; même si, bien évidemment, aujourd'hui, la *forme* générale, consciente, que prend cette tendance est la *résistance* des masses à la politique impérialiste — ainsi qu'un début de processus de recomposition du mouvement ouvrier à l'échelle internationale, sur la base de la défense des conquêtes, sur la ligne de la reconstruction du mouvement ouvrier indépendant et de la préservation de la classe ouvrière elle-même comme classe — conditions *sine qua non* de la révolution socialiste à venir."

On le voit : prétendre que la thèse selon laquelle la résistance des masses est aujourd'hui la forme de la tendance au socialisme inhérente à la lutte de classe des travailleurs, revient à vouloir "réduire" le combat pour le socialisme à cette résistance, c'est vraiment, plus que jamais, "se moquer du monde", c'est, pour le moins (pour ne pas dire plus) déformer sciemment mes positions

pour mieux faire passer des accusations infondées. Mais, d'un autre côté, nier que la "conscience" que les travailleurs ont de la nécessité historique du socialisme ne cesse de reculer, c'est prendre ses rêves pour des réalités, c'est commettre une grave erreur d'appréciation. Que les appareils soient responsables de ce phénomène, c'est une chose — et je l'ai dit ; que ce phénomène n'existe pas, c'en est une autre, que seule la vaine polémique glucksteinienne peut suggérer. Quant à la phrase selon laquelle "si le capitalisme ne cesse de développer les forces productives, on ne voit pas comment la conscience du socialisme et de sa nécessité pourraient ne pas reculer aussi", elle allie l'ignorance historique à l'erreur théorique : notre camarade ignore-t-il que des progrès extrêmement rapides de la conscience socialiste ont été réalisés dans la deuxième moitié et surtout dans le dernier tiers du XIXe siècle, en liaison avec la construction d'un mouvement ouvrier puissant ? Fondamentalement, une telle conception de la conscience politique est typiquement mécaniste, objectiviste : la conscience du socialisme serait censée croître au fur et à mesure que les forces productives décroissent, et inversement ! Las ! Une telle ignorance et une telle "pensée rudimentaire" n'empêchent pas Daniel Gluckstein de se mettre alors à me faire la leçon sur le "rapport" entre les conditions objectives et les conditions subjectives ! Incroyable !

De même, il fait mine de s'interroger : "Au bout du compte, ériger un seul élément — la situation de 'défensive générale' de la classe ouvrière — comme l'explication d'ensemble de la situation actuelle, ne revient-il pas à faire retomber sur la classe ouvrière la responsabilité de son incapacité supposée à développer une lutte de classe suffisante face à l'offensive de décomposition qui la frappe ?" Quel est le sens de cette interrogation ? D'une part, la situation de "défensive générale" de la classe ouvrière est le produit de l'"offensive générale de l'impérialisme" : c'est un fait. Daniel Gluckstein est d'ailleurs le premier à le reconnaître, lui qui écrit par exemple, page 55 de *Critique d'une critique*, au sujet de la situation en France : "Aujourd'hui, les luttes de classe les plus significatives prennent leur point de départ dans la volonté des travailleurs de s'opposer — et à tout le moins de la freiner — à la politique par laquelle la classe capitaliste et le gouvernement pluriel qui s'en fait l'instrument entreprennent de démanteler tout ce qui a été conquis". Si ce qui est dit ici est correct, pourquoi ne le serait-ce plus quand je dis rigoureusement la même chose, pourquoi cela me vaut-il l'accusation de faire "retomber sur la classe ouvrière la responsabilité de sa propre situation" ? La question de la "responsabilité", c'est la question de la direction. Je l'ai expressément rappelé : il est pour le moins ridicule de faire croire que j'aurais mis en cause une prétendue "responsabilité de la classe ouvrière", alors que j'ai clairement dénoncé la responsabilité des appareils traîtres du mouvement ouvrier. D'autre part, il est parfaitement faux de prétendre, (pp. 93-94), que je ramènerais la "situation" actuelle de la lutte des classes à la décomposition du mouvement ouvrier sans voir la tendance contraire à la recomposition (tendance dont il faut tout de même rappeler qu'elle est encore loin de contrecarrer les effets de la décomposition) : j'ai, au contraire, expressément parlé (page 42 de ma première contribution) du "début de processus de recomposition du mouvement ouvrier à l'échelle internationale, sur la base de la défense des conquêtes, sur la ligne de la reconstruction du mouvement ouvrier indépendant et de la préservation de la classe ouvrière elle-même comme classe — conditions *sine qua non* de la révolution socialiste à venir".

b) De nouveau sur le rapport entre les forces productives et la lutte des classes

En revanche, il est intéressant de remarquer que Daniel Gluckstein conteste mon affirmation selon laquelle la lutte de la classe ouvrière peut contrecarrer l'offensive de l'impérialisme.

Ici peut enfin commencer la véritable discussion théorique, donc politique.

Notre camarade écrit, page 55 : "que vaut l'affirmation de Wolfgang selon laquelle si la lutte de classe est à un niveau suffisamment élevé il n'y aura pas destruction effective des forces productives ? C'est une manière de dire que le capitalisme garde les capacités progressistes du développement des forces productives, il suffit pour cela que la lutte de classe l'y aide un peu et le

tour est joué. Où est l'exigence brûlante de la révolution prolétarienne et de l'expropriation du capital ?" Sans s'en apercevoir, il met ici le doigt sur le problème central que pose sa propre position, comme nous allons le voir pour terminer.

Il nous faut d'abord, une fois de plus, rétablir les faits. Dans ma première contribution, j'ai constamment souligné que la juste compréhension de la thèse marxiste fondamentale selon laquelle "la lutte des classes est le moteur de l'histoire" signifie notamment qu'aucun des effets du fonctionnement propre du système capitaliste comme tel ne se réalise mécaniquement, automatiquement, car la réalisation ou la non réalisation de telle ou telle tendance à telle ou telle époque ne dépend pas seulement de tel ou tel "mécanisme" particulier, mais, fondamentalement, de la lutte des classes. Et j'ai expliqué que c'était là une nuance importante de mon point de vue par rapport à celui de Daniel Gluckstein, auquel j'ai reproché de sous-estimer la question de la lutte des classes par rapport à celle des forces productives. A cela, notre camarade, comme nous l'avons vu, ne répond pas sous la forme d'une discussion argumentée, précise et détaillée. Mais il affirme (pp. 54-55) que la "référence à la lutte de classe sous la plume de Wolfgang atteint un tel niveau d'abstraction qu'elle s'apparente de plus en plus à une litanie" — et il se met à me reprocher de ne pas m'être interrogé sur les conditions concrètes de la lutte de classe aujourd'hui. Sur ce dernier point, notre camarade a raison : j'ai concentré ma critique de son livre sur des questions théoriques et conceptuelles, considérant que je n'avais rien à critiquer de la stratégie concrète, actuelle, de la IVe Internationale — ni de la deuxième moitié du livre de notre camarade concernant la lutte des classes immédiate¹¹⁶. En revanche, le premier point est symptomatique de son incompréhension : si j'ai dû tellement insister sur le fait que c'est la lutte des classes, et non l'évolution des forces productives, qui est le moteur de l'histoire (celles-ci et les rapports de production n'en étant que la base), c'est que lui-même défendait et continue de défendre le point de vue opposé — l'idée d'un Progrès de l'Histoire fondé sur le développement en soi des forces productives, par rapport auquel la lutte des classes n'est jamais présentée par notre camarade que comme l'adjuvant.

Or, en contestant, notamment page 55 de Critique d'une critique, mon affirmation selon laquelle la lutte de la classe ouvrière peut contrecarrer l'offensive de l'impérialisme, y compris sa tendance effective à la destruction permanente de nombreuses forces productives ; en soutenant que cette affirmation qui est la mienne serait contradictoire avec "l'exigence brûlante de la révolution prolétarienne et de l'expropriation du capital" — Daniel Gluckstein confirme sa sous-estimation de la lutte des classes. Certes, il fait semblant de croire que j'aurais simplement dit, de manière parfaitement générale : "seule la lutte de classe peut décider" (ce qui lui permet de m'accuser à bon compte, par un vain procédé rhétorique, de préférer les litanies abstraites aux luttes de classe concrètes) ; alors que, en réalité, j'ai écrit : "cette évolution de la situation n'est pas un effet mécanique, immédiat, de la dévalorisation de la force de travail (...) : elle dépend de la lutte des classes, tant de ses acquis que de sa capacité à défendre ceux-ci et à enrayer le rouleau compresseur capitaliste. Finalement, ici comme ailleurs, seule la lutte des classes¹¹⁷ peut décider si telle ou telle dévalorisation de la force de travail aboutit ou non à tel ou tel degré et pendant telle ou telle période à une destruction effective des forces productives".

Mais, en réalité, fondamentalement, Daniel Gluckstein n'est pas d'accord avec cette idée selon laquelle "seule la lutte des classes peut décider" ou, à tout le moins, il ne donne à cette proposition qu'un sens faible, car il ramène toute lutte des classes à son dogme selon lequel les forces productives auraient cessé de croître, de sorte que, pour lui, la lutte de la classe ouvrière ne

116 J'ai proposé une esquisse d'explication de cette relative dichotomie entre les deux parties de l'ouvrage de Daniel Gluckstein dans la conclusion de ma première contribution (p. 43), où j'ai notamment rappelé que les acquis théoriques passés de notre courant, son expérience de la lutte des classes accumulée pendant des décennies et surtout la stricte définition de son combat dans le cadre de son programme lui permettaient de mener une politique juste malgré sa grande faiblesse théorique globale, et même sa relative régression dans ce domaine.

117 Ici encore, Daniel Gluckstein met "lutte de classe" au singulier, comme s'il n'y avait qu'une classe, la classe ouvrière ; en l'occurrence, il déforme en outre ma citation (où je parle de "lutte des classes").

peut rien faire contre ce "fait"-là. En effet, selon lui, considérer que la lutte de la classe ouvrière peut contrecarrer les tendances de l'impérialisme en général, sa tendance effective à la destruction des forces productives en particulier, "c'est une manière de dire que même à la fin du XXe siècle, le capitalisme garde des capacités progressistes du développement des forces productives". En limitant ainsi la lutte de la classe ouvrière à sa résistance dans le cadre du prétendu déclin des forces productives, il réduit sa puissance propre à n'être qu'une force de résistance sociale. Ce faisant, son invocation de "l'exigence brûlante de la révolution prolétarienne" apparaît comme purement subjectiviste et volontariste.

c) Qu'est-ce qui fonde la nécessité historique du combat pour le socialisme ?

Comme il le dit lui-même (p. 85), "quiconque connaît l'histoire du mouvement ouvrier sait que l'objectivisme, en apparence aux antipodes du subjectivisme, s'y combine volontiers". Il fournit ici même un bel exemple de cette réalité. Concrètement, si la lutte de la classe ouvrière ne peut pas enrayer et empêcher la *destruction de forces productives*, on ne voit pas comment elle pourra jamais aboutir à la *destruction des forces destructrices* que sont les capitalistes et leurs gouvernements. Autant Daniel Gluckstein aurait eu raison de me contester, à la page 92 de *Critique d'une critique*, s'il était vrai que j'eusse réduit "le combat pour le socialisme (...) à des conclusions aussi plates que 'la résistance des travailleurs et des peuples (...) peut contrecarrer la réalisation des tendances de l'impérialisme'" et que j'eusse "limité l'objectif assigné à la 'résistance des travailleurs et des peuples' au fait de 'contrecarrer la réalisation des tendances de l'impérialisme'" ; autant on voit mal comment, si les travailleurs n'ont même pas la capacité et la force de "contrecarrer la réalisation des tendances de l'impérialisme", ils auront un jour celle de passer à l'assaut du vieux monde.

Or il ne s'agit pas là seulement d'un paradoxe littéral de *Critique d'une critique*. Loin de n'être qu'une ambiguïté de langage, il s'agit d'un véritable problème conceptuel — et d'un véritable problème politique. Que la *domination* actuelle du rouleau compresseur impérialiste soit due au fonctionnement même du capital, à la pression écrasante de la spéculation et du parasitisme qui impose au capital productif des conditions drastiques pour sa valorisation, c'est indéniable. Mais, autant il ne faut pas sous-estimer, pour le XIXe siècle, le rôle déterminant et dominant de la lutte des capitalistes contre les ouvriers, autant il ne faudrait pas non plus surestimer la *force propre* de l'offensive impérialiste. Or, de même que Daniel Gluckstein sous-estime la lutte des capitalistes contre les ouvriers au XIXe siècle (cf. ci-dessus, pp. 80-81), de même, symétriquement, il surestime la *force propre* de l'impérialisme aujourd'hui. En effet, il affirme page 93 (deuxième paragraphe) que, si "la classe ouvrière est acculée à une position défensive", c'est qu'"elle est soumise à une offensive destructrice sans précédent de la classe capitaliste appuyée par les appareils" ; "certes, certes", comme il dit... mais il faut aller bien plus loin : d'une part, la lutte de l'impérialisme contre la classe ouvrière est indéniablement le processus **dominant** de la lutte des classes ; mais d'autre part, *sans* cet "appui des appareils", la bourgeoisie ne pourrait pas faire le dixième de ce qu'elle fait, même si l'on tient compte des dégradations sociales et organisationnelles que la classe ouvrière a déjà subies : les appareils ne sont nullement un simple "appui" de la bourgeoisie, ils en sont l'*instrument essentiels*, ils sont la *force politique décisive* de la régression sociale.

Se contenter, sous couvert de l'alternative historique globale : "socialisme ou barbarie", de *déduire* la nécessité du socialisme de la question de la "survie de l'humanité" menacée d'être "entraînée tout entière" dans le prétendu "abîme" de la barbarie, ce n'est pas seulement sous-estimer les ravages effectués tous les jours par la barbarie impérialiste¹¹⁸ (ce que, page 94, Daniel Gluckstein appelle ironiquement, apparemment sans y croire, la "décomposition ambiante" et la "barbarie permanente" ; et c'est lui qui demandait tout à l'heure "sur quelle planète" je vis !) ; c'est, plus

118 Sur cette question, cf. ma première contribution, pp. 41-42.

fondamentalement, poser de manière subjective, volontariste, abstraite et formelle le combat pour le socialisme comme la seule alternative à la barbarie.

En effet, ce qui fonde la nécessité historique du combat pour le socialisme, ce n'est pas la "volonté" — certes louable, mais purement messianique — de "sauver" l'humanité ; ce n'est pas parce que les forces productives déclinent (même si ce fait était exact !) que le socialisme est l'alternative. Le socialisme est historiquement nécessaire du fait que le très haut développement des forces productives qui le rend possible se poursuit dans les conditions d'une barbarie constante et croissante ; encore une fois, si les forces productives avaient décliné depuis 1914, les conditions objectives ne seraient plus réunies ; si la production de nouvelles forces productives ne compensait pas largement la destruction de nombreuses forces productives, s'il n'y avait, depuis que notre courant en parle, que le processus de "destruction massive des forces productives", que resterait-il de celles-ci aujourd'hui ? Alors, il n'y aurait plus rien à faire. Militer pour "sauver l'humanité" de l'imminente "barbarie généralisée qui menace" de la faire tomber dans l'"abîme" creusé par des décennies de déclin des forces productives ? Ce serait parfaitement utopique ! Là encore, le subjectivisme volontariste est le seule corollaire politique possible de la croyance objectiviste, économiste, mécaniste et empiriquement erronée en un "déclin des forces productives de l'humanité".

d) Conditions objectives et conditions subjectives de la révolution socialiste

Daniel Gluckstein a donc parfaitement tort quand il prétend page 87 que mon accord avec l'idée du *Programme de Transition* selon laquelle "la crise de l'humanité se réduit à la crise de direction révolutionnaire du prolétariat" "apparaît comme purement formel". Il est d'ailleurs symptomatique de sa propre erreur qu'il porte contre moi une accusation aussi grave non seulement sans la prouver (cela, ce n'est pas grave : c'est du Gluckstein), mais encore sans y insister : notre camarade montre ainsi qu'il sous-estime effectivement l'importance d'une telle erreur que je n'ai pas commise. Cette sous-estimation est le pendant de sa surestimation de la question des forces productives. Par là, c'est bien lui, et lui seul, qui "oppose" les "propriétés spécifiques de l'impérialisme" et les conditions "de la lutte des classes" (cf. p. 93, cinquième paragraphe). De manière significative, au moment même où il m'attribue cette erreur qui est en réalité la sienne, il rabat à tort cette "opposition" à une "opposition" entre les "conditions objectives" et les "conditions subjectives", ramenant ainsi la lutte des classes à un processus essentiellement subjectif, indépendant dans son essence des "conditions objectives" : ainsi oppose-t-il artificiellement ce qu'il se flatte de relier dialectiquement, alors que, en réalité, il ne nous parle que d'une bien vague "combinaison" formelle.

Daniel Gluckstein se trompe : la lutte des classes est un processus tout aussi objectif que la réalisation des "propriétés spécifiques de l'impérialisme". Plus exactement, la réalisation de ces "propriétés", ce n'est rien d'autre que la lutte des classes — lutte de la classe capitaliste contre la classe ouvrière, lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste. Il ne s'agit pas de "combiner" ces deux prétendus "éléments" artificiellement opposés au préalable pour faire croire qu'on accède à une conception dialectique des choses. Il est donc faux de ramener la lutte des classes aux "conditions subjectives". En réalité, celles-ci ne sont rien d'autre que les *conditions politiques de la direction de cette lutte des classes*. C'est pourquoi il est parfaitement juste de les *opposer* aux "conditions objectives". Les conditions objectives sont mûres pour la révolution socialiste : les forces productives sont suffisamment développées, la classe ouvrière est debout, sa lutte de classe est réelle, effective, constante ; en revanche les "conditions subjectives" ne sont pas mûres : la crise de la direction du prolétariat conduit à la décomposition du mouvement ouvrier, à la crise sans précédent de sa représentation politique, à l'abstention" politique généralisée — car les directions politiques faillies et à présent perçues comme telles par la majorité de la classe ne sont pas encore remplacées par une nouvelle direction, par la IVe Internationale.

En un mot : *le point auquel se ramène à mon avis l'ensemble de mes désaccords avec notre camarade, c'est que, selon lui, la crise de l'humanité se réduit avant tout à la crise des forces productives*, tandis que, pour moi, au contraire, l'essentiel des ravages actuels de l'impérialisme sur les acquis sociaux et démocratiques et sur les organisations ouvrières ne sont pas dus seulement à sa propre force, mais aussi, *de manière absolument décisive, aux conditions politiques réelles de la lutte des classes*. Je dis bien : aux conditions *politiques* réelles, c'est-à-dire à la place et au rôle que jouent les appareils et à la crise de la direction — et non pas seulement aux conditions *économiques et sociales* de cette lutte (au poids croissant du chômage, de la précarité, de la misère, etc...). Cela signifie que les ravages sociaux de l'impérialisme, y compris les processus effectifs de destruction de forces productives, (contrairement à ce qu'affirme *Critique d'une critique*, page 55), aussi puissante que soit la force de ce monstrueux rouleau compresseur, *pourraient être contrecarrés* si la lutte des classes se passait dans d'autres conditions. Cela signifie que, *quels que soient ces ravages*, ils *pourront* être contrecarrés, en particulier si nous continuons de nous battre avec la stratégie de construction qui est la nôtre, et qui est l'application actuelle de notre *Programme*. Cela signifie que la tendance effective à la barbarie pourra être contrecarrée par la tendance opposée, la tendance des masses au socialisme, tendance largement inconsciente aujourd'hui, mais tendance réelle, inscrite dans la moindre revendication ouvrière, et dont la *forme actuelle, mais provisoire*, est le combat pour la résistance sociale. *Cela signifie que, à partir du moment où les forces productives ont atteint un certain niveau de leur développement et de leur socialisation, "la crise de l'humanité" s'est réduite non pas au déclin des forces productives, non pas à la destruction de forces productives, non pas à la destruction des forces de travail — mais, toujours et encore, "à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat"*.

Conclusion

Alors, finalement, que vaut *Critique d'une critique* ?

Nous l'avons vu : Daniel Gluckstein y montre — mieux encore que dans son livre — qu'il ne maîtrise pas l'œuvre scientifique de Marx, à commencer par les trois livres du *Capital* lui-même. Ses multiples invocations rhétoriques de Marx, le plus souvent dépourvues du moindre contenu informatif, ne parviennent pas à masquer cette lacune pour le moins ennuyeuse quand on se proclame soi-même, dès la première page, le "représentant" des marxistes les plus "éminents".

De surcroît, il interprète les textes de Marx qu'il cite de manière tantôt complètement erronée (texte sur les "services", texte sur les forces productives), tantôt pour le moins trop rapide, partielle et dogmatique (*Préface* de 1859, texte qui n'a guère de valeur scientifique).

Quant aux textes de Lénine et de Trotsky, force est de constater que, d'une part, il refuse la discussion sérieuse sur les objections que j'ai opposées à son "interprétation" de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, et, d'autre part, il réduit ce qu'il appelle les "fondements théoriques et politiques" de la IV^e Internationale à dix mots du *Programme de Transition*.

Qui plus est, il n'hésite pas à citer des extraits de ma première contribution non seulement de manière "cavalière" et "désinvolte" — pour employer ses propres termes — mais encore très souvent en tronquant, voire en transformant les citations. Même quand il les cite correctement, c'est, le plus souvent, pour ne pas les comprendre ou faire semblant de ne pas les comprendre.

Enfin, en ce qui concerne les faits économiques et sociaux, *Critique d'une critique* ne prouve pas davantage que son livre les affirmations de notre camarade. Cela est vrai tant des deux questions fondamentales de la prétendue "désaccumulation productive" et de la prétendue

"dislocation des marchés" que de questions comme le niveau de consommation des ménages en France et la prétendue infériorité des rythmes de croissance du capital productif d'aujourd'hui par rapport à ce qu'ils étaient au XIXe siècle. Cela est vrai, de manière générale, pour la thèse erronée selon laquelle les forces productives de l'humanité auraient cessé de croître et connaîtraient un déclin tout court ou absolu.

Mais l'ignorance et l'irrespect des faits ne sont jamais que des vices théoriques. Ce qui est le plus grave, c'est la "méthode" de discussion que notre camarade a choisie.

Formellement, celle-ci consiste en un déploiement permanent des procédés rhétoriques les plus vains. Quant au fond, ceux-ci sont tous destinés à essayer de discréditer le sens même des critiques que je lui ai adressées, et surtout à attirer sur moi la suspicion politique du lecteur. Pour ce faire, Daniel Gluckstein n'hésite pas à mettre dans la balance tout son poids de dirigeant politique incontesté et à multiplier les accusations tonitruantes selon lesquelles je remettrais en cause le programme, la stratégie et la politique en général de la IVe Internationale — sans oser, bien sûr, "aller jusqu'au bout de mes positions" ; et, pour donner plus de poids encore à ses accusations — mais, à la différence du premier, ce poids-là est illégitime — il s'autoproclame à tout bout de champ, mais le plus souvent de manière parfaitement vide, le représentant et le porte-parole de Marx-Engels-Lénine-Trotsky-les-marxistes-les-trotskyistes. Ce faisant, il commet un *abus de confiance*. Il mise, en effet, sur la confiance dont il jouit auprès des camarades pour faire passer ses accusations — en espérant manifestement que ceux-ci ne prendront pas le temps d'étudier à fond l'ensemble des textes qui sont en discussion, dont certains passages nécessitent d'ailleurs une bonne connaissance des auteurs, en particulier de Marx, que bien des camarades n'ont sans doute pas (en particulier, il faut le dire, en raison de la quasi-inexistence, depuis des années, d'une formation théorique digne de ce nom dans notre organisation). Ces procédés reviennent à *s'adjuger a priori le monopole du discours vrai* — même (ou surtout ?) quand ce discours s'avère incapable de démontrer de manière convaincante la vérité à laquelle il prétend.

En m'accusant d'emblée de "partir d'un point de vue politique", notre camarade donne à la discussion un cadre qui est une camisole de force. En fait, ma critique avait pour point de départ la lecture de son livre et sa confrontation tant aux textes de Marx et de Lénine qu'aux faits eux-mêmes. En effet, la compréhension correcte des textes proprement scientifiques de Marx ou de Lénine et la présentation correcte des faits sont des conditions *sine qua non* pour qu'une discussion théorique sérieuse puisse s'engager — c'est-à-dire, en dernière analyse, pour que nous puissions construire une véritable organisation marxiste. Or, comme nous l'avons vu tout au long de ce texte, l'attitude de Daniel Gluckstein lui permet d'éviter le plus souvent la véritable discussion théorique, sur la base des faits et de l'analyse rigoureuse des textes, sous prétexte que ma position différente de la sienne sur des questions théoriques ou empiriques précises (certes fondamentales) se ramènerait en réalité à une position politique ennemie plus ou moins latente. Mais il est bien évident qu'une organisation politique sur la base d'un programme, d'une stratégie et de décisions pratiques : les accords et les désaccords doivent se faire et se défaire avant tout sur ce plan ; dès lors, la mise en évidence d'un quelconque rapport entre des affirmations à visée théorique et des positions politiques réelles ne peut être appréciée que par et dans la pratique : on n'a pas à rejeter *a priori* de telles affirmations en fonction de ce que l'on s'imagine être leurs prétendues "conséquences pratiques inévitables". C'est pourquoi la "méthode" de "discussion" de Daniel Gluckstein ne pouvait aboutir à rien d'autre qu'à de constantes accusations politiques infondées, voire des amalgames (ou d'hypocrites suggestions d'amalgame...). De tels procédés, parce que, encore une fois, ils sont choisis ici par un dirigeant politique qui jouit d'une autorité incontestée dans notre organisation, reviennent à empêcher que la discussion se déroule dans des conditions normales de confiance entre camarades et de respect des positions d'autrui. En l'occurrence, ils visent à créer et entretenir la suspicion à mon encontre : il s'agit là d'un véritable *abus d'autorité morale*. Plus grave : cela constitue une *sérieuse entrave à l'exercice de l'esprit critique* au sein même de la IVe Internationale.

Par là même, cela dresse un *sérieux obstacle devant la nécessaire progression de notre courant sur la voie de la maîtrise et du développement de la théorie marxiste.*

En ce sens, *Critique d'une critique* n'est pas seulement un vaste ensemble d'erreurs théoriques et factuelles : tout en s'inscrivant certes dans le cadre de la libre discussion, ce texte constitue avant tout une *faute politique grave.*

Je termine en revenant une dernière fois sur les propos de Trotsky cités par *Critique d'une critique* (page 87), selon lesquels le *Programme de Transition* "n'est pas un programme complet. *Un programme complet, écrit Trotsky, devrait donner une expression théorique de la société capitaliste moderne dans sa phase impérialiste.* Les raisons de la crise, l'augmentation du chômage, etc... Dans ce projet, cette analyse n'est brièvement résumée que dans les premières parties (...) Mais ce qui est dit ici est suffisant" (je souligne).

Comme nous l'avons vu, pour Daniel Gluckstein, cette dernière phrase signifie que le deuxième paragraphe du *Programme* est "suffisant" pour la théorie, c'est-à-dire que les recherches théoriques devraient avoir pour cadre infranchissable le respect du dogme selon lequel "les forces productives de l'humanité ont cessé de croître". Pourtant, la suite des propos de Trotsky est claire : "ce qui est dit ici, écrit-il, est suffisant *pour les nécessités pratiques*, car nous sommes tous du même avis. Le début du programme n'est pas complet. Le premier chapitre n'est qu'une suggestion et non une expression complète¹¹⁹". Trotsky explique donc lui-même expressément que c'est *pour la pratique*, et non pour la théorie, que le *Programme de Transition* est "suffisant", c'est-à-dire qu'il correspond aux besoins historiques de la classe ouvrière et de l'humanité. Pourquoi Daniel Gluckstein a-t-il tonqué cette citation ? Pourquoi n'a-t-il pas donné la référence de ce texte ?

*Or la croyance selon laquelle dix mots du Programme de Transition seraient "suffisants" pour la théorie et constitueraient même le "fondement théorique" de la IVe Internationale est précisément ce qui explique que notre courant ait été incapable, jusqu'à présent, de proposer une véritable analyse scientifique globale, une "expression théorique de la société capitaliste moderne dans sa phase impérialiste" — et il faudra bien un jour s'interroger sur la signification politique et les conséquences pratiques d'une telle attitude. En tout cas, pour progresser sur la voie de l'élaboration théorique, donc politique, il nous faut partir du point de vue inverse, du point de vue selon lequel dix mots ne constitueront jamais le fondement théorique de quoi que ce soit — surtout quand ils ne sont pas conformes aux faits actuels. A cette condition, nous parviendrons peut-être à nous approcher de l'objectif spécifiquement théorique que Trotsky nous propose. A cette condition, nous montrerons que nous sommes réellement d'accord avec Engels, selon qui **"la conception d'ensemble que Marx a de la réalité n'est pas une doctrine, mais une méthode. Elle ne donne pas de dogmes définitifs, mais des points de départ pour des recherches ultérieures et la méthode nécessaire à ces recherches."**¹²⁰*

Wolfgang

119 Ce texte est le compte-rendu d'une discussion entre Trotsky et des militants du SWP. Il a été publié, par exemple, à la suite du *Programme de Transition* par les éditions La Brèche (1984).

120 Cf. *Interview au Figaro*, paru dans *Le Socialiste* du 20 mai 1895. (C'est moi qui souligne.)

